

LE SUCCÈS DES FORCES DE GAUCHE AU PORTUGAL

Se soumettre ou se démettre

Pour la deuxième fois en deux mois et demi, la droite portugaise a perdu une bataille. Mais le retentissement de son revers du 28 septembre peut être tel qu'il signifie, pour elle, la perte de la guerre qu'elle entendait mener contre le marxisme.

Dans les deux graves crises qu'a déjà affrontées le régime issu de la « révolution en fleurs » du 25 avril, le scénario a été comparable. Dans l'un et l'autre cas, le général Spínola, sans doute inquiet du poids pris en quelques semaines dans la vie publique par un parti communiste pourtant interdit depuis quarante-sept ans, a cherché à donner un coup de barre à droite. Dans les deux cas, il n'a réussi qu'à rendre plus manifeste le poids de la gauche et finalement à rendre inévitable son départ du palais de Belem.

Le 9 juillet, la manœuvre menée en liaison étroite avec le premier ministre, M. Palma Carlos, consistait sans doute — grâce à la démission des membres modérés du cabinet — à provoquer une sorte de haut-le-cœur dans une partie importante de l'opinion publique au spectacle d'un gouvernement soudain composé des seuls socialistes et communistes. Or, si les partis de gauche ont bien perdu quelques portefeuilles dans l'aventure, l'essentiel de l'opération a échoué.

Le Conseil d'Etat — organisme où sont représentés la junte militaire, le Mouvement des forces armées et des personnalités civiles — a refusé des élections présidentielles anticipées, qui auraient, de toute évidence, été un triomphe pour le général Spínola. Il a, d'autre part, réussi à repousser le candidat que le président de la République souhaitait voir ramener à la présidence : le colonel Mario Miguel, un technocrate considéré comme dévoué au général Spínola.

Un chef de file inespéré

Finalement, c'est le colonel Vasco Gonçalves — devenu depuis lors général — qui fut imposé par le Conseil d'Etat. Or c'est là un officier que tous les observateurs à Lisbonne s'accordent à considérer comme « teinté de marxisme ». Rien dans les termes, au demeurant très modérés, de l'invitation du général Gonçalves que nous publions par ailleurs ne serait, sans doute, renié par M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste. De surcroît, le Mouvement des forces armées, dont la majorité des membres inclinent à gauche, a fait en juillet une entrée en force au gouvernement, alors qu'il était resté jusqu'alors dans les coulisses du pouvoir.

La gauche sort encore plus renforcée du nouvel affrontement qui a finalement conduit à la démission du président de la République. Ce sont, en effet, des militaires communistes et des membres du Mouvement démocratique populaire, ou les communistes sont influents, qui sont descendus dans la rue dans la nuit du vendredi au samedi. Certes, le gouvernement provisoire avait, aux premières heures du 28 septembre, lancé un appel au démantèlement des barricades dressées par ces militants contre les manifestations de la « majorité silencieuse ». Mais, vers la fin de la nuit, les militaires sont venus prendre le relais des civils — et, en certains endroits, leur prêter main-forte — dans cette opération de contrôle routier : c'était, largement, justifier a posteriori aux yeux de l'opinion publique portugaise.

D'autre part, le ministre, socialiste, des affaires étrangères, M. Mario Soares, qui se trouve au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, au moment des événements, a pu y expliquer la crise devant l'opinion publique européenne représentée en l'occurrence par les parlementaires de dix-sept pays assemblés. Cette interprétation n'aurait pas pu se peser d'un grand poids.

Entre l'extrême droite nostalgique du salazarisme ou du catéisme, la droite modérée et libé-

rale elle-même sort très affaiblie des événements de ce week-end. Or, nombre d'observateurs s'accordent à penser que le Portugal, lors des prochaines élections, a un regroupement d'apparences centriste, et en réalité conservateur bon teint. La démission du général Spínola ce 30 septembre porte un coup assez sérieux à ces espoirs.

Pour une droite qui, en quarante-huit années de fascisme, avait, dans son immense majorité, fini par considérer que le Portugal ne connaîtrait plus jamais d'autre régime, le président de la République, le général Spínola, avait, par M. Caeetano, fait passer le Portugal de la gauche à la droite. En fait, il s'agit — la lecture de son livre comme ses cinq premiers mois de pouvoir le prouvent — d'un homme d'ordre, tenté par un certain populisme, mais fondamentalement conservateur. Démissionnant de sa charge, le général Spínola ne va-t-il pas passer désormais pour un vaincu de ce fait, un excellent leader pour l'opposition de droite ?

Dans ses deux tentatives de reprendre la barre, le général Spínola a semblé être désespérément à la recherche d'une légitimité différente de celle qui lui avait conféré le Mouvement des capitaines lorsque celui-ci, au soir du 25 avril, l'avait « fait roi ». En juillet, l'affaire Palma Carlos avait été précédée d'une tournée des popotes du chef de l'Etat. Le 28 septembre, il a sans aucun doute estimé que la manifestation de la « majorité silencieuse » serait pour lui une sorte de piétinement. Dans l'un et l'autre cas, le sens politique du général Spínola, fréquemment vanté par les observateurs, a été nettement pris en défaut. Il ne restait plus alors au chef de l'Etat qu'à se soumettre ou à se démettre. En juillet, comme le 28 septembre, il est apparu que la légitimité au Portugal appartenait au Mouvement des forces armées, parce que c'est lui qui a assumé tous les risques du renversement du régime fasciste. Le Mouvement a toujours déclaré qu'il n'était que le dépositaire de cette légitimité, exercée au nom du

peuple en attendant que celui-ci ait pu se prononcer par des élections.

Jusqu'ici, les capitaines sont restés remarquablement unis malgré les aléas d'une très difficile reconstruction démocratique. L'un des points fondamentaux de leur programme — la décolonisation de l'Afrique portugaise — a, il est vrai, considérablement progressé en quelques mois avec l'indépendance de la Guinée, et celle, acquise pour l'année prochaine, du Mozambique. Dans une déclaration du 27 septembre, passée un peu inaperçue en raison des graves événements du 28, le général Spínola avait, d'autre part, déclaré que, aussitôt le cesse-le-feu acquis en Angola, un gouvernement provisoire serait formé où seraient représentées toutes les tendances y compris les mouvements qui combattaient aujourd'hui par les armes le colonialisme portugais. Sa mission serait de conduire le territoire à l'indépendance avant octobre 1976.

Le Mouvement restera-t-il aussi uni après la démission du chef de l'Etat ? Nombreux sont, en son sein, les « spinolistes » qui ont d'ailleurs moins impressionnés par les opinions politiques du chef de l'Etat que par le prestige militaire d'un chef clairvoyant, avant d'autre, sur l'avenir du Portugal et de ses territoires d'outre-mer. D'autre part, les officiers de gauche ne peuvent que sortir « radicalisés » de la crise. Ils ont vu poindre le spectre du fascisme homni. Le « printemps du Portugal » s'appartient sans doute à vivre un automne agité.

JEAN-PIERRE CLERC.



La démission du général Spínola

(Suite de la première page.)

Comment aurait-elle manqué l'occasion que lui offrait « sur un plateau », le général Spínola en personne, qui, le 10 septembre, avait appelé « la majorité silencieuse du peuple portugais à se défendre activement contre les totalitarismes extrêmes » ? En répondant avec empressement à cet appel par une manifestation de masse devant le palais présidentiel, la droite espérait marquer des points décisifs pour se réinsérer dans la vie politique nationale. Elle voulait que, samedi-là, « soit son tour ».

Que, profitant de cette offensive politique « légale », certains aient tenté de faire d'un coup complet qui permettrait de retrouver plus vite ou plus sûrement le chemin du pouvoir, est chose plausible. Des armes, dit-on, ont été trouvées dans les valises des « spinolistes » vers Lisbonne le jour de la manifestation. Un fusil à lunette a même été découvert installé derrière une verrière dans une résidence du premier ministre. Dans la même maison, les militaires disent avoir mis la main sur un abondant matériel de propagande signé d'un « Mouvement d'action portugal » qui reprenait les thèmes classiques de l'ancien régime en faveur d'un « Portugal pluricontinental ».

Il est pourtant encore difficile d'en déduire l'existence d'une conspiration minutieusement mise au point. Il faudrait auparavant connaître en détail ce qui s'est déroulé derrière les murs du palais de Belem au cours de la longue nuit du vendredi 27 au samedi 28 septembre. Le général

Spínola a-t-il vraiment pris les pleins pouvoirs pendant quelques heures ? Le premier ministre, le général Gonçalves, et le général Otelo de Carvalho, gouverneur militaire de Lisbonne, ont-ils bien été arrêtés, ou tout au moins mis sous surveillance étroite pendant deux ou trois heures comme le bruit en court avec insistance ? On ne peut encore en être absolument sûr. Mais ceux qui l'affirment sont plus à l'aise pour expliquer ensuite que le plan consistait pour le chef de l'Etat à « prendre le pouvoir, écarter les généraux et se faire plébisciter aussitôt après par une foule en liesse sur la place de l'Empire ».

Un tel scénario, reconstitué après coup, laisse dans l'ombre l'essentiel peut-être de l'histoire : dans la succession des faits, qu'est donc l'obstacle qui n'aurait pu franchir le général Spínola, ce grain de sable qui aurait entravé une mécanique parfaitement huilée ? Qui donc a permis le retour à la situation d'après le 25 avril ? Sera bien difficile d'approcher la vérité : tout s'est, en effet, passé entre militaires, après une réunion orageuse du conseil des ministres au cours de laquelle le chef de l'Etat a violemment pris à partie le parti communiste et son secrétaire général, M. Alvaro Cunhal, présent à la table en sa qualité de ministre d'Etat.

Le « bras armé » du Mouvement

Après la démission du général Spínola, le Mouvement des forces armées apparaît plus puissant que jamais, maître du pouvoir et décidé à le garder. Il a prouvé qu'il était capable de résister à une période d'extrême tension, de conserver ou de reprendre le contrôle d'une situation soudainement difficile. Il a surtout montré l'efficacité de l'encadrement qu'il s'est lui-même donné au mois de juillet, pour garantir l'application intégrale de son programme : le Commandement opérationnel du continent (COPCON). Ses groupes commandés par le jeune général Otelo Saravia de Carvalho, ont effectivement agi comme le « bras armé du Mouvement », reprenant au moment opportun le contrôle des points stratégiques et des émetteurs de radio-diffusion.

Ce sont aussi les soldats du

COPCON qui, dans la nuit décisive, ont arrêté plus de deux cents personnes, décapitant ce qui aurait pu être la tête d'une « droite réactionnaire ». A consulter la liste des nouveaux détenus, on ne peut s'empêcher de remarquer que le Mouvement n'a pas fait de détail. Une vingtaine d'officiers supérieurs, dont le général Kaula de Arriaga (considéré, même sous le régime précédent, comme un des chefs de file des « saltas », et qui avait, en décembre 1973, entrepris un complot d'extrême droite contre M. Caeetano) ; un bon nombre d'anciens ministres de M.M. Salazar et Caeetano ; plusieurs députés des plus belles fortunes du pays, et quelques gros propriétaires de l'Alentejo, qui ces dernières semaines avaient contenu d'organiser des milliers d'unités réunissant des dizaines de convives ; voilà, à peu de chose près, l'essentiel de la liste opérée par les « hommes du Mouvement », fiers de leur vigilance.

Is ne semblent pas décidés à s'en tenir à la démission du général Spínola. Dimanche, dans la journée, on disait à Lisbonne qu'ils étaient déterminés à arracher des démissions à « épurer » la junte et le gouvernement. Trois membres de la junte seraient visés : les généraux Silveira Marques, Diogo Neto et Calvo de Melo. Ce dernier suscite particulièrement la colère des capitaines : n'a-t-il pas, il y a quelques semaines, déclaré que « le communisme n'était pas meilleur que le fascisme » ? Les responsables du Mouvement s'opposent aussi au maintien au sein du gouvernement du lieutenant-colonel Mario Figueira Miguel, ministre de la Défense, et à la confiance du général Spínola, et du major Osorio Sanches, ministre de l'Information.

En poussant ainsi leur avantage, les capitaines répondraient sans aucun doute au désir avoué de la gauche, et surtout du parti communiste, qui dimanche, installait fermement sur la nécessité d'accroître la victoire pour que la « réaction » ne passe de la gauche à la droite. Cette manoeuvre, entre action du Mouvement des forces armées (M.F.A.) et la volonté politique de la gauche portugaise est peut-être la conséquence la plus directe et la plus visible d'un accord qui vient de se produire. En effet, si, lors du soulèvement du 25 avril, tout ou presque a été le fait des militaires, cette fois, le rôle des forces populaires a été déterminant. La mobilisation très active de la gauche — et surtout du P.C. — contre l'offensive de la « réaction » a poussé les militaires du M.F.A. à agir vite.

Il est incontestable que les « brigades de vigilance » postées au pourtour de Lisbonne pour empêcher l'entrée d'armes dans la capitale ont été efficaces non seulement militairement, mais aussi politiquement : elles ont démontré la force organisée dont pouvait disposer la gauche pour faire échec à une éventuelle sédition. La jonction d'une telle force avec les soldats du COPCON suffisait à rendre très difficile, sinon illusoire, tout renversement de l'ordre établi par la « révolution des capitaines ».

Pendant près de vingt-quatre heures, les Portugais ont eu peur, même et apparemment, de voir l'ordre redevenir normal. Privés de journaux, ils se sont précipités vers les radios qui donnaient l'information officielle au compte gouttes. Dimanche enfin, ils ont respiré. Le soir, entre deux spots publicitaires, un speaker de la télévision assura, le ton enjoué d'un fond sonore de jazz, que le plus célèbre chanteur engagé du Portugal : « Le Mouvement des forces armées applique l'indivisibilité de son programme. Le fascisme ne passera pas ».

DOMINIQUE POUCHIN.

L'ordre démocratique devra être respecté par tous

déclarait le 15 septembre le général Gonçalves, premier ministre

Nous publions ici une interview accordée le 15 septembre, moins de deux semaines avant les graves événements de ce week-end, par le premier ministre portugais, le général Gonçalves, à nos confrères Pierre Audibert et Daniel Brignon, auteurs du livre « Portugal : les nouveaux centurions », à paraître cette semaine aux éditions Belfond.

Cette interview exclusive est la première accordée à ce jour par le chef du gouvernement de Lisbonne. Celui-ci, par tempérament comme du fait de sa situation politique délicate, ne s'exprime que rarement. Les récents événements ont fait de ce membre éminent du Mouvement des forces armées l'un des principaux maîtres du jeu politique dans le pays.

« Quels changements ont été apportés par l'arrivée au gouvernement d'éléments du Mouvement des forces armées ? S'agit-il d'un renforcement du pouvoir militaire ? »

« L'arrivée de militaires au gouvernement a pu paraître aux yeux de secteurs moins informés de l'opinion comme un renforcement du pouvoir militaire ; ceci, cependant, ne correspond pas à la réalité. Le but de l'entrée

d'éléments militaires au gouvernement a traduit le besoin de garantir avec fermeté l'exécution du programme du Mouvement des forces armées ; cela, d'ailleurs, a été accompli, fut mis en cause par certaines personnalités politiques faisant partie du premier gouvernement provisoire.

« Avec quelle politique économique avez-vous financé la démocratie ? Que proposez-vous pour assurer l'indépendance économique du Portugal, et pourquoi avez-vous monté le prix du pain, du lait, des produits de première nécessité ? »

« La démocratie ne peut être établie et consolidée au Portugal qu'avec une politique économique qui assure le bien-être de la population. Le programme du Mouvement des forces armées, en particulier des couches de la population jusqu'ici les plus défavorisées, et qui ait pour préoccupation immédiate la lutte contre l'inflation et la hausse excessive du coût de la vie, ce qui entraine nécessairement une stratégie anti-monopoliste. »

« Le gouvernement provisoire, tenant compte du fait que c'est au sein de la population que se trouvent les couches les plus défavorisées, et qui ait pour préoccupation immédiate la lutte contre l'inflation et la hausse excessive du coût de la vie, ce qui entraine nécessairement une stratégie anti-monopoliste. »

« Un début de réforme fiscale a été engagé dans le but de rendre plus juste la redistribution du revenu. Le crédit a été augmenté et sa sélectivité améliorée. La construction sociale a été encouragée. Le déficit budgétaire s'oriente dans le sens d'un plus grand dynamisme de l'économie. Les conditions de relance de l'industrie et de l'économie font l'objet d'une définition en termes généraux. »

« L'augmentation du prix de certains produits de grande consommation était une mesure indispensable à l'assainissement économique et financier. En effet, sous le régime précédent, ces prix étaient des prix politiques, entretenus artificiellement par des subventions à la consommation, ce qui entraînait un déficit du secteur public et constituait une cause directe de l'inflation. La politique économique en cours de définition et d'application assurera au Portugal la possibilité de choisir librement leur avenir. »

« Vers quel type de relations sociales peut-on s'orienter au sein des entreprises ? Des expériences de coopération se sont manifestées, seront-elles encouragées par votre gouvernement ? »

« Le programme du Mouvement des forces armées comme vous le savez, ne comporte pas de réformes de fond ni de changements substantiels dans le système économique-social dans lequel nous vivons, mais des limitations de ce fait, notre politique sociale, dans tous les domaines, aura essentiellement comme objectif la défense des intérêts des classes travaillantes, l'amélioration progressive, mais accélérée, de la qualité de vie de tous les Portugais. »

« Je considère que les expériences de coopération sont précieuses, dans le cadre de l'économie ou nous vivons. Je considère encore que ces expériences ne constituent pas un objectif primordial, ni ne caractérisent le processus démocratique dans lequel nous sommes engagés ; dans ce processus, le gouvernement ne leur apportera ni soutien ni encouragement. »

« Au niveau de l'opinion internationale, la nomination du gouvernement a été considérée comme un « coup » à gauche du nouveau régime portugais. En même temps, certaines mesures de fermeté vis-à-vis de l'extrême gauche ont eu un certain retentissement. Ces deux aspects sont-ils contradictoires ? »

« Il est intéressant pas de confirmer ou d'infirmer la vision que les commentateurs politiques ont de la réalité portugaise. Ce que je peux dire, c'est que l'entrée des militaires au gouvernement doit être interprétée comme le ferme propos d'exécuter le programme du Mouvement des forces armées. »

« Il est évident que le programme du Mouvement des forces armées, compris comme programme de renversement du régime fasciste qui nous a opprimés pendant quarante-huit ans, a un contenu de progrès. Les mesures de fermeté prises contre certains groupes d'extrême gauche l'ont été afin de défendre le processus de décolonisation en cours et de consolider les conquêtes démocratiques devenues patrimoine du peuple portugais depuis le 25 avril. »

« Je saisis l'occasion pour affirmer que des mesures de défense de la démocratie seront appliquées contre tous ceux qui essaient de soulever des difficultés à l'institutionnalisation de la démocratie au Portugal. Ceux qui s'opposent à cela, et qui ne sont que des appartenances idéologiques. L'ordre démocratique que nous nous sommes engagés à édifier devra être défendu et respecté par tous les Portugais. »

« L'expérience portugaise suscite beaucoup d'espoir. Mais depuis le 25 avril, l'absence d'information semble être la seule politique que les socialistes et les communistes portugais, au nom de la démocra-

tie, ont réussi à empêcher une manifestation qui voulait exprimer son appui au président de la République. Y a-t-il eu, à la gauche portugaise, une absence de capacité de dialogue ? »

« La gauche portugaise n'a pas fait preuve de capacité de dialogue. Elle a refusé le nom de fascistes à tous ceux qui ne la secondent pas et une forme d'exclusionnisme totalitaire, analogue à celle que l'on manifestait à l'époque de Salazar, est apparue. La gauche a commis une erreur politique et a démontré sa peur. »

« La réaction de la presse espagnole est explicable. Un mouvement militaire comme celui du 25 avril, qui mettrait fin à une dictature pour porter à la présidence de la République un général aussi « conservateur » que M. Spínola, était tenu pour « respectable » à Madrid. Lorsque le M.F.A. a traversé des crises, plus ou moins bien gérées en Espagne, depuis le 25 avril, a intensifié son appui à la gauche, la majeure partie de la presse espagnole en est arrivée à la conclusion que ce mouvement visait réellement à changer non seulement le régime, mais encore le système. — J.-A. N. »

« La presse espagnole : la gauche n'a pas fait preuve de capacité de dialogue. »

De notre correspondant

Madrid. — « Le communisme s'impose au général Spínola », titrait le 29 septembre, le quotidien Arriba, organe national du Mouvement, commentant l'intervention de la manifestation de la « majorité silencieuse » à Lisbonne. Le titre du quotidien phalangiste, à quelques nuances près, reflète l'opinion de l'ensemble de la presse espagnole, qui semble prendre ses distances à l'égard du nouveau régime portugais. Au moment de la « révolution du 25 avril », les journaux espagnols rendaient compte avec objectivité, et parfois avec enthousiasme, du succès du Mouvement des forces armées ; depuis lors, ils sont devenus plus réticents, notamment depuis que M. Carlos Palma et ses plus fidèles collaborateurs ont été écroués du pouvoir. »

« Il est, à cet égard, révélateur que, le 29 septembre, deux journaux aussi éloignés en politique intérieure qu'Arriba et le quotidien catholique conservateur Ya, aient publié des commentaires convergents sur les derniers événements au Portugal. Tous deux affirment, en effet, que les communistes et les socialistes portugais, au nom de la démocra-

GEORGES SUFFERT

25.000 exemplaires vendus en deux jours

les intellectuels en chaise longue

PLON

الكتاب

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

Grèce

PRÉSENTANT SON NOUVEAU MOUVEMENT POLITIQUE

M. Caramanlis demande au peuple de « s'unir aussi bien contre le communisme que contre le fascisme »

De notre correspondant

Athènes. — Dans une proclamation au peuple grec, M. Constantinos Caramanlis a annoncé, samedi 27 septembre, la formation de son nouveau mouvement politique Démocratie nouvelle, qu'il a présenté comme échantillon aux « traditionnelles qualifications de « droite, centre et gauche ». Affirmant qu'une « dernière chance » se présentait aux Grecs de mettre en place une démocratie authentique et de « sortir des errements du passé », le premier ministre a souligné la nécessité pour le peuple « de s'unir en une organisation forte afin de protéger le régime aussi bien contre le communisme que contre le fascisme ».

La déclaration de M. Caramanlis ouvre la campagne électorale. Il se confirme, en effet, que les Grecs voteront au cours de la

première quinzaine de novembre (le dimanche 10, selon toute vraisemblance). La date précise de la consultation ne sera rendue publique qu'après le retour à Athènes du ministre des Affaires étrangères, M. Mavros, actuellement aux Nations unies, à New-York.

Cette consultation est déjà fortement contestée par la gauche et divers milieux de la droite et du centre. Les adversaires soutiennent que le délai de quarante jours précédant les élections est trop court pour assurer des élections vraiment « irréprochables » et que le mode de scrutin est un peu trop biaisé aux mesures de

Ces mêmes milieux auraient également voulu que le gouvernement procède d'abord à la liquidation des affaires de la dictature. Pourtant, on envisageait une réelle épuration des forces armées et de l'appareil de l'Etat. Des mesures en ce sens auraient affecté soixante mille personnes et l'ouverture d'une enquête sur les responsabilités et la « formation » des anciens dirigeants. Le bilan présenté dans ce domaine par le gouvernement ne satisfait pas encore l'opinion grecque. Pour elle, la « réconciliation » entre le peuple et l'armée ne sera possible que lorsque l'ancien dictateur Papadopoulos et le général Ioannidis auront été régulièrement jugés.

La question du régime, si, en théorie, elle est laissée en suspens, se trouve bel et bien posée. Dans la capitale, des kiosques vendent des posters de l'ancien roi Constantin II, dans certains magasins, des photos de la famille royale ont fait leur réapparition. Tout récemment, à Salonique, des tracts ont été distribués, qui prétendaient : « Seul le roi a le droit de parler au nom du peuple ». De même, des groupes de royalistes s'organisent dans le pays et ont déjà pignon sur rue, alors que divers journaux et publications soutiennent ouvertement la monarchie.

Selon certaines estimations, le camp royaliste représenterait actuellement entre 15 et 20 % du corps électoral.

L'organisation de partis politiques structurés pose un problème qui ne peut être résolu en quelques semaines ou même

quelques mois. Toutes les familles politiques ont besoin de se réorganiser en fonction de la réalité créée par sept années de dictature et fatalement depuis les dernières élections de 1964, les places sur l'échiquier ne sont plus les mêmes. Il y aura 786 000 nouveaux électeurs. Or tout indique que les jeunes sont fortement tentés par la gauche.

Toutefois, la gauche grecque est encore loin d'être homogène et ne peut réaliser un regroupement qui aurait posé un sérieux problème aux deux grands partis bourgeois, Démocratie nouvelle et Union du centre. D'autant plus que l'extrême gauche n'a pas encore jeté un pont en direction de la social-démocratie en gestation. La polarisation est ainsi évitée et les partis bourgeois se trouvent à l'abri d'une éventuelle surprise : celle qu'aurait pu leur réserver un rassemblement de toutes les forces de gauche.

La première place se disputera donc entre Démocratie nouvelle et l'Union du centre. Mais, en dernier lieu, les deux camps, en envisageant le pays ces dernières années et sur lesquels des magistrats continuent d'enquêter dans diverses villes italiennes. La « piste noire » ne conduirait donc pas seulement à

MARC MARCEAU.

Italie

SELON LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

L'extrême droite a préparé trois fois un coup d'État depuis 1970

De notre correspondant

Rome. — Les deux hypothèses, qui agitent depuis des mois la classe politique italienne — risque d'un coup d'État d'extrême droite et participation des communistes au pouvoir — viennent de ressurgir ensemble au premier plan de l'actualité. La première avec des révélations inattendues du ministre de la Défense, M. Giulio Andreotti : la seconde à l'occasion de la visite que le président de la République, M. Giovanni Leone, a faite, du 23 au 29 septembre, aux États-Unis.

Officiellement, M. Andreotti n'a rien « révélé ». Il s'est contenté de remettre au procureur de la République de Rome un volumineux dossier, préparé par le Service Informations Défense (SID). Très vite, cependant, on devint apprendre qu'il y était question de trois « tentatives de coup d'État » : la première en décembre 1970, la deuxième en février 1974, et la troisième au début du mois d'août. Dues à l'extrême droite, elles seraient directement liées aux nombreux attentats qui ont ensanglanté le pays ces dernières années et sur lesquels des magistrats continuent d'enquêter dans diverses villes italiennes. La « piste noire » ne conduirait donc pas seulement à

quelques jeunes excités ou déséquilibrés. De hautes personnalités politiques et militaires seraient nommées dans le rapport du SID. M. Andreotti a été, dans un communiqué, ce dernier point en prenant la défense des « forces armées et de leurs services, qui ont été, sont et seront étrangers à une quelconque intrigue politique ».

Le ministre n'en a pas moins confirmé la gravité des faits, laissant entendre que, des trois tentatives présumées de coup d'État, la plus sérieuse serait celle de décembre 1970. La presse italienne a ce propos le nom de Valerio Borghese, ancien président du Front national, déclassé le mois dernier et que la Stampa considère comme « le pivot de toutes les conspirations noires ».

Les députés, qui ont appris par la presse l'existence du dossier, réclament d'urgence des éclaircissements. Accusé d'avoir omis d'informer la Chambre, le gouvernement a été durement pris à parti par le président du groupe démocrate-chrétien, M. Flaminio Piccoli — ce qui conduit le *Corriere della Sera* à juger « étrange » toute l'affaire en

y subodorant des manœuvres politiques.

Le ministre de la Défense s'est entendu accusé par son collègue socialiste, M. Giolitti, ministre du budget, de n'en avoir rien dit aux autres membres du cabinet. On annonce, par ailleurs, — en un lieu et à une date qui sont tenus secrets pour des raisons de sécurité — une réunion de tous les magistrats qui enquêtent sur les « pistes noires » à Rome, à Milan, à Turin, à Brescia, à Rieti, à Padoue et à Bologne. Cette réunion, convoquée par le procureur de la République de Rome, devrait permettre une première mise en commun des informations recueillies depuis quatre ans.

Ce sont des craintes d'une autre nature qui ont été exprimées à Washington et à New-York par les interlocuteurs du président Leone et du ministre des Affaires étrangères, M. Aldo Moro, qui sont rentrés ce lundi matin à Rome. Les Américains semblent en effet assez inquiets d'une éventuelle participation des communistes au pouvoir en Italie.

Le président Leone s'est employé, de toute évidence, à rassurer M. Ford et M. Kissinger, en leur affirmant que le « compromis historique » (entre la démocratie chrétienne et le P.C.I.) n'était pas vraiment une question d'actualité.

La but essentiel du voyage de M. Leone était de présenter l'Italie comme un pays sérieux, traversant certes des difficultés, mais capable d'en sortir si tant est qu'on voulait bien l'aider. On n'a formellement du côté italien qu'il ait été question à Washington d'un marché un peu commode du type : des bases militaires contre de l'argent.

Dans un communiqué commun publié à l'issue des entretiens, l'Italie réaffirme sa fidélité à l'alliance atlantique. Mais sans doute à sa demande, l'Union européenne est présentée comme le complément nécessaire de l'OTAN. Ainsi Rome ne pourra être accusée de faire cavalier seul en cherchant à régler directement ses problèmes avec les États-Unis.

Ceux-ci n'ont pris, à vrai dire, aucun engagement précis. De manière assez vague, ils se déclarent « disposés à jouer un rôle approprié, constructif et responsable pour la réhabilitation d'un équilibre économique en Italie » dans l'attente, peut-être de plus solides garanties.

ROBERT SOLÉ.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS BRITANNIQUES

LE FRONT NATIONAL CONTRE LES IMMIGRÉS ET LES « RYTHMES NÈGRES » A LA B.B.C.

(De notre correspondant)

Londres. — Le Front national — habitué de divers rassemblements — accentue son effort afin de sortir du ghetto politique dans lequel il a été confiné jusqu'à présent. Cette organisation, qui présente le programme d'un mélange de racisme et de poujadisme, entend présenter cette fois-ci près de quatre-vingt-dix candidats, dont quatorze ont déjà obtenu quatre-vingt-neuf voix.

À la différence des autres partis, le Front national n'a guère modifié son programme. Le manifeste publié, sous le titre de « L'Union pour la remise place au peuple », est un mélange de « humanisme » de tous les immigrants de couleur, ainsi que de leurs descendants. Il précise même que la B.B.C. devrait éliminer tous les « rythmes noirs » sur ses ondes.

D'autres chapitres du programme prévoient le rétablissement de la pénalité et du châtiment pour les auteurs de crimes, la rupture avec le Marché commun comme avec les Nations unies, l'autarcie progressive dans le domaine industriel et agricole ainsi que l'élimination des « parasites » et des spéculateurs, même s'il faut pour cela abolir le Stock Exchange.

Au mois de février, tous les candidats du Front national avaient perdu leur caution. Ils ne seraient qu'un total de 6 100 livres. Mais, dans les circonscriptions des Midlands et de l'est de Londres, où vivent beaucoup d'immigrants de couleur, le Front avait franchi la barrière des 5 %.

En Écosse avec les nationalistes

De notre envoyée spéciale

Glasgow. — Bathgate, quinze mille habitants, à l'apparence morose de ces petites villes écossaises nées de la révolution industrielle, mais autour, la campagne d'automne est encore luxuriante, avec ses poney-pois dans les prés.

M. William Wolfe, leader du parti nationaliste écossais, harangue ses électeurs potentiels sur la grand-place. Il a l'air un peu épuisé, mais il est très enthousiaste. Une corvée violente à la bouillonnante et un porte-voix à la main, il rappelle les iniquités dont les Roossais sont victimes depuis la perte de leur indépendance en 1707.

On ne peut pas dire que l'Angleterre depuis des générations en payant de lourds impôts et en exportant une main-d'œuvre à bon marché. Marché commun ! Les Roossais y ont toujours été opposés, à moins d'obtenir une voix à Bruxelles, comme le Luxembourg, par exemple, qui n'a pas autant d'habitants et qui n'a pas les ressources pétrolières de l'Écosse.

L'insigne du S.N.P. — une croix de Saint-André et un chardon stylisé — parsème les murs de Bathgate, mais le drapeau national ne paraît que modérément ému par l'annonce des « scandales ». Non plus que par la brillante perspective de voir un jour, par la grâce de l'apocalypse — l'Écosse siéger aux Nations unies « entre

l'Arabie Saoudite et le Sénégal ».

A Govan, le quartier des chantiers navals de Glasgow, la candidate du S.N.P. Anne Macdonald, est un personnage plus haut en couleur : jolies blonde de la trentaine, ancien professeur d'éducation physique, elle a « fait un malheur » à l'élection partielle de 1973. Elle a perdu son siège en février dernier au profit du traditionnel candidat travailliste de la circonscription. Cette fois-ci, elle a de nouvelles chances, paraît-il.

Maniant avec autant d'aisance les chiffres des économistes que le parler rouilleux des doctes de Glasgow, passant de l'assurance tranquille du vieux routier à la faconde du tribun, « la reine Margaret » pourrait avoir un bel avenir politique. Écosse indépendante ou pas !

NICOLE BERNHEIM.

L'AUTONOMIE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE PAR RAPPORT AU POUVOIR TEMPORÉL EST RESTAURÉE

L'Église grecque a recouvré sa liberté à l'égard du pouvoir temporel. Par décret-loi signé le 27 septembre, la charte de l'Église grecque orthodoxe de février 1968 a été annulée et celle qui datait du régime précédent remise en vigueur à titre provisoire.

La charte constitutionnelle de 1968, qui avait donné à l'Église grecque orthodoxe un statut autonome, avait été acceptée par Mgr Hieronymos, évêque d'Athènes en 1967 sous la pression du régime des militaires puis contestée, après le renversement du colonel Papadopoulos par le général Ghikidis.

Depuis lors, le nouvel archevêque d'Athènes et primat de Grèce, Mgr Ieronymos, a multiplié les attaques contre son prédécesseur, qu'il accusait d'avoir conduit l'Église à une crise sévère dans le but d'asseoir son propre pouvoir, et se déclare décidé à « rétablir l'ordre » dans l'Église. Au lendemain de la décision de restaurer les droits de l'Église, M. Constantinos Caramanlis, premier ministre, s'est adressé au primat en soulignant sa satisfaction de ce que « l'Église orthodoxe des bases nécessaires lui permettant d'accomplir sa haute mission dans un esprit de concorde ».

Allemagne fédérale

AU CONGRÈS DE HAMBOURG

Les candidatures rivales de MM. Friderichs et Maihofer à la vice-présidence traduisent la division du parti libéral

De notre correspondant

Bonn. — Le congrès du parti libéral ouest-allemand (F.D.P.), qui commence ses travaux ce lundi 30 septembre à Hambourg, avait été préparé de longue date par de nombreuses réunions du comité directeur. Le renouvellement des instances dirigeantes du parti, rendu nécessaire par l'élection de M. Walter Scheel à la présidence de la République, avait été prévu dans tous ses détails.

Le scénario devait être le suivant : M. Genscher, vice-chancelier, qui a exercé les fonctions de président par intérim depuis le mois de mai dernier, devenait président à part entière ; son poste de vice-président était occupé par M. Maihofer, ministre fédéral de l'Intérieur, et M. Bangemann, président du F.D.P. dans le Bade-Wurtemberg, était élu secrétaire général. M. Genscher, qui passe pour appartenir à la droite du parti, était entouré de deux collaborateurs ayant la réputation de représenter la gauche. Ainsi les dirigeants libéraux pensaient-ils éviter les rivalités de personnes qui avaient empoisonné la vie du F.D.P. avant que M. Scheel n'en prenne, en 1969, la direction.

Ce scénario a été bouleversé au dernier moment par la candidature au poste de vice-président de M. Friderichs, ministre fédéral de l'Économie, qui n'a pas caché la signification de son geste : il se présente contre M. Maihofer et son contre les deux autres vice-présidents, qui doivent être également renouvelés. Cette candidature imprévue pourrait coûter quelques voix à M. Genscher dans l'élection qui fait pas de doute, mais qui espère unir son nom à une coalition des mandats.

Le duel Friderichs-Maihofer symbolise-t-il la lutte de la droite et de la gauche du F.D.P. ? Ce serait oublier que M. Friderichs, qui fut dans les années 60 secrétaire général, n'a pas une part prépondérante aux changements d'orientation de son parti. M. Maihofer, de son côté, s'est montré, depuis qu'il a succédé à M. Genscher au ministère de l'Intérieur,

un partisan tout aussi ferme de la loi et de l'ordre que son prédécesseur. Il n'en demeure pas moins que l'un et l'autre sont soutenus par des courants distincts. Les jeunes Démocrates, par exemple, qui défendent des thèses parfois plus radicales que les Jeunes Socialistes, ont fait de M. Maihofer leur porte-parole.

Cependant ses récentes déclarations en faveur du maintien de la coalition libérale à Bonn au-delà de 1976 risquent de faire perdre des voix au ministère de l'Intérieur. Le climat au sein du gouvernement fédéral ne s'est, en effet, pas amélioré après les départs de M. Brandt et Scheel et leur remplacement par M. Schmidt et Genscher. Les libéraux se sentent un peu brusqués par leurs alliés sociaux-démocrates et surtout par le chancelier. La décision du cabinet de refuser l'augmentation des prix agricoles européens prise contre l'avis de M. Eril, ministre de l'Agriculture (libéral), et en l'absence de M. Genscher, n'est pas faite pour rassurer le F.D.P.

M. Schmidt a une part telle dans la détermination et la conduite de la politique extérieure que en porteur d'une opinion européenne que M. Genscher éprouve quelques difficultés à s'affirmer en tant que ministre des Affaires étrangères. En tant que président du parti libéral, plus généralement, le F.D.P. s'interroge sur la finalité de sa participation au gouvernement. Il s'est toujours présenté comme un « correctif » sinon comme le « frein » d'une politique par trop socialiste. Or ce rôle lui est contesté par le chancelier Schmidt lui-même, qui a repoussé aux calendes grecques les réformes promises par son prédécesseur et a décidé de mener une politique de « faiblesse » pour séduire les électeurs centristes. Les partisans de M. Maihofer, comme ceux de M. Friderichs, qui passe pour être un homme de relations très étroites avec M. Helmut Kohl, président de l'Union chrétienne-démocrate, assurent que l'élection de l'un ou de l'autre ne préjugera rien de l'attitude des libéraux au moment des élections législatives de 1976. — D. V.

L'Ulster a conscience de passer au second plan

L'IRA provisoire a essayé le samedi 28 septembre, pour la deuxième fois, de bombarder par avion une position de l'armée britannique en Ulster. Quatre hommes armés ont été tués et un pilote sud-irlandais a été tué. Les autres ont été capturés et se dirigent vers le nord. L'entreprise a échoué.

De notre envoyé spécial

Belfast. — À l'approche des élections législatives, les paroles de l'IRA, le mouvement républicain irlandais, se font de plus en plus rares. Le dimanche 15 septembre par l'évêque catholique de Londonderry résonnant à travers le pays : « Il faut que tout le monde s'unisse activement et ouvertement contre le terrorisme ».

Cette opinion est partagée par la majorité des membres des deux communautés, protestantes et catholiques. Mais dans les ghettos populaires des grandes villes, et particulièrement ceux de Belfast et de Londonderry, les protestants croient toujours que la population catholique soutient, sinon activement, du moins moralement, la campagne « militaire » de l'IRA provisoire. Ils ne cessent d'insister sur le fait que son seul objectif ne soit la réunification de l'Irlande.

Pour leur part, les catholiques sont convaincus que les protestants désirent avant tout le retour à la situation où leur parti gèrât seul les affaires de la province.

Ils entendent avec ce thème leur campagne électorale pour les deux sièges alloués à l'Ulster au Parlement de Londres. Mais les habitants de l'Ulster, qui ont vu, le 18 septembre, l'absence de toute référence à leur province dans l'allocution télévisée du premier ministre, M. Wilson, commencent à comprendre que, pour

le gouvernement britannique, les affaires de l'Irlande du Nord passent au second plan.

Les partis loyalistes, le Vanguard de M. Craig (V.U.P.), le parti démocrate de M. Paisley, le parti unioniste officiel de M. West, regroupés dans une coalition, auraient préféré se rendre à la Convention avec le prestige que leur a conféré leur victoire retentissante du mois de février lorsqu'ils ont remporté onze des douze sièges à Westminster. Mais l'union des trois partis a été difficile à maintenir et la formule qui avait assuré leur succès en février — la présentation d'un candidat unique dans chaque circonscription — ne pourra sans doute pas être adoptée cette fois-ci. Déjà, dans les circonscriptions de Belfast-Sud et de Belfast-Ouest, deux candidats loyalistes se présentent.

Le S.D.L.P., qui représente la minorité catholique, pourra tirer profit de cet état de choses pour obtenir quatre sièges en plus du seul qu'il détenait déjà à Westminster (celui du leader du parti, M. Fitt), mais dans certaines circonscriptions d'Irlande du Nord, plusieurs catholiques se présentent. C'est le cas à Fermanagh-South-Tyrone, où M. Frank McKinnon a refusé de céder la place au candidat du S.D.L.P.

JOE MULHOLLAND.

la première bibliothèque du responsable

Lisez gratuitement le 1^{er} volume :

le monde fascinant et mal connu des FINANCES MODERNES

Il n'existe pas encore de « bibliothèque » qui rassemble tous les éléments des « sciences de l'action » et dont les ouvrages permettent de connaître, de comprendre et de « manier » le monde moderne. Ces ouvrages sont réalisés par des experts et des praticiens de valeur internationale.

Premier volume : les Finances modernes

500 mots expliqués ; les O.P.A., les monnaies flottantes, les chèque-voyage, etc. 9 études de fond : la monnaie, le rôle de la banque, la gestion de l'entreprise, la bourse... et même le budget des ménages.

C'est une production de la Bibliothèque de la CEPL

BON D'EXAMEN GRATUIT

A retourner au CEPL, France 1114, Champ-Bryant, 75008 Paris

Envoyez-moi en communication gratuite LES FINANCES MODERNES

Durant 10 jours, j'ai tout le loisir de prendre connaissance de cet ouvrage et de l'offrir. Pour ce faire :

Je pourrai le conserver en régie le prix de 54 F (+ 2,75 F de port) et m'inscrire à votre collection « Les Sciences de l'action ».

Prénom : _____ Nom : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Signature : _____

EUROPE

Chypre

Plusieurs dizaines de milliers de Chypriotes grecs réclament le retour de Mgr Makarios

De notre correspondant

Nicosie. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont réunies dimanche 29 septembre, à 17 heures sur la place Grégoire-Alexandrou à Limassol, pour réclamer le retour immédiat à Chypre de Mgr Makarios. L'atmosphère tendue — une manifestation hostile à l'archevêque s'était déroulée quelques jours plus tôt — devint enthousiaste lorsque se déroula lentement sur la façade d'un immeuble un gigantesque portrait de l'archevêque. Les organisateurs ont rediffusé le premier message que l'archevêque avait adressé à la population de l'île la nuit du coup d'État du 15 juillet.

Parmi les slogans scandés par la foule, on entendait de vives attaques contre l'OTAN, M. Kissinger, la C.I.A. et, pour la première fois : « Vive l'unité du peuple et de l'armée ». Malgré la nouvelle qui commençait à circuler du meurtre, en début d'après-midi, deux heures avant la manifestation, d'un partisan

du dirigeant socialiste et ancien confident de Mgr Makarios, M. Vasos Lyssarides, par des membres de l'EOKA-B, la manifestation s'est achevée dans le calme, après la lecture d'un télégramme adressé à l'archevêque et le plaidant de regagner l'île dans les plus brefs délais. Parallèlement, un message était adressé au président intérimaire M. Glafcos Cléridis et au premier ministre grec, M. Caramanlis, leur demandant de soutenir « ce vœu unanime du peuple chypriote destiné à restaurer l'unité dans l'île par le retrait des troupes étrangères et la démission de l'OTAN ». M. Cléridis et M. Demetriou, chefs des deux communautés grecque et turque, devaient se réunir ce lundi 30 septembre dans la matinée à l'hôtel Ledra, à Nicosie, pour discuter des « problèmes humanitaires », dont la reprise de l'échange des prisonniers suspendu depuis jeudi dernier.

Union soviétique

Quatre heures de «salon d'automne» à Ismailovo L'autorisation d'exposer donnée aux peintres soviétiques «antisociaux» est un geste à l'intention de l'Occident

De notre correspondant

Moscou. — Les peintres «non officiels» soviétiques ont sans doute remporté une bataille, le dimanche 29 septembre, mais ils n'ont pas pour autant gagné la guerre qui les oppose aux tenants du réalisme socialiste. Le succès qu'ils ont remporté — d'une manière éminemment pacifique — n'en marquera pas moins une date importante dans l'histoire de la vie culturelle en U.R.S.S. Pendant quatre heures, cinquante-huit artistes «marginés» ont pu en effet présenter leurs œuvres à plusieurs milliers de Soviétiques.

Ce second salon de l'automne 1974 — pour le distinguer du premier, dispersé, voilà deux semaines, par des policiers en civil, équipés de baladeurs et d'arroseuses municipales (le Monde du 17 septembre 1974) — s'est déroulé sans aucun incident dans le parc d'Ismailovo, à la périphérie de Moscou. La manifestation avait finalement été autorisée par la municipalité de la capitale, après de longues et fort

laborieuses négociations avec les artistes. Le beau temps ainsi qu'un fort service d'ordre étaient au rendez-vous pour cette surprenante partie de campagne. Bien avant midi, les exposants et leurs amis avaient gagné le lieu qui leur avait été réservé : une vaste prairie entourée de boulevards, au centre du parc Ismailovo. Peu après, les premiers visiteurs commencent à affluer de la station de métro voisine : amis, relations, amateurs, mais aussi habitants du quartier, intrigués par tant d'agitation. Bientôt, ce furent plusieurs milliers de personnes qui se pressèrent autour des quelques toiles apportées par chaque artiste.

La majorité des spectateurs était incontestablement surprise par les dépayssés devant des œuvres — bonnes ou mauvaises, peu importe — témoignant d'une recherche dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas encombrée en U.R.S.S. Mais point de sarcasmes, pas de ricanements ; au contraire, une impressionnante volonté de voir, de comprendre, de discuter avec les artistes qui avaient pris soin de revêtir leurs plus beaux vêtements, sans doute pour contraindre la propagande officielle qui les présente comme de vulgaires voyous, de dangereux «hooligans».

La «fête» dura quatre heures, dans un climat de bonne humeur et de décontraction assez exceptionnelle pour l'U.R.S.S. Une ambiance de «mini-Woodstock», sans doute ni hot-dogs, bien entendu.

Il n'est pas facile, pour l'instant, de tirer la leçon de l'événement. Si ce salon d'automne, d'un genre inédit en U.R.S.S., a pu avoir lieu, ce n'est sans doute pas, en effet, à la suite d'une libéralisation en profondeur de la politique culturelle et artistique du régime soviétique, mais plutôt parce qu'on a décidé, en haut lieu, de faire un geste spectaculaire pour faire oublier tout à l'extérieur du pays, le brutal démantèlement de la première tentative d'exposition, le 15 septembre. Ce n'est pas de la part de la galerie de ceux qui les responsables culturels de la ville de Moscou ont finalement donné leur autorisation, mais bien parce qu'on veut avoir fait savoir qu'il convenait de céder, pour effacer la mauvaise impression créée en Occident par l'exode de tels manifestants deux semaines plus tôt ; un geste qui, en même temps, fâcheux, alors que les diplomates soviétiques s'efforcent de convaincre leurs collègues occidentaux, à la fois de la coopération en Europe, de l'humanité de trop insister sur les échanges d'idées et d'informations.

Officiellement en tout cas, les peintres marginaux restent des individus suspects, dont le comportement est antisocial. C'est ce qu'a expliqué samedi, au cours d'une conférence de presse, M. Sytchov, secrétaire du Soviet de Moscou, qui a rejeté une nouvelle fois toute la responsabilité de la manifestation du 15 septembre dernier sur les peintres eux-mêmes.

Les fonctionnaires de l'Union des artistes ne paraissent pas non plus avoir accepté avec joie l'expérience. Rappelons que les récentes dominicales ont coupé l'eau et l'électricité. Dimanche après-midi, une commission médiatrice a été constituée. Rappelons que les révolutionnaires demandent une rançon de 1 million de dollars, ainsi que la libération et le départ à l'étranger de trente-six détenus politiques.

Le chef du groupe de guérilleros est M. Radhames Mendez Vargas, qui avait acquis une certaine notoriété en 1968 lorsqu'il avait déjoué un avion vénézuélien sur La Havane. Revenu dans le pays volontairement, il avait été emprisonné et torturé. Condamné à vingt ans de prison, il était néanmoins relâché, sur ordre du président, en janvier 1974. Selon ses propres déclarations, faites au consulat, il s'était promis de libérer au moins une partie de ses compagnons de prison.

Cependant, quelques-uns des prisonniers qui figurent sur la liste des hommes qui devraient être libérés en échange des otages ont manifesté leur désaccord avec l'action entreprise, et leur refus de quitter le pays dans ces conditions. Il s'agit notamment, des militaires du M.P.D. (Mouvement populaire dominicain), qui, ayant changé leur ligne politique, prirent depuis deux mois la lutte légale et la «démocratisation du régime». — J. A.

La première réunion préparatoire

d'une conférence communiste européenne pourrait se tenir à la mi-octobre à Varsovie

De notre correspondant

Vienne. — La première réunion préparatoire de la conférence communiste européenne se tiendra-t-elle dans le courant du mois d'octobre ? Le quotidien yougoslave «Politika» croyait savoir, vendredi 27 septembre, que ces assises, qui devaient en principe rassembler les représentants des partis communistes de l'Europe de l'Est et de l'Ouest (à l'exception de l'Albanie), se réuniraient «prochainement». Des informations venues le même jour de Londres et émanant de «milieux communistes» ont apporté des précisions : la rencontre se tiendrait du 16 au 18 octobre à Varsovie.

Au cours de l'été, certaines indications avaient laissé prévoir que cette première réunion préparatoire serait convoquée dans la capitale polonaise dans les derniers jours de septembre. Des tractations s'étaient déroulées au cours des mois de juillet et d'août afin de réduire, notamment, les réserves des Roumains, principaux opposants à la convocation de la conférence. M. Marchalski, secrétaire général du parti communiste français, paraît avoir joué dans ces pourparlers un rôle non négligeable. Mais son voyage à Bucarest, où il s'était arrêté quelques jours après son séjour en U.R.S.S., s'était apparemment terminé par un insuccès.

De même, les Yougoslaves, dont la présence à la conférence aurait été instantanément demandée par le parti italien, n'avaient toujours pas, jusqu'à ces derniers jours, répondu favorablement aux offres de participation qui leur ont été adressées. L'affaire des «kominformistes» — condamnés à Belgrade n'était guère de nature à les faire changer d'avis.

La position des Roumains est bien connue. Ils posent trois conditions à leur présence : tout d'abord, une conférence communiste, quelle soit européenne ou mondiale, ne devra à nouveau en garde contre la nomination et l'indépendance de chaque parti ; ensuite, elle doit être préparée avec l'accord de tous les partis ; enfin, elle ne devra prononcer aucune condamnation.

La campagne contre la Chine

Or la deuxième de ces conditions ne semble pas pour le moment satisfait. De plus, la relance actuelle d'une campagne contre la Chine dans la presse d'Europe de l'Est n'est pas de nature à rassurer les dirigeants roumains quant à la réalisation de leur troisième condition. Plusieurs journaux tchécoslovaques ont lancé cette semaine des attaques très dures contre Pékin. Ainsi, le «Rude Pravo» a accusé les maîtres de la «révolution» en Chine, et les entretiens qui ont eu lieu à cette occasion ont permis de dégager «une très grande proximité ou une identité de vues sur nombre de questions». La délégation a été chargée de transmettre au maréchal Tito les salutations du président Mao Tse-tung et de M. Chou En-lai. En Roumanie, où vient de séjourner une délégation militaire chinoise, la presse signale qu'une réunion a eu lieu dans une usine, à Tirgoviste, pour célébrer le vingtième anniversaire de la République populaire de Chine.

En dépit de la persistance de ces divergences sur la Chine, Roumains et Yougoslaves auraient-ils mis fin à leur opposition à l'égard de la convocation d'une conférence européenne ? Si tel est le cas, ils doivent savoir qu'ils s'engagent sur un chemin dangereux car cette conférence, comme vient de le rappeler M. Janos Kadar à Moscou (1), devrait, dans l'esprit des Soviétiques et de leurs alliés les plus fidèles, ouvrir la voie à une conférence mondiale.

MANUEL LUCBERT.

AMÉRIQUES

Chili

ANCIEN MINISTRE D'ALLENDE

Le général Prats a été assassiné à Buenos-Aires

Le général Carlos Prats, ancien commandant en chef des forces armées chiliennes, ancien ministre de l'Intérieur puis de la Défense du président Allende, a été assassiné lundi matin 30 septembre à Buenos-Aires, où il vivait en exil. Sa femme a également été tuée par la bombe qui a explosé dans la voiture du général alors que celui-ci regagnait son domicile.

Très critiqué par la droite, respecté par la gauche, Carlos Prats, principal soutien dans l'armée du président Allende, mais cible des généraux factieux, donna à la fin du mois sa démission de ses fonctions de ministre et de commandant en chef. Il portait de la sorte un coup très dur à son vieux ami le chef de l'État. Les généraux et les mouvements civils hostiles voyaient des lors leur tâche facilitée : ils allaient abattre le régime le 11 septembre.

Le bruit courut alors que le général Prats avait pris la tête d'un mouvement de libération. Mais il ne s'agissait que de rumeurs. L'ancien ministre de la Défense déclara, être désormais «un simple citoyen» et demanda au nouveau régime l'autorisation de quitter le pays. Il se réfugia finalement le 15 septembre en Argentine. A Buenos-Aires, il demeurait fidèle à la mémoire d'Allende. Ne serait-ce pas la raison pour laquelle il vient de perdre tragiquement la vie ?

UN MILITAIRE LOYALISTE

Agé de cinquante-neuf ans, le général Carlos Prats était diplômé de l'école d'état-major de Fort-Lévy, en Émirats-Unis. C'est en octobre 1970 qu'il devint une des personnalités militaires et politiques les plus connues du Chili. M. Allende venait alors d'être élu à la tête de l'État, mais M. Prats était encore en fonctions. Celui-ci nomma le général commandant en chef des forces armées après l'assassinat par l'extrême droite du général Schneider. Officier intègre, intelligent, il donna alors de nombreuses preuves de son loyalisme au régime. «Il est illégal d'utiliser la force des armes contre le style de vie démocratique», dit-il un jour. Il eut l'occasion de repousser les propositions de militaires et de civils désireux d'agir par la force contre le gouvernement d'Unité populaire.

Allende fit de lui, en novembre 1972, son second personnage de l'État, puisqu'il devait assurer l'intégrité du président en cas d'absence de ce dernier. C'était l'époque à laquelle le régime devait faire face à la grande grève — alimentée par les soins de la C.I.A. — des camionneurs et des commerçants. La participation des forces armées au gouvernement n'est pas un compromis politique, mais une collaboration patriotique au service du bien-être social et de la paix civile», déclara alors le général. Il fit preuve de fermeté à l'égard des grévistes, tout

en leur accordant d'importantes concessions. Le mouvement prit fin, mais les attaques de l'extrême droite et de la démocratie chrétienne contre le général Prats ne cessèrent pas pour autant.

A la suite des élections générales de mars 1973, Allende rasa les classes moyennes en remplaçant le gouvernement des militaires par des ministres modérés. Le général Prats demeura cependant commandant en chef et, à ce titre, fit en mai un long voyage qui le mena à Washington, puis à Londres, Moscou, Belgrade, Paris, Rome et Madrid. Au Chili, partisans et adversaires de l'Unité populaire s'affrontaient en juin. L'état d'urgence fut proclamé dans la province de Santiago à la suite de ce qui fut qualifié de «tentative d'enlèvement et d'assassinat de la part de commandos terroristes» contre la personne du général Prats : des civils l'avaient assailli de près de façon menaçante, et il avait dû sortir sans révolter pour se déguerpir. Le 29 juin, des unités militaires se soulevèrent dans la capitale ; elles furent rapidement matées par les forces loyalistes dirigées par le commandant en chef.

En août, M. Allende rappela au gouvernement le général Prats, comme ministre de la Défense, en même temps que les commandants de la marine et de l'aviation. Mais, cette fois, l'agitation sociale — celle des transporteurs routiers en particulier — ne s'apaise pas pour autant.

Cuba

Les sénateurs américains Javits et Pell ont été reçus par M. Fidel Castro

S'ils ont été «impressionnés» par les réalisations du régime castriste qui leur ont été montrées durant le week-end, les sénateurs Javits et Pell, qui passaient trois jours à Cuba en visite officielle, se sont déclarés «déçus» par le discours prononcé samedi soir 28 septembre par M. Fidel Castro, au cours d'un meeting organisé pour le quarantième anniversaire de la révolution.

Devant une foule immense, et vingt-huit envoyés spéciaux de la presse américaine (MM. Javits et Pell n'assistaient pas à la cérémonie), M. Castro s'est livré à un réquisitoire en règle contre la politique américaine — non pas celle d'hier et d'avant-hier, mais celle d'aujourd'hui. Il a exprimé sa «stupéfaction» devant l'aprobation publique donnée aux intrigues de la C.I.A. et par le président Ford, qui légitime selon lui, l'ingérence américaine au nom de l'«intérêt supérieur» des États-Unis.

Accusant ces derniers d'être, par leur «budget de guerre» démesuré, les principaux responsables de l'inflation mondiale, M. Castro s'est prononcé pour une alliance de tous les pays en voie de développement, producteurs de matières premières. Ceux-ci sont invités à imiter «l'exemple d'avant-garde» des membres de l'OPPE «pour résis-

ter aux pressions et au chantage de Washington». Tournaient en dérision l'Organisation des États américains (O.E.A.), qui a pour tant multiplié les avances à son égard ces derniers mois, il a préconisé la création d'une association des pays libres d'Amérique latine à laquelle les États-Unis ne pourraient adhérer. Discours d'un bout à l'autre sans complaisance ni concession, et dépourvu d'allusion aux velléités de «normalisation» manifestées par l'administration Ford.

Les deux sénateurs américains n'en ont pas moins été reçus avec la courtoisie de rigueur. On leur a fait les honneurs d'installations portuaires et agricoles des environs de la capitale. Ils ont déjeuné dimanche avec les deux frères de M. Fidel Castro, Raul et Raúl. Samedi, après un entretien de plus d'une heure avec le ministre des Affaires étrangères, M. Raul Roa, ils étaient les hôtes à déjeuner du vice-premier ministre chargé des problèmes internationaux, M. Carlos Rafael Rodríguez. L'après-midi, c'était le président de la République, M. Osvaldo Dorticos, qui leur donnait audience. Enfin, les deux visiteurs américains ont en dimanche soir un entretien de trois heures avec M. Fidel Castro, qui les a retenus à dîner. «Nous croyons», ont-ils dit, que M. Castro est intéressé à avoir de meilleures relations avec les États-Unis.

Saint-Domingue

SIX OTAGES SONT DÉTENUS DEPUIS TROIS JOURS AU CONSULAT DU VENEZUELA

(Correspondance)

Saint-Domingue. — Un commando du Mouvement de libération du 12 janvier a détenu toujours en otages, lundi matin 30 septembre, au consulat du Venezuela Mlle Barbara Rutechil, son directeur du service culturel de l'ambassade des États-Unis, le consul et le vice-consul du Venezuela, deux employés de bureau et un citoyen espagnol (le Monde du 29 septembre).

A l'intérieur de l'immeuble, encerclés par les troupes spéciales de la police nationale, la situation paraît très tendue. Les autorités dominicaines ont coupé l'eau et l'électricité.

Dimanche après-midi, une commission médiatrice a été constituée. Rappelons que les révolutionnaires demandent une rançon de 1 million de dollars, ainsi que la libération et le départ à l'étranger de trente-six détenus politiques.

Le chef du groupe de guérilleros est M. Radhames Mendez Vargas, qui avait acquis une certaine notoriété en 1968 lorsqu'il avait déjoué un avion vénézuélien sur La Havane. Revenu dans le pays volontairement, il avait été emprisonné et torturé. Condamné à vingt ans de prison, il était néanmoins relâché, sur ordre du président, en janvier 1974. Selon ses propres déclarations, faites au consulat, il s'était promis de libérer au moins une partie de ses compagnons de prison.

Cependant, quelques-uns des prisonniers qui figurent sur la liste des hommes qui devraient être libérés en échange des otages ont manifesté leur désaccord avec l'action entreprise, et leur refus de quitter le pays dans ces conditions. Il s'agit notamment, des militaires du M.P.D. (Mouvement populaire dominicain), qui, ayant changé leur ligne politique, prirent depuis deux mois la lutte légale et la «démocratisation du régime». — J. A.

ENTRE LA VENGEANCE ET L'OUBLI

Une lettre de Mme Beate Klarsfeld

Mme Beate Klarsfeld nous écrit à propos de l'article de Pierre «Baudouin» «Entre la vengeance et l'oubli» (le Monde du 3 septembre) : «Non, M. de Baudouin, il ne s'agit pas de crime «indéfiniment pourvu», comme vous voulez le penser ; il s'agit malheureusement du crime indéfiniment puni. Les nazis allemands, qui ont systématiquement exterminé Juifs et Tziganes, massacrés les populations civiles, torturé et mis à mort sadiquement tant de résistants, ont presque tous bénéficié de la protection de la société allemande, et plus que tous les autres, les criminels qui ont opéré en France et qui sont encore, pour la plupart, totalement impunis.

Le drame c'est en réalité cette protection consciente et déterminée. Elle s'est exprimée, par exemple, dans le refus d'Adenauer, Erhard et Kiesinger de signer avec la France un nouvel accord permettant le jugement en Allemagne de ces criminels ; une fois l'accord signé par Willy Brandt, cette protection s'est exprimée par la mauvaise volonté du Bundestag à le ratifier.

Tout notre action — celle de la LICRA de Jean-Pierre Bloch, celle de l'UNIDIV de René Clavel, celle de l'Amicale d'Auschwitz-III du professeur Wellers — a tendu à obtenir cette ratification qui interviendra d'ici quelques semaines.

Maintenant, l'affrontement passe du plan politique au plan judiciaire, et il nous faudra veiller à ce que les procès soient d'un haut niveau historique, à ce que comparassent les plus responsables de ces criminels : les dirigeants de l'appareil policier nazi qui a servi en France, et enfin à ce que la justice allemande ne leur accorde pas toute la considération due à leur rang social dans l'Allemagne post-hitlérienne. M. de Baudouin, si tant de ceux qui partagent les idéaux de la Résistance ont soutenu l'action de l'Allemagne que je suis, c'est non parce que je pourrais quelconque «indéfiniment puni», mais bien parce que je n'attaque au crime triomphant, sûr de soi, arrogant, SS-Hauptsturmführer (capitaine) le docteur Heinrich Himmler, à la fois le chef de la Gestapo de Paris et l'adjoint de Kurt Ditzsch, chef de la police nazie (la Sipo-S.D.) de Paris.

Le 18 août 1944, le docteur Himmler se rend en personne à Compiègne, et malgré les protestations de la Croix-Rouge, malgré la signature effective des accords de la capitulation, il ordonne le transfert des détenus de la prison de Nuremberg vers Châteaubriant, où ils seront déportés, l'organisation de sa propre autorité ultime convoi qui emporte vers l'Allemagne les occupants du camp de Royallieu. Jusqu'à ce que nous réussissions à le faire mettre à la retraite en 1972, le docteur Himmler était Sénat-président du tribunal des affaires sociales du Land de Basse-Saxe et spécialiste des problèmes de victimes de guerre.

Autre dirigeant au plus haut niveau de la police nazie en France, le SS-Sturmabführer (commandant) docteur Walter Ernst Laube était chef du département II de la Sipo-S.D. Il était chargé, entre autres, de tout ce qui concernait l'extermination des otages et les mesures de représailles de la surveillance de la police française, de la police des camps d'internement et d'emprisonnement. Jusqu'à sa retraite, le docteur Laube était, lui aussi, Sénat-président du tribunal des affaires sociales du Land de Bade-Wurtemberg, et lui aussi un spécialiste des victimes de guerre.

Le sort des criminels de guerre, c'est celui-là, et non la fuite éperdue vers un destin tragique. J'ai choisi, pour ma part, d'affronter cette réalité crue et de transformer la société allemande en exigeant d'elle un effort de justice et de conscience. Vous savez choisis que de vous appuyer sur un mythe.

مكتبة الامم المتحدة

LES ALMADIES

8 FIERS BATIMENTS DANS LE 15^{ème} ARRONDISSEMENT.

LES ALMADIES :
de fringants bateaux qui escortaient le vaisseau amiral de Vasco de Gama. Aujourd'hui huit fiers bâtiments méritent ce nom : les huit nouveaux immeubles conçus par Monsieur Bernard Zehruss, premier grand prix de Rome, assisté de Monsieur Michel Sarda, architecte D.P.L.G.

Pour le prestige du 15^{ème} arrondissement. La conception des ALMADIES est celle d'un ensemble de grande classe : élégance des façades et

diversité des jardins. On passe à l'abordage entre arbustes et pelouses fleuries.

Amarrés en plein 15^{ème} résidentiel, la situation des ALMADIES est exceptionnelle. Trois entrées : 101, avenue Félix Faure; 175, rue de Lourmel; 17, rue Vasco de Gama.

Pour prendre le large, le métro n'est pas loin : traversez l'avenue Félix Faure.

Pour vos achats, virez à tribord. Direction rue Vasco de Gama. De nombreux commerçants et un supermarché.

A l'origine des ALMADIES, l'association de deux grands constructeurs : UFI-SAF et UFIC-SIVEGI. La commercialisation a été confiée à la SAF.

Rendez-vous sur place : 101, avenue Félix Faure montez à bord de l'appartement modèle.

Achetez un appartement vendu à PRIX FERME dans une ALMADIE, ce sera un très bon placement.

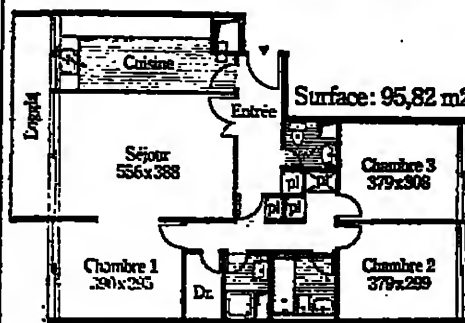
RENSEIGNEMENTS ET VENTE
SUR PLACE : TEL. 533.73.15.
AU SIEGE : 42, AVENUE DE FRIEDLAND -
TEL. 622.10.10.



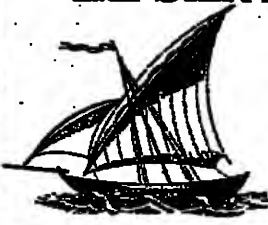
LE SAN RAFAEL



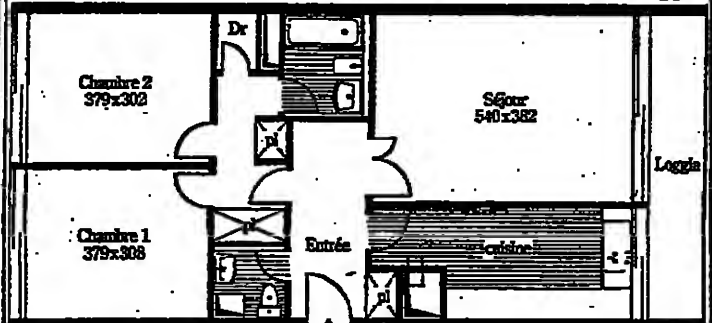
Ancré 17, rue Vasco de Gama. Du rez-de-Chaussée au 8^{ème} étage : 36 appartements : studios, 2, 3 et 4 pièces avec loggias ou terrasses, éclairés par de grandes baies vitrées. (et 7 chambres individuelles).
Montez à bord et visitez ce 4 pièces.
— A tribord le séjour et la cuisine prolongés par la loggia, et une chambre.
— A babord, deux chambres, la salle de bains et de nombreux placards.
— Droit devant, la salle d'eau et le dressing.



LE SANTA FELICIDAD



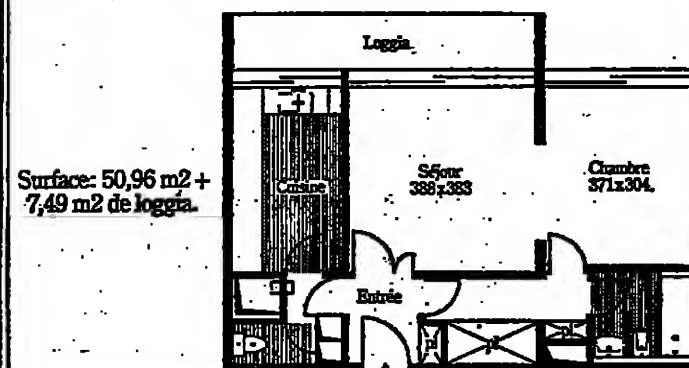
Ancré 17, rue Vasco de Gama et rue de Lourmel. C'est le bâtiment le plus long de la flotte : 9 étages, 74 appartements : des studios, des 2, 3 et 4 pièces avec loggias ou terrasses sur espaces verts et 8 chambres individuelles.
Montez à bord et visitez ce 3 pièces.
— A tribord, le séjour et la cuisine ouverts sur la loggia par de grandes baies vitrées.
— A babord, les deux chambres, la salle de bains, le dressing et les placards.
Surface: 75,17 m² + 7,49 m² de loggia.



LE SAN GABRIEL



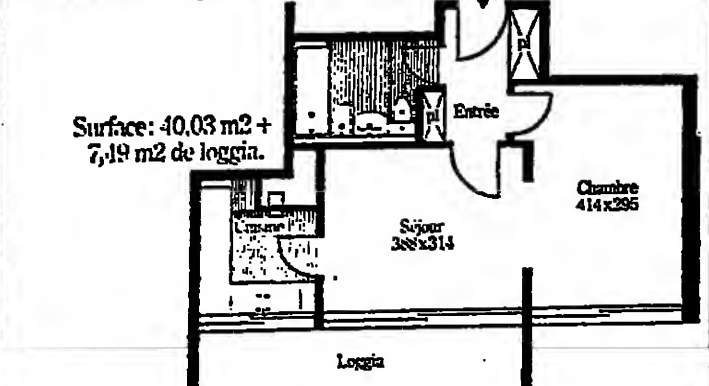
Ancré 175 à 179 rue de Lourmel. Un bâtiment de 9 étages et de 27 appartements : des 2 pièces et des 3 pièces avec loggias, sur rue ou sur jardin.
Montez à bord et visitez ce 2 pièces.
— A tribord, la chambre, la salle de bains et les placards.
— A babord, la cuisine.
— Droit devant, le séjour prolongé par la loggia.



LE SANTA ANNA



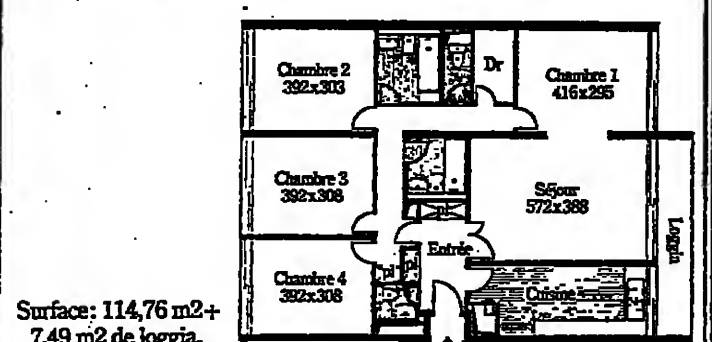
Ancré 175 à 179 rue de Lourmel. Avec le SAN PEDRO, c'est le bâtiment le plus élevé : 12 étages, 36 appartements : des 2, 3 et 4 pièces avec loggias, sur rue ou sur jardin.
Montez à bord et visitez ce 2 pièces.
— A tribord, la cuisine et la salle de bains.
— A babord, la chambre et son placard.
— Droit devant, le séjour ouvert sur la loggia.



LE SAN PEDRO



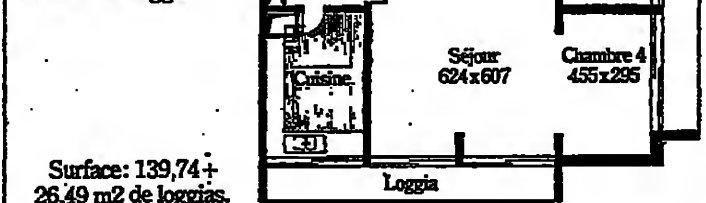
Ancré 101 à 111, avenue Félix Faure. Un bâtiment de 12 étages, de 72 appartements : des studios, des 2, 4 et 5 pièces ouverts sur loggias par des baies vitrées coulissantes.
Montez à bord et visitez ce 5 pièces. C'est l'appartement modèle.
— A tribord, la cuisine et le séjour ouvert sur la loggia, une chambre et le dressing.
— A babord, trois chambres, deux salles de bains et les placards.



LE SANTA CRUZ



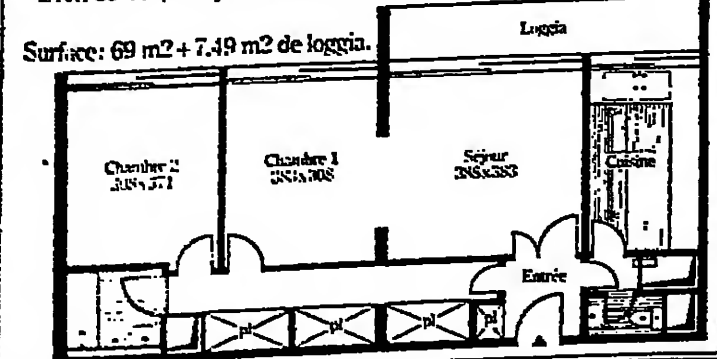
Ancré 101 à 111, avenue Félix Faure. Un bâtiment de 10 étages de 50 appartements : des studios, des 2 et 3 pièces et des 5 pièces, avec terrasses sur jardin ou loggias.
Montez à bord et visitez ce 5 pièces.
— A tribord, la cuisine, le double living ouvert sur une loggia.
— A babord, une chambre, la salle de bains, la salle d'eau, le dressing et les placards.
— Droit devant, 3 chambres avec accès sur une seconde loggia.



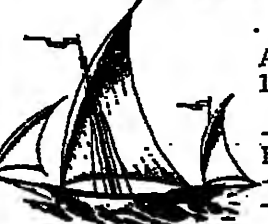
LE SAN REAL



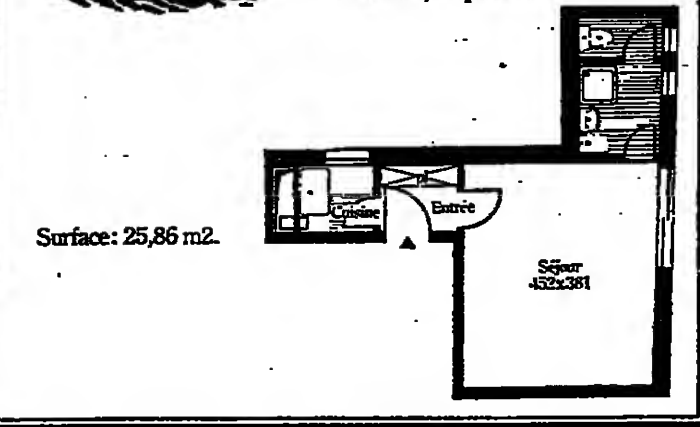
Ancré 101 à 111, avenue Félix Faure. Un bâtiment situé par tribord avant du Santa Cruz : 9 étages, 37 appartements : des studios, des 2 et 3 pièces et des 5 pièces avec terrasses ou loggias.
Montez à bord et visitez ce 3 pièces.
— A tribord, la cuisine.
— A babord, deux chambres, la salle de bains et les placards.
— Droit devant, le séjour ouvert sur la loggia.



LE SANTA MARIA

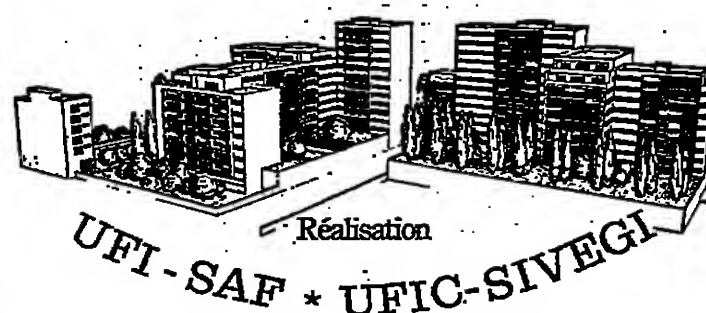


Le bâtiment d'escorte de la flotille. Ancré 17, rue Vasco de Gama. 5 étages, 10 appartements : des studios et des 3 pièces.
Montez à bord et visitez ce studio.
— A tribord, le séjour, la salle d'eau avec hublot plein large.
— A babord, la cuisine.
— Droit devant, un placard.



17, RUE VASCO DE GAMA
101, Avenue Félix Faure
175, RUE DE LOURMEL

PARIS 15^e



PROCHE-ORIENT

ISRAËL ÉTUDIE LA POSSIBILITÉ DE COMMANDER DES ARMES EN FRANCE
déclare M. Ben-Natan

Tel-Aviv (A.F.P.). — L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Asher Ben-Natan, a déclaré, dans une interview publiée ce lundi 30 septembre par le quotidien du soir *Maariv* : « Israël étudie actuellement la possibilité de commander des armes en France. De telles commandes ne sont pas pour demain, mais elles ne sont pas non plus pour un avenir très lointain. En tout état de cause, elles ne sauraient constituer un apport important pour les forces de défense d'Israël ».

Évoquant les relations franco-israéliennes, M. Ben-Natan a déclaré : « La position fondamentale du gouvernement français n'a pas changé. La France est toujours pour le retrait israélien de tous les territoires occupés en juin 1967, pour certaines modifications de frontière d'ordre stratégique. Elle considère également que le problème palestinien est d'ordre politique et doit être résolu sur le plan politique ».

« La France n'a pas l'intention de modifier cette position fondamentale afin de ne pas compromettre ses relations avec les pays arabes, mais des nuances résident un certain changement dans l'attitude française. Ainsi la France n'insiste plus pour sa participation immédiate à la conférence de Genève ni à d'autres initiatives prises afin de mener à la paix. Elle ne critique plus les efforts de M. Kissinger dans cette voie. Et, au sein de la Communauté européenne, la France pousse à un dialogue européen, mais elle ne veut pas que ce dialogue porte sur le conflit entre Israël et ses voisins ni sur le problème des relations entre pays producteurs et consommateurs de pétrole ».

« Des différences subsistent donc entre la position d'Israël et celle de France, mais je crois que les visites de M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, en Israël, en octobre et du ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, à Paris plus tard, contribueront à une nouvelle amélioration des relations entre les deux pays », conclut l'ambassadeur.

Les autorités israéliennes s'inquiètent des nouvelles incursions de fedayin venant de Jordanie

Alors que dix-neuf pays arabes, c'est-à-dire tous les pays arabes membres des Nations unies à l'exception de la Jordanie, ont élaboré un projet invitant l'Organisation de libération de la Palestine au débat, prévu pour la première quinzaine de novembre, sur le problème du Proche-Orient, projet qui sera déposé le 14 octobre devant le bureau de l'Assemblée générale, les incidents se multiplient à l'intérieur et aux frontières d'Israël. On observe une nette recrudescence des attentats terroristes et des infiltrations de fedayin tant à partir du Liban que de la Jordanie.

De notre correspondant

Jérusalem. — Des attentats et des incursions de fedayin se sont produits ces derniers jours en divers points du territoire israélien. Un seul de ces attentats a réussi, dimanche 29 septembre au matin : une bombe a explosé dans un autobus transportant des ouvriers arabes de Gaza qui travaillaient dans la région de Tel-Aviv. Un ouvrier a été tué et quatre autres ont été blessés. L'explosion s'est produite peu avant l'entrée du bus dans la gare routière de Tel-Aviv.

D'autre part, un lieutenant israélien a été tué au cours d'un accrochage avec un commando palestinien dans la région de Bar-Dor, en Galilée, près de la frontière libanaise.

Dans l'après-midi de dimanche 29 septembre, la radio de Jérusalem, citant des sources militaires, a indiqué que des forces israéliennes procédaient depuis quelques jours à des vérifications d'identité et au contrôle du chargement des voitures parcourant les routes en territoire libanais, qui bordent la frontière israélienne. De nombreuses armes ont été saisies au cours de ces vérifications. A dit encore la radio, c'est dans ce même secteur qu'il y a eu deux reprises de fedayin ont été surpris au moment où ils tentaient de s'infiltrer en Israël. Les deux groupes avaient pour objectif, comme en témoignent les documents et les équipements qu'ils transportaient, de s'emparer d'otages afin de les échanger contre des prisonniers. En tête de liste de ces prisonniers figurait Mgr Hilarion Capucci.

Mais ce sont les incursions à partir de la Jordanie qui soulèvent le plus de questions. Il y a une semaine, un commando venu du sud du royaume hachémite a lancé des obus de bazookas sur les champs d'un kibboutz du désert du Néguev et, dans la nuit de vendredi à samedi, deux fedayin se sont rendus sans résistance, dans la même région, aux forces lancées à leur poursuite après qu'ils eurent tiré des coups de feu sur une voiture. Ces deux fedayin étaient venus, comme ceux qui franchissent la frontière libanaise, pour s'emparer d'otages. Ils avaient en leur possession, en plus des armes habituelles, un matériel perfectionné devant leur permettre de déceler des portes.

Egypte

Le quatrième anniversaire de la mort de Nasser a été célébré avec un éclat particulier

Dans le discours qu'il a prononcé samedi 28 septembre, à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de Nasser, le président Sadate a dénoncé « la vaste campagne alimentée par les milieux sionistes, qui vise à faire croire que la question des capitaux arabes est la cause de toutes les difficultés politiques et économiques que traverse le monde ». Les Arabes, a-t-il dit, ne veulent pas saper les fondements de l'économie mondiale, comme certains le prétendent. Il veut

Le Caire. — Le quatrième anniversaire de la disparition de Nasser a été célébré, le samedi 28 septembre, avec un éclat particulier, qui confirme que le président Sadate entend limiter la « dénazification », ou du moins la pondérer, et, en tout cas, éviter à l'avenir qu'on lui donne l'allure d'un règlement de comptes post-mortem.

Comment expliquer ce que certains Egyptiens appellent déjà sans doute un peu prématurément la « renaissance » ? Au moment où la vie chère et le blocage du régime de la question du Proche-Orient se conjuguent pour créer un malcontentement diffus, M. Sadate a éprouvé le besoin, dit-on ici, de montrer que lui aussi, à l'instar d'une bonne partie de la population, reste attaché « au grand dirigeant disparu ».

Certains Egyptiens rappellent également qu'à l'origine, après la mort de Nasser, son successeur avait décidé de laisser s'exprimer les critiques contre deux des aspects considérés comme les plus contestables du régime nassérien : l'effacement des libertés et la catastrophe militaire de 1967. Depuis la guerre d'octobre 1973, les contempteurs de Nasser avaient largement dépassé ce cadre en s'en prenant aux aspects du régime nassérien généralement regardés jusque-là comme positifs : la réforme agraire, l'industrie d'Etat, le haut barrage d'Assouan, etc.

A la longue, le président Sadate aurait trouvé que les attaques contre l'œuvre économique et sociale de Nasser dépassaient la mesure. D'où

De notre correspondant

le retour en arrière qu'il s'efforce et qui intéresse aussi le domaine diplomatique, puisque, tout en conservant de bonnes relations avec Washington, le Caire souhaite maintenant se rapprocher du Kremlin. Il ne faut pas perdre de vue que des critiques trop acerbes contre le système nassérien risquaient un jour, par ricochet, d'atteindre personnellement l'actuel Raïs, qui fut l'un des collaborateurs de Nasser et qui, depuis quatre ans, s'est plusieurs fois proclamé soldat de ce qui s'est passé en Egypte de 1952 à 1970.

M. Bahaddine, rédacteur en chef d'Al-Ahram et proche du président Sadate, écrit dans son dernier éditorial que « ceux qui croient flatter Anouf El Sadate en attaquant Abdel Nasser se trompent ». « Les discussions concernant le rôle d'Abdel Nasser (..) sont d'un droit qui appartient à tout le monde, mais nous ne croyons pas à des discussions inspirées par la rancune ou la haine », a déclaré pour sa part M. Sadate dans le discours qu'il a symboliquement prononcé au siège du parti unique, l'Union socialiste arabe, institution nassérienne qui était depuis quelques semaines l'objet de vives attaques (*le Monde* du 3 septembre 1974).

Pour se mettre au diapason, les journaux sont remplis de photographies grand format et d'éloges épiques du président défunt. Même Al-Ahram, quotidien dirigé par les frères Amine, journalistes condamnés sous Nasser mais réhabilités par M. Sadate, affirme que le premier Raïs « restera un héros éternel de l'histoire de l'Egypte » pendant des siècles. Les jours précédents, des débats passionnés avaient eu lieu au Caire autour de l'idéologie nassérienne, notamment au cours du quatrième colloque consacré à ce thème par les étudiants de l'université d'Ain-Hams. La majorité des orateurs ont défendu avec fougue l'héritage nassérien. En revanche, dans une réunion féminine du parti unique, seules des érudites ont plaidé en faveur du retour au multipartisme, contre l'avis de la plupart des militantes.

En déclarant dans son allocution du 28 septembre que « les circonstances particulières traversées encore par l'Egypte nécessitent cette alliance (le parti unique) et ce qu'elle représente d'unité nationale dont nous avons plus que jamais besoin », le Raïs a vu ses séjourns, au moins provisoirement, de l'union socialiste arabe. En contrepartie, il a promis que l'action gouvernementale continuerait de tendre « vers encore davantage de liberté, de démocratie et de participation ».

ASIE

Thaïlande

Des groupes d'étudiants armés s'affrontent à Bangkok

Bangkok (A.F.P.). — Bangkok est inquiet. La violence tend à remplacer le débat démocratique. La Constitution, avant même qu'elle ne soit votée le 5 octobre, jette face à face factions étudiantes et groupes politiques.

Huit passagers d'un autobus ont ainsi été blessés vendredi 27 septembre par des bombes de fabrication artisanale lancées par des groupes d'étudiants. Au cours de la bagarre qui suivit l'attaque du bus, un étudiant de dix-sept ans a été grièvement blessé d'une balle dans la tête. Trente-cinq étudiants ont été arrêtés et inculpés pour tentative de meurtre et possession illégale d'armes.

Les jeunes arrêtés ont simplement indiqué à la police qu'ils avaient à venger l'un de leurs camarades qui fut tué auparavant par le groupe qu'il venait d'attaquer. Au même moment, le recteur de l'université de Thammasat, d'un parti, il y a un an le mouvement qui renversa la dictature militaire, et sept

doyens de facultés démissionnèrent pour protester contre une certaine forme de dictature étudiante. Malgré l'opposition du recteur, le conseil de l'université, pressé par des étudiants chaque jour plus activistes, avait accepté le report des examens.

Les étudiants exigent ce délai pour pouvoir participer aux cérémonies commémoratives des événements du 14 octobre 1973, qui aboutirent au renversement du régime des maréchaux au prix de soixante-neuf morts et plusieurs centaines de blessés.

Le passage du projet constitutionnel devant l'Assemblée et les cérémonies anniversaires du 14 octobre sont attendus avec appréhension par les habitants de Bangkok.

Unis pour renverser la dictature, les cent mille étudiants thaïlandais sont en effet aujourd'hui divisés en deux groupes hostiles dotés d'un petit nombre d'armes et d'explosifs dont ils n'hésitent pas à se servir à tout moment et en tout lieu.

Vietnam du Sud

L'opposition crée un comité de défense des travailleurs et multiplie les manifestations contre le régime

Après quelques jours d'accalmie, l'opposition a repris l'offensive au Vietnam du Sud contre le régime de M. Thieu. On assiste à une part à la multiplication des manifestations de lutte et, d'autre part, à l'extension géographique des manifestations.

Un Comité de défense des droits des travailleurs vient d'être créé : il est présidé par le Père Phan Chac Th, supérieur des Jésuites ouvriers chrétiens. Il a exigé du régime le rétablissement des libertés démocratiques, telles que la liberté de se réunir et celle d'aller et venir, comme le stipule l'article 2 de l'accord de Paris. En mettant sur pied ce nouvel organisme, ses dirigeants montrent qu'ils ne se satisfont pas des syndicats existants. D'autre part, les bouddhistes de la pagode An Quang ont publié une déclaration en faveur du rétablissement de la paix et des libertés ; ils affirment que leur campagne prendra fin « lorsqu'il y aura une paix véritable, lorsque le Vietnam ne sera plus dirigé par des dictateurs, lorsqu'il n'y aura plus sur la scène des acteurs affaiblis du

masque de la démocratie pour mieux nourrir la minorité de gens qui considèrent la guerre comme leur raison de vivre. Quant aux directeurs de journaux, ils dénoncent dans un manifeste « la répression dont la presse est victime ».

De fait, plusieurs journaux ont été saisis ces jours derniers. C'est ainsi que, dimanche 29 septembre, la police a confisqué les exemplaires du *Song Thanh*, sous prétexte qu'il avait donné une « évaluation erronée » du nombre de manifestants qui ont participé à Nha-Trang, à un meeting en faveur de la liberté de la presse et contre la corruption. Plusieurs milliers de personnes avaient alors écouté un prêtre accuser M. Thieu et son entourage de malversations. Des manifestations identiques ont eu lieu dimanche sur un marché de Saigon — elles étaient menées par des députés et des prêtres, la police est intervenue et a blessé un journaliste américain — et à Cam-Bang. Lundi, à Saigon, un groupe de bonzes a défilé pour demander la libération des détenus politiques.

DES CHARS EN SOLDE POUR M. THIEU

Le Congrès américain projette de limiter à 700 millions de dollars l'aide militaire au régime de Saigon pour l'année à venir. L'an passé, cette assistance était d'un montant de 1,125 milliard. En fait, contrairement à ce que le législateur des Etats-Unis a voté, le président Thieu pourrait recevoir un matériel beaucoup plus important qu'en 1973-1974 si la législation n'est pas rapidement amendée.

Le Pentagone est en effet autorisé à fixer lui-même le prix des chars, des canons, des munitions, etc., lorsque ces « produits » sont estimés être des « excédents » de dépôts que l'armée possède à l'étranger. Il suffit donc d'envoyer, par exemple, des chars dans des bases, d'en faire ensuite des « excédents » et de leur attribuer une valeur fictive : avec la même enveloppe budgétaire, une aide considérablement supérieure aux prévisions du législateur peut, de la sorte, être accordée, le contribuable américain payant finalement la différence, plus ou moins, de toute façon, l'armement en question a été acheté au prix fort à l'étranger.

Jusqu'à l'année dernière, le Pentagone ne pouvait livrer de l'armement et des munitions à moins du tiers de leur prix d'achat. La législation actuelle lui permet d'aller beaucoup plus loin : il peut fixer lui-même la valeur du « produit », et est déjà descendu jusqu'à 2,5 % du prix d'achat ! Cette pratique a été utilisée pendant l'année budgétaire 1973-1974 pour compléter une partie de l'aide à Saigon : ce qui, sur les registres, apparaissait comme une assistance de 35 millions de dollars, représentait en fait, une somme de plus de 300 millions de dollars.

Certes, toute l'aide ne peut ainsi être arbitrairement transformée en versements d'« excédents ». Il reste que la marge de manœuvre du Pentagone est très large et réduit à néant la décision du législateur de limiter l'apport militaire à M. Thieu. M. Aguir, élu démocrate du Wisconsin, vient de s'en emparer. Il paraît décidé à faire combler cette brèche dans le pouvoir des représentants et des sénateurs bretons, qu'ils aient d'ailleurs eux-mêmes ouvert l'an dernier le vote du Foreign Assistance Bill...

À PARIS vient d'arriver une délégation des prisonniers politiques de la « troisième » République. Elle est composée de M. Nguyen Long, qui milite depuis longtemps pour la paix, qui fut arrêté par M. Thieu, remis au G.R.P.F. et a finalement quitté le Vietnam ; de M. Ton That Lan, compositeur connu, et de M. Vo Nhu Lan, secrétaire général des étudiants bouddhistes de l'université Van-Han, de Saigon.

À WASHINGTON, le Pentagone annonce qu'à partir de ce mois d'octobre le transport de l'aide militaire américaine au régime de Nol est assuré par la compagnie Bird Air à partir de la Thaïlande au rythme de trois vols par jour. Jusqu'à présent, l'armée prenait en charge ces vols. Il reste que Bird Air utilise des C-130 militaires. Ses équipages sont civils, comme l'ont toujours été ceux des compagnies « privées » tels que Continental Airlines ou Air America, firmes civiles, en fait dirigées et financées par la C.I.A.

UNE CONFÉRENCE SUR LA PAIX EN ASIE FAIT APPARAÎTRE LES DÉSACCORDS SUR LE PROJET SOVIÉTIQUE D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ COLLECTIVE

Tachkent (A.F.P.). — L'impossibilité d'aboutir à une identité de points de vue des pays concernés sur l'établissement d'un système collectif de sécurité en Asie, même dans un avenir éloigné, a été reconnue par les participants à la conférence consacrée à « la lutte pour la paix et la sécurité en Asie » qui s'est terminée samedi 28 septembre, à Tachkent (Ouzbékistan).

Cette conférence, regroupant trente-cinq délégués de partis communistes ou de comités de solidarité afro-asiatiques, avait été ouverte le mercredi précédent par le premier secrétaire du parti communiste d'Ouzbékistan, M. Charaf Rachidov, qui avait affirmé que « la proposition d'établir un système de sécurité collectif en Asie n'a pas pour but d'encadrer la Chine ».

« Alors que certains délégués, tel celui du parti communiste indien ont entièrement soutenu la position de l'U.R.S.S., qui est l'auteur de cette proposition, d'autres, tel le représentant du Pathet-Lao, ont uniquement traité de problèmes internes et se sont abstenus de tout commentaire au sujet de l'établissement d'un système collectif de sécurité en Asie. Le Cambodge, les deux Corées et le Vietnam n'étaient pas représentés.

AFRIQUE

Éthiopie

LE GÉNÉRAL AMAN ANDOM RENONCE À SES FONCTIONS DE CHEF D'ÉTAT-MAJOR

Addis-Abeba (Reuter). — Le général Aman Andom qui avait été porté à la tête de l'État le 12 septembre dernier, le jour même de la déposition de l'empereur Haile Sélassié, a renoncé le samedi 28 septembre à ses fonctions de chef de l'état-major de l'armée éthiopienne. Le conseil militaire provisoire l'a remplacé à ce poste par le général Girma Belachew. Il demeure toutefois ministre de la défense, président du conseil des ministres et président du conseil militaire provisoire. Selon un porte-parole de cet organisme, c'est le volontariat que le général Aman a renoncé à son poste en raison d'un surcroît de travail. Il a précisé que le général « contrôlait parfaitement les forces armées » et « était prêt à demeurer selon lesquelles il aurait été désestimer de tous ses pouvoirs.

La décision du général Aman a entraîné une série de nominations. C'est ainsi que le général Belachew a été remplacé à la tête de l'armée de terre par le général Tihane Weshane. La troisième division est confiée à un nouveau commandant, le général Tahir Beati. Enfin, deux civils sont nommés au ministère de la défense et administratifs. Aucun de ces nouveaux dirigeants n'est connu du public éthiopien.

A travers le monde

Espagne

● M. ROBERTO SAFONT GISA, membre du groupement anarchiste catalan Organisation de libération Armada, a été arrêté à Barcelone, annonce un communiqué publié samedi 28 septembre par la police. Il était porteur d'un revolver. Toujours selon la police, il s'était rendu en France et en Italie en septembre afin d'établir des contacts avec le G.O.A.F. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste).

D'autre part, le journal *La Voz de España* de Saint-Sébastien annonce l'arrestation de M. Carlos Astrain Muria, soupçonné d'appartenir à l'Organisation séparatiste basque E.T.A. et d'être impliqué dans l'attentat du 13 septembre à la Puerta del Sol, à Madrid. M. Astrain Muria, qui est mort dimanche des suites de cet attentat. — (A.F.P.)

Guinée-Bissau

● M. WISOCHEWSKI, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Allemagne fédérale, a proposé, dimanche 29 septembre, dans un entretien radio-télévisé, que les deux pays de la Communauté européenne nomment un ambassadeur unique en Guinée-Bissau. — (Reuter)

Hongkong

● UN MISSIONNAIRE CATHOLIQUE de nationalité italienne, le père Valeriano Fraccaro, a été retrouvé assassiné dimanche matin 29 septembre dans son presbytère de la banlieue de Hongkong, a annoncé la police locale, qui enquête sur les raisons de ce crime. Le père Fraccaro, âgé de soixante-deux ans, et qui avait passé quinze ans en Chine avant d'être expulsé en 1952, était très populaire dans sa paroisse. — (A.F.P.)

Mauritanie

● LA CHINE POPULAIRE va construire un grand port en

Mauritanie. — La Chine populaire s'est engagée à construire un port en eau profonde à Nouakchott, a déclaré samedi 28 septembre le président Mok-keul Daddah à Nouakchott, au retour d'un voyage de dix jours en Chine populaire.

Le chef de l'Etat mauritanien a, d'autre part, indiqué que son voyage en Chine avait permis de renforcer et de développer les relations amicales et de coopération entre les deux pays et que la Chine allait également contribuer à la réalisation de la route Nouakchott-Nema, qui traversera le pays d'ouest en est sur plus de 100 kilomètres. — (A.F.P.)

Pologne

● M. ANDRÉ GHOMYKO, ministre soviétique des affaires étrangères, venant de New York, est arrivé le 29 septembre à Varsovie pour rencontrer M. Giersek. Le chef du parti polonais doit s'entretenir avec le président Ford le 8 octobre prochain à Washington. — (A.F.P.)

Union soviétique

● LE GÉNÉRAL KOZMA GROMYKO, qui commande les groupes soviétiques à Budapest pendant les combats contre les insurgés en 1956, est mort à l'âge de soixante-quatre ans, annonce la Pravda d'Ukraine. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● LE MARÉCHAL TITO souffre d'une légère maladie et devra subir un traitement pendant une courte période, a annoncé le 28 septembre l'agence Tanjug. On croit savoir à Belgrade qu'un séjour en clinique du chef de l'Etat yougoslave sera nécessaire. Toutefois, la visite officielle qu'il doit faire au Danemark dans la seconde quinzaine d'octobre et celle qu'il fera ensuite en R.D.A. sont maintenues. — (A.F.P.)

حزب الشعب

CHINE : la nouvelle Longue Marche

(Suite de la première page.)

Pendant ce temps, des « Chinois d'ouï-mer », qui descendent le fleuve en touristes, dans une confortable vedette, fument le dur combat des bateaux contre le courant. Que pensent ces derniers de leurs frères émigrés et riches ? Les envient-ils ou les méprisent-ils ? « Ni l'un ni l'autre », nous dit-on, nous avons beaucoup à apprendre d'eux, comme ils ont beaucoup à apprendre de nous. Le président Mao leur demande d'être de bons citoyens des pays où ils vivent.

C'est la réponse officielle, mais c'est aussi celle du peuple, à en juger par l'accueil que nous les avons vu recevoir à Kweilin, où un grand hôtel va s'ajouter à leur intention à celui qui existe déjà. Quant à notre groupe de vingt Français (1), il fut à la fois surpris de la décontraction paradoxale d'un peuple pourtant capable de tels efforts, et ravi de le voir démentir quotidiennement les accusations de xénophobie parfois portées contre lui. Ce n'est pas seulement par les responsables ni dans les rencontres organisées, que nous furent prodiguées les marques d'amitié, mais le plus spontanément et le plus gentiment du monde, au hasard de nos pérégrinations : en entrant dans un magasin, en prenant l'autobus, en se promenant dans un parc, à l'arrêt du train dans une gare. La curiosité à notre égard fut considérable, surtout lors de nos flâneries individuelles en province : là, privés de l'aide de nos interprètes, nous ne pûmes échanger que sourires, applaudissements et poignées de main, mais nous le fîmes en de multiples petits « bails de foule ».

Pour tous ces gens, le devoir n'a pas changé : « Ne compter que sur ses propres forces », selon la directive présidentielle bien connue. Plus précisément, puisque les moyens matériels sont encore très insuffisants, cela signifie : « Employer la méthode des journaux qui nettoient un os ».

Jamais consigne ne fut mieux suivie. Peu de tracteurs, du moins le long de notre itinéraire, et pas toujours de mulets ou de buffles : qu'à cela ne tienne, il arrive que des hommes tirent la charrue. Pas de moissonneuses-batteuses : des

dizaines de faucilles, prestement maniées et un rouleau tiré par un âne sur l'axe de battage les remplacent, et leur absence n'empêche pas la moisson d'être une fête, drapeaux rouges au vent. Il faut ensuite glaner : des « petits gardes rouges » arrivent en chantant et leurs rangs sont tellement serrés que l'affaire est rapidement

core obtenue que des résultats rudimentaires. En cette paisible matinée, le fleuve n'est guère troublé : une sorte de gigantesque Loire entre ses bords de sable et les puissants remparts qui le contiennent lorsqu'il a 10 kilomètres de large. C'est ici qu'en 1938, le général Tehiang Kai-chek fit bombarder

creusé, qui porte le nom de « Victoire du peuple », on se flatte d'un rendement démultiplié par rapport à celui d'avant la libération. Les grands travaux hydrauliques sont connus de tous et fêtés comme autant de victoires. Affiches, timbres, films documentaires, bandes dessinées, ont rendu célè-

comprendre que, si le bonheur d'être à l'abri de la faim est une idée neuve en Chine, elle y est bien ancrée. Si les travailleurs s'attachent aux charrettes, c'est pour leur unité de production, à la prospérité de laquelle leur sort est lié, et avec l'espoir de la voir bientôt capable d'acheter des camions sans les réduire pour cela au chômage. Déjà, à Pékin, ce genre de transport a presque disparu et des taxis de marque japonaise ont remplacé depuis peu les cyclo-poussettes que l'on voit encore en province. Si les Chinois ne sont plus poussés par la faim, peut-être le

sont-ils tout simplement par l'appât du gain ? Vraiment, le jeu n'en vaudrait pas la chandelle : l'éventail faiblement ouvert (de un à trois) de salaires d'ailleurs très bas est celui d'une société plus égalitaire qu'aucune autre au monde, où l'argent, tout compte fait, n'a plus qu'un rôle secondaire. La révolution culturelle (3) a fait disparaître les « stimulants matériels », et le pourboire, par exemple, est si bien prosaïquement demandé ni même en attente, silencieusement mais fermement, selon la technique universellement pratiquée.

Le défi

Non, il semble bien que le régime ait réussi à « émouvoir le ciel », selon le vœu de Mao en 1945. Et voici qu'il lui demande beaucoup plus : depuis la révolution culturelle (1966-1969) et le dixième Congrès (août 1973), chaque Chinois, et pas seulement les 28 millions de membres du parti communiste, est invité de la façon la plus pressante à se mobiliser en permanence et à jamais, non seulement pour sortir complètement le pays du sous-développement, et pour construire le socialisme et établir une nouvelle société dont le profit ne serait plus le moteur, mais encore, nous allons le voir, pour adhérer à une nouvelle morale et même pratiquer ce qu'il faut bien appeler la vertu.

Comment ne serait-on pas saisi de vertige devant un tel défi lancé au monde entier et au peuple chinois lui-même ? Pour combien de temps ? Mao a répondu en 1967 : « Tous les membres du parti, tout le peuple de notre pays, ne doivent pas croire qu'après une, deux, trois, quatre révolutions culturelles, on atteindra la paix et la tranquillité. Ils doivent toujours rester en alerte et ne jamais relâcher leur vigilance. » En somme, il s'agit d'une nouvelle

« Longue Marche », non seulement politique, mais aussi morale, et il faut aller voir de plus près comment les Chinois la vivent.

JEAN HOUDART.

Prochain article :

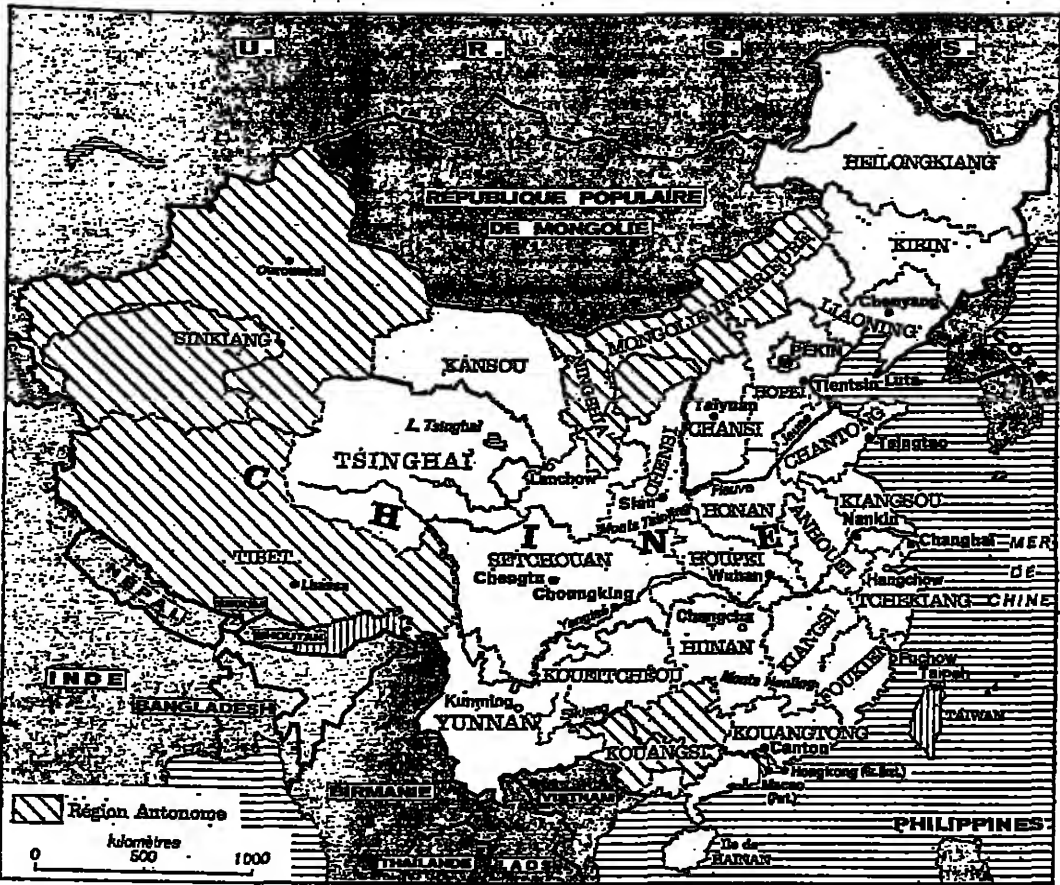
RÉVOLUTION = VERTU

Publications judiciaires

Par arrêt du 20 juin 1973, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné Robert TREMOUILLES, demeurant à Vincennes (Val-de-Marne), 24 rue Fays, à une amende de 100 000 francs et à la publication de l'arrêt qui l'a déclaré coupable de diffamation publique envers François MISOFFTE, ancien ministre, député à l'Assemblée nationale à raison des termes « Non à Misoftte, banquier franco-japonais, P.D.G. de Fos-de-Wendel, muet et absent de l'Assemblée nationale », figurant dans la profession de foi dudit TREMOUILLES diffusée dans la 24^e circoscription de Paris, en suggérant ainsi d'une manière explicite que MISOFFTE député, aurait méconnu les devoirs essentiels de sa charge.

CHASSER SANS HONTE

Chasse à la journée... carnage organisé. Heureusement, il y a des exceptions : des chasses où l'on peut chasser sans avoir honte. Gault et Millau les ont dénudées pour vous. Et à ceux qui n'aiment pas la chasse, ils offrent un merveilleux week-end en Bourgogne. N° d'octobre du Nouveau Guide Gault-Millau.



menée. Peu de machines à repiquer le riz : de longues lignes colorées d'hommes et de femmes accablés progressent sans guère relever la tête sous leurs immenses chapeaux de paille. Pas de vastes champs, mais une succession infinie de cultures variées et bien soignées et parfois si petites, ne laissant pas un pouce de terrain à l'abandon, que l'on hérite : s'agit-il d'agriculture ou d'horticulture ?

les digues pour couvrir la retraite de ses troupes devant l'invasion japonaise : 54 000 kilomètres carrés furent inondés, il y eut près de neuf cent mille morts. Aujourd'hui, dans les 600 000 mous irrigués par le premier canal

bres dans toute la Chine le « Canal du drapeau rouge » ou « les rivières argentées de Shaochan », toujours réalisés avec les moyens du bord : charrettes, paniers en équilibre sur un bâton posé sur les épaules et travail acharné des multitudes.

« Nous arriverons à émouvoir le ciel »

On reste confondu devant le spectacle de tels efforts. Et la question se pose : au nombre et à la discipline, ne s'ajoute-t-il pas ce que les chrétiens appellent « la foi qui soulève les montagnes » ? C'est bien à elle que faisait appel le président Mao lorsque, en 1945, devant le septième congrès du parti communiste, se référant à une fable de la Chine antique, il disait en un texte devenu classique : « Nous devons persévérer dans notre tâche et y travailler sans relâche. Nous aussi nous arriverons à émouvoir le ciel. Notre ciel à nous n'est autre que la masse du peuple chinois. Si elle se lève tout entière pour enlever avec nous ces deux montagnes (l'impérialisme et le féodalisme), comment ne pourrions-nous pas les aplatiser ? »

Si cet appel n'avait pas été entendu, on voit mal ce qui pourrait, trente ans après, faire ainsi courir les Chinois. Ces hommes qui se transforment en bêtes de somme, à l'évidence, ne le font pas poussés par la faim. Ce peuple n'est plus, comme jusqu'au milieu de notre siècle, l'un des plus pauvres du monde. Nous n'avons remarqué aucune trace — mendiants, bidonvilles, hâillons — de la misère, pourtant si commune en Asie. Certes, la menace de disette est encore trop proche pour être oubliée, mais il

tant voir, dans une commune populaire, les sources de fierté des vieux paysans affectés à la garde des réserves de grains de plusieurs années pour vraiment

Réconciliée avec l'arbre et avec l'eau

La pause se fait dans un coin bien ombragé, et Dieu sait qu'il n'en manque pas, qu'il n'en manque plus : peupliers, saules, pins, platanes, eucalyptus, les arbres plus jeunes que le régime se comptent par milliards. Les plus anciens, les magnifiques banyans, ne se trouvent guère que dans les parcs impériaux ou dans les anciennes concessions étrangères. Si René Grousset a eu raison d'écrire que « la Chine sera sauvée lorsqu'elle sera réconciliée avec l'arbre », on peut dire que c'est chose faite.

Il lui a fallu aussi se réconcilier avec ses fleuves. Comment mesurer la somme d'efforts nécessaires par exemple pour métamorphoser le Fleuve Jaune de sécher en bienfait avec des moyens dérisoires ? Son bassin, grand comme une fois et demie la France et peuplé de 110 millions d'habitants était fréquemment ravagé par les inondations dues à des crues énormes et brutales. De plus, le fleuve, dans son cours inférieur, avait la fâcheuse habitude de changer de lit (vingt-six fois, paraît-il, en trois mille ans). Il y a été mis bon ordre à partir de 1949 par la construction d'ou-

vrages divers et de 1 800 kilomètres de digues de pierre à la place des anciennes faites de terre et de tiges de sorgho et de maïs. Cela ne se fit pas sans inévitables. On redouta, en 1953, qu'une crue particulièrement présente ne détruisse les résultats de tous les efforts. On voit au musée du Fleuve, à Cheng-Chow, d'extraordinaires photos des fourmillières humaines qui, finalement, en présence de M. Chou En-lai lui-même, triomphèrent des flots. D'autres photos montrent l'aménagement des champs en terrasses destinées à éviter que la terre ne soit emportée par les eaux. Vingt-deux millions de mous (2) furent ainsi données à la culture, 43 millions au maintien et 48 millions sont maintenant irrigués là où les paysans ne savaient que redouter le plus, de la sécheresse et de l'inondation. « Avant la libération, nous dit le conservateur du musée, le peuple fuyait le Fleuve Jaune, il le haïssait. Depuis la libération, il l'aime, l'aménage. » Mais, ajoute-t-il modestement, il y a encore beaucoup à faire pour régler définitivement le problème. C'est ainsi que, pour la production de l'électricité, nous avons en-

N'investissez plus dans l'immobilier sauf dans l'hôtellerie de luxe.

(Elle rapporte le double sans charges ni impôts)

Problème. Le monde est en crise et vous ne savez plus où placer votre argent.

La fiscalité s'attaque à la dernière valeur sûre : l'immobilier.

Solution. Faire un placement exonéré d'impôts dans l'hôtellerie de luxe, car elle ne souffre d'aucune crise et sa fréquentation ne fait qu'augmenter.

Le Marbell Center, nouveau grand palace de Marbella (Costa del Sol) vous offre cette possibilité.

Rapport. Jusqu'à 12% net d'impôts et de toutes charges garanti par contrat, plus 3 mois par an de vacances gratuites dans votre palace au bord de la plus belle plage de Marbella.

Décision. A prendre rapidement pour une rentabilité immédiate.

Action. Pour être informé en détail du rendement d'un placement au Marbell Center, renvoyez ce bon à : Marbell Center informations, 20 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris. Tél. 225.46.62.

Nom
 Adresse
 Tél. _____ MC 2
 Gibraltar

Pour mieux se faufiler, il faut savoir se faire Mini.



MINI 300 : 5 CV, 10 290 F* MINI 1000 : 6 CV, 11 190 F* MINI 1001 : 6 CV, 12 990 F* MINI MATIC : 6 CV, 13 990 F* MINI 1275 GT : 7 CV, 13 490 F* MINI COOPER : 7 CV, 15 990 F*

British Leyland France - Rue A. Croizat 95101 - Argenteuil Tél. : 982.02.22-250 concessionnaires en France. * Prix TTC au 17/6/1974 + transport et livraison 617 F TTC. Crédit C.G.I. Leasing C.G.I.



Préférez TOTAL

5011

POLITIQUE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

DORDOGNE (1^{er} circ.) : un face-à-face traditionnel

CANDIDATS et PARTIS	29 SEPTEMBRE 1974		11 MARS 1973		4 MARS 1973		23 JUIN 1968	
	Inscrits : 71 539 Suffr. expr. : 58 471 Abst. : 24,33 %		Inscrits : 68 393 Suffr. expr. : 58 242 Abst. : 11,39 %		Inscrits : 68 406 Suffr. expr. : 58 292 Abst. : 13,13 %		Inscrits : 63 831 Suffr. expr. : 52 630 Abst. : 17,79 %	
	Voir	%	Voir	%	Voir	%	Voir	%
MM. GUENA (U.D.R.)	24 164	45,19	32.021	54,88	26.208	44,94	28.416	53,17
PERON (P.C.)	16 278	29,42	26.321	45,11	15.942	27,27	14.742	27,97
SALVIAT (rad. gauche)	12 497	22,92	—	—	11.238	19,27	8.357 (3)	15,86
MAS (L.O.)	473	0,86	—	—	1.049 (3)	1,80	—	—
ATMAT (Front. nat.)	367	0,68	—	—	—	—	—	—
SCHMITTHAUSER (Front. progress.)	148	0,27	—	—	—	—	—	—
R.A.	—	—	—	—	3.903 (4)	6,69	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	1.575 (5)	2,90

(1) Député sortant ; (2) M. JEAN-PAUL BRUNET (Féd.-rad.) ; (3) M. EDMOND RIMAVILLA ; (4) M. ALAIN CHABANIS ; (5) M. MAURICE VOIRY.

L'Union de gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.), qui regroupe le mouvement des radicaux de gauche et le parti socialiste, en dépit d'une progression en voix d'autant plus remarquable qu'il y avait 4 831 suffrages exprimés de moins que le 4 mars 1973, ne parvient pas à rompre le traditionnel face-à-face du second tour entre MM. Guéna et Yéron. Depuis deux ans en effet M. Yves Guéna s'oppose à l'ancien député communiste du département, M. Yves Yéron, candidat systématiquement depuis 1946, battu en 1951 puis à chaque consultation depuis 1958.

Cette situation convient parfaitement au maire de Périgueux. Il n'a d'ailleurs pas caché son sentiment en déclarant à l'issue du premier tour de scrutin : « Je suis satisfait pour trois raisons. D'abord, parce que j'ai vu de la barre des 50 % et, quand on en est là, il est rare qu'on soit battu au deuxième tour. Ensuite, j'ai obtenu mon score par rapport au premier tour de 1973 et je crois que je suis le seul à l'avoir. Enfin, le candidat communiste arrive en seconde position, ce qui

fait que je ne retrouverai vraisemblablement pas de face de M. Yéron, comme cela m'est déjà arrivé quatre fois. M. Guéna, qui a enlevé de justesse la mairie de Périgueux en 1971, continue de bénéficier dans le chef-lieu du département d'un capital politique important, en dépit d'un tassement de ses voix par rapport à 1973. Il réalise en effet dans sa ville (qui compte 23 980 inscrits) de meilleurs résultats que dans la circonscription. Sur 18 992 suffrages exprimés, M. Guéna rassemble 8 254 voix (43,47 %) ; M. Yéron 4 801 (25,32 %) ; M. Savaty, 3 983 (20,98 %) ; M. Mas, 177 ; Aymat, 141 ; Schmitthausier, 56. La confirmation de la bonne implantation de M. Guéna n'exclut toutefois pas une nette progression de la gauche dans son ensemble et notamment du candidat communiste, qui lui aussi, réalise en dépit de la baisse du nombre des voix une meilleure performance que le 4 mars 1973. Sans doute faut-il voir dans cette poussée une conséquence de l'absence des réformateurs dans ce scrutin, ce qui libère en principe quelque 4 000 suffrages. L'apparition

SAVOIE (2^e circ.) : M. Fontanet est sérieusement menacé

CANDIDATS ET PARTIS	29 SEPT. 1974 Inscrits : 81 741 Suff. exp. : 31 589 Abst. : 36,21 %		11 MARS 1973 Inscrits : 48 901 Suff. exp. : 36 995 Abst. : 24,32 %		4 MARS 1973 Inscrits : 48 907 Suff. exp. : 36 433 Abst. : 24,38 %		30 JUIN 1968 Inscrits : 45 714 Suff. exp. : 33 891 Abst. : 27,51 %		23 JUIN 1968 Inscrits : 45 717 Suff. exp. : 33 161 Abst. : 27,79 %	
	Voirs	%	Voirs	%	Voirs	%	Voirs	%	Voirs	%
MM. FONTANET (C.D.P.)	11 964	37,89	29 538	55,51	14 925	49,96	17 208	52,71	9 604	28,96
BLANC (P.S.)	9 922	31,42	—	—	7 261	19,93	—	34,30	—	—
ROCHAUX (P.C.)	8 128	25,85	16 457	44,48	9 144	25,00	11 247	—	8 544	25,71
DENU (ind. mod.)	1 249	3,96	—	—	1 680	4,61	—	—	—	—
CALMEL (L.O.)	132	0,41	—	—	—	—	—	—	—	—
MERLO (O.C.I.)	116	0,36	—	—	—	—	—	—	—	—
U.D.R.	—	—	—	—	—	—	—	—	7 799 (1)	23,52
R.A.	—	—	—	—	2 919 (3)	7,99	—	—	—	—
S. élig.	—	—	—	—	—	—	4 144 (5)	12,72	4 818 (5)	14,53
Ind. droite	—	—	—	—	513 (4)	1,41	—	—	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	—	—	2 394 (2)	7,22

(1) M. Victor Gouduriez, Front. travailliste U.D.R. ; (2) M. Jean-Claude Guéno ; (3) M. Siste de Monthon, rep. Cent. dém. ; (4) M. Gaston Morenaud ; (5) M. Alexis Bernat.

M. Joseph Fontanet, ancien ministre de l'éducation nationale et vice-président du C.D.P., perd plus de trois points de pourcentage des suffrages exprimés par rapport au premier tour de scrutin. Cette régression est d'autant plus nette qu'il bénéficiait, cette année, du soutien des partis de la majorité présidentielle, dont les réformateurs. Ceux-ci se sont en effet opposés à l'adoption de la loi de décentralisation. M. Fontanet avait dû hériter d'une bonne partie des 799 % des suffrages qu'avait recueillis M. Siste de Monthon, réélu, en 1973, et qui ne s'étaient reportés le 11 mars, lors du second tour, sur M. Fontanet. Commentant à Albertville, les résultats au scrutin du dimanche 29 septembre, M. Fontanet a déclaré : « De très nombreux électeurs semblent n'avoir pas voté au premier tour, et principalement dans les commu-

nes touristiques qui, habituellement, n'apportent leurs suffrages. Il s'agit d'habituels d'été, sans et de commerçants dont les vacances ne se terminent que cette semaine (...). Je suppose qu'il y avait une poussée socialiste, mais il s'agit d'un phénomène général et non pas d'un problème local. Je ne crois pas cependant moins fort. »

Pour le second tour, M. Fontanet a indiqué qu'il comptait sur les abstentionnistes et sur les électeurs de M. Denu, qui ne sont pas disposés, a-t-il affirmé, « à voter pour les candidats socialistes ». Il est à noter que M. Charles Denu, qui se présentait avec l'étiquette « indépendant et réformateur », sans avoir pour autant l'assurance de l'un ou de l'autre des deux partis, avait indiqué avant le premier tour que, s'il ne réalisait pas 10 % des voix et donc s'il ne pouvait rester en compétition pour le second tour, il demanderait à ses électeurs de voter blanc.

Bien qu'en pourcentage M. Marcel Rochaux, P.C., obtienne un score en très légère augmentation (25,85 % au lieu de 25,00 %) et progresse sensiblement dans le canton d'Ugine, le candidat communiste perd 958 voix par rapport

au premier tour de mars 1973, et est devancé par le candidat socialiste. M. Maurice Blanc, P.S., s'était fixé comme objectif d'arriver en tête des candidats de gauche. Cet objectif est très largement atteint puisque M. Blanc est le seul candidat à voir le nombre de ses voix augmenter (+ 288). A Bourg-Saint-Maurice, par exemple, il n'arrive guère une voix de retard derrière M. Fontanet.

Le parti socialiste progresse

(Suite de la première page.)

On comprend l'appel lancé aux indécidés par M. Fontanet, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, dans la mesure où la majorité n'a pas à se féliciter des résultats d'ensemble du 29 septembre. Alors qu'il s'agit, par définition, de circonscriptions favorables au pouvoir puisque cinq d'entre elles appartenaient à l'U.D.R. et la sixième au C.D.P., le total des voix de l'électorat majoritaire et réformateur ne représente que 51,37 % des suffrages exprimés contre 56,32 % au premier tour de l'élection présidentielle (52,09 % au premier tour de mars 1973). Le succès remporté dès le premier tour par M. Messner en Savoie et Guichard en Loire-Atlantique (ils sont tous deux assez loin de leurs scores de 1973) ne change rien à l'affaire.

Au-delà des commentaires qu'appelle la situation dans chaque circonscription (on les trouvera d'autre part), la première leçon que l'on peut tirer de la consultation est que l'électorat réformateur n'est pas définitivement acquis au camp de la majorité. Cette constatation est de nature à renforcer l'analyse de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, de M. Michel Durand, ministre du travail, et de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, qui, en entreprenant une nouvelle mutation du parti radical et en lançant, ce lundi, le « parti radical socialiste et réformateur », semblent vouloir se couper du centre et regrouper autour d'eux ce qu'ils nomment la « gauche réformatrice » par opposition à la « gauche conservatrice ».

Le tout est de savoir si cette entreprise ne vient pas un peu tard. En effet, même si l'on s'interdit de donner une portée nationale à six élections législatives partielles, il convient de souligner les performances du P.S. et de la liste et des radicaux de gauche, qui confirment de la manière la plus nette, et partout, la progression amorcée en 1973.

RAYMOND BARRILLON.

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

M. PONIATOWSKI : un faux d'abstention regrettable.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a assorti la présentation qu'il a faite, dimanche soir, des résultats, de truis commentaires. Il a déclaré : « Le premier commentaire est relatif aux abstentions. Celles-ci sont élevées et se situent entre 25 et 40 %, selon les circonscriptions. Certes, ce taux est fréquent pour des élections partielles. Mais il est regrettable, car il fausse, ou peut fausser, les résultats. Et aussi parce qu'il importe qu'un élu représente véritablement la plus grande masse possible d'électeurs et d'électorats d'une circonscription. J'espère que toutes et tous rempliront dimanche prochain leur devoir électoral. C'est une question de civisme. C'est la règle même d'un régime démocratique libre dans lequel nous avons la chance de vivre et d'exercer nos droits. »

M. SANGUINETTI : la mauvaise humeur des électeurs réformateurs a profité aux socialistes.

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a dit : « Au nombre important des abstentions s'est ajouté, en particulier en Savoie, un mouvement de mauvaise humeur de la part de l'électorat réformateur, qui a reporté une partie de ses voix sur le candidat socialiste, d'autant plus facilement qu'encre une fois le président de la République, le gouvernement et la majorité actuelle ne pouvaient pas être mis en cause par une élection partielle (...). Rien ne permet de penser que la réaction de ces électeurs ait été la même à l'occasion des élections générales. Mais ce double phénomène a permis une poussée socialiste dans trois départements concernés, en Côte-d'Or, en Ardèche et en Savoie. »

M. ESTIER : le P.S. gagne partout des voix.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste, a dit : « Ces élections se déroulent, il faut le souligner, dans des circonstances particulièrement favorables à la majorité, puisque des ministres U.D.R. y avaient été élus en 1971. Elles confirment très nettement la poussée de la gauche en général, et du parti socialiste en particulier. Celui-ci gagne partout des voix par rapport au premier tour, malgré une plus faible participation au scrutin. »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : un avertissement.

« Cette progression de la gauche (...) marque donc, après l'élection présidentielle de mai dernier, un désenchantement certain de l'opinion (...). Plus intéressant, peut-être, pour la suite, est que les socialistes grignotent souvent les positions du P.C. et paraissent en voie de faire gagner à M. Mitterrand son parti et ses résultats au scrutin de l'Union de la gauche, ce qui rend moins probable, désormais, une victoire de celle-ci, si une consultation générale du pays devait intervenir. »

L'AURORA : reflux profond de la majorité.

« Les résultats détaillés font apparaître un reflux profond des formations qui ont assuré à Valéry Giscard d'Estaing une victoire de justesse. (...) Valéry Giscard d'Estaing a cru à une consultation générale du pays devant intervenir. »

L'HUMANITE : échec d'une extraordinaire mise en scène.

« Une analyse plus fine des pertes de la droite permettra sans doute d'observer que, si le nombre des salariés qui ont refusé leurs suffrages aux conservateurs s'est encore accru, de nombreux petits producteurs indépendants (notamment à la campagne) se sont détachés de la droite. Enfin, notons que l'extraordinaire mise en scène de ces dernières semaines à propos de la faillite de la crise économique n'a pas eu d'effets sensibles sur le jugement des électeurs et des électrices. »

M. ROBERT FABRE : la traduction d'une légitime inquiétude de l'opinion.

M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, a enregistré avec satisfaction les résultats du 29 septembre. Il ajoute : « La progression de la gauche est considérable par rapport aux élections générales de mars 1973. Les candidats U.D.R. et C.D.P. qui regroupent socialistes et radicaux de gauche, recueillent un succès incontestable. »

LUTTE OUVRIÈRE : voter au second tour pour la gauche.

Le mouvement trotskyste Lutte ouvrière estime que ses résultats « compte tenu du nombre d'abstentions et de leur caractère » prouvent « que les voix obtenues par Arette Lagulier à l'élection présidentielle n'étaient pas un phénomène passager » (le 5 mai Lagulier avait recueilli 2,33 % des suffrages exprimés). Lutte ouvrière, qui note que la gauche et le parti socialiste en particulier, « est tout à fait susceptible de l'emporter au second tour dans une ou plusieurs des quatre circonscriptions où il y a ballottage », appelle à voter pour la gauche.

L'ESSENCE EST CHÈRE... Faites régler votre carburateur WEBER

Contrôle minutieux par des spécialistes - Economie de carburant garantie - Accroissement du rendement et de la souplesse du moteur

Demandez la liste complète des stations techniques Weber.

C.D.C. 22-24, rue du Moulin des Bruyères 92 Courbevoie.

appelez 333 40 43

conduite de nuit **nyctalux** pour mieux voir

concessionnaires agréés

en Pharmacie - voir CP 31 278

Depuis 30 ans, le journal spécialisé

" LES ANNONCES "

est toujours le n° 1 pour l'achat et la vente de

FONDS DE COMMERCE

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.

En Vente Partout / F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Corbeil-Essonnes (91), le mardi 15 octobre 1974, à 14 heures.

UN APPARTEMENT

à
YERRES (Essonne)

Résidence de la Grande Prairie
Immeuble B 3 - 4^e étage - C.A.V.E.
Paris - P. 3 - 62 mètres carrés.
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS.
Consigné obligatoirement pour subvenir.
Pour les renseignements s'adresser à
M^{me} AKOUN et TRUKILO, avocats
associés à CORBEIL-ESSONNES, tél.
499-30-26 - 499-14-18.

Vente sur saisie immob. Palais Justice
Meaux, mercredi 2 oct. 1974, 14 h.

MAISON HABITATION
VILLEPARIS

MISE A PRIX : 50.000 FRANCS.
Rena. M^{re} MORIN, avocat, 24, rue du
Palais de Justice, Meaux, T. 434-00-20,
et pour visiter sur place.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris,
le 9 octobre 1974, à 14 h. 15. - Fonds
Vente de maison
Achat LINGE DE TABLE et dérivés
à Paris (17^e), 34, bd des Batignolles
avec Etablissement, second, 60, bd des
Batignolles, M. à p. (p. et b.) 20.000 F.
Consign. 20.000 F. S'ad. M^{re} DAUCHEZ,
not., 27, quai Tournaie, M^{re} R. GAR-
NIER, synd. 3, rue de Furstenberg.

Vente sur saisie immob. Palais Justice
Meaux, mercredi 2 oct. 1974, 14 h.

APPARTEMENT A PARIS (5^e)

38, rue Lacépède
MISE A PRIX : 440.011 F. S'ad. M^{re} AMBLOU, avocat, 55, quai
Grand-Angoulême, Paris, M^{re} LOUVER
et R. LE SOUD, av. FRUON-HOMME, notaire à Paris, et à tous avocats
aux Barreaux des Tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

POLITIQUE

LE PARADOXE DE L'ÉLYSÉE

Par MAURICE DUVERGER

Dans les cent trente premiers
jours de son septennat, M. Giscard
d'Estaing a plutôt réussi dans les
domaines non économiques, où
l'on craignait son inexpérience, et
plutôt échoué dans le domaine
économique, où l'on ne discutait
pas sa compétence, qui fut l'une
des raisons majeures de sa vic-
toire sur M. Mitterrand. Tel est le
paradoxe de l'Élysée. Il mérite
qu'on l'examine de près.

Les réformes politiques et mo-
rales accomplies ou entreprises
par le nouveau président ne sont
pas négligeables. La majorité à
dix-huit ans, la liberté de la
contraception, l'humanisation
(promesse) du régime des
prisons, la reconnaissance (pro-
chaine) du droit à l'interrup-
tion de grossesse : tout cela présente
une grande importance, et pour
la vie privée de millions de gens
et pour l'évolution des mentalités
collectives. Reconnaître à la mi-
norité parlementaire le droit de sa-
lir le Conseil constitutionnel pour
qu'il puisse annuler les textes
votés par la majorité qui seraient
contraires à la loi fondamentale,
cela ne suffit point à donner
chez nous à l'opposition un pou-
voir équivalent à celui qu'elle

possède dans les autres démocra-
ties d'Occident : mais c'est
néanmoins un premier pas dans
cette direction.

Ces différentes mesures n'ont
pas soulevé une approbation uni-
anime. Des électeurs de M. Giscard
d'Estaing ont peu apprécié qu'il
fasse ainsi la politique de ses
adversaires. Mais de telles dé-
cisions provoquent toujours un
certain désarroi. A long terme,
leur solde sera largement positif
si la politique qu'elles inaugurent
est continuée. Dans les régimes
démocratiques modernes, où le
chef suprême de la nation (pré-
sident ou premier ministre) ne
représente en général guère plus
de 50 % des électeurs, son pro-
blème essentiel est de conserver
le contact avec l'autre moitié du
pays et de se faire accepter par
elle aussi.

Pour l'avenir des institutions,
il fallait rompre avec la politique
de Georges Pompidou, lequel ne
se préoccupait guère que de ses
partisans et apparaissait comme
le chef de l'État U.D.R. plutôt que
de l'État français. Le général de
Gaulle s'était bien gardé d'une

telle erreur. A travers sa politi-
que extérieure, sa lutte contre
l'O.A.S. et le souvenir de la Résis-
tance, il avait toujours conservé
un contact avec la gauche, même
communiste, qui lui permettait
d'apparaître comme le président
de tous les Français. Par des
moyens différents, M. Giscard
d'Estaing s'efforce visiblement de
retrouver une situation analogue,
qui correspond exactement aux
devoirs de sa charge. Il y par-
viendra probablement s'il persiste
dans la voie des mesures prises
ces derniers mois dans les domai-
nes non économiques. En ce sens,
elles constituent des réussites,
même si elles soulèvent actuelle-
ment des contestations.

On peut contester pareillement
qu'il y ait échec dans le domaine
économique. Quatre mois ne suf-
fisent pas pour redresser une
situation très difficile, dont beau-
coup de facteurs ne dépendent
pas de la France. Plutôt que d'un
échec objectif, il faudrait parler
d'un sentiment d'échec, percep-
tible au niveau des observateurs
comme à celui de l'opinion pu-
blique. Il se fonde sur les hésita-

tions et les contradictions du gou-
vernement à l'égard de ses
alliances. A souffler tantôt le froid
et tantôt le chaud, tantôt le pes-
simisme et tantôt le triomphisme,
les ministres perdent leur crédi-
bilité. En ce sens, l'échec est
patent.

On ne peut l'expliquer seule-
ment par le fait que le nouveau
président, ses ministres et sa ma-
jorité doivent tenir compte des
intérêts de leurs mandants, et
notamment des firmes capitalis-
tes. Finalement, M. Jean-Pierre
Fourcade n'a pas épargné celles-ci
à travers l'impôt sur les sociétés.
Il s'apprête à les frapper par la
taxe conjoncturelle. L'annonce
d'une imposition générale des
plus-values va plutôt dans le
sens de la gauche que dans celui
des électeurs de M. Giscard d'Es-
taing. L'échec économique ne
vient pas d'un manque de cou-
rage politique, mais d'une erreur
de conception. Ce n'est point la
dépendance à l'égard de leur
clientèle qui gêne le chef de l'État
et le ministre des Finances, car
l'un et l'autre ne s'en soucient pas
exagérément. C'est plutôt le fait
que les remèdes qu'ils appliquent
à la crise sont techniquement in-
suffisants.

L'économie financière ressemble
à la médecine, en ce sens que les
thérapeutiques évoluent, de nou-
velles venant sans cesse prendre
la place des anciennes, générale-
ment avec une efficacité supé-
rieure. Les substitutions de ce
genre posent toujours un pro-
blème redoutable aux équipes les
meilleures dans les techniques
antérieures. Il leur est souvent
plus difficile qu'aux autres de se
reconvertir, à cause du caractère
exceptionnel de leur expérience
qui les pousse naturellement à
continuer dans la même voie.
Pendant l'élection présidentielle,
on a prêté peu d'attention à l'ap-
pui que deux prix Nobel de scien-
ces économiques — l'Américain
Vassily Leontief et le Néerlandais
Jan Tinbergen — ont ap-
porté à François Mitterrand, et
spécifiquement à son programme
de lutte contre l'inflation. Cela
suggère cependant que les procé-
dés en honneur à l'inspection des
finances dans les années 50, dont
M. Giscard d'Estaing possède une
connaissance incomparable, sont
probablement dépassés aujour-
d'hui.

Il ne sont plus encore, sans
doute, dans l'inflexion néo-
libérale que leur a donnée l'an-
cien ministre des Finances en
suivant la pente de ses préféren-
ces personnelles. L'accroissement
du coût de l'énergie — qui risque
fort de se développer dans les
années à venir — place les éco-
nomies occidentales, et singulière-
ment la nôtre, dans une crise
de structure profonde, sans com-
mune mesure avec les petites
récessions ou surchauffes conjonc-
turelles auxquelles M. Giscard
d'Estaing avait dû faire face
jusqu'ici. Les citoyens en ont plus
conscience que leurs dirigeants,
et c'est probablement la cause
fondamentale du déficit de
confiance actuel. Ils pressentent
que des sacrifices collectifs im-
portants sont nécessaires, et ils
sont prêts à les accepter pourvu
qu'ils soient équitablement ré-
partis.

Passer d'une économie de gas-
pillage à une économie de relative
pénurie — qui devra probable-
ment durer quelques années —
suppose une planification assez
poussée, à la fois de la produc-
tion et de la répartition : c'est-à-
dire une intervention de l'État
plus énergique et plus coordon-
née que les quelques initiatives
ou freinages auxquels on se livre
aujourd'hui. Malgré sa répo-
gnance, la clientèle giscardienne
serait prête à accepter qu'on s'en-
gage dans cette voie parce qu'elle
crainait plus encore l'application du
programme de la gauche, qui de-
viendrait inévitable en cas d'échec
prolongé. L'obstacle principal n'est
pas politique. Il est idéologique.
Parce que le président de la Ré-
publique croit aux vertus du libé-
ralisme, il répugne à s'engager
dans une politique économique
plus contraignante, dont les ci-
toyens entrevoient obscurément
la nécessité et l'urgence. Le roi
de France va-t-il hésiter long-
temps encore à oublier les métho-
des du duc d'Orléans ?

Les beaux immeubles changent
d'arrondissement.

Le XIX^e arrondissement
fait peau neuve.
Avec des immeubles modernes,
des centres commerciaux,
des communications facilitées.
En conservant bien sûr ce qui fait
le charme d'un Paris un peu oublié :
un canal, des jardins et... du calme.

La rénovation gagne
les bords du canal de l'Ourcq.
Et c'est cet emplacement
qui a été choisi pour construire
le Doge.

Votre 4 pièces
vous y attend : 3 vraies chambres,
un grand living largement éclairé
par des baies coulissantes,
des balcons sur le canal ou sur
les jardins.

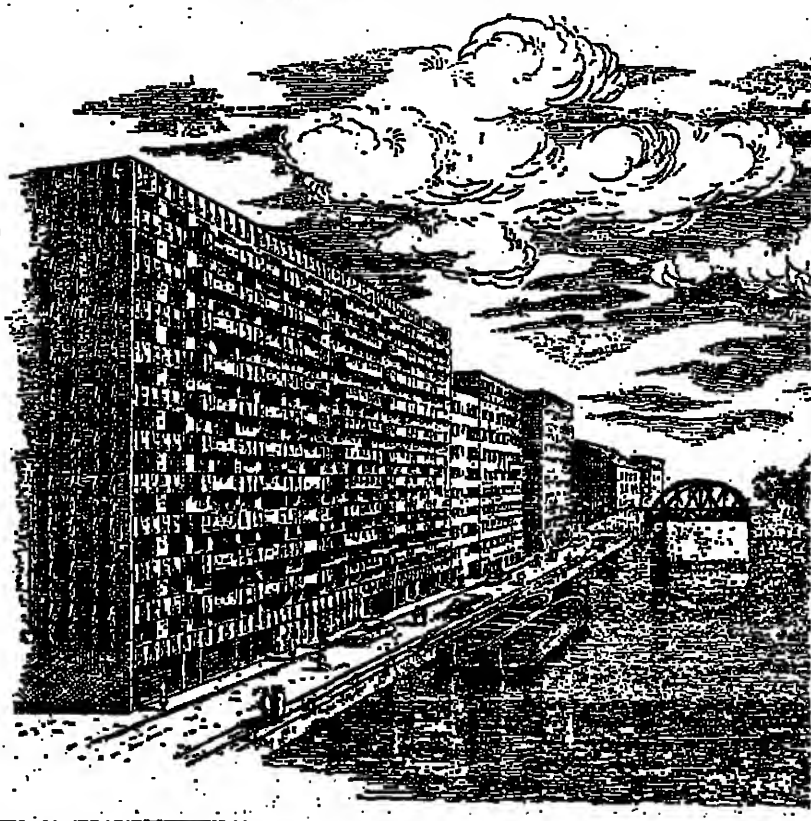
Au bureau de vente
vous pourrez vous rendre compte,
d'après la maquette exposée,
de ce que sera très bientôt le XIX^e.
Vous pourrez étudier,
avec des spécialistes, les moyens
de financement les plus adaptés
pour devenir propriétaire
d'un appartement au Doge.

17 types d'appartements,
du studio au 5 pièces.
Prix fermes, non révisables.
Bureau de vente et appartement
modèle sur place : angle des rues de
Thionville et de la Meurthe, Paris 19^e.
Tél. : 607.38.55. Lundi, Mercredi,
Jeudi et Samedi : 11 h à 13 h et 14 h à
19 h. Vendredi et Dimanche :
14 h à 19 h.
Renseignements et vente :
Sivegi 15, av. de l'Opéra.
Tél. 260.30.00.

le Doge

Dans le nouveau XIX^e.

Réalisation UFIC-SIVEGI



LE VRAI SCANDALE DU VIN

Il y a un scandale du vin dont on
ne parle pas assez. C'est le
scandale du vin de France. Il est
beaucoup plus grave qu'on
croit. La France entière, sauf le
Midi, est envahie par des vins
étrangers et les consommateurs
dans le Nord et l'Est du pays
ne savent plus ce qu'ils boivent.
Nouveau Guide Gault-Millau
à la vente partout.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

CRÉÉ PAR LES JEUNES GISCARDIENS

Le mouvement Génération sociale et libérale veut réunir les « espérances de mai 1968 et de mai 1974 »

Le mouvement Génération sociale et libérale, issu des Jeunes Républicains indépendants et des comités de soutien à M. Giscard d'Estaing créés pendant la campagne présidentielle, est né officiellement samedi 28 septembre, à Paris, avec la réunion de son premier congrès national.

La nouvelle formation s'est dotée d'une équipe dirigeante profondément renouvelée par rapport à celle des ex-J.R.I. M. Philippe Augier, qui présida quatre années durant aux destinées de ceux-ci, cède la place à un responsable de vingt-deux ans, M. Dominique Bussereau. M. Henri Giscard d'Estaing, fils du président de la République, est membre du bureau politique.

M. Dominique Bussereau, qui venait d'être élu président du mouvement Génération sociale et libérale, a notamment déclaré :

« Assurer l'équité du départ à l'arrivée, afin que le parcours difficile au travers de la vie ne soit pas seulement neutre, mais correctif au regard des besoins et

On se soit dans la charte adoptée ou dans les propos de M. Bussereau, on n'a pas manqué de relever samedi à la Mutualité, une volonté manifeste de réconciliation et de libéralisme. Ainsi a-t-on entendu les jeunes giscardiens invoquer mai 1968 (audacieusement associé à mai 1974), revendiquer pour les droits des travailleurs, pour les droits des minorités culturelles et des « avant-gardes » ; ainsi les a-t-on entendu dénoncer le « pourrissement » du service national et le « système répressif » dont les peines « ne frappent souvent que le coupable de pauvreté ».

M. Bussereau : Il y a des réformes qui pressent

détails peut-elle laisser en paix notre conscience quand on sait que les premières sont parfois des prolongements de logiques érigées et inconfortables et que les peines ne frappent souvent que le coupable de pauvreté ».

Bussereau a encore dit : « Nous voulons que les expériences de mai 1968 et de mai 1974 qui ont fait fleurir la pensée, que le bonheur est présent et partout possible, que les choses de la vie peuvent changer, nous voulons que ces expériences soient nourries ».

La décision des jeunes gaullistes de l'U.J.P. d'envoyer des actions communes avec le Mouvement de la jeunesse communiste française a provoqué cette réaction de l'ancien président des J.R.I. « Cette formation (U.J.P.) ne sait ni où elle est ni où elle va puisqu'elle ne se situe ni dans la majorité ni dans l'opposition. Je ne suis pas sûr que les Jeunes communistes aspirent à autre chose qu'à ses dépouilles ».

Sur le même sujet, un peu plus tard, M. Roger Chinnand, secrétaire général des Républicains indépendants, devait rétorquer en cause M. Jean-Paul Fasseau, président de l'U.J.P., en évoquant « les quelques joyeux nouveaux adhérents de M. Georges Marchais et du P.C.F. : les Fasseau's Brothers ».

M. CHINNAUD : ayez le courage de condamner certaines agitations.

M. Chinnand s'est adressé aux membres de la nouvelle formation en ces termes : « Ce qui compte, c'est demain, et ce demain, nous l'étions déjà, responsables. (...) Croyez à la nécessité du travail et détestez-vous de l'amateurisme. » Puis le secrétaire général des républicains indépendants a affirmé : « Il y a, en France, une majorité qui va bien, contrairement à ce qu'on vous dit. Elle a pour mission d'être l'élément porteur de la société ».

La vérité, c'est que l'Europe du cœur est morte, que l'Europe des négociants est froide, et qu'il reste à redécouvrir l'Europe de la volonté politique. Le système monétaire est mort, le aussi, aidez-nous à le réinventer. (...) »

La vérité c'est que 400 % de hausse dans le coût de l'énergie ce n'est pas secondaire. Dites à M. Marchais qu'il ne dit pas la vérité quand il sous-estime volontairement l'importance du rôle du prix de l'énergie dans la crise actuelle. Dites aussi que les pays de l'Est sont les seuls pays où l'on manifeste dans la rue pour

par l'invité d'honneur de ce congrès, M. Roger Chinnand, secrétaire général des républicains indépendants (la formation correspondante « adalbe » en quelques sortes). Grâce à M. Chinnand, on retrouve un langage peut-être plus « responsable », sans doute plus classique et de toute évidence, plus coutumier de cette famille politique : avec ce qu'il fallait de célébration des valeurs traditionnelles (travail et application), ce qu'il fallait de mises en garde et de condamnation du désordre (le service national), ce qu'il fallait aussi de sots (M. Mitterrand défendeur des « deux cents familles arabes »), sans parler de l'inévitable coup de patte à la presse (les « commentateurs stiles »).

et de la non moins inévitable tirade anticomun-

niste. Bref un langage point trop « des nouvelles » et que l'on aurait pu qualifier de « droitier ». Un langage qui franchit non seulement avec les propos progressistes entendus un peu plus tôt, mais aussi avec un certain réformisme audacieux dont le nouveau régime s'applique à paraître inspiré. Au point que l'on pouvait se demander qui — de l'opposition, du chef de l'Etat, ou des jeunes giscardiens — M. Chinnand assignait réellement quand il déclarait : « Mâchez-vous des bons apôtres, même s'ils ont l'air d'être de gauche. »

NOËL-JEAN BERGEROUX.

ration qui triomphera des écoles de la bureaucratie, de cette machine à bloquer les évolutions... et qui, au cours de la séance de l'après-midi, M. Philippe Augier avait donné lecture d'un message envoyé par la direction des Jeunes démocrates (formation de jeunes du Centre démocrate, parti de M. Lecanuet), message dont les auteurs formulaient le vœu de voir « se concrétiser dans l'avenir les liens unissant et protégeant les combats communs » pour l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing.

LA CHARTE DU NOUVEAU MOUVEMENT

On lit notamment dans la charte adoptée au cours du premier congrès national du mouvement Génération sociale et libérale :

« Nous appelons au rassemblement et à l'action tous ceux qui ont le cœur et la volonté de bâtir un modèle français de société : ce modèle repose sur l'espérance sociale et libérale (...).

« La cellule familiale joue un rôle essentiel dans notre société (...). Toutefois, la loi doit définir un meilleur aménagement des cas d'échec des formes traditionnelles de la famille.

L'ère nouvelle est celle de l'émancipation par l'éducation. C'est donc une urgente tâche de justice que d'instaurer l'égalité des chances dans notre système d'éducation (...).

« Les garants d'une culture vivante sont la libre création, et l'encouragement des avant-gardes et des minorités culturelles (...).

« Un effort sans relâche doit être mené pour l'amélioration des conditions de travail de tous et le progrès des droits matériels et moraux des travailleurs sans distinction de sexe et de nationalité.

« Chaque entreprise doit associer de plus en plus les travailleurs aux décisions qui les concernent, afin de promouvoir la responsabilité, indispensable à l'épanouissement individuel et à la liberté. »

des mérites, voilà notre conviction sociale. Promouvoir l'initiation des hommes et des femmes sans peine d'interrompre les palpitations de la vie, d'étouffer la création désordonnée, d'obstruer la mobilité des hommes, des dirigeants, des idées, voilà notre engagement libéral. (...) »

« Nous sommes en première ligne de cette offensive pour que change la France. (...) »

« Cette société qui a été l'un des plus jeunes présidents de son histoire... demeure blessée à l'égard de tous ceux qui ne peuvent l'aborder avec la carapace de l'héritage ou des droits acquis. La véritable politique se situe, dans l'ère citée sur les lieux de travail, dans toutes les communautés de vie. »

Le président de G.S.L. a alors affirmé : « Il y a des réformes qui pressent. Elles concernent en premier lieu le service national, dont le pourrissement se prolonge. Le service doit être déterminé exclusivement en fonction de la stratégie que notre défense et notre diplomatie nous imposent. Il n'est peut-être pas certain que la réponse soit encore la conscription, mais nous ne dénigrerons sa contribution à la défense s'il la percevait utile, efficace, et si elle se pratiquait avec le souci d'une implacable équité. »

« L'adaptation du système répressif à la gravité sociale des

« M. Michel Jobert, qui a fondé le Mouvement des démocrates, a déclaré le 28 septembre, à Toulon : « Le gouvernement plétine dans une enquête à court terme. Il s'en tient à des mesures de circonstance insuffisantes pour permettre à la France de faire face à la situation. »

« Il est indispensable de ne pas dorer la pilule. Quand la conjoncture est difficile, il ne faut pas dire que la France se porte bien. »

« Depuis un an, on s'est trompé sur l'analyse économique. Et ce n'est pas en convoquant maintenant tous les mois le conseil sur le plan qu'on se tirera d'affaire. » L'ancien ministre des affaires étrangères s'est prononcé pour une indexation de l'épargne.

LE BUREAU POLITIQUE DE G.S.L.

Voici le bureau politique du mouvement Génération sociale et libérale, tel qu'il a été élu le 28 septembre 1974 :

Président : M. Dominique Bussereau ; Vice-présidents : MM. Michel Clatis et Pascal Clément ; Trésorier : M. Jean-Jacques Blanche Cadot ;

Secrétaires nationaux : Mlle Martine de Sarnet, MM. Michel Feyre et Jean-Pierre Rafarila ;

Délégué à l'information : M. Hugues Dewarid ;

Délégué à la formation : M. Henri Giscard d'Estaing ;

Membres : MM. Pierre Ballot d'Estivau, Jean-Pierre Dagorn, Gilles Debelat, Henri Fiescher, Bernard Greffier, Alain Gallegher, Jean-Pierre Barnaud, Gérard Javardis, Dominique Jouet-Pastre, Gamy Lembrez, Claude Martin, Mlle Christiane Pigeonnet, MM. Benoît Roger-Vasselin, Pierre Simonet, Nicolas Traube, Christian Vergez et Bernard Walger.

M. Dominique Bussereau est né à Toulon, en 1952, et a fait ses études secondaires au lycée Descartes de cette ville, avant d'entrer à l'Institut d'études politiques de Paris, dont il est diplômé. Ancien membre du bureau national des jeunes républicains indépendants, il a été président du comité de la région sociale et libérale de la Vienne, département où il réside.

LE VISAGE DE LA FRANCE RICHE

Plus on monte dans les sphères où se trouvent concentrés l'argent et

la réalité du pouvoir, plus le secret est impénétrable.

Il n'est pas facile de savoir ce que touchent un préfet de région, un commissaire aux comptes, un directeur départemental de l'agriculture, un administrateur judiciaire, un administrateur de sociétés...

Nous y avons réussi pourtant et c'est une véritable radioscopie des hauts revenus que nous présentons cette semaine. Des revenus réels, cela va sans dire : l'accessoire avec le principal.

Mais ces Français qui cumulent tout :

l'argent et le pouvoir, les salaires et les jetons, les honoraires et les commissions, d'où viennent-ils ?

Sont-ils une classe, une caste ou une dynastie ?

Quelles sont, dans leur réussite, les parts

respectives du talent, de l'héritage, de la chance et de la politique ?

Parvenus au sommet, sont-ils en repos ou vivent-ils inquiets ?

Voici, sans fard,

le visage de la France riche.

LE PRIX D'UN FRANÇAIS (SUITE)

LE NOUVEL **Observateur**
Cette semaine un numéro à ne pas manquer.

MÉDECINE

Aux Entretiens de Bichat

La pharmacomanie d'Adolf Hitler

Adolf Hitler, l'homme de la démesure, fut aussi un drogué démesuré au cours des dix dernières années de sa vie. Anéantissant le dimanche 20 septembre, aux Entretiens de Bichat, les dernières heures du Führer dans le bunker où il finira par se donner la mort, M. Alain Decaux a fait un tableau assez effrayant de la pharmacomanie de Hitler. Ce végétarien qui refusait les excitants avait su — sous prétexte de soins — se gorger d'excitants en pilules.

L'homme qui va se donner enfin la mort le 30 avril 1945, après bien des hésitations, est, à cinquante-six ans, un vieillard aux cheveux blancs, presque aveugle, épilé de tremblements violents. Ce « syndrome parkinsonien » qui agite tout un côté de son corps est apparu en 1943 : la main, le bras et la jambe gauches tremblent sans cesse. Soudain, après l'attentat de juillet 1944, le tremblement change de côté. Pour certains, il s'agit des suites d'une syphilis contractée pendant la Première Guerre. Pour d'autres, une hémiparésie à quinze ans aurait provoqué une méningite, elle-même à l'origine de ces tremblements. Pour M. Alain

Decaux, et pour la plupart des médecins qui ont étudié le cas à posteriori, l'explication est ailleurs.

Jusqu'en 1935, Hitler a une santé florissante, mais, à cette date, il commence à souffrir de troubles intestinaux et de douleurs à l'estomac. Aux médecins qui l'examinent, il avoue qu'il prend, chaque jour, une vingtaine de pilules à base de strychnine et de belladone. Mais ce n'est pas tout, un « médecin-miracle », qui tourne autour de lui, lui fait chaque jour de une à six piqûres de glucose. Hitler absorbe aussi du calcium, trois somnifères différents chaque soir, des pilules d'hormones, de la vitamine B, et... des tablettes de coca. Chaque matin, enfin, il absorbe de la Vitamine dorée, médicament à base de caféine, de paraffine et d'orthodrine, cette dernière substance particulièrement nocive à hautes doses. La table de nuit d'Adolf Hitler ressemble ainsi, de 1935 à 1945, à une véritable pharmacie, ce qui fait dire à M. Alain Decaux : « Avec un tel traitement, c'est un miracle qu'il ait duré si longtemps. » Un miracle médical, mais une calamité historique.

Dr. F.

DÉFENSE

Les effectifs militaires restent relativement stables

Les effectifs budgétaires du personnel militaire en France, tels qu'ils apparaissent dans neuf tableaux annexés à un décret au Journal officiel du jeudi 26 septembre, témoignent d'une relative stagnation des effectifs dans les armées entre 1973 et 1974 : au total, on compte 594 909 postes budgétaires au lieu de 592 030, selon une estimation publiée l'an dernier de même source. Ces effectifs budgétaires pour 1974 sont ainsi répartis :

— **Forces nucléaires stratégiques** : 18 821 emplois, dont le tiers environ sont des appelés du contingent et dont plus de la moitié appartiennent à l'armée de l'air ;

— **Forces de manœuvre** (corps de bataille des forces terrestres appuyé par des forces aériennes et

maritimes) : 169 419 emplois, soit une diminution d'environ 12 % par rapport aux effectifs budgétaires de 1973 ;

— **Forces de sécurité générale** (régiments de défense opérationnelle du territoire et gendarmerie chargés de protéger les moyens stratégiques et les installations jugées vitales du territoire national) : 134 666 emplois, soit une augmentation de l'ordre de 30 % ;

— **Forces d'action extérieure** (11^e division et 8^e brigade chargées de l'intervention et unités stationnées outre-mer) : 38 652 emplois au lieu de 44 450 en 1973, soit une diminution d'environ 15 % des effectifs ;

— **Forces d'usage général** (aéronautique, transmissions, mobilisation et infrastructure territoriale) : 63 027 postes budgétaires au lieu de 64 459 l'année dernière. On compte encore 7 504 emplois pour la recherche, le développement et les essais ; 118 810 emplois pour le soutien des personnels ; 24 300 emplois pour le soutien des matériels et 19 650 dans l'administration centrale.

● M. Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U., faisant allusion à la manifestation d'appelés le 10 septembre à Draguignan, n'a pas hésité à la qualifier d'acte historique et en déclarant samedi 28 septembre à Draguignan : « Deux cents appelés ont eu le courage de dire tout haut à Draguignan ce que pense l'immense majorité du contingent. Il faut croire que le courage fait peur aux responsables de l'armée puisque neuf d'entre eux sont actuellement arrêtés et risquent des sanctions sévères. Le P.S.U. est solidaire de leur action : il appelle toutes les formations démocratiques, toutes les organisations politiques et syndicales à exiger la libération des soldats emprisonnés. » — (Corresp.)

ENGLISH
Audiovisuel
ENGLISH
Mini-groupes
ENGLISH
Stages
SEMI-INTENSIFS
ACCÉLÉRÉS
NORMAUX
Groupes d'enfants à domicile
(7-11 ans)
CLUB INTERNATIONAL
AUDIOVISUEL
222, av. de Maine, 75014 PARIS
Métro : Alésia
734-44-28

ECOLE de DIRECTION d'ENTREPRISES
établissement privé
Jeunes Gens, Jeunes Filles
• Marketing Informatique et Gestion
• Comptable, commerciale ou industrielle
• Collaboratrices de direction
DIPLOMES D'ETAT
Documentation gratuite
M. ROBERTO CRIVELLO
reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement :
130, rue de Clichy (Paris) - 75008 Paris - 252-27-27 - Proximité du périphérique

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
TAUX DE REUSSITE CONFIRMÉS DEPUIS 20 ANS
• Concours d'entrée :
HEC-ESSEC
EAP SUP. de CO
Paris et Province
• PRÉPARATIONS
A L'ENA - 2 concours
• Examens d'entrée
à SCIENCES PO
AP et 2^e Année
• DEUG 1^{re} et 2^e Année
DROIT ET SCIENCES
ECONOMIQUES
ANNÉE UNIVERSITAIRE 1974-75
Documents d'entrée et inscriptions : ISTH, 15, avenue Léon Blum, 75015 Paris 15
Métro : Mirobe, Equit, Auteuil. Tél. : 285 50 09 - 274 10 72

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DES PARENTS D'ÉLÈVES « AUTONOMES »

Autrefois ou demain ?

L'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves (UNAAPE) a réuni, les 28 et 29 septembre à Rouen, son cinquième congrès. Créée en 1968, l'UNAAPE groupe, selon ses dirigeants, cent vingt mille familles réparties en quatre cents associations environ. Aux dernières élections aux

conseils d'administration des lycées et collèges, l'UNAAPE n'a pourtant obtenu que 1,38 % des suffrages, loin derrière les grandes fédérations de parents d'élèves. Cornac (81,06 %) et Lagarde ex-Armand (28,93 %). Au cours des débats centrés sur le thème « Le jeune, l'école et la société », le ministre

de l'éducation, M. René Haby, a annoncé la création au ministère d'une commission composée d'enseignants, d'administrateurs, de psychologues, de juristes, d'élèves et de parents d'élèves, qui aura pour tâche de définir les droits et les devoirs particuliers des lycéens et collégiens majeurs.

De notre envoyé spécial

Rouen. — Lorsqu'un colonel, parent d'élève, vient déclarer dans un congrès « civil » : « Dans mon régiment cela manque de contestation. Les jeunes n'ont pas de caractère », on peut s'étonner, et dans un premier réflexe, être assez tenté de lui répondre : « Ne vous inquiétez pas, colonel, cela vient, cela vient. » Et puis, parce que le matin même, ce même colonel-parent d'élève insistait sur « la nécessité de maintenir la hiérarchie et l'ordre, sur le besoin qu'ont les jeunes de l'autorité pour se sentir dans un milieu sécurisé », il faut bien se poser des questions. Quel est le véritable colonel ? Celui qui souhaite le changement ou celui qui aime l'ordre, celui qui oublie son képi, ou celui qui le porte ?

En définitive, cette ambiguïté d'un personnage est aussi celle du mouvement de parents d'élèves dont il fait partie. Qu'est-ce donc que cette UNAAPE ? Un rassemblement de la crainte ou une entreprise du changement radical ? Une organisation prônant un conservatisme étroit ou au contraire un libéralisme éclaté ? Autrefois ou demain ?

La réponse n'est pas facile. C'est que l'histoire de l'UNAAPE, pour courte qu'elle soit, présente deux époques bien distinctes : d'abord la naissance et l'implantation d'un mouvement qui, tel un adolescent, n'a pu se poser qu'en s'opposant à l'UNAAPE est née en 1968, « contre 1968 », nourrie de ce qu'on a pu appeler « le ras le bol de certains parents ».

Premier temps, celui de la réaction presque épidermique à tout ce qui n'était pas l'ordre ancien, première époque durant laquelle les enfants aux membres de l'UNAAPE d'ent-

dre certains mots — politique à l'école, discipline, contrôle des connaissances — pour « sortir » leur motion. Et puis, parce que des réus communs ne constituent pas une idéologie commune, à peine une communauté d'intérêts étroits, il a bien fallu que l'action suive la réaction. Que des blocages aient surgi des aspirations plus positives.

Réflexes conditionnés

Pour autant, six ans après, l'ambiguïté subsiste. Il a été possible de le vérifier durant les deux journées de ce congrès. La présence, pour la première fois, d'un ministre de l'éducation, M. René Haby, a pu constituer, samedi, une manière de reconnaissance officielle d'une organisation devenue, si l'on peut dire, adulte. Il reste que les passages les plus applaudis du discours ministériel furent précisément ceux concernant « la politique de l'éducation sexuelle à l'école », « la responsabilité des enseignants », « le principe fondamental de la neutralité de notre système d'enseignement ».

« La nécessité de n'y rien dire qui offense ou scandalise un seul des enfants ou des adolescents (...) ou une famille qui assume la responsabilité de cet enfant ». Enfin, le rappel des textes réglementaires interdisant aux associations de parents d'élèves tout prosélytisme de caractère politique, philosophique ou confessionnel.

Réflexes presque conditionnés ? Ce n'est pas si sûr. En fait, au cours des travaux des trois commissions réunies pendant quelques heures pour discuter sur le thème « Le jeune, l'école et la société »

— rien que cela — certaines analyses ont été si sommaires qu'il serait difficile de les expliquer autrement que par la peur du changement et le refus d'accepter la jeunesse telle qu'elle est. Des exemples ? Dans la commission chargée de débattre sur « l'école sans attente d'élève », certains rois, qui ont le droit de tout faire, sur « cette école qui était une conquête et est devenue un dû ». Sur « ces enfants du y a qu'à ». Sur ces professeurs « venus à l'enseignement par les portes n'ont rien d'autre à faire ». Sur ces enfants — ceux des autres, bien sûr — « qu'on maintient de force à l'école, comme en prison ».

Réaction « de classe » — à l'UNAAPE on préfère dire « de rang » — de cette mère de famille qui, racontant que sa fille a travaillé pendant ses vacances dans une usine, dira : « C'était très bien. Elle avait des contacts avec le petit personnel ». Réaction inattendue de l'officier déjà cité qui, pour désenclaver ces enseignants vivant en vase clos, proposera l'expérience suivante : « Quatre ans d'enseignement, deux ans en usine et aux champs. L'intellectualisme n'est pas en Chine ». Réaction enfin de ce père un peu dépassé, parlant du « complot politique », et de « subversion par les mass media du type Mademoiselle Age Tendre ».

Rien de très libéral dans tout cela évidemment, même si l'on se fâche à l'UNAAPE de respecter la nécessaire « spontanéité autonome ». Pourtant ce congrès, au-delà de ses objectifs un peu présumptueux — s'imaginer-on que l'on allait redéfinir la jeunesse en cinq heures de commission, d'ailleurs coupées par l'inévitable vin d'honneur à la maitre, — a eu sa véritable utilité en prouvant la présence au sein du mouvement d'un courant libéral, moins abrupt dans ses appréciations, plus précis dans ses analyses.

A ce courant appartient, dans la grande majorité, le bureau national de l'UNAAPE, et assurément sa présidente actuelle, Mme Marie - Claire Gousseau, « licenciée es lettres-histoire, enseignante, écrivain » et, dit sa biographie, « mère de douze enfants et dix-sept fois grand-mère ». Ces dirigeants ont su, en évitant une facile recrutement démagogique, transformer une somme de refus en un ensemble de propositions concrètes, et aider certains de leurs adhérents à dépasser ce que le président sortant, M. Lotmann, appelait la « nécessaire phase paralytique ». Exprimer la « volonté de voir toujours en la famille la principale responsable de l'éducation des enfants » n'est pas, il s'en faut, une donnée passagère. Souhaiter « une réelle ouverture de l'école sur le monde extérieur » ou opter pour un « statut du lycéen citoyen à part entière » ne le sont pas davantage. Ces conclusions du congrès de Rouen montrent qu'effectivement — comme le souhaite M. André Hennequet, leur premier président — « les autonomes, s'ils ne renouent pas le passé, se veulent résolument tournés vers l'avenir ». En ce sens, l'UNAAPE dépasse son rôle d'association de parents d'élèves pour devenir à certains égards une école des parents.

PIERRE GEORGES.

Le Petit Robert 2 vient de paraître.

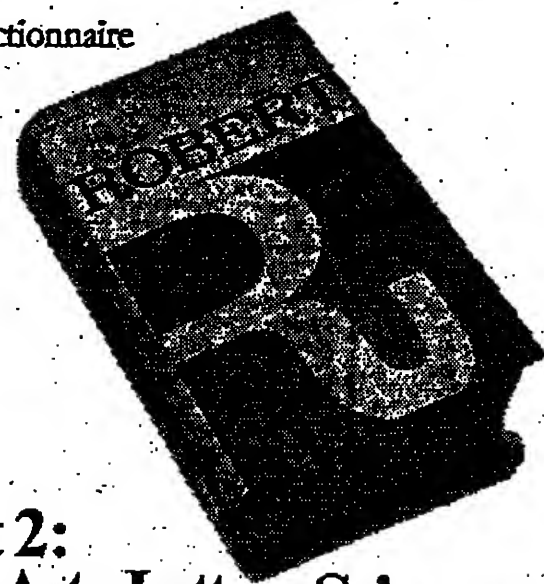
Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire. Un dictionnaire où 34 000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empirio-criticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'Etat et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulianovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine, portait une moustache ; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



Le Petit Robert 2 :
Histoire. Géographie. Arts. Lettres. Sciences.

طريق إلى العمل

صوتنا من الامل

emain

Les tapis d'Orient. Une valeur aussi sûre que l'or. Et tellement plus décorative.



En 10 ans, la valeur des tapis d'Orient a quadruplé.
Un Ghoul dozor qui en 1964 valait 2.250 F atteint en 1974 9.000 F.
C'est dire à quel point le tapis d'Orient est devenu aujourd'hui une véritable valeur d'investissement. Reconnue aussi comme une authentique œuvre d'art.
Parce que bien qu'anonyme, chaque tapis est unique et possède sa propre valeur artistique.
Or, dans 20 ans, cet art qui existe depuis des millénaires aura peut-être disparu. Remplacé par la production industrielle. Voilà pourquoi le tapis d'Orient se charge de valeur chaque jour davantage. Et c'est une valeur sûre.

Au Printemps, 5.000 tapis venus des 6 coins de l'Orient.
En fonction de critères de qualité soigneusement établis, le Printemps a choisi un grand nombre de tapis persans, afghans, pakistanais, turcs, russes et chinois. Parmi eux, une sélection de 165 tapis que le Printemps vous propose avec une réduction de 20 % :
- 70 Yastick de Turquie (environ 1 m x 0,50 m) à 290 F au lieu de 370 F
- 50 Indo-Hamadan (environ 0,90 m x 1,80 m) à 390 F au lieu de 490 F
- 25 Hamadan (environ 1,30 m x 2 m) à 1.320 F au lieu de 1.650 F
- 20 tapis chinois de Pékin (environ 0,70 m x 1,40 m) à 1.360 F au lieu de 1.700 F.
Les 5.000 tapis du Printemps ont chacun leur personnalité, leur originalité. Et chacun a sa ville natale : Chiraz, Meched, Hamadan, Tebriz ou Ghoul, dont le nom figurera sur le certificat d'origine garanti qui vous sera délivré par le Printemps. En gage d'authenticité.

Pour vous, un homme a parcouru l'Orient.
Pour choisir tous ces tapis, l'acheteur du Printemps. Un Expert près des Douanes qui a rapporté de ses pérégrinations un choix rare de tapis d'époque, russes, turcs et persans, des XVIII^e et XIX^e siècles. Entre autres, un Kirman Laver de 7,50 m x 3,75 m ayant appartenu au Shah Reza, le père du Shah actuel. Ce tapis sera exposé en vitrine et vendu, 200.000 F avec une lettre d'authenticité.

Notre spécialiste a beaucoup regardé, avant de faire son choix et avant de vous servir de guide au Printemps.
Il a réuni 5.000 tapis, tous uniques et entièrement noués main par des hommes dont la technique n'a pas changé depuis 8.000 ans. 5.000 tapis qui seront exposés du 19 septembre au 14 octobre.
Pour vous faire rêver. Et pour vous embarrasser quand ce sera à vous de choisir.

Exposition du 19 septembre au 14 octobre.
Et jusqu'au 5 octobre le Printemps vous offre jusqu'à 12 % de réduction sur vos achats.

Le tapis d'Orient

Printemps



Hausmann
Nation
Party 2
Vélizy 2
Et aussi au nouveau
Printemps de
Créteil

La Maison du Printemps

Young & Rubicam

ÉDUCATION

A l'université de Vincennes

Les non-bacheliers ne pourront pas obtenir le diplôme de premier cycle

M. Claude Frioux, président de l'université de Paris-Vincennes (Paris-VIII), vient d'écrire à M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'État aux universités, pour lui faire part des « appréhensions très graves » des enseignants de cette université. M. Frioux évoque, d'une part, « l'état de rupture des paiements » de son université, conséquence de la réduction de son budget en 1974, « alors que le nombre des étudiants passe de douze mille à dix-huit mille ». Il s'agit, d'autre part, de la limitation des possibilités offertes aux étudiants non bacheliers de poursuivre des études dans cette université dans les mêmes conditions que par le passé.

Un arrêté publié au Journal officiel du 26 septembre a précisé, en effet, que les étudiants non bacheliers de Vincennes ne pourront pas obtenir le diplôme d'études universitaires générales (DEUG). Depuis la création de l'université expérimentale de Vincennes, en 1968, les étudiants non bacheliers y jouissent d'un statut spécial. Au lieu de passer, comme dans les autres universités, l'examen spécial d'entrée, comportant un écrit et un oral, ils ne sont astreints qu'à des tests et à un entretien avec un jury. Après l'admission, le passage de deux « unités de valeurs » (U.V.) donne à l'étudiant l'équivalence du baccalauréat. Le niveau du premier cycle était acquis jusqu'à présent, par équivalence également, avec vingt U.V. ; trente unités de valeurs confèrent la licence, diplôme national.

40 % des étudiants

Ce système peu sélectif a permis, depuis six ans, à de nombreux étudiants ne possédant pas le baccalauréat, d'obtenir un diplôme national. L'université indique que 40 % des étudiants de Vincennes étaient, en 1973-1974, des non-bacheliers. D'autre part, 60 % des étudiants sont salariés.

Mais, désormais, l'université de Vincennes — qui en a fait la demande et est habilitée à délivrer les DEUG dans les mêmes conditions que les autres universités. Le secrétariat d'État aux universités, par l'arrêté du 26 septembre, interdit donc aux étudiants non-bacheliers d'obtenir ce diplôme. Saut si l'université de Vincennes organise à son tour l'examen spécial d'entrée, abandonnant par là même son caractère expérimental.

Dans l'état actuel de la réglementation, toutefois, les étudiants non bacheliers pourraient continuer leurs études vers la licence. Théoriquement du moins, car le projet d'arrêté réformant les di-

plômes de second cycle, qui vient d'être soumis aux présidents d'universités (le Monde du 28 septembre) prévoit l'obligation d'être titulaire du DEUG pour l'obtention de la maîtrise ; la licence étant, dans les projets de M. Solson, supprimée comme diplôme sanctionnant trois années d'études universitaires après le baccalauréat.

A Vincennes, on parle de « coup bas », et déjà de nombreuses réunions sont organisées dans les départements. Dans la lettre qu'il a adressée au secrétaire d'État, M. Frioux écrit notamment qu'il voit dans cette mesure « une volonté délibérée de liquider un des aspects fondamentaux de la structure réglementaire de Vincennes. (...) C'est tout le système de l'université, tel qu'il a été conçu à sa création, qui est mis en cause, et dans ce cas il faut que le ministère déclare maintenant qu'il ferme cette ouverture au monde du travail amorcée depuis 1968. »

OPÉRATION « BAISSÉ DES EFFECTIFS » DANS UN COLLÈGE D'ORLÉANS

Orléans. — Pour protester contre le licenciement de maîtres auxiliaires et la suppression de certaines classes, des enseignants du collège d'enseignement secondaire Étienne-Dolet, à Orléans, pratiquent, depuis le 23 septembre, une opération « baisse des effectifs ». Cette initiative inter-syndicale consiste à limiter les effectifs à vingt-cinq élèves par classe. Les élèves en surnombre sont placés à tour de rôle en salle d'étude. Les parents adhérents de la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cora) soutiennent ce mouvement, tandis que ceux affiliés à la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Legarde) le contestent vivement.

Le samedi 28 septembre, d'autre part, deux meetings organisés dans la ville en faveur des maîtres auxiliaires ont rassemblé un millier de personnes. L'un était organisé par la section départementale du Syndicat national des instituteurs, l'autre par les responsables académiques de la Fédération de l'éducation nationale et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.). Les deux cortèges se sont ensuite rassemblés pour défilé dans le centre de la ville.

Le SGEN s'associe aux grèves du 10 au 13 octobre. — Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) vient de demander à ses adhérents de « rechercher l'action commune » avec les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale — notamment lors des grèves prévues par ceux-ci entre le 10 et le 13 octobre. Il les invite aussi à « répartir les élèves entre les classes, conformément aux nécessités pédagogiques, afin de réduire les besoins réels en postes et la possibilité d'assurer emploi et titularisation aux maîtres auxiliaires ». Depuis la rentrée, le SGEN a déjà organisé des grèves et des manifestations dans le Nord, la Loire-Atlantique et la région de Rouen.

RELIGION

LE TOUR DU MONDE DU SYNODE DE ROME

L'Église doit accepter d'être elle-même évangélisée

De notre envoyé spécial

Rome. — Pourquoi cette boulimie et cette précipitation ? Faire le tour du monde en trois heures comme le synode — consacré à l'évangélisation — l'a tenté dans sa séance du samedi 28 septembre relève de la témérité et a obligé les cinq rapporteurs — un par continent — à être parfois superficiels et peu originaux. Comment s'en tirer autrement lorsqu'un seul évêque, par exemple, est chargé à la fois de l'Amérique du Nord, de l'Océanie et de l'Australie ? Bonilimie qui a d'ailleurs tourné à la confusion du synode, ses participants s'étant aperçus à l'issue de la réunion que le Proche-Orient avait tout simplement été escamoté. Surprise et désar-

roi chez les intéressés, qui ont été immédiatement réprimandés auprès du pape. Calad-ci a décidé de faire faire un exposé improvisé dès ce lundi matin.

Les rapporteurs de ce bilan mondial étaient en quelque sorte les porte-parole des conférences épiscopales des continents dont ils parlaient, ce qui a donné évidemment plus de poids à leurs propos sur leur enlèvement le droit d'initiative, au moins en son d'ine, des opinions personnelles. Pour

imparfait et hâtif qu'il fût, ce tour d'horizon a en l'avantage de fournir aux pères du synode une matière première puisée dans l'expérience des Églises locales et non dans des théories ou des doctrines coupées du réel. A cet égard, les méthodes de travail de l'Église institutionnelle ont bien changé, et nul ne s'en plaint. On peut toutefois regretter que ce bilan n'ait pas été l'occasion d'une étude sociologique précise assortie de cartes, de statistiques et de tableaux comparatifs. Pour une fois que l'Église catholique se présente dans toute son ampleur internationale, elle aurait pu le faire avec davantage de rigueur.

en enseignant que l'Evangile doit être intégralement annoncé, Vatikani II rappelle l'évêque à partir d'une « hiérarchie » entre les vérités de foi, ce qui permet de relativiser la gravité de certaines différences interconfessionnelles. Le bilan de l'évangélisation, en Asie, a été fait par le cardinal Joseph Cordiero, archevêque de Karachi (Pakistan). L'Asie représente la moitié de la population mondiale, et les catholiques n'y sont que 2 %. Après avoir noté lui aussi le caractère importé du christianisme dans ce continent et son aspect très minoritaire, il a proclamé l'urgence d'un dialogue avec les autres religions, même lorsque celles-ci paraissent inféodées aux gouvernements. Il faut insister, a-t-il dit, sur la vie contemplative, d'une présentation conceptuelle de la foi, ainsi que les confusions entre action humanitaire et action évangélisatrice, sans perdre de vue le lien intime entre développement et évangélisation.

L'orateur a posé les questions suivantes : les formes traditionnelles de témoignage de l'Église (écoles, hôpitaux, églises, œuvres sociales, etc.) sont-elles encore efficaces ? La formation de jeunes ne devrait-elle pas être faite en dehors de l'école ?

C'est en tout dernier — ainsi l'a voulu l'ordre alphabétique — que Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, a présenté l'Europe. Le dernier, mais pas le moindre. Autant par le ton ou le style volontiers poétique que par la finesse de l'analyse. En raison de ses fonctions de président du conseil des conférences épiscopales d'Europe, l'archevêque de Marseille connaît bien l'Europe, qu'il a sillonnée en tous sens. Paradoxalement, il est le seul rapporteur à avoir mentionné la Chine, « cet immense continent de huit cents millions d'habitants que nous espérons voir s'ouvrir à l'évangélisation ».

Un christianisme

« domestiqué »

A propos du dialogue avec l'Est européen, et du même coup avec l'idéologie marxiste, Mgr Etchegaray a affirmé : « L'Église ne juge aucun système et ce n'est sur la base de la volonté d'une société à promouvoir tous les droits fondamentaux de l'homme, entre autres la liberté religieuse évangélisée par seulement en droit mais en fait. Dans le dialogue avec l'Est, l'Église ne demande pas des privilèges mais simplement l'espace vital indispensable à l'exercice de sa mission toute spirituelle. » L'évangélisation en Europe, a remarqué, d'autre part, le rap-

Les jeunes réfractaires

à la religion

Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati, à qui revenait la tâche acrobatique de parler à la fois de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de l'Océanie, a évoqué la mentalité des jeunes : « Réceptifs aux valeurs spirituelles et morales mais indifférents ou réfractaires à l'égard d'une religion rationnelle ou institutionnelle ». Aux États-Unis l'assiduité aux offices liturgiques diminue sensiblement. Les Églises reçoivent plusieurs avertissements de la part du rapporteur :

1) Les laïcs exigent que l'autorité épiscopale s'exerce d'une main ferme, et ils s'opposent à ce qu'ils ne puissent plus remplir, car ils sont trop peu nombreux :

2) L'Église apparaît encore aux jeunes comme une puissance développée mais ou moins associée au colonialisme. D'autre part, elle devrait se montrer plus indépendante à l'égard de la civilisation de consommation :

3) Mgr Bernardin estime que la sécularisation ne doit pas être considérée comme un obstacle à l'évangélisation, mais comme un motif de former différemment les chrétiens. Un certain pluralisme théologique est de bon aloi. L'œcuménisme, poursuit le rapporteur, ne consiste pas à taire les divergences, mais, au contraire, à les expliquer. Tout

Violence et libération

C'est ensuite le tour de l'Amérique latine avec Mgr Edouardo Etxebarria (Argentine), président du CELAM (Conseil épiscopal de l'Amérique latine). Abreuvé de tensions, « en proie à une dépendance et à une marginalisation injustes, dramatiquement tenté par la violence », ce continent a vu naître les théologies de la libération qui ont rapidement fait le tour du monde. Cela, le rapporteur ne le dit pas, mais il remarque qu'il y a « un danger d'idéalisme supralittéraire, d'évangélisation à la mode, d'humanisme et de réduction de la libération — au sens biblique du mot — à un domaine socio-économique et politique. La violence n'est le feu sacré de l'Évangile ». On reste un peu sur sa faim, car précisément la violence révolution-

une école vivante



un enseignement « sur mesure » à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés dans deux voies spécialisées : l'assistantat de Direction et le secrétariat général

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

École des Secrétaires de Direction (enseignement privé) 15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une documentation à notre « Service d'orientation »

nom : _____

prénom : _____

adresse : _____

niveau études : _____

Pour gagner 15000F essayez les Audi 1975.

AUDI 50 LS	AUDI 80 L	AUDI 100 L
Puissance : 6 cv. Vitesse : 142 km/h. Consommation : 7,2 l. ordinaire.	Puissance : 7 cv. Vitesse : 147 km/h. Consommation : 8,8 l. ordinaire.	Puissance : 9 cv. Vitesse : 163 km/h. Consommation : 8,9 l. ordinaire.
AUDI 50 GL	AUDI 80 GL	AUDI 100 GL
Puissance : 6 cv. Vitesse : 152 km/h. Consommation : 7,6 l. sup.	Puissance : 8 cv. Vitesse : 170 km/h. Consommation : 8,6 l. sup.	Puissance : 11 cv. Vitesse : 179 km/h. Consommation : 8,9 l. sup.

En essayant une AUDI NSU 1975 vous pouvez gagner 15 000 F, ou 5 000 F, ou 2 500 F, ou 7 prix de 1 000 F, ou 500 F. Vite. Allez essayer les nouvelles Audi, des tractions avant brillantes et très sûres, chez votre concessionnaire AUDI NSU.

AUDI NSU

75 - PARIS AUDI NSU France S.A. 20, rue Barrois, 75013 Paris. Tél. : 589.43.86 P.A.B. 65-67, bd de la Gare, 75013 Paris. Tél. : 336.16.20 Pierre Chancel S.A. 35, bd Gambetta, 75015 Paris. Tél. : 734.83.91 - 734.50.19 M.A.F. S.A. 207, av. de Versailles, 75016 Paris. Tél. : 224.85.00	Parking Bessières 89, bd Bessières, 75017 Paris. Tél. : 226.20.20 Garage Prieur 1, rue Avo, 75020 Paris. Tél. : 636.89.40 - 636.89.26 77 - SEINE-ET-MARNE Garage Abou 22, rue de la Gare, 77000 Melun. Tél. : 437.11.43 78 - YVELINES Garage Lestran 10, rue de la Celle, 78150 Le Chesnay. Tél. : 954.58.22	S.A. Dacy 21, rue de Stalingrad, 78500 Saint-Nom-la-Brière. Tél. : 962.21.58 91 - ESSONNE Éts Mechinion 97, Grande-Rue, 91290 Arpajon. Tél. : 490.00.89 - 490.06.57 Garage Louti Place Gambetta, 91800 Brunoy. Tél. : 925.93.40 - 925.87.27 S.A.D.R.A. 42, rue de Paris, 91200 Palaiseau. Tél. : 928.17.71	Electra Motor 14, av. de la Libération, 91300 Ris-Orangis. 92 - HAUTS-DE-SEINE Éts Testancourt Parc des loisirs, av. Laurent-Cely, 92230 Gennevilliers. Tél. : 790.00.75 Garage Suresnes-Puteaux 18-20, rue des Bas-Rogers, 92800 Puteaux. Tél. : 506.68.64 93 - SEINE-SAINT-DENIS Paris-Bavière Automobiles 3, rue Ambroise-Croizat, 93200 Saint-Denis. Tél. : 243.12.49 - 243.11.55	94 - VAL-DE-MARNE Sté René Bonnet-Campa Centre Montreuil Av. de la République, 94500 Champigny-sur-Marne. Éts Tessier 27, av. P.-V. Couturier, 94120 Fresnes. Tél. : 702.58.40 S.A. Wuplan 7, av. de Paris, 94300 Vincennes. Tél. : 328.21.60
--	---	--	---	---

مكتبة الامم المتحدة

SPORTS

RUGBY

L'AFFAIRE MAX BARRAU

Le droit à la justice publique

M. Pierre Alamer, le président de la commission des mutations de la Fédération Française de Rugby (F.F.R.), a annoncé, samedi 28 septembre, dans un communiqué, que cette commission, « compte tenu des déclarations du joueur Max Barrau et de son père, avait décidé de retirer momentanément à l'intérêt la licence rouge qui lui avait été octroyée le 25 septembre dernier ».

L'ancien capitaine de l'équipe de France, élu dans un premier temps en tant que joueur en première division, et, dans un second, en tant que dirigeant, pour avoir « appartenu à l'ancien club de rugby où il a joué, et pour avoir été, pendant un certain temps, le président de ce club », Max Barrau a été déclaré « non admissible » à la F.F.R. par la commission des mutations. Pour avoir été, pendant un certain temps, le président de ce club, Max Barrau a été déclaré « non admissible » à la F.F.R. par la commission des mutations.

Ce n'est pas prendre fait et cause pour Max Barrau, qui a été déclaré « non admissible » à la F.F.R. par la commission des mutations. C'est simplement constater que la F.F.R. a pris une décision qui a été déclarée « non admissible » à la F.F.R. par la commission des mutations.

PIERRE GEORGES.

CYCLISME

Un spécialiste de Paris-Tours vainqueur de Tours-Paris

Fallait-il inviter l'invité de Paris-Tours? Les experts du cyclisme s'étaient interrogés sur l'opportunité d'une telle initiative. Pour les uns, il importait de consacrer à l'épreuve son caractère traditionnel et de ne pas en changer le sens sous peine d'en modifier la signification; pour les autres, il devenait indispensable de révaloriser une classique qui perdait son intérêt sportif autant que son attrait auprès du public.

On peut admettre, en effet, que cette course rapide, dénuée de difficultés techniques et destinée en priorité aux routiers sprinters, a sa place dans un calendrier qui offre de larges compensations aux rouleurs ou aux grimpeurs. Mais on peut également avancer l'idée qu'elle n'est plus conforme à la vocation du cyclisme moderne, c'est-à-dire à un sport qui s'adresse aux athlètes complets du vélo. Après examen, les organisateurs ont décidé, à titre expérimental, de remplacer Paris-Tours par Tours-Paris, ou plus exactement par Tours-Versailles.

Le résultat sera sans doute jugé satisfaisant. Au terme d'une compétition rapide — 46,800 kilomètres parcourus — dans le dos durant la quatrième heure — mais longtemps monotone, nous avons assisté, dimanche 28 septembre, à un vigoureux affrontement dans le secteur stratégique des dix-sept Tournaient et de la Minière.

Nous avons vu Bernard Thévenet, l'homme de la montagne, s'élancer au sommet de la côte de Dourdan et Gerben Karstens surgir de la mêlée aux approches de l'arrivée, avec l'Italien Francesco Moser, pour résister ensuite à la poursuite d'un effort restreint. Nous avons apprécié, enfin, le bon comportement d'ensemble des Français, habituellement

dominés dans les courses d'un jour. On ne s'attendait pas que les meilleurs d'entre eux, hormis Bernard Thévenet, aient été Jean-Pierre Danguillaume, vainqueur naguère, d'une étape Tours-Versailles du Tour de France, et le jeune Bernard Bourreau, qui avait remporté la saison passée, Paris-Tours amateur. On ne s'attendait pas au classement, mais le champion du monde, qui relevait de maladie, a néanmoins résisté pendant 330 kilomètres, couverts à plus de 43 kilomètres de moyenne, avant d'être éliminé par le tandem, après avoir subi le handi-cap supplémentaire d'une crevasse. Sa performance obscure, mais ses qualités d'endurance, ont été admirables dans l'adversité.

JACQUES AUGENDRE.

TIR

LES CHAMPIONNATS DU MONDE

Les Soviétiques et les Américains ont dominé la compétition

De notre envoyé spécial

Berne. — Les championnats du monde de tir, qui avaient débuté le 20 septembre, se sont achevés samedi 28 septembre en Suisse par un triomphe américain dans le concours à l'arme standard à 300 mètres, trois positions. L'équipe américaine a établi à cette occasion un nouveau record du monde de la spécialité et placé trois tireurs en tête : David Kincaid, Lonnie Wigger, John Foster. Cette performance n'a pas empêché les Soviétiques de remporter le maximum de médailles durant cette semaine de championnats (23 d'or, 11 d'argent, 8 de bronze, contre 15 d'or, 15 d'argent et 11 de bronze aux Etats-Unis). Au skeet, c'est le Polonais Gawlikowski (vingt-quatre ans) qui l'a emporté avec 153 points devant le Soviétique Tsuranov à 1 point.

L'an prochain à Munich et en 1977 à Juan-les-Pins, les tireurs aux plateaux se retrouveront à nouveau. En 1976, il y aura les Jeux de Montréal, où les « chibars » seront, là aussi, présents.

Un séminaire de spécialistes

A la différence des Jeux olympiques, les championnats du monde constituent une réunion de spécialistes, avec la pointe de sommets que cela sous-entend. Le public, différent de celui qui tous les quatre ans, passe d'une discipline à l'autre pour approcher les deux du stade, vient ici avant tout pour observer de quelle façon le « crack » s'y prend pour observer la position des « stars » dans le mérite des différentes marques de munitions et celui des armes. C'est un public, bien sûr, plus discipliné et donc moins bruyant qu'un public de ces amateurs d'enthousiasme que l'on a pu connaître à Mexico ou à Melbourne. Cela est surtout vrai pour les concours de tir au

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONSTRUCTEURS 1900 km DE GRANDS PRIX (Grande-Bretagne)

Matra-Simca, qui était assurée de remporter le titre mondial avant les 100 km de Brands Hatch, a obtenu son huitième succès consécutif : 1. Bellone-Jarier (Matra-Simca), 255 tours en 5 h. 47' 35" moy. : 130,000 km/h. 2. Pescarolo-Larrousse (Matra-Simca), 254 tours en 5 h. 48' 35" moy. : 129,000 km/h. 3. Bell-Hobbs (Ford-Mirage), 253 tours en 5 h. 49' 35" moy. : 128,000 km/h. 4. Gethin-Bellman (Chevron B.39), 252 tours en 5 h. 50' 35" moy. : 127,000 km/h. 5. Muller-Van Lennep (Ford-Carrera Turbo), 251 tours en 5 h. 51' 35" moy. : 126,000 km/h.

Championnat d'Europe de Formule 2 à Hockenheim (R.F.A.). Après cette épreuve, deux pilotes, Patrick Depailler et Henri Pescarolo, ont été déclarés « non admissibles » à l'Europe de Formule 2 pour avoir été déclarés « non admissibles » à l'Europe de Formule 2.

Athlétisme

A l'occasion d'une rencontre tripartite France - Grande-Bretagne - Islande organisée à Colombes et gagnée par les Français, Yves Le Roy a amélioré son record de France du 400 mètres, battu par Philippe Bobin, battant le record de France juniors de la spécialité.

CLASSEMENT INDIVIDUEL — 1. Le Roy (F.), 820 pts (100 m. : 1' 10" 8/10; 200 m. : 2' 10" 8/10; 400 m. : 51" 8/10; 800 m. : 2' 10" 8/10; 1 600 m. : 4' 10" 8/10; 2 000 m. : 5' 10" 8/10; 4 000 m. : 12' 10" 8/10; 8 000 m. : 25' 10" 8/10; 16 000 m. : 51' 10" 8/10; 32 000 m. : 1' 01" 10/10; 48 000 m. : 1' 41" 10/10; 64 000 m. : 2' 21" 10/10; 80 000 m. : 3' 01" 10/10; 96 000 m. : 3' 41" 10/10; 112 000 m. : 4' 21" 10/10; 128 000 m. : 5' 01" 10/10; 144 000 m. : 5' 41" 10/10; 160 000 m. : 6' 21" 10/10; 176 000 m. : 7' 01" 10/10; 192 000 m. : 7' 41" 10/10; 208 000 m. : 8' 21" 10/10; 224 000 m. : 9' 01" 10/10; 240 000 m. : 9' 41" 10/10; 256 000 m. : 10' 21" 10/10; 272 000 m. : 11' 01" 10/10; 288 000 m. : 11' 41" 10/10; 304 000 m. : 12' 21" 10/10; 320 000 m. : 13' 01" 10/10; 336 000 m. : 13' 41" 10/10; 352 000 m. : 14' 21" 10/10; 368 000 m. : 15' 01" 10/10; 384 000 m. : 15' 41" 10/10; 400 000 m. : 16' 21" 10/10; 416 000 m. : 17' 01" 10/10; 432 000 m. : 17' 41" 10/10; 448 000 m. : 18' 21" 10/10; 464 000 m. : 19' 01" 10/10; 480 000 m. : 19' 41" 10/10; 496 000 m. : 20' 21" 10/10; 512 000 m. : 21' 01" 10/10; 528 000 m. : 21' 41" 10/10; 544 000 m. : 22' 21" 10/10; 560 000 m. : 23' 01" 10/10; 576 000 m. : 23' 41" 10/10; 592 000 m. : 24' 21" 10/10; 608 000 m. : 25' 01" 10/10; 624 000 m. : 25' 41" 10/10; 640 000 m. : 26' 21" 10/10; 656 000 m. : 27' 01" 10/10; 672 000 m. : 27' 41" 10/10; 688 000 m. : 28' 21" 10/10; 704 000 m. : 29' 01" 10/10; 720 000 m. : 29' 41" 10/10; 736 000 m. : 30' 21" 10/10; 752 000 m. : 31' 01" 10/10; 768 000 m. : 31' 41" 10/10; 784 000 m. : 32' 21" 10/10; 800 000 m. : 33' 01" 10/10; 816 000 m. : 33' 41" 10/10; 832 000 m. : 34' 21" 10/10; 848 000 m. : 35' 01" 10/10; 864 000 m. : 35' 41" 10/10; 880 000 m. : 36' 21" 10/10; 896 000 m. : 37' 01" 10/10; 912 000 m. : 37' 41" 10/10; 928 000 m. : 38' 21" 10/10; 944 000 m. : 39' 01" 10/10; 960 000 m. : 39' 41" 10/10; 976 000 m. : 40' 21" 10/10; 992 000 m. : 41' 01" 10/10; 1 008 000 m. : 41' 41" 10/10; 1 024 000 m. : 42' 21" 10/10; 1 040 000 m. : 43' 01" 10/10; 1 056 000 m. : 43' 41" 10/10; 1 072 000 m. : 44' 21" 10/10; 1 088 000 m. : 45' 01" 10/10; 1 104 000 m. : 45' 41" 10/10; 1 120 000 m. : 46' 21" 10/10; 1 136 000 m. : 47' 01" 10/10; 1 152 000 m. : 47' 41" 10/10; 1 168 000 m. : 48' 21" 10/10; 1 184 000 m. : 49' 01" 10/10; 1 200 000 m. : 49' 41" 10/10; 1 216 000 m. : 50' 21" 10/10; 1 232 000 m. : 51' 01" 10/10; 1 248 000 m. : 51' 41" 10/10; 1 264 000 m. : 52' 21" 10/10; 1 280 000 m. : 53' 01" 10/10; 1 296 000 m. : 53' 41" 10/10; 1 312 000 m. : 54' 21" 10/10; 1 328 000 m. : 55' 01" 10/10; 1 344 000 m. : 55' 41" 10/10; 1 360 000 m. : 56' 21" 10/10; 1 376 000 m. : 57' 01" 10/10; 1 392 000 m. : 57' 41" 10/10; 1 408 000 m. : 58' 21" 10/10; 1 424 000 m. : 59' 01" 10/10; 1 440 000 m. : 59' 41" 10/10; 1 456 000 m. : 60' 21" 10/10; 1 472 000 m. : 61' 01" 10/10; 1 488 000 m. : 61' 41" 10/10; 1 504 000 m. : 62' 21" 10/10; 1 520 000 m. : 63' 01" 10/10; 1 536 000 m. : 63' 41" 10/10; 1 552 000 m. : 64' 21" 10/10; 1 568 000 m. : 65' 01" 10/10; 1 584 000 m. : 65' 41" 10/10; 1 600 000 m. : 66' 21" 10/10; 1 616 000 m. : 67' 01" 10/10; 1 632 000 m. : 67' 41" 10/10; 1 648 000 m. : 68' 21" 10/10; 1 664 000 m. : 69' 01" 10/10; 1 680 000 m. : 69' 41" 10/10; 1 696 000 m. : 70' 21" 10/10; 1 712 000 m. : 71' 01" 10/10; 1 728 000 m. : 71' 41" 10/10; 1 744 000 m. : 72' 21" 10/10; 1 760 000 m. : 73' 01" 10/10; 1 776 000 m. : 73' 41" 10/10; 1 792 000 m. : 74' 21" 10/10; 1 808 000 m. : 75' 01" 10/10; 1 824 000 m. : 75' 41" 10/10; 1 840 000 m. : 76' 21" 10/10; 1 856 000 m. : 77' 01" 10/10; 1 872 000 m. : 77' 41" 10/10; 1 888 000 m. : 78' 21" 10/10; 1 904 000 m. : 79' 01" 10/10; 1 920 000 m. : 79' 41" 10/10; 1 936 000 m. : 80' 21" 10/10; 1 952 000 m. : 81' 01" 10/10; 1 968 000 m. : 81' 41" 10/10; 1 984 000 m. : 82' 21" 10/10; 2 000 000 m. : 83' 01" 10/10; 2 016 000 m. : 83' 41" 10/10; 2 032 000 m. : 84' 21" 10/10; 2 048 000 m. : 85' 01" 10/10; 2 064 000 m. : 85' 41" 10/10; 2 080 000 m. : 86' 21" 10/10; 2 096 000 m. : 87' 01" 10/10; 2 112 000 m. : 87' 41" 10/10; 2 128 000 m. : 88' 21" 10/10; 2 144 000 m. : 89' 01" 10/10; 2 160 000 m. : 89' 41" 10/10; 2 176 000 m. : 90' 21" 10/10; 2 192 000 m. : 91' 01" 10/10; 2 208 000 m. : 91' 41" 10/10; 2 224 000 m. : 92' 21" 10/10; 2 240 000 m. : 93' 01" 10/10; 2 256 000 m. : 93' 41" 10/10; 2 272 000 m. : 94' 21" 10/10; 2 288 000 m. : 95' 01" 10/10; 2 304 000 m. : 95' 41" 10/10; 2 320 000 m. : 96' 21" 10/10; 2 336 000 m. : 97' 01" 10/10; 2 352 000 m. : 97' 41" 10/10; 2 368 000 m. : 98' 21" 10/10; 2 384 000 m. : 99' 01" 10/10; 2 400 000 m. : 99' 41" 10/10; 2 416 000 m. : 100' 21" 10/10; 2 432 000 m. : 101' 01" 10/10; 2 448 000 m. : 101' 41" 10/10; 2 464 000 m. : 102' 21" 10/10; 2 480 000 m. : 103' 01" 10/10; 2 496 000 m. : 103' 41" 10/10; 2 512 000 m. : 104' 21" 10/10; 2 528 000 m. : 105' 01" 10/10; 2 544 000 m. : 105' 41" 10/10; 2 560 000 m. : 106' 21" 10/10; 2 576 000 m. : 107' 01" 10/10; 2 592 000 m. : 107' 41" 10/10; 2 608 000 m. : 108' 21" 10/10; 2 624 000 m. : 109' 01" 10/10; 2 640 000 m. : 109' 41" 10/10; 2 656 000 m. : 110' 21" 10/10; 2 672 000 m. : 111' 01" 10/10; 2 688 000 m. : 111' 41" 10/10; 2 704 000 m. : 112' 21" 10/10; 2 720 000 m. : 113' 01" 10/10; 2 736 000 m. : 113' 41" 10/10; 2 752 000 m. : 114' 21" 10/10; 2 768 000 m. : 115' 01" 10/10; 2 784 000 m. : 115' 41" 10/10; 2 800 000 m. : 116' 21" 10/10; 2 816 000 m. : 117' 01" 10/10; 2 832 000 m. : 117' 41" 10/10; 2 848 000 m. : 118' 21" 10/10; 2 864 000 m. : 119' 01" 10/10; 2 880 000 m. : 119' 41" 10/10; 2 896 000 m. : 120' 21" 10/10; 2 912 000 m. : 121' 01" 10/10; 2 928 000 m. : 121' 41" 10/10; 2 944 000 m. : 122' 21" 10/10; 2 960 000 m. : 123' 01" 10/10; 2 976 000 m. : 123' 41" 10/10; 2 992 000 m. : 124' 21" 10/10; 3 008 000 m. : 125' 01" 10/10; 3 024 000 m. : 125' 41" 10/10; 3 040 000 m. : 126' 21" 10/10; 3 056 000 m. : 127' 01" 10/10; 3 072 000 m. : 127' 41" 10/10; 3 088 000 m. : 128' 21" 10/10; 3 104 000 m. : 129' 01" 10/10; 3 120 000 m. : 129' 41" 10/10; 3 136 000 m. : 130' 21" 10/10; 3 152 000 m. : 131' 01" 10/10; 3 168 000 m. : 131' 41" 10/10; 3 184 000 m. : 132' 21" 10/10; 3 200 000 m. : 133' 01" 10/10; 3 216 000 m. : 133' 41" 10/10; 3 232 000 m. : 134' 21" 10/10; 3 248 000 m. : 135' 01" 10/10; 3 264 000 m. : 135' 41" 10/10; 3 280 000 m. : 136' 21" 10/10; 3 296 000 m. : 137' 01" 10/10; 3 312 000 m. : 137' 41" 10/10; 3 328 000 m. : 138' 21" 10/10; 3 344 000 m. : 139' 01" 10/10; 3 360 000 m. : 139' 41" 10/10; 3 376 000 m. : 140' 21" 10/10; 3 392 000 m. : 141' 01" 10/10; 3 408 000 m. : 141' 41" 10/10; 3 424 000 m. : 142' 21" 10/10; 3 440 000 m. : 143' 01" 10/10; 3 456 000 m. : 143' 41" 10/10; 3 472 000 m. : 144' 21" 10/10; 3 488 000 m. : 145' 01" 10/10; 3 504 000 m. : 145' 41" 10/10; 3 520 000 m. : 146' 21" 10/10; 3 536 000 m. : 147' 01" 10/10; 3 552 000 m. : 147' 41" 10/10; 3 568 000 m. : 148' 21" 10/10; 3 584 000 m. : 149' 01" 10/10; 3 600 000 m. : 149' 41" 10/10; 3 616 000 m. : 150' 21" 10/10; 3 632 000 m. : 151' 01" 10/10; 3 648 000 m. : 151' 41" 10/10; 3 664 000 m. : 152' 21" 10/10; 3 680 000 m. : 153' 01" 10/10; 3 696 000 m. : 153' 41" 10/10; 3 712 000 m. : 154' 21" 10/10; 3 728 000 m. : 155' 01" 10/10; 3 744 000 m. : 155' 41" 10/10; 3 760 000 m. : 156' 21" 10/10; 3 776 000 m. : 157' 01" 10/10; 3 792 000 m. : 157' 41" 10/10; 3 808 000 m. : 158' 21" 10/10; 3 824 000 m. : 159' 01" 10/10; 3 840 000 m. : 159' 41" 10/10; 3 856 000 m. : 160' 21" 10/10; 3 872 000 m. : 161' 01" 10/10; 3 888 000 m. : 161' 41" 10/10; 3 904 000 m. : 162' 21" 10/10; 3 920 000 m. : 163' 01" 10/10; 3 936 000 m. : 163' 41" 10/10; 3 952 000 m. : 164' 21" 10/10; 3 968 000 m. : 165' 01" 10/10; 3 984 000 m. : 165' 41" 10/10; 4 000 000 m. : 166' 21" 10/10; 4 016 000 m. : 167' 01" 10/10; 4 032 000 m. : 167' 41" 10/10; 4 048 000 m. : 168' 21" 10/10; 4 064 000 m. : 169' 01" 10/10; 4 080 000 m. : 169' 41" 10/10; 4 096 000 m. : 170' 21" 10/10; 4 112 000 m. : 171' 01" 10/10; 4 128 000 m. : 171' 41" 10/10; 4 144 000 m. : 172' 21" 10/10; 4 160 000 m. : 173' 01" 10/10; 4 176 000 m. : 173' 41" 10/10; 4 192 000 m. : 174' 21" 10/10; 4 208 000 m. : 175' 01" 10/10; 4 224 000 m. : 175' 41" 10/10; 4 240 000 m. : 176' 21" 10/10; 4 256 000 m. : 177' 01" 10/10; 4 272 000 m. : 177' 41" 10/10; 4 288 000 m. : 178' 21" 10/10; 4 304 000 m. : 179' 01" 10/10; 4 320 000 m. : 179' 41" 10/10; 4 336 000 m. : 180' 21" 10/10; 4 352 000 m. : 181' 01" 10/10; 4 368 000 m. : 181' 41" 10/10; 4 384 000 m. : 182' 21" 10/10; 4 400 000 m. : 183' 01" 10/10; 4 416 000 m. : 183' 41" 10/10; 4 432 000 m. : 184' 21" 10/10; 4 448 000 m. : 185' 01" 10/10; 4 464 000 m. : 185' 41" 10/10; 4 480 000 m. : 186' 21" 10/10; 4 496 000 m. : 187' 01" 10/10; 4 512 000 m. : 187' 41" 10/10; 4 528 000 m. : 188' 21" 10/10; 4 544 000 m. : 189' 01" 10/10; 4 560 000 m. : 189' 41" 10/10; 4 576 000 m. : 190' 21" 10/10; 4 592 000 m. : 191' 01" 10/10; 4 608 000 m. : 191' 41" 10/10; 4 624 000 m. : 192' 21" 10/10; 4 640 000 m. : 193' 01" 10/10; 4 656 000 m. : 193' 41" 10/10; 4 672 000 m. : 194' 21" 10/10; 4 688 000 m. : 195' 01" 10/10; 4 704 000 m. : 195' 41" 10/10; 4 720 000 m. : 196' 21" 10/10; 4 736 000 m. : 197' 01" 10/10; 4 752 000 m. : 197' 41" 10/10; 4 768 000 m. : 198' 21" 10/10; 4 784 000 m. : 199' 01" 10/10; 4 800 000 m. : 199' 41" 10/10; 4 816 000 m. : 200' 21" 10/10; 4 832 000 m. : 201' 01" 10/10; 4 848 000 m. : 201' 41" 10/10; 4 864 000 m. : 202' 21" 10/10; 4 880 000 m. : 203' 01" 10/10; 4 896 000 m. : 203' 41" 10/10; 4 912 000 m. : 204' 21" 10/10; 4 928 000 m. : 205' 01" 10/10; 4 944 000 m. : 205' 41" 10/10; 4 960 000 m. : 206' 21" 10/10; 4 976 000 m. : 207' 01" 10/10; 4 992 000 m. : 207' 41" 10/10; 5 008 000 m. : 208' 21" 10/10; 5 024 000 m. : 209' 01" 10/10; 5 040 000 m. : 209' 41" 10/10; 5 056 000 m. : 210' 21" 10/10; 5 072 000 m. : 211' 01" 10/10; 5 088 000 m. : 211' 41" 10/10; 5 104 000 m. : 212' 21" 10/10; 5 120 000 m. : 213' 01" 10/10; 5 136 000 m. : 213' 41" 10/10; 5 152 000 m. : 214' 21" 10/10; 5 168 000 m. : 215' 01" 10/10; 5 184 000 m. : 215' 41" 10/10; 5 200 000 m. : 216' 21" 10/10; 5 216 000 m. : 217' 01" 10/10; 5 232 000 m. : 217' 41" 10/10; 5 248 000 m. : 218' 21" 10/10; 5 264 000 m. : 219' 01" 10/10; 5 280 000 m. : 219' 41" 10/10; 5 296 000 m. : 220' 21" 10/10; 5 312 000 m. : 221' 01" 10/10; 5 328 000 m. : 221' 41" 10/10; 5 344 000 m. : 222' 21" 10/10; 5 360 000 m. : 223' 01" 10/10; 5 376 000 m. : 223' 41" 10/10; 5 392 000 m. : 224' 21" 10/10; 5 408 000 m. : 225' 01" 10/10; 5 424 000 m. : 225' 41"

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

L'ISSEC : un perfectionnement de qualité sans absence prolongée hors de l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici six ans par l'ESSEC. Étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent près de cinq cents heures de travail sur deux années, et la rédaction d'un mémoire conduisent à un diplôme de spécialité du niveau

de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs : ils étaient un millier cette année. Précisons que si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus

pour être suivis par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans).

Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy.

1974 - 1975

- Des programmes nombreux et complets
- Un rythme équilibré des cours

Les crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours. Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur treize axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à treize « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps. Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés-

discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprises et animateurs. L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et les techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement. Des groupes de travail sont constitués au sein de chaque crédit (de cinq à huit sessionnaires). Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices, effectuer en commun des travaux de recherches suivis.

OPTIONS	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)
A. — DIRECTION et MANAGEMENT.	Jeu de gestion	Méthodes et Techniques de la direction	Pratique générale	Direction et Stratégie Jeu de simulation
B. — SCIENCES HUMAINES.	Expression orale	Pratique de l'entretien et de la relation de face à face	Conduite de réunion	Le travail de groupe
a) Communication et information.	Les aspects humains de l'organisation	Contrôle des objectifs et management des hommes	Changement et Développement des ressources humaines	Creativité et innovation
b) Hommes et organisation.				
C. — FONCTION PERSONNEL.	Les techniques de la Fonction Personnel	Place des relations industrielles dans la Fonction Personnel	Structures et Communications dans l'entreprise	Définition des politiques dans la Fonction Personnel
D. — FONCTION FORMATION.	Les nouvelles méthodes pédagogiques	La pratique des nouvelles méthodes pédagogiques	Le management de la formation	Psychologie de la formation permanente
E. — MARKETING.	Marketing fondamental	Deux crédits au choix, dans les crédits suivants : A) Études et recherches en Marketing B) Techniques de l'exportation C) Marketing des produits industriels D) Direction des ventes E) Publicité F) Politique de distribution G) Système Informatique et Marketing H) Les méthodes de prévision commerciale I) Statistiques appliquées au Marketing J) Créativité et Innovation		Politique et direction du marketing
F. — GESTION COMPTABLE et CONTRÔLE DE GESTION.	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de gestion
G. — GESTION FINANCIÈRE.	Gestion et politique financière	Crédit et institutions financières	Bourse et Évaluation des Sociétés	AU CHOIX : A. — Les décisions financières de l'entreprise B. — Les finances internationales
H. — INFORMATIQUE.	Éléments de base d'informatique	Système d'informatique dans l'entreprise		AU CHOIX : — E.G. Système Informatique et Marketing ou les crédits des options I, J et B ; Hommes et organisation
I. — MATHÉMATIQUES de GESTION.	Bases et méthodes Mathématiques au service de l'entreprise			AU CHOIX : — EH : Les méthodes de prévision commerciale — EI : Statistiques appliquées au marketing ou les crédits des options H ou J
J. — GESTION de la PRODUCTION.	Stratégie de production	Conception d'un système de production	Contrôle d'un système de production	AU CHOIX : a) Les systèmes d'information en gestion de production b) Ordinateurs et modèles en gestion de production
K. — DROIT de la GESTION.	Droit général des affaires	Droit des sociétés et des organisations	Droit du travail et de la Sécurité sociale	Droit fiscal des affaires
L. — ÉCONOMIE.	Macro-économie Micro-économie et structures industrielles			
M. — AFFAIRES INTERNATIONALES.	Problèmes humains dans les affaires internationales	Les relations monétaires internationales		AU CHOIX : — EB : Techniques de l'Exportation — G4 B1 : Les finances internationales — LI : Macro-économie

En matière de formation continue

LA QUALITÉ CONSIDÉRÉE COMME UN IMPÉRATIF

Les responsables des programmes pédagogiques de l'ISSEC ont considéré que la recherche de la qualité devait être leur objectif numéro un. Après un certain nombre de démarches auprès des participants et des enseignants, l'ISSEC a mis au point des enseignements plus adaptés aux besoins et fondés sur les éléments suivants :

- Le corps professoral du groupe ESSEC.
- Le corps professoral de l'ISSEC est constitué de 140 spécialistes et praticiens dont 30 à temps plein. Aussi pouvons-nous assurer à nos participants, outre l'enseignement des principes, la confrontation avec la réalité et le vécu des affaires.

Une gamme d'enseignements couvrant les aspects principaux de la gestion (voir grille des crédits ci-contre), et se fondant sur une adaptation des techniques les plus avancées de la gestion et du management à l'économie française.

La possibilité d'un cycle long de perfectionnement. Compatible avec les activités professionnelles de quatre mois à deux ans) et conduisant au diplôme de spécialité ISSEC. Le découpage des programmes (une journée complète tous les quinze jours) présente deux avantages importants. Il permet aux participants de confronter les enseignements à la réalité des affaires, et de discuter de celle-ci avec l'ISSEC. Ensuite il permet d'éviter toute absence prolongée hors de son travail.

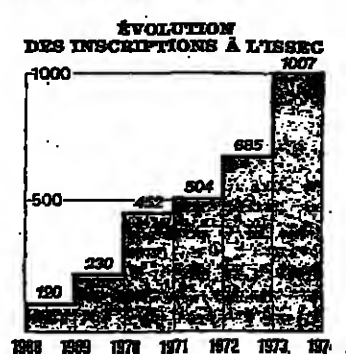
Le choix d'un institut

En matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les défilants et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...), de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation a posteriori), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

- 1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un). A l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 %.



2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'Institut supérieur des sciences économiques et commerciales, créé en 1968 par l'ESSEC, a connu un développement remarquable.

Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

Les diplômes de spécialités ISSEC

Les diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableau ci-contre). Les demandes d'octroi de ces différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant passé avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'octroi à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

SESSION D'AUTOMNE 1974

Inscriptions jusqu'au 10 octobre

Si vous êtes intéressé par les enseignements de l'ISSEC, il faut, pour vous inscrire, remplir un dossier de candidature et rencontrer un animateur du centre d'orientation de l'Institut.

Ce centre siège en permanence et il est à votre disposition pour vous recevoir et vous conseiller dans le choix d'un programme de perfectionnement. La session d'automne se déroulera du 15 octobre 1974 au 28 février 1975.

Pour une information plus complète

M. Adresse personnelle : Tél. :
SOCIÉTÉ : Adresse de la société : Tél. :
FONCTION :
Désirerait recevoir la brochure de documentation sur l'ISSEC ☐
Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC 24, rue Hamelin, 75116 - PARIS
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
Téléphone : 727-80-20 — Métro : Beldor ou Léna
Téléc : 63943 F
ou : B.P. 105 - 95001 CERGY — Téléphone : 030-40-57

1500 ١٥٠٠

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
U
R
O
P
A
EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

UN DÉBAT ENTRE MM. CHARLES LEVINSON ET SAMUEL PISAR

La détente passe-t-elle par le commerce Est-Ouest ?

La paix par le commerce. Tel est l'article de foi de l'avocat international M. Samuel Pisar. « On ne peut en même temps établir une interdépendance et créer des tensions », dit-il. Pour lui, la coopération économique entre l'Est et l'Ouest est indispensable pour faire face aux problèmes pressants qui se posent à l'humanité.

Tel n'est pas l'avis du syndicaliste international M. Charles Levinson, pour qui le commerce entre les grandes firmes occidentales et les pays de l'Est ne fait que renforcer le pouvoir incontesté et non équilibré des dirigeants des uns et des autres. Il aggrave l'exploitation des travailleurs dans un monde comme dans l'autre. « Pourquoi avoir peur de la coopération ? », demande M. Samuel Pisar. « Parce que ce n'est pas une nouveauté », répond M. Charles Levinson. « Pour moi, David Rockefeller représente la passé et Brejnev aussi. »

Les deux participants au débat s'accordent au moins sur le fait que, dans leur état actuel, ni le capitalisme ni le communisme ne répondent aux aspirations les plus profondes de la société.

« Vous vous êtes fait, M. Pisar, l'écouter de la tête selon la quelle c'est son aptitude au progrès économique qui ouvre à l'Occident les portes des pays de l'Est. Pour vous, la progression des libertés et de la paix doit aller de pair avec l'intégration commerciale et industrielle. Vous êtes considéré comme optimiste à l'Est par des personnalités comme le professeur Sakharov et à l'Ouest par un syndicaliste comme M. Levinson. Les événements des trois dernières années vous ont-ils renforcé dans vos convictions ? »

SAMUEL PISAR. — Il fut un temps où ma thèse était héritée, aussi bien aux États-Unis qu'en Union soviétique. Aujourd'hui la coopération, voire l'intégration économique progresse partout entre l'Est et l'Ouest. De là à assurer la paix, le chemin est encore long, mais la fabrication des intérêts économiques repousse de plus en plus le danger d'un conflit, pour la simple raison qu'on ne peut en même temps établir une interdépendance et alimenter des tensions. Ce processus de tranquillisation a été annoncé au Vietnam et au Proche-Orient. En outre, devant les impératifs économiques qui connaissent les deux camps, et malgré les spasmes de résistance des militaires et des idéologues, une petite histoire se développe pour stopper la ruineuse course aux armements.

« Quant à la libéralisation, c'est une question délicate. Nous sommes attachés à la tradition libérale ne pouvons admettre la société soviétique telles que soient les imperfections de la liberté. Je suis personnellement sensible à la démarche courageuse des dissidents russes, comme Sakharov, qui jettent une hypothèque morale sur la détente Est-Ouest. La coopération économique leur a néanmoins servi de levier pour réclamer avec un vigueur sans précédent la circulation libre des idées et des personnes. Certains arrivent à exprimer ou à partir. Des vises sont accordés sous des pressions extérieures, surtout celle du Congrès américain. C'est bien

sur insuffisant, mais on ne peut espérer, du dehors, transformer la société soviétique à notre image. À mon avis, la pression intérieure en U.R.S.S. est non moins prometteuse, car le développement économique, la recherche de l'efficacité dans l'industrie, l'agriculture, la gestion, et l'amélioration progressive du niveau de vie entraînent inévitablement une humanisation, une démocratisation.

CHARLES LEVINSON. — Que les entreprises fassent des affaires, bon. Mais qu'elles prétendent faire de la morale : non. Elles travaillent avec tous les régimes, quels qu'ils soient. Ce sont celles qui ont approvisionné l'Allemagne hitlérienne qu'on a retrouvées au Chili, en Grèce ou en Espagne, et qu'on rencontre maintenant dans les pays de l'Est. Toute cette argumentation sur la paix et la liberté due au commerce n'est que du baratin. C'est la dynamique de rentabilité et de profits des entreprises qui joue, et cette sorte de rationalisation toujours accompagnée l'impérialisme. Dans le passé, on parlait déjà d'apporter la civilisation, la justice et la liberté en Afrique et dans les pays sous-développés. Si on considère qu'on l'a fait : très bien. Moi, je trouve qu'on

Des deux côtés de la barrière

S. P. — Soyons clairs. Quelles que soient les motivations des hommes d'affaires — et je ne les approuve pas toujours — on ne peut pas nier qu'ils représentent aujourd'hui, des deux côtés de la barrière idéologique, un instrument de prospérité et de stabilisation, et une force bien plus efficace que les jeunes révoltes, pour contrebalancer l'autoritarisme interne des généraux et des stratèges. Je m'étonne donc que vous soyez contre les relations économiques Est-Ouest.

Ch. L. — Je ne dis pas cela. Je dis que je suis contre l'interprétation morale et politique d'une évolution importante décidée par un petit nombre de personnes, principalement des

à surtout aidé l'élite à garder le pouvoir. « Quelle influence ces entreprises ont-elles eue en Espagne, au Portugal, en Afrique du Sud et pourquoi s'installent-elles avec une facilité et une conscience dans les pays où les libertés sont les plus limitées ? » a-t-il dit des élections libres, des syndicats libres ? Non, et il n'y en a pas non plus en Union soviétique où l'on paie des bas salaires pour fabriquer des produits qui sont ensuite vendus par les capitalistes sur leurs marchés.

« Je ne conteste pas les aptitudes économiques des dirigeants d'entreprises, mais je ne leur reconnais pas les qualités ni la légitimité pour devenir les leaders de notre société. Or ce qu'ils font, et qui nous entraîne tous, ils le font sans, sans responsabilité envers personne. Il n'y a pas une centaine de personnes qui aient participé aux décisions qui sont ensuite vendues par les capitalistes sur leurs marchés.

« Au reste, je pense que l'interprétation économique n'est que marginalement liée aux problèmes de sécurité. C'est parce que le danger atomique est devenu trop grand que les gouvernements se penchent sur le problème du désarmement. C'est un état de négociation permanente qui aurait été ce qu'il est même sans investissements industriels. Et c'est parce que le système économique et industriel soviétique est si faible que les dirigeants de l'U.R.S.S. ont désespérément besoin de l'Occident et de sa technologie. Les entreprises, qui à elles, tirent leurs profits de tout, après avoir fabriqué le napalm pour le Vietnam, Dow Chemical est revenue pour faire des investissements pacifiques à l'Est. Si la guerre a cessé, l'Extrême-Orient, est d'ailleurs en grande partie parce qu'il y avait cette reconversion en perspective.

managers et des banquiers qui n'ont aucun titre pour cela, et qui ne le méritent pas, et dont cette coopération se déroule.

S. P. — Vous voyez là un phénomène élitiste, alors que des millions de gens sont concernés : les cadres, les techniciens, les consommateurs, mais aussi et surtout les travailleurs, car c'est là un moyen de leur procurer des emplois. Les sociétés multinationales, malgré leurs aspects critiquables, ont du moins le mérite de constituer un trait d'union au-dessus du gouffre idéologique. Ni les églises, ni les diplomates, ni les intellectuels, ni les armées n'ont pu pénétrer à l'Est. Seuls les chefs d'entreprise y sont parvenus, et l'Est comme l'Ouest en ont tiré avantage : si Agnelli avait refusé de construire les usines Fiat à Togliattigrad que se serait-il passé pour l'emploi ?

Ch. L. — Trois usines de plus en Italie du Sud. **S. P.** — Pour quel faire ? Nos marchés de l'automobile sont déjà saturés. Par votre opposition à l'évolution actuelle vous vous trouvez du côté des éléments les plus rétrogrades de notre société : les militaires, les isolationnistes, les protectionnistes. Où vont les syndicats ? En Amérique, ils sont devenus protectionnistes pour la première fois dans l'histoire.

Ch. L. — Quand on parle du syndicalisme américain, on pense tout de suite à la centrale ou à la coopération. Or, au contraire de ce qui se passe à l'Est et en Union soviétique, le vrai syndicalisme américain se trouve dans les fédérations industrielles qui sont autonomes et indépendantes, et pour la plupart libérales. Il n'en reste pas moins que lorsque survient un grand déferlement de produits japonais ou autres où la politique d'investissement des firmes multinationales dans les pays à bas salaires, la seule possibilité de se protéger contre un chômage massif est effectivement le protectionnisme. Car ce n'est pas de leur faute et les entreprises américaines font une politique qui échappe non seulement à leur contrôle, mais aussi au contrôle politique. D'ailleurs, les travailleurs européens demandent la même protection aujourd'hui.

S. P. — La faute en incombent peut-être aux hommes politiques qui n'ont pas fait preuve même vis-à-vis que les hommes d'affaires. En tout cas, états de la même imagination, de la vous pour en contre la diffusion internationale des investissements et de la technologie ?

Ch. L. — Ma réponse est « NOUÏ » : oui et non. Il y a des cas où ce genre d'investissements a provoqué des transferts de technologie et de capitaux, qui ont créé des emplois. C'était surtout vrai en période de grande expansion. Maintenant, c'est le chaos universel, et il y a bien des endroits où les transferts sont néfastes à la fois pour le pays donneur et pour le pays receveur. Ils ne sont bons en somme que pour l'entreprise qui les décide. Des investissements à haut niveau technologique dans les pays sous-développés entraînent souvent à créer plus de corruption que d'emplois.

S. P. — Il y a des abus, ils nous sommes d'accord, mais votre attitude est trop négative. Vous risquez de détruire un système économique internatio-

nal qui a néanmoins, au cours des dernières décennies, su améliorer la vie dans bien des parties du monde. Il y a sans doute beaucoup à réformer et à inventer, et le temps presse. Mais pour cela, il faut avoir l'esprit ouvert, il faut se débarrasser des dogmes.

Ch. L. — Maintenant, si les investissements massifs s'orientent vers les pays de l'Est, les pays sous-développés seront dramatiquement privés de ce dont ils ont réellement besoin, car nous vivons une terrible pénurie de capitaux. Je préférerais qu'on pratique une vraie politique de développement à l'égard de l'Afrique et de l'Asie, par exemple. En réalité les entreprises ont simplement trouvé dans les pays de l'Est un nouveau moyen de gagner de l'argent : la coproduction.

S. P. — Il ne suffit pas de souhaiter que les investissements s'orientent vers les pays sous-développés. Depuis vingt-cinq ans on proclame que cela est urgent. D'abord il faut se demander pourquoi les résultats sont si maigres. Or c'est la confrontation idéologique qui a

fait des pays sous-développés une arène stérile de combat politique. Combien aurait-on épargné en ressources et en vies si Assouan avait été construit en coopération par l'U.R.S.S. et les États-Unis au lieu d'être un pion de la rivalité entre Dulles et Khrouchchev ?

« Maintenant l'Inde et le Bangladesh vont-ils devenir à leur tour des arènes stériles, ou va-t-on cette fois-ci faire quelque chose d'utile pour cinq cents millions d'êtres humains au bord de la famine ? Les sociétés multinationales étant partiellement discréditées dans le tiers-monde, les sociétés trans-ideologiques, paritaires entre l'Est et l'Ouest, et dans lesquelles chacun surveille l'autre, pourront peut-être prendre le relais. Ce qu'aucun pays ne peut faire seul, une association idéologiquement neutre, économiquement complémentaire, comme une société anglo-hongroise ou germanopolonaise par exemple, peut le faire.

Debat organisé au nom d'Europa par JACQUELINE GRAPIN. (Lire la suite page 23.)



Dessin de Bloks (« Die Welt »).

L'édition européenne traverse la plus grave crise de l'après-guerre

UN roman de proportions moyennes que l'on peut lire en 12 ou 16 DM coûte aujourd'hui 32 DM. Les éditeurs londoniens qui en 1964 proposaient leurs romans pour 75 à 85 pence, les vendent à l'heure actuelle à 3 livres sterling et une vive hausse est d'ores et déjà annoncée pour l'an prochain. Rien ne sera à vendre au-dessous de 4 livres, estimait-ils. De 25 p, un roman de 300 pages en France, va passer à 32 p, de 35 à 45 p.

Le Dr Jochen Greven, de la maison d'édition Fischer Verlag, de Francfort, constate, à propos de ces perspectives d'augmentation de l'édition, qu'il offre certains livres en souscription à 29,80 DM, va probablement être obligé de porter ses prix à 36 ou 38 DM. Les éditeurs craignent que de telles hausses — allant bien au-delà de la barrière actuellement admissible — ne mettent en péril la diffusion de leurs ouvrages et n'ouvrent la porte à tous les excès. Dans toute l'Europe règne la même situation, provoquée par les mêmes causes. A l'origine, Albert Knapp, de la maison d'édition Hoffman und Campe, estime que « jamais la situation n'a été aussi sérieuse et alarmante, même si les prix du papier n'ont fait, au cours de la dernière décennie, que s'alléger sur « tous les autres ». En effet, au lieu d'une augmentation de 100 p. en 1973, s'est produit pour la plupart des matières premières, le prix du papier, à lui, brusquement explosé : depuis l'automne 1973, les éditeurs se trouvent confrontés à des augmentations des prix allant de 35 % à 80 %.

On atteint là un niveau qui place l'édition européenne dans la plus grande crise qu'elle ait eu à traverser après la guerre. Car cette surenchère ininterrompue des coûts s'accompagne au moment où la profession procède à une transformation profonde de ses structures. Les dépenses de fonctionnement et la hausse des coûts, qu'elle évalue de 12 % à 15 % par an et qui proviennent surtout de l'augmentation des frais de personnel, des charges sociales et des taxes d'intérêt, ne se trouvent, répercutées qu'en partie sur les prix de vente.

Clients perdus

La brutale explosion du prix du papier menace de détruire l'équilibre des prix dans leur ensemble. Si l'on se réfère aux procédés couramment employés pour freiner les coûts, il n'existe — de l'avis même d'un éminent spécialiste de la profession — que deux moyens capables de tirer l'édition de ses difficultés : une hausse massive des chiffres d'affaires ou une augmentation des prix de vente supérieure à la hausse nominale des coûts. Pourtant, aucun éditeur en Europe ne croit à la possibilité d'un fort accroissement de ses ventes dans un proche avenir. En raison de la trop rapide « industrialisation », l'édition française a finalement perdu, ces dernières années, plus de clients qu'elle n'en a gagnés. Certes, l'expansion de son appareil industriel a multiplié ses points de vente, notamment les débits de tabac, maroquinerie, etc. Mais le chiffre de ses ventes ne s'est pas accru pour autant. « A mauvais produits, mauvais

circuits » ironisent ses adversaires malicieux. Les charges liées d'une trop rapide reconversion du stade artisanal vers l'industrialisation ont porté un coup sensible à l'édition dans son ensemble. De nombreux établissements se tournent de plus en plus vers les « best-sellers » qui leur apportent l'assurance de ventes substantielles, mais sans la garantie d'une qualité littéraire. Et de fait, certaines maisons d'édition renommées ont ainsi perdu une partie de leur public cultivé, sans pour autant avoir conquis un public plus large et moins éclairé.

Le commerce du livre allemand ne peut pas se soustraire au poids de cette vérité — mise en évidence par un récent sondage — que le livre est un moyen de dialogue et d'information concurrencé par d'autres moyens de dialogue et d'information entre lesquels le lecteur fait un choix. Les effets de cette concurrence commencent nettement à se faire sentir : les ventes stagnent et sont, dans maints secteurs, en recul. L'espoir mis par certains en un accroissement massif des chiffres d'affaires n'est pas réaliste. Le seul moyen restant à la disposition des éditeurs européens est celui d'une hausse sérieuse de leurs prix de vente, modérée, certes, mais qui les conduira à promouvoir une politique de prix conforme à la réalité, même au risque de dégrader les habitudes du public. Les prix des titres arrivant cet automne sur le marché sont un petit avant-goût ; mais le plat de résistance ne sera servi que l'an prochain.

GUENTHER DESCHNER (Die Welt). (Lire la suite page 26.)

ON THE CONTRARY

WHO says the British Labour party is anti-European ? It's a good idea to hold a referendum on whether the United Kingdom should stay in Europe.

The possibilities of government by referendum are considerably under-rated. Much more could be done. What about independence for the Scots, the Welsh and the Northern Irish ?

And let's not forget the Bretons, the Flemings, and the Walloons, not to mention the Sicilians.

If the idea catches on, we can build a Europe of Monacos, where we all live tax-free.

After all, why not extend the referendum to social issues ? Let's start with inflation and the standard of living. A Europe-wide referendum to reverse present trend, so that we can vote to increase our wages by twenty per cent a year and reduce our taxes by the same amount, would command pretty general support.

Before we got started though, should all our Parliaments have another look at the principal of the thing ? In logic, the British ought to hold a preliminary referendum on whether to hold a referendum on Europe and then if the result is inconclusive, there could be another referendum on whether there might be one more referendum...

PANGLOSS (The Times).

* Petite touche d'humour à la mode, la Stamps et Die Welt publient, comme The Times, ce billet dans sa version originale. Chaque pays se propose de faire paraître périodiquement des articles, dans une langue autre que la sienne, lorsque le caractère du texte s'y prête.

Sur le devant de la scène

Les prix alimentaires sont-ils les plus coupables ?

BONN

Plutôt un frein à l'inflation

EN République fédérale d'Allemagne, les prix des produits alimentaires ont baissé la semaine dernière. En particulier, au cours des mois d'été de cette année 1974, le renchérissement des produits alimentaires est resté considérablement inférieur à la progression générale du coût de la vie. En août, l'indice des prix pour les produits alimentaires a même reculé de 1 % par rapport au mois précédent.

Comparés à ceux de la même période de l'année précédente, les produits alimentaires étaient plus chers en République fédérale environ de 5,1 %. L'indice du coût de la vie, qui rassemble les dépenses de consommation d'un budget moyen, a progressé,

dans le même temps, d'environ 7 %.

Si l'on juge d'après les mois précédents, les produits alimentaires saisonniers, en particulier, sont devenus meilleur marché en août de 8,2 % en moyenne. Les prix des pommes de terre sont tombés de 25 %, les légumes de 13 %, les œufs de 3 % et la viande de 1 %. Ont renchéri, au contraire, le sucre (3 %) et le pain (1 %). Par rapport à l'année précédente, les ménages allemands ont dû dépenser en août 29 % de plus pour la viande, 13 % de plus pour les légumes, 7 % de plus pour le lait et 6 % de plus pour la charcuterie. En revanche, elles ont pu se procurer les pommes de terre 12 %

et la viande 2 % meilleur marché.

Cette évolution n'a rien à voir avec le fait que la part de la nourriture dans les dépenses d'un ménage se soit réduite constamment. La part des frais d'alimentation pour un travailleur à revenu moyen dont le budget comprend quatre personnes est passée de 34 % en l'année 1968 à 29,7 % en 1973. Pourtant les prix des produits alimentaires et des produits de la table en général ont progressé au cours de cette période, de 40 %. Mais les salaires et traitements bruts ont augmenté beaucoup plus vite. Il y a des limites à la grande bouffe. C'est un problème que la branche des produits alimentaires doit résoudre.

Les spécialistes de cette industrie parlent d'un point maximum auquel serait parvenue la société de consommation avec sa « carte » de rationnement. Le ménage allemand préfère de nouveau le menu de type familial, plus simple. Ce n'est pas l'inflation qui est à l'origine de ce changement. En fait, les consommateurs allemands sont sursaturés de spécialités. Les temps où tout pouvait être vendu pourvu que ce fût très cher sont révolus.

Les consommateurs allemands sont aussi devenus plus critiques. Non seulement ils y regardent à deux fois avant d'acheter, mais ils prêtent une attention particulière à la qualité des produits.

L'an passé, l'industrie allemande des produits alimentaires a réalisé un chiffre d'affaires de 73 milliards de Deutschmarks. Cela représentait certes 11 % de plus qu'en 1972. Mais si l'on en déduit les augmentations de prix, il ne reste qu'un surplus de 4,5 %. La plus grande partie de ces produits ont été consommés en République fédérale. 4 % seulement du volume total du chiffre d'affaires ont été réalisés vers l'étranger. Le taux d'augmentation des exportations, soit 29 % de l'année précédente, est, il est vrai, tout à fait digne de considération.

HANS-JUERGEN MAHNKE.
(Die Welt)

LONDRES

Le jeu inégal des subventions

LE consommateur britannique bénéficie des subventions octroyées par le gouvernement à différentes catégories de produits alimentaires : le pain et la farine, le thé, le lait, le beurre et les fromages. Pour certains d'entre eux, le montant de la subvention s'est trouvé majoré depuis qu'elle a été instituée. Le total de l'aide prévue pour le secteur de l'alimentation durant l'année financière en cours atteint ainsi 700 millions de livres.

Pourtant, la tendance des prix n'en est pas moins de nouveau à la hausse, en dépit des coups d'arrêt donnés au cours de l'été dernier par les plus fortes majorations frappant les produits ali-

mentaires industrialisés, comme les biscuits, la farine, la margarine, les conserves de fruits et les condiments, tous articles qui ont grimpé de plus de 40 %.

Au début de l'été, le gouvernement avait renforcé son contrôle, mais les industriels de l'alimentation ont continué à imposer un chapelet de hausses. Les détaillants avaient été sommés de réduire de 10 % leur marge bénéficiaire minimale et ils avaient accepté de consacrer les sommes ainsi dégagées à l'abaissement du prix de quelques articles de consommation « populaire », tels que les biscuits, les pommes et le poisson congelé.

Au cours des dernières semaines, le gouvernement a cessé de compenser les hausses de prix par un accroissement des subventions. Au mois de juillet, quand les boulangers avaient obtenu une augmentation de

3 % pour le pain, les consommateurs n'eurent pas à en souffrir, car la subvention ad hoc (47 millions de livres par an) avait immédiatement été augmentée de 11 millions. Il en alla tout différemment le mois dernier quand les producteurs britanniques de produits laitiers furent autorisés par la C.E.E. à majorer leurs prix : la moitié seulement de la hausse au niveau du consommateur fut épongee par une subvention. Le gouvernement a de surcroît décidé de ne pas intervenir contre une augmentation de 5 % du fromage britannique et de 7 % des qualités supérieures de farine.

En juillet, le président de la commission des prix, qui examine les requêtes des industries alimentaires, affirmait que l'alimentation avait cessé d'être le

secteur le plus durement touché par les hausses des matières premières. Appréciation qui provoque des commentaires acerbes chez les consommateurs témoins de la valse sans fin des étiquettes à tous les rayons de leur supermarché. Sir Arthur Cockfield avait dit autre chose : « La hausse des salaires est devenue une des principales causes de l'inflation. »

Or, l'industrie des produits alimentaires est l'une des plus effectives de main-d'œuvre et depuis le commencement de cette année, les firmes font le siège du gouvernement pour que les salaires de la région, dictée en 1973 par les conservateurs, qui leur interdisait de répercuter sur leurs prix de vente la totalité des augmentations de salaires. Plusieurs des secteurs qui ont souffert au cours de l'été du

ralentissement de la demande et de l'effacement des prix ont finalement obtenu satisfaction le mois dernier. Les prix de gros des bascons (produit en Grande-Bretagne ou bien importé du Danemark) montent de nouveau. De même ceux du porc, des œufs et de la volaille. En revanche, le poisson reste à la traîne, et l'on a vu la principale firme de produits congelés réduire de plus de 5 % le prix de vente des sachets de morue et de haddock, pour stimuler les achats.

La pratique des subventions engendre parfois de paradoxales distorsions. C'est ainsi qu'il est plus économique de faire sa cuisine au beurre que d'utiliser d'autres matières grasses.

HUGH CLAYTON.
(The Times)

ROME

38 % des dépenses d'un ménage

L'INDICE des prix est calculé tous les dix jours pour les produits alimentaires et tous les mois pour les autres, en prenant comme référence 100 l'indice de 1970. Cette base de référence est l'une des plus récentes dans le monde. Ce qui est important, car la répartition des dépenses dans le budget familial se modifie au fil des années.

Au début de 1974, cet indice se situait aux alentours de 120. En août, il atteignait 150 et fort probablement il sera de 163 à la fin de l'année. Le coût de la

vie en Italie aura donc augmenté de 32 points en une seule année, soit plus que les trois années précédentes réunies.

L'augmentation du coût de la vie a été la plus faible au mois d'août avec 1,2 %, et le plus élevé en mai avec 2,9 %. Ainsi, par rapport aux mois correspondants de 1973, l'indice est passé de 123 % en janvier à 21,1 % en août et dépassera les 35 % en décembre. Certes les hausses n'ont pas été uniformes dans tous les

secteurs. Les « services » ont connu la progression la plus faible et les produits non alimentaires la plus forte. Quant à l'alimentation, qui représente près du tiers des dépenses italiennes, elle se situe à un niveau légèrement inférieur à la moyenne.

Pour faire les comptes de la ménagère italienne, les éléments les plus récents dont nous disposons remontent à juillet. De leur examen il ressort que c'est le logement qui a le moins augmenté (un peu plus de 5 % en

un an) à cause du « blocage élastique » des loyers et de la réduction des taxes d'enregistrement des contrats. Alors que la plus forte augmentation s'est produite dans la rubrique « électricité et combustibles » avec un taux de 42 %, à cause non seulement du renchérissement du pétrole mais aussi de l'aggravation de la fiscalité déjà très lourde sur l'essence en particulier.

Au reste de nombreuses augmentations de prix en Italie n'ont pas résulté de la tempête

inflationniste qui souffle sur le monde ni de la faiblesse de la lire, mais des opérations fiscales et monétaires de ces derniers mois qui visaient soit à combler le formidable déficit du Trésor public, soit à ajuster les prix de certains services publics trop longtemps sous-évalués. A force de renvoyer à plus tard les décisions, on a été contraint de faire ce qui était nécessaire au moment le moins opportun, comme cela se produit souvent.

MARIO SALVATORELLI.
(la Stampa)

PARIS

Hausses variées et dénominateur commun

LES prix des produits alimentaires sont-ils responsables de l'inflation en France ? A regarder les chiffres, on est tenté de répondre par la négative. En un an leur hausse a été de 12,6 % alors que l'ensemble des prix de détail a progressé de 14,7 %. Cette base de dernier chiffre connu — comparé à juillet 1973 — Responsable numéro un : les prix des produits manufacturés qui ont renchéri par le coût du pétrole, ont progressé de 17,4 % en un an. Mais c'est une vision très abstraite des choses que de disputer les produits alimentaires sous prétexte qu'ils augmentent moins vite que le mouvement général des prix. Celui-ci est tellement rapide en France qu'il peut être en retard sur lui et progresser très vite quand même. En fait, il y a deux ans, les prix alimentaires augmentaient au rythme annuel de 7,5 %. Nous en sommes actuellement à 12,6 %. C'est dire le bond effectif.

Tous les produits sont concernés. En tête, les corps gras et le beurre (+ 30,5 % en un an), les produits à base de bœuf (+ 17,9 %), les boissons non alcoolisées (+ 15,6 %), les produits de la pêche (+ 14,6 %), le lait et le fromage (+ 13,4 %), les produits à base de viande (+ 12,3 %), les fruits et légumes (+ 12,8 %). Dans l'indice des prix de détail que calcule chaque mois le très officiel INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), seuls trois produits sont jusqu'à présent restés au-dessous de la barre des 10 % : les boissons alcoolisées (+ 8,8 % en un an), la viande (+ 7,8 %), la charcuterie (+ 7,2 %), les œufs (+ 7 %).

Les causes de ces hausses sont multiples. C'est un accident climatique — la sécheresse — qui a ralenti la production d'arachide et fait monter le cours de cette denrée. Les prix des céréales augmentent, attirés, de-

puis quelques mois, vers le haut par des prix mondiaux qui leur sont désormais supérieurs. Les boissons non alcoolisées sont de plus en plus consommées par une clientèle qui le pouvoir d'achat a nettement augmenté ces dernières années, créant ainsi un marché très demandé. Les prix des produits de la pêche qui augmentent déjà rapidement (8 à 9 % l'an) ont été particulièrement sensibles à l'augmentation du gas-oil. Le lait et le fromage, dont les prix étaient restés relativement stables en 1973, ont recommencé à augmenter, le prix à la production ayant été réévalué pour tenir compte des hausses de producteurs qui, dans la plupart des cas, sont de condition modeste. Enfin, en ce qui concerne les fruits et légumes, des gélées tardives et des orages de ramassage croissants expliquent, en partie, les fortes hausses enregistrées.

La multiplicité de ces causes ne doit pas cacher un commun dénominateur. On retrouve toujours comme explication fondamentale la volonté conjuguée des agriculteurs et des pouvoirs publics d'améliorer le niveau de vie du monde paysan. On retrouve aussi une demande qui tend à l'échelle mondiale à croire en longue période plus vite que l'offre. Le cas des pays qui jusqu'à présent consommaient peu est significatif à cet égard : le Japonais qui ne mangeait que du riz et du poisson se nourrit de plus en plus de l'européenne avec de la viande et du vin. C'est un facteur supplémentaire d'inflation, même s'il est encore marginal et inconstant.

Les pouvoirs publics ne peuvent évidemment pas grand-chose à cette évolution. Ils ont mis en place des mécanismes de garantie de prix qui empêchent les cours à la production de baisser quand l'offre dépasse la de-

mande. Ne pouvant rien faire au niveau des prix à la production, il reste au gouvernement à essayer d'agir sur les prix de détail en surveillant de façon assez large d'ailleurs — les marges des détaillants. C'est la politique dite des accords de programmation. Il reste également aux pouvoirs publics quand la flamme des prix est trop forte ou qu'une échéance électorale se prépare à réduire le poids des impôts sur la consommation : c'est ainsi que la T.V.A. a été supprimée sur la viande au début de 1973 pour être rétablie un an plus tard. L'opération a baissé des prix de 5 % à court terme mais n'a eu que des effets marginaux et inconstants.

ALAIN VERNHOLLES.
(le Monde)

Sur le calendrier communautaire d'octobre

TENTER de ramener les liens de plus en plus fragiles de la Communauté et préciser ses relations avec l'extérieur : tels seront les objectifs prioritaires que se fixent les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, dans ces conditions, que personne ne trouvera longtemps à redire à la démarche américaine et à ses conséquences possibles.

Sur le plan interne, aucune entreprise d'envergure n'était envisagée avant que le résultat des élections britanniques ne soit connu et le nouveau gouverne-

ment formé, mais le refus allemand d'adhérer à l'acte de coopération de Bruxelles a brusquement soulevé une nouvelle tempête. Les ministres de l'Agriculture et de la Pêche ont dû rapidement se réunir pour discuter des mesures d'urgence à prendre pour protéger les producteurs qui, dans la plupart des cas, sont de condition modeste. Enfin, en ce qui concerne les fruits et légumes, des gélées tardives et des orages de ramassage croissants expliquent, en partie, les fortes hausses enregistrées.

économique et monétaire dépend surtout de l'Allemagne, seul pays membre solvable de la C.E.E. On verra mieux en octobre, à l'occasion de cette affaire de l'emprunt, quels sont les risques que le gouvernement du chancelier Schmidt est disposé à courir au nom de la relance européenne, après le rejet de l'accord agricole.

Sur le chapitre extérieur, les pourparlers visant à conclure des accords préférentiels avec six pays du bassin méditerranéen (Espagne, Israël, Algérie, Maroc, Tunisie et Malte) vont entrer dans une phase active. La C.E.E. dans le même temps, examinera comment il lui est possible de réserver ses liens avec une Grèce revenue à la démocratie. Enfin, la négociation devant conduire à la signature d'une convention d'association avec quarante et un pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pourrait reprendre à un rythme moins indolent qu'au cours des mois passés.

PHILIPPE LEMAITRE.
(le Monde)

A retenir

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

LES SALAIRES ont atteint à peu près le niveau des États-Unis. De l'avis des employeurs de l'industrie métallurgique, ce sont les révaluations et les cours de change du DM qui expliquent avant tout cette évolution.

A LA SUITE DE L'ECROULEMENT DE LA BANQUE HERSTATT à Cologne qui s'est soldé comme on le sait maintenant par une perte de plus de 1 milliard de DM à la suite de spéculations sur les devises

trop risquées, le principal actionnaire de la banque qui est en même temps le chef du trust Gerling de Cologne s'est déclaré prêt à vendre la moitié de son empire d'assurances. Les 200 millions de DM attendus de cette opération doivent être affectés à la masse de liquidation destinée à dédommager les créanciers de Herstatt. Les obligations de la banque, qui a reçu 22 milliards de DM en face desquels on trouve 940 millions de DM en capital, selon une proposition de concordat, les créanciers, qui outre des investisseurs privés des communes et des ban-

ques allemandes et étrangères, doivent recevoir 1142 milliards de DM.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT ITALIEN, M. Moro, a offert à l'industrie allemande du bâtiment de prendre part à la construction d'habitations dans son pays.

GRANDE-BRETAGNE

FACE À L'IMMINENCE DE NOUVELLES ÉLECTIONS : Les syndicats ont tenté, les appels de gouvernement et mix une soudaine aux revendications salariales ;

Si Keith Joseph, au nom du parti conservateur, a souligné la nécessité de contrôler la monnaie en circulation ;

Le parti libéral s'est déclaré pour le contrôle des prix et le freinage des salaires.

LE NOMBRE DES FAILLITES durant la première semaine de 1974 a augmenté de 13 % ; les demandes d'emprunts des industriels auprès des banques n'ont pas diminué.

RÉSULTATS VARIABLES DANS LE SECTEUR NATIONALISÉ. Aux deux extrêmes : le gaz, en déficit de 31 millions de livres, et l'électricité, en excédent de 36 millions de bénéfices.

ITALIE

LA FAILLITE DE MICHELE SINDONA a eu comme conséquence immédiate la chute brutale des actions du groupe Sindona. L'Immobilière Générale de Rome, pilier de son « empire », est tombée de 800 à 200 livres, et la Banca Privata qui, il y a quelques mois encore cotait à 13 000 livres, n'est plus aujourd'hui, qu'à 200 livres.

LE PRÉT ALLEMAND A L'ITALIE DE DIX MILIARDS DE DOLLARS a suscité des approbations mais aussi beaucoup de critiques, car on a prévenu qu'en garantissant l'emprunt sur ses réserves d'or

l'Italie se serait présentée comme étant réduite à ses dernières ressources. Mais rappelez-vous que pour la première fois l'or d'une banque centrale a été évalué mais à un cours voisin de celui du marché libre.

TOUJOURS LE MYSTÈRE MONTEDISON. Un groupe italien, à la suite d'achats successifs, posséderait non pas 29 % du capital, comme il avait été dit, mais 11 %. Ce serait, en tout cas, le plus grand nombre d'actions aux mains d'une seule personne. Il reste toutefois insatisfaisant pour soustraire le contrôle de la société au syndicat mixte et public et privé à qui détiennent 32 % du capital.

البحر الأحمر



Foire de Hanovre

du 16 au 24 Avril

75

CHASSÉ-CROISÉ

MAURICE BOMMENSATH.

Peu de changement pour les deux pays extrêmes : l'Allemagne maintenant un large excédent avec un taux de couverture des importations sur les exportations de 128 à 129 %.

Depuis la guerre d'octobre 1973 et le quadruplement des prix du pétrole brut, c'est le cadran à commerces extérieurs d'un tableau de bord d'out-let sera le plus attentivement surveillé.

L'Italie, au contraire, en reste à 70 %. Par contre, la Grande-Bretagne tendrait à faire un peu mieux que l'Italie. Et pour la France la dégradation est stabilisée à 85 % environ (rappelons que les taux sont calculés

EUROPE
U R D E R
O P P
EUROPA

Rédaction : Pierre Drouin
(« le Monde »), Piero de Gar-
rolli (« la Stampa »), John
Geiger, coordonnateur (« The
Times »), Fritz Wirth (« Die
Welt »), avec la collaboration
de Jacqueline Grapin (« le
Monde »), Gianni Gambarotta
(« la Stampa »), David Spanier
(« The Times »), Hans Stoll-
hans (« Die Welt »).

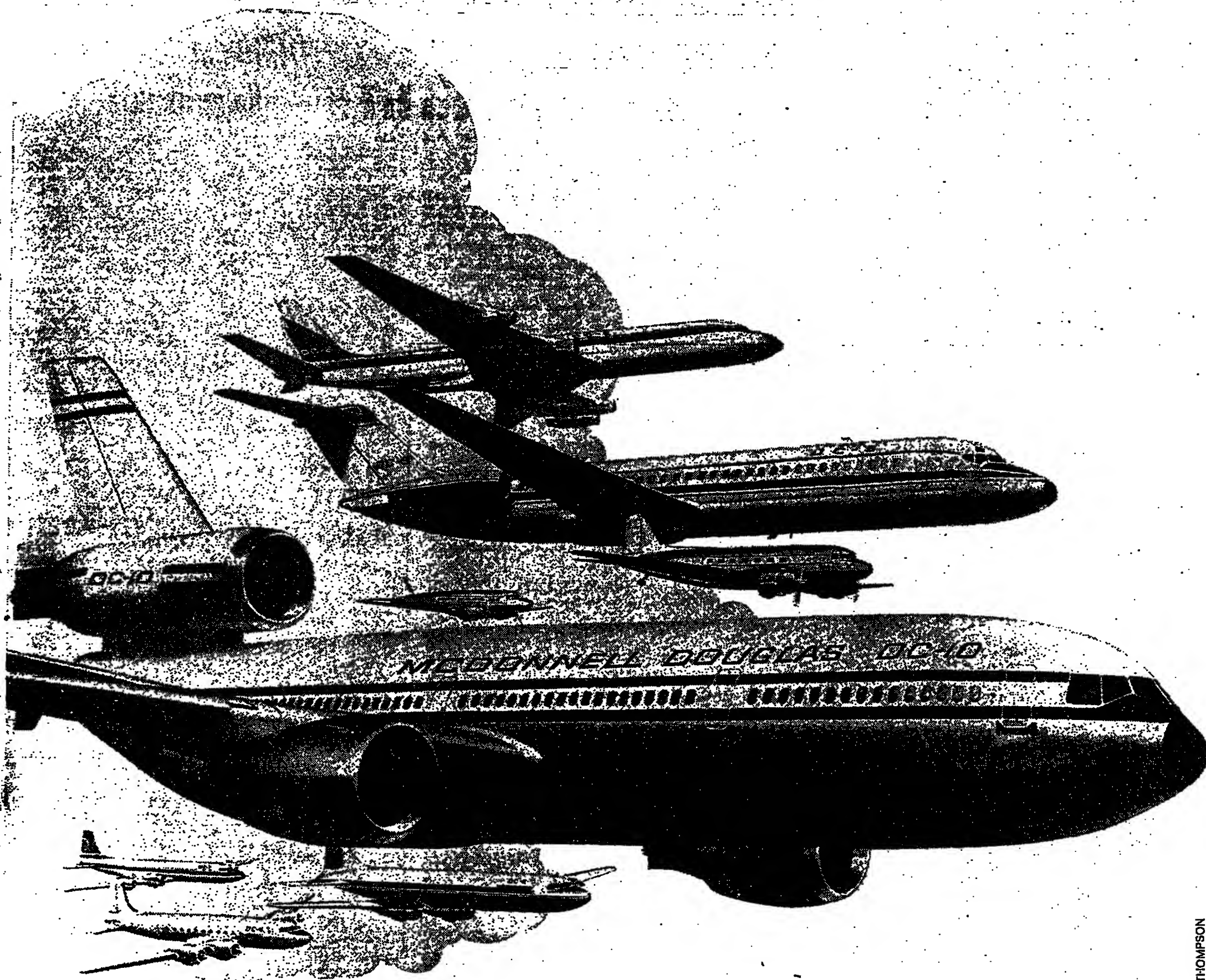
Publiété : Michel Gérard (« le
Monde »), Riccardo di Corato
(« la Stampa »), Garry Thorne,
coordonnateur (« The Times »),
Dietrich Windberg (« Die
Welt »).

Copyright © le Monde

44-38861-150

مكتبة الدار

DC "Une grande famille du transport aérien."



J. WALTER THOMPSON

40 ans de tradition de la qualité.

Les premiers avions DC ont fait date dans l'histoire de l'aviation il y a 40 ans. Depuis, plus de 3.000 avions de ligne ont été construits sous cette célèbre marque de "McDonnell Douglas".

DC est synonyme de performances et de fiabilité depuis que les DC-2 et les DC-3 de réputation mondiale - ont marqué le début de l'ère du transport aérien moderne. Notre

DC-10 tri-réacteur, doté d'une cabine spacieuse, est l'apothéose de cette lignée et confirme 40 ans de tradition au service des voyageurs et des compagnies aériennes dans le monde entier.

En plus de la production continue d'avions commerciaux, McDonnell Douglas a construit plus de 48.000 avions militaires et plus de 57.000 missiles.

Nous avons fabriqué des véhicules spatiaux ou des fusées porteuses pour chacune des missions interplanétaires

américaines comportant un équipage.

Nos Deltas ont lancé plus de satellites civils dans l'espace que tout autre système de lanceurs du Monde Libre.

Tous illustrent, d'une façon impressionnante, que le savoir-faire, l'intégrité et la fiabilité sont une tradition chez McDonnell Douglas.

MCDONNELL DOUGLAS



Nous donnons un sens à la technologie.

Social

La comparaison des frais d'hospitalisation et des modes de leur établissement dans les pays du Marché commun n'est pas chose aisée. La réglementation est différente et les statistiques peu homogènes. Une chose en tout cas est sûre : les « prix de journée » montent partout, et pas seulement à cause de l'inflation.

Le phénomène est ancien et tient à l'extension des régimes d'assurance, au poids de plus en plus lourd d'une population vieillissante, aux progrès de la médecine et de la chirurgie, à l'importance des frais de personnel, mais aussi au prix que payent les sociétés développées en accidents du travail et de la route.

Face à cette escalade, certains pays, comme l'Allemagne, estiment inévitable un relèvement des cotisations, d'autres, comme la France, s'efforcent de rationaliser une carte hospitalière quelque peu chaotique.

Un autre constat — plus flou, il est vrai — peut être dressé : alors que la gratuité tend à être la règle générale dans la quasi-totalité des pays de la Communauté, la France semble faire exception puisqu'un ticket modérateur de 20 % existe toujours pour certaines hospitalisations, notamment de faible durée, entraînant ainsi pour le malade des déboursments d'un montant égal à 20 % des frais. Encore faut-il nuancer cette comparaison puisque, là où la gratuité est prévue, elle est souvent limitée à une certaine durée d'hospitalisation et ne s'applique la plupart du temps qu'aux plus sommaires conditions d'hébergement du malade (chambre commune), sans parler du régime des cliniques privées.

LA VERTIGINEUSE MONTÉE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Un véritable chaos

En l'espace de dix ans, le prix d'une journée d'hôpital a plus que quintuplé en Allemagne.

En 1964, les soins dispensés dans les hôpitaux de Hambourg représentaient 29 deutschemarks par jour ; depuis le 19 mai de cette année, ils atteignent 150 deutschemarks.

On s'attend encore à un prochain relèvement du barème des soins. Nouvelle hausse qui ne manquera pas de se répercuter sur les cotisations de sécurité sociale. Actuellement, le plafond des cotisations est fixé à 10 % du salaire brut mensuel, employeurs et salariés y contribuant chacun pour moitié. Une

caisse d'assurance maladie vient récemment d'annoncer son intention de le porter à 11 %. Et il est à craindre que ce taux n'atteigne ou même ne dépasse 15 % à la fin des années 70.

Les caisses de sécurité sociale allemandes consacrent, chaque année, 40 milliards de deutschemarks aux traitements dispensés à leur assurés.

Depuis l'entrée en vigueur, en 1972, de la loi sur le financement des hôpitaux et, en 1974, de l'ordonnance stipulant des soins établis par l'Etat, les hôpitaux sont tenus de prendre en charge toutes les prestations médicales (soins, traitements médicaux, médicaments, etc.).

Bien entendu, les « extra » concernant l'hébergement sont à la charge du malade. Et si celui-ci désire être soigné dans un établissement privé, il en supporte tous les frais.

Malgré, ou plutôt, en raison de la réorganisation dont le secteur hospitalier a fait l'objet, il y règne actuellement, selon le porte-parole d'une importante

caisse de maladie, « un véritable chaos ». En désaccord sur plusieurs points, les hôpitaux et les caisses d'assurance maladie ont engagé, devant les tribunaux, un certain nombre de procès destinés à clarifier les raisons de certaines pratiques. Que signifient, en effet, les « coûts d'utilisation » inclus dans les barèmes de soins ? Que recouvrent en réalité les « coûts d'investissement » supportés par l'Etat ? Sur ces questions, les réponses des responsables divergent souvent au gré des niveaux où ils exercent (Etat, collectivités locales, assistance publique, établissements religieux et autres).

De ville en ville, d'hôpital en hôpital, on enregistre de grandes disparités sur les prix d'une journée d'hospitalisation. Le prix est d'autant plus élevé que l'équipement de l'établissement est moderne, mais aussi, plus l'hôpital est important, plus il est cher. Un facteur sérieux de hausse des prix est le coût sans cesse croissant des frais de personnel, qui peuvent représenter jusqu'à 70 % des dépenses. Par exemple, le tarif des soins du « Grossklinikum » d'Essen — qui est un hôpital universitaire — atteint près de 180 deutschemarks par jour, tandis qu'il n'est que de 66 deutschemarks à Oberhausen, en Bavière.

Les hôpitaux allemands sont tenus de procéder une fois par an au calcul de leurs frais qui doivent être couverts par le prix des traitements. Nul besoin d'être prophète pour prévoir qu'être malade coûtera de plus en plus cher.

HANS STOLLHANS.
(De Wetz.)

FRANCE

Plus cher qu'ailleurs

C'est en France que le coût de l'hospitalisation est le plus élevé. Selon une enquête des Communautés européennes, assez ancienne il est vrai, le coût moyen par personne protégée était, en 1966, deux fois plus lourd qu'en Allemagne et trois fois plus qu'en Belgique !

En dépit de réformes récentes, notamment la loi hospitalière de 1970, les charges supportées à ce titre par les régimes de sécurité sociale n'ont fait qu'augmenter : elles représentaient 32,5 % des dépenses de l'assurance maladie en 1968, et 39 % en 1973. La progression des frais hospitaliers est en conséquence impressionnante puisqu'elle est, ces dernières années, de 22 % environ, en raison, d'une part, de l'évolution des salaires et des prix et, d'autre part, du recours fréquent à l'hospitalisation, alors qu'en Grande-Bretagne, par exemple, les soins à domicile sont plus systématiques. L'évolution du nombre de journées à l'hôpital est d'ailleurs significative : 65 millions en 1968, 115 millions en 1970, et 131 millions en 1973, avec, il est vrai, une diminution de la durée de séjour depuis quelques années.

Le prix d'une journée à l'hôpital varie en fait énormément, non seulement selon les soins donnés, ce qui est logique, mais aussi en fonction des établissements. Des écarts également importants sont à relever en ce qui concerne les remboursements et finalement la note que doit payer le malade.

Différences bien sûr selon les services d'un hôpital. A l'Assistance publique de Paris, la prix de journée se situait, en 1974, à 266 francs dans les services de médecine générale, 366 francs dans les services de chirurgie et de maternité, 774 francs dans les services plus spécialisés, et le coût se monte à 1.800 francs pour la pose et les fournitures d'un stimulateur cardiaque.

Mais, pour une même opération, on constate aussi des disparités selon les établissements, en raison des statuts différents. Le coût d'une appendicite, par exemple, est parfois plus faible dans une clinique privée que dans un hôpital public, ceci étant dû aux modalités de calcul des prix de journée.

Ainsi, donc, à l'Assistance publique, les administrateurs font une estimation des dépenses entraînées par les journées d'hospitalisation (près de 3 milliards de francs pour 1974). Celles qui concernent le personnel représentent les postes les plus élevés (62 %) ; viennent ensuite les dépenses médicales — essentiellement les médicaments (12 %) — les dépenses hospitalières (10 %) et divers autres postes, dont les travaux d'entretien (8%).

Le rapport entre le total des dépenses et le nombre de journées prévues permet de définir le « prix de journée » et de parvenir en principe à un équilibre entre les recettes et les dépenses, après accord des autorités de tutelle, notamment par le ministère de la Santé publique.

Finalement, l'application du système du forfait « tout compris » ne correspond pas, tant s'en faut, au coût réel que peut représenter un malade ; ainsi, quelle que soit la spécialisation des soins ou le coût des médicaments administrés, la facture du « prix de journée » d'un malade sera, dans une discipline donnée, identique à celle d'un autre malade qui, pourtant, aura coûté beaucoup plus cher. Pour se rapprocher le plus possible du « coût réel » d'un patient — l'écart peut aller du simple au double, — l'Assistance publique

s'est efforcée, depuis plusieurs années de nuancer au maximum ce forfait : elle a établi dans ce but près de vingt prix de journée différents. Un tel système est d'autant plus intéressant que, pour équilibrer parfaitement le budget, certains responsables d'hôpitaux ont recours à un « système de compensation » en prolongeant le séjour en milieu hospitalier des malades « peu coûteux ».

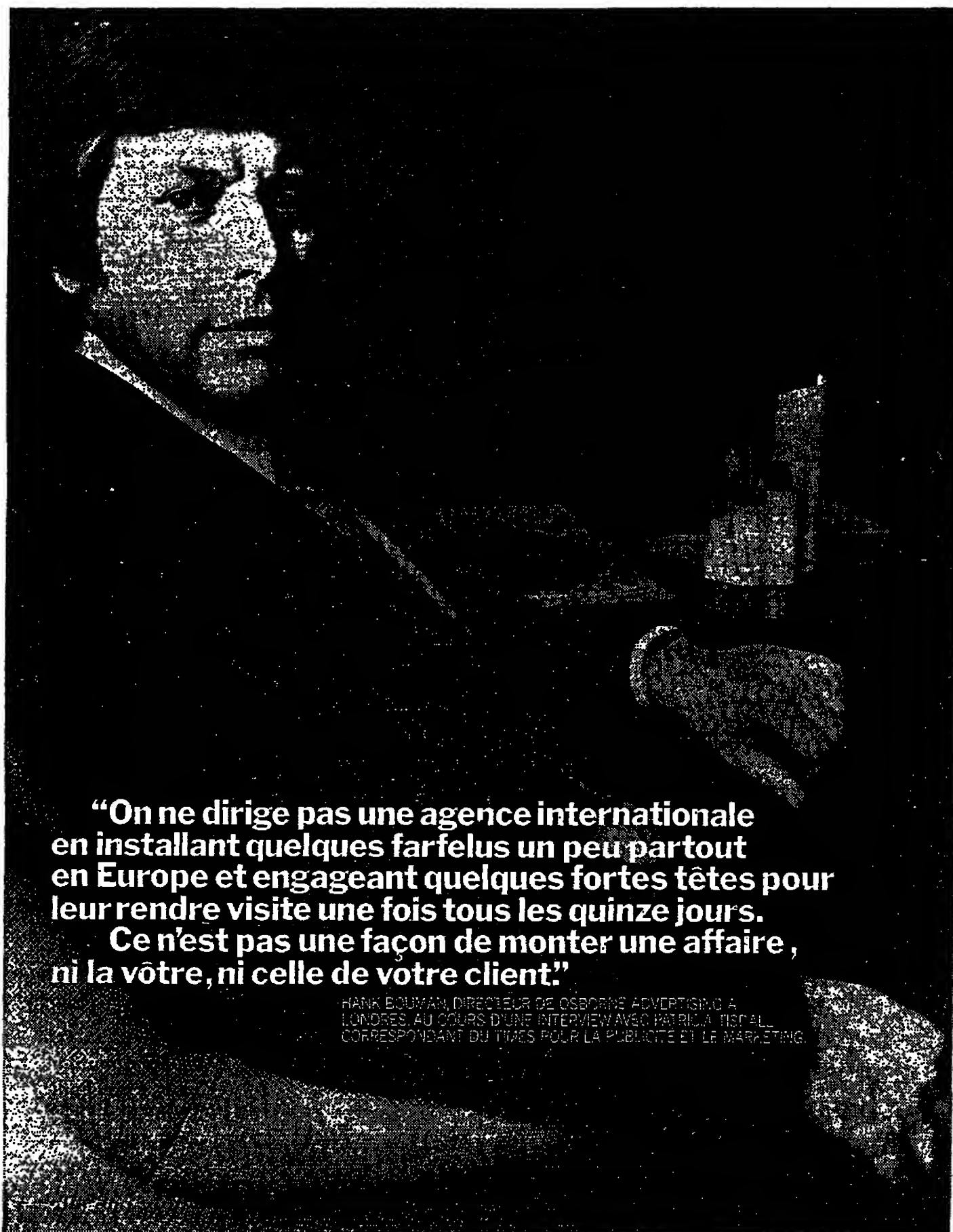
Quant aux malades eux-mêmes, ils supportent en cas d'hospitalisation des frais très différents pour des raisons variables :

• Les remboursements ne sont pas identiques selon le régime auquel appartient l'assuré, la gratuité possible parfois, en outre, être obtenue si le malade appartient à une mutuelle qui complète l'assurance de base ;

• Les remboursements varient aussi en fonction de l'opération subie et de la durée du séjour : gratuité en cas de maladie grave et de séjour supérieur à trente jours, mais note à payer égale à 20 % environ des frais dans les autres cas. En 1973, par exemple, un malade qui aurait séjourné dans un service de médecine générale vingt-neuf jours aurait dû déboursier 1.280 francs, à moins qu'il n'ait été affilié à une mutuelle complémentaire ou qu'il n'ait bénéficié de l'assistance médicale gratuite. En revanche, un patient opéré de l'appendicite dans un service de chirurgie (séjour d'une semaine) sera, lui, intégralement remboursé !

Il semble que les pouvoirs publics et les responsables de la Caisse nationale d'assurance maladie préparent, chacun de leur côté, des réformes qui devraient permettre de corriger ces situations.

ANITA RIND.
(Le Monde.)



“On ne dirige pas une agence internationale en installant quelques farfelus un peu partout en Europe et engageant quelques fortes têtes pour leur rendre visite une fois tous les quinze jours. Ce n'est pas une façon de monter une affaire, ni la vôtre, ni celle de votre client.”

HANK BOUMAN, DIRECTEUR DE OSBORNE ADVERTISING A LONDRES, AU COURS D'UNE INTERVIEW AVEC PATRICIA TICAL, CORRESPONDANT DU TIMES POUR LA PUBLICITE ET LE MARKETING.

La totalité de l'interview dont le sujet était la publicité multi-nationale en Europe et le Groupe Osborne a été enregistrée sur une bande magnétique de trente minutes. Vous pouvez obtenir des copies de cette bande par l'intermédiaire de Mike Keefe, Directeur de développement

de Groupe Osborne. Appelez au Londres 01-486 5877. Vous verrez peut-être d'un oeil neuf vos propres problèmes de publicité en Europe après une demi-heure passée en compagnie de Hank Bouman.



Le Groupe Osborne comprend ce qu'est l'Europe.

LONDRES: Osborne Advertising Limited; GENEVE: Osborne Advertising Ltd; PARIS: Ginec Boche Osborne; MILAN: MAC SpA.

exceptionnel!
VENTE LIMITEE
de 450 calculatrices
Canon
LE81
4 OPERATIONS 8 CHIFFRES
autonomie 90h
340F

PARIS 7 r. La Fayette 874.33.21
20 r. de Châteaubien 878.54.25
GANNES 38.39.86
45 La Croisette G^e Hôtel
PHOTO-HALL
73, Champs-Élysées, Paris 8^e
Tél : 226.05.24

1974 10 10

DES COÛTS D'HOSPITALISATION EN EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

La moitié des dépenses de santé

L'AN dernier, l'hospitalisation d'un malade durant une semaine dans un hôpital anglais coûtait au Service national de santé 89 livres, soit le double du prix de revient. Il y a seulement sept ans, si le patient était hospitalisé dans un centre hospitalier universitaire, il en coûtait au Service national de santé 118,66 livres par semaine en dehors de Londres et 130,62 livres dans la capitale.

Le Britannique moyen ne se rend guère compte du coût réel d'un séjour à l'hôpital. Si vous lui demandez de deviner, par exemple, d'estimer la charge d'une hospitalisation, sept jours à la suite d'une crise cardiaque, son appréciation équivaudra au prix d'une semaine de pension dans un petit hôtel estival en bord de mer. Il en est peut-être ainsi parce que les Anglais considèrent que la gratuité des soins médicaux, assurée par le Service national de santé, est acquise. Et il est peu probable que, en faisant son calcul, l'interrogé pense à tenir compte des frais concernant le personnel hospitalier, l'équipement et les services.

Le Service national de santé accorde à chacun la gratuité totale d'un traitement à l'hôpital. La contribution directe de la population active n'excède qu'à 1 % du total des frais du Service national de santé. Tout le reste est fourni pratiquement par le produit des impôts.

Le Service de santé occupe le quatrième rang dans les dépenses publiques de la Grande-Bretagne, et le coût de l'entretien des hôpitaux draine la moitié des dépenses totales de santé. C'est pourquoi le prix de revient d'une journée d'hôpital est si élevé.

Les prix varient beaucoup selon les types d'hôpitaux. Les plus coûteux sont les centres hospitaliers universitaires qui non seulement forment la génération suivante de médecins, mais travaillent aussi dans les secteurs les plus prestigieux des soins. Les moins chers sont les hôpitaux d'aliénés, où la plupart des patients ont besoin de peu de soins médicaux et se trouvent dans un hôpital simplement parce que la communauté n'a rien de mieux à leur offrir.

En 1967, un hôpital ordinaire dépensait par semaine et par malade 43,13 livres. En 1973, il lui en coûtait déjà 89,06 livres. Au C.H.U. de Londres, les chiffres respectifs étaient de 61,32 livres et 130 livres l'an dernier.

En revanche, pour les malades chroniques le prix d'une semaine d'hospitalisation était en 1967 de 11,31 livres et de 20,58 en 1973. Dans les salles d'aliénés, le coût hebdomadaire était de 12,55 livres en 1967 et de 11,58 livres pour les handicapés mentaux. Ces chiffres sont passés respectivement en 1973 à 25,45 et 23,29 livres.

Le prix de revient d'une journée d'hôpital est calculé en

fonction des dépenses courantes de l'hôpital, y compris les salaires, les médicaments, le linge, l'équipement et le prix des travaux effectués l'année précédente. Les salaires mobilisent les deux tiers des dépenses courantes d'un hôpital. Or, en sept ans, ils ont doublé, de même que le coût des médicaments et du linge.

Les hôpitaux du Service national de santé sont ouverts à la clientèle privée. Ce fait irrite le personnel des hôpitaux qui estime que la clientèle privée paie pour obtenir un traitement médical spécialisé plus rapidement que les autres malades. Ils insistent sur de longues listes d'attente. Certes, la clientèle privée paie des honoraires élevés pour jouir du privilège d'être soignée dans les hôpitaux du Service national de santé, mais elle leur rapporte moins de 1 % du financement global de ce Service.

Le personnel des hôpitaux demande qu'il soit mis fin à la double offre faite à la clientèle privée, et cette exigence fait partie de leurs négociations salariales. Il est peu probable qu'ils obtiennent satisfaction, la maîtrise, mais de toute façon, dans l'avenir immédiat, le prix de la paix dans les services hospitaliers pourrait bien être une augmentation substantielle des salaires, laquelle à son tour accroîtra les frais généraux.

PAT HEALY.
(The Times.)

ITALIE

Le gouffre

L'ANNEE dernière, sept millions d'Italiens ont été hospitalisés pour une moyenne de quinze jours chacun. Grosso modo, chaque malade a payé 20 000 livres par jour. Comme à plus de 90 % la population italienne bénéficie d'une assurance contre la maladie, ces dépenses ont été prises en charge par les mutuelles, au nombre d'une vingtaine, se répartissant entre les différentes catégories de salariés. En 1973, les institutions mutualistes ont contracté une dette d'environ 2 500 milliards de livres auprès des hôpitaux pour les soins et cures de leurs adhérents.

Le prix de journée est « tout compris », c'est-à-dire qu'avec cette somme chaque hôpital garantit aux malades, aussi bien les repas et le coucher que les traitements médicaux, les analyses de laboratoire et les interventions chirurgicales.

Il existe une grande disparité entre les tarifs pratiqués par les différents hôpitaux classés par la loi en « régionaux », « provinciaux » ou « locaux ». Si le coût moyen d'une hospitalisation courante de deux semaines dans les hôpitaux toscans est de 30 000 livres (aux environs de 40 000 livres avec celui de la région de Rome (environ 330 000 livres), alors que les prix les plus bas sont pratiqués dans le Molise (160 000 livres), également pour quelques jours d'hospitalisation.

Ces tarifs sont établis par les conseils d'administration des

différents hôpitaux en tenant compte du taux d'affluence des malades, des dépenses pour le personnel médical et infirmier, du coût des médicaments, de celui des repas et des frais généraux d'hospitalisation.

Les dépenses de personnel constituent généralement 60 à 70 % de la somme globale nécessaire pour faire fonctionner un hôpital. La classe de chaque hôpital a une influence sur le prix de la pension mais il arrive parfois que des unités hospitalières ou travaillent pour des équipes médicales de grande capacité « traitent le boulet » d'une infrastructure vétuste ou très lourde provenant, soit de l'état des locaux, soit d'équipements paramédicaux. Les prix de journée peuvent alors être très élevés (jusqu'à 40 000 livres à Capri) et sans rapport avec la qualité des soins fournis aux malades. Des obstacles de ce genre existent dans le Midi, mais aussi dans les grandes villes du Nord où l'on trouve des hôpitaux pratiquant un prix de journée de 30 000 livres et qui, cependant, rendent des services bien modestes et très insuffisants aux patients. Il faut dire que sur les mille quatre cents hôpitaux italiens, quatre cents seulement sont de simples infirmeries, quatre cents sont installés dans des bâtiments construits au dix-septième siècle, huit cents dans des locaux datant d'avant 1871. Tous les hôpitaux sont considérés comme monuments historiques pour leur va-

leur architecturale et les œuvres d'art qu'ils contiennent. Quant aux prix de journée, ils ont connu de formidables augmentations. En 1974, ils sont quatre fois élevés que ceux de 1969, et en gros, sixante-quinze fois plus élevés que ceux de 1951.

Pour prendre quelques exemples, la plus grande mutuelle italienne (I.N.A.M., vingt-neuf millions d'adhérents), a payé, en remboursement d'hospitalisation, 16 milliards de livres en 1961, dix ans plus tard 96 milliards, vingt ans après 776 milliards. En 1972, 1 066 milliards ont été déboursés et pour l'année dernière et cette année, on approchera les 1 500 milliards. L'inflation entraîne le secteur de l'assistance sociale vers un gouffre.

La réforme sanitaire en préparation ouvre de grands espoirs mais aussi quelques points d'interrogation. Premier pas : un récent décret-loi a déjà établi que chaque hôpital devrait recevoir une subvention annuelle des régions, proportionnelle aux prestations qu'il fournit. Mais la vraie réforme devra avant tout éviter les gaspillages, adapter l'assistance hospitalière aux besoins de la population, réorganiser tous les hôpitaux dans lesquels une administration insouciante entretient un désordre préjudiciable aux malades et au trésor public.

FRANCO GILBERTO.
(La Stampa.)

La détente passe-t-elle par le commerce Est-Ouest ?

(Suite de la page 17.)

Ch. L. — Le dynamisme des entreprises leur permet toujours de trouver le joint politique, qu'elles soient à 50/50 ou pas. Je pense que n'importe quelle entreprise multinationale à toujours été trans-idéologique et qu'elle ne l'est ni plus ni moins en ayant des associés des pays de l'Est. Mais ce que je crois, c'est qu'en s'associant ainsi, les pays de l'Est contraindraient l'Occident à l'idéologie et participeraient à l'exploitation des travailleurs.

En théorie marxiste, l'entreprise capitaliste vit et exploite les travailleurs afin de dégager une plus-value ; c'est pourquoi ils se consacrent idéologiquement à l'extermination du capitalisme. Or, voyez, oubliant tout cela, les États-Unis communistes deviennent les associés du capitalisme. Quel est le but de ces entreprises communistes ? De dégager du cash flow pour pouvoir faire de nouveaux investissements. Or le cash flow vient du bénéfice interne de l'entreprise, ou d'une plus-value, autrement dit le socialisme soviétique cherche à se construire sur l'exploitation des travailleurs, sur les plus-values capitalistes.

S. P. — L'autodestruction des idéologies ne me dérange pas. Installer des usines à l'Est alors qu'il n'y a pas là de droit de

grève et que les salaires sont aussi bas est un incontestable problème moral, politique et économique. Mais le plan Marshall présentait déjà pour les États-Unis bien des risques de concurrence à long terme de la part de l'Europe de l'Ouest. Il me semble que les mêmes raisons qui l'ont justifié justifient aujourd'hui la coopération Est-Ouest. La mentalité des syndicalistes occidentaux qui refusent cette coopération tout en gagnant confortablement leur vie dans des entreprises militaires-industrielles n'est guère louable non plus. Cela pour dire qu'il est impossible de juger en noir et blanc dans ce domaine. Et pourquoi ne pas utiliser les « joint ventures » entre l'Est et l'Ouest pour développer et stabiliser, oubliant tout cela, les États-Unis communistes deviennent les associés du capitalisme. Quel est le but de ces entreprises communistes ? De dégager du cash flow pour pouvoir faire de nouveaux investissements. Or le cash flow vient du bénéfice interne de l'entreprise, ou d'une plus-value, autrement dit le socialisme soviétique cherche à se construire sur l'exploitation des travailleurs, sur les plus-values capitalistes.

S. P. — L'autodestruction des idéologies ne me dérange pas. Installer des usines à l'Est alors qu'il n'y a pas là de droit de

leurs et la liberté politique sont toujours dans la même situation. S. P. — Voilà de nouveaux réflexes du passé. Nous sommes quand même passés à l'Ouest, à redistribuer nettement mieux la prospérité de nos économies. Mais, pour revenir à l'Est, les besoins pratiques de la vie quotidienne sont plus que les différences idéologiques. Quand les prisons d'Athènes étaient remplies de communistes, les Russes, c'est-à-dire les Américains d'ailleurs, n'ont pas hésité à livrer des usines aux colonels grecs. Quand les mineurs des

Le rôle des « multinationales »

Ch. L. — A être pragmatique à outrance, on justifie d'importe quoi, et il n'y a plus d'espoir pour l'avenir. Si nous acceptons de nous adapter à certains aspects parce que « business the business », il y a bien des probabilités pour que nous nous acheinions vers l'enfer.

S. P. — Alors, quel remède proposez-vous ? C'est pas en traitant les industriels et les commerçants, à l'Ouest et à l'Est, comme des rebuts dans la société que vous envisagez la coexistence. Au contraire, vous augmenterez le risque d'une explosion définitive.

Ch. L. — Il est possible de soutenir que cette évolution aura inévitablement des effets bénéfiques, car l'entreprise multinationale, quelle qu'elle soit, n'est plus contrôlée par un État ni par plusieurs, ni par qui que se soit. Les États-Unis eux-mêmes ne peuvent plus contrôler leurs multinationales. Les lois antitrust sont une véritable mascarade, car elles ne peuvent pas s'opposer à l'usage de tuer la poule qui a pondue l'œuf. Ces entreprises poursuivent des objectifs qui ne sont pas forcément les objectifs des différents collectifs à travers lesquels elles jouent. Vous êtes bien d'accord vous-même, puisque vous émettez des réserves sur le fonctionnement des sociétés multinationales. Dans un tel système, la coalition des forces autoritaires dépasse les forces démocratiques, et on ne peut pas dire que cela améliore l'ordre du bien à l'humanité et aux diverses collectivités.

S. P. — Que les multinationales portent en elles un potentiel bénéfique pour la prospérité et pour la paix est incontestable. Ce qui manque, c'est l'imagination et l'engagement politique à l'échelle mondiale pour les contrôler et les canaliser. C'est là qu'il faut chercher l'avenir ; pourquoi avoir peur de la nouveauté ?

Ch. L. — Mais tout cela n'est pas une nouveauté. Si l'on se réfère à l'histoire, les entreprises pour travailler ensemble, à l'Ouest comme à l'Est ; il faudra démocratiser, socialiser l'entreprise, en permettant aux travailleurs et aux autres forces sociales d'être représentés dans les décisions de l'entreprise, en adoptant des méthodes rationnelles et contrôlables de comptabilité de management, etc. et nous allons créer quelque chose de neuf, je dirais, je suis avec vous. Car on ne fera plus croire à personne que les entreprises

Asturies se sont mis en grève, la Pologne socialiste n'a pas hésité à fournir du charbon à l'Est espagnol.

Ch. L. — Je le sais, c'est moi qui l'ai écrit. S. P. — Mais votre morale est trop exigeante ! Nous avons déjà vu la menace nucléaire, l'ombre de la pollution, la pénurie de matières premières, la poussée démographique, le déséquilibre des sexes. Il faut être plus pragmatique et ne pas sacrifier sur l'autel d'une pureté inaccessible à qui nous aide à faire face à ces défis.

Ch. L. — Je ne suis pas un homme de la mesure des grands projets, comme pour la Sibérie, la Chine, etc., si elle veut être capable d'offrir l'équipement, la technologie de pointe et les vastes crédits nécessaires à de tels projets, et si elle accepte d'attirer la masse grandissante des dollars et des arabodollars.

Ch. L. — En réalité la détente politique repose sur les crédits que l'Occident prête à l'Union soviétique et sur les crédits que l'Union soviétique prête à l'Occident. Mais dans l'état actuel des choses, il n'est question de rien de nouveau, et il ne peut rien de bon de l'Occident de prêter qui n'ont pas de contrepartie. Pour moi, David Rockefeller représente le passé, comme Brejnev.

S. P. — Attention, démocratiser leur multinationales est une subtilité. On peut saper son efficacité tout en essayant de la démocratiser. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les économies socialistes de l'Est. Quant aux grands capitalistes américains, ils ne sont pas mes héros.

Ch. L. — Ni les miens. Ce sont les héros de Brejnev.

— Voilà bien une sorte de nouveau Yalta économique. Que devient l'Europe dans cet office ?

S. P. — Ce n'est pas un Yalta. Mais, sans une politique de coopération entre les États-Unis et l'Union soviétique, rien n'est possible entre l'Est et l'Ouest. En outre, paradoxalement, une affinité réelle existe entre ces deux pays continents. C'est une affinité par la dimension. Un ministre russe me disait récemment : « Quand je travaille avec les entreprises européennes j'ai une expérience avec les Américains. Je n'en ai qu'une seule. » Je considère, pour ma part, qu'une coopération américano-soviétique à l'exclusion de l'Europe serait néfaste pour tout le monde. Le problème immédiat est que les entreprises européennes ne sont pas à l'échelle du continent soviétique.

Ch. L. — Yalta a pu avoir une réalité politique parce que l'événement correspondait au système de division politique de l'époque, dont les bases étaient les États. Un tel phénomène ne peut pas se reproduire dans le monde économique, à cause de l'émergence des sociétés multinationales pour lesquelles

les considérations géographiques et nationales jouent peu. Cependant, les entreprises européennes sont bien dans le corps, tant que les Américains. De gigantesques opérations sont projetées qui demandent des plans de financement européens, que seuls les entreprises américaines sont capables de soutenir avec l'aide de l'État. Une opération de mise en valeur des ressources du Sud-Est asiatique qui demande 10 milliards de dollars dépasse n'importe quelle entreprise seule.

S. P. — Voilà un argument de plus pour l'intégration économique et politique du Marché commun. C'est urgent si l'industrie européenne veut vraiment être à la mesure des grands projets comme pour la Sibérie, la Chine, etc., si elle veut être capable d'offrir l'équipement, la technologie de pointe et les vastes crédits nécessaires à de tels projets, et si elle accepte d'attirer la masse grandissante des dollars et des arabodollars.

Ch. L. — En réalité la détente politique repose sur les crédits que l'Occident prête à l'Union soviétique et sur les crédits que l'Union soviétique prête à l'Occident. Mais dans l'état actuel des choses, il n'est question de rien de nouveau, et il ne peut rien de bon de l'Occident de prêter qui n'ont pas de contrepartie. Pour moi, David Rockefeller représente le passé, comme Brejnev.

S. P. — Attention, démocratiser leur multinationales est une subtilité. On peut saper son efficacité tout en essayant de la démocratiser. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les économies socialistes de l'Est. Quant aux grands capitalistes américains, ils ne sont pas mes héros.

Ch. L. — Ni les miens. Ce sont les héros de Brejnev.

— Voilà bien une sorte de nouveau Yalta économique. Que devient l'Europe dans cet office ?

S. P. — Ce n'est pas un Yalta. Mais, sans une politique de coopération entre les États-Unis et l'Union soviétique, rien n'est possible entre l'Est et l'Ouest. En outre, paradoxalement, une affinité réelle existe entre ces deux pays continents. C'est une affinité par la dimension. Un ministre russe me disait récemment : « Quand je travaille avec les entreprises européennes j'ai une expérience avec les Américains. Je n'en ai qu'une seule. » Je considère, pour ma part, qu'une coopération américano-soviétique à l'exclusion de l'Europe serait néfaste pour tout le monde. Le problème immédiat est que les entreprises européennes ne sont pas à l'échelle du continent soviétique.

Ch. L. — Yalta a pu avoir une réalité politique parce que l'événement correspondait au système de division politique de l'époque, dont les bases étaient les États. Un tel phénomène ne peut pas se reproduire dans le monde économique, à cause de l'émergence des sociétés multinationales pour lesquelles

vent se loger doit verser des intérêts de 15 et 16 % pour construire sa maison. Les entreprises européennes ne sont pas dépassées, c'est surtout l'Europe, en tant que telle, qui est dépassée. Les entreprises multinationales d'origine européenne ne peuvent pas se comporter en européennes. Leurs intérêts sont de plus en plus imbriqués par leurs activités associées dans des firmes et des banques américaines, japonaises, ou autres.

S. P. — Et russes, roumaines et polonaises. Je trouve cela très bien. Cette évolution ouvre les perspectives d'une nouvelle mondialité à la fois transnationale et transidéologique.

Ch. L. — Regardez la Suisse, petite démocratie et non impérialiste. Les entreprises suisses sont dans le corps partout, elles sont presque toutes multinationales et ne sentent même pas le besoin d'être intégrées dans le Marché commun. Même les entreprises socialistes sont dans ce mouvement. Parler d'un Yalta économique, c'est vivre par la pensée dans un monde politique qui n'existe plus, où l'on croit encore vainement à l'Europe comme à une alternative possible aux grandes puissances. Les entreprises évoluent désormais dans un monde différent.

Débat organisé par
JACQUELINE GRAPIN.

SAMUEL PISAR

Chasser un cauchemar

S OUPLESSE, douceur, séduction, Samuel Pisar a, des grands feints des espaces infinis, les apparences dangereusement dérangeantes. On croit le saisir, mais il est ailleurs, poursuivant en tout cas son chemin. Il porte en lui un univers où le rêve le dispute au cauchemar et cette puissante volonté de vaincre et de vivre. Des camps de concentration il a gardé la redoutable capacité de rester silencieux, fermement, et le goût d'évoquer calmement le pire quand, las de prêcher pour le meilleur, il veut épouvanter. Avocat international, il défend la cause de la coopération entre l'Est et l'Ouest, pour plus de paix, plus de profit, plus de liberté. Ses ennemis l'accusent de couvrir par de grands mots les affaires auxquelles il s'intéresse. Mais pourquoi s'intéresse-t-il à celles-ci plutôt qu'à d'autres ?

On le sait né en 1925 en Pologne. A dix ans, l'occupation de son pays lui donne l'occasion d'apprendre le russe. A douze, il est déporté à Treblinka, où sa famille est exterminée, puis à Maidanek, puis à Auschwitz. Quand il s'évade de Dachau, à seize ans, il part en allemand utile immédiatement à l'armée américaine, dans laquelle il s'engage. Il finit par aboutir en France, où deux oncles australiens le récupèrent pour tenter de lui inculquer un peu d'enseignement traditionnel. En deux ans il se met au diapason australien, assez pour commencer à Melbourne des études de droit qui se termineront sous forme de doctorat à Harvard puis à Paris.

Aujourd'hui membre du barreau de Washington et de celui de Londres, il dirige à Paris un cabinet d'avocats. Familier aussi bien de la Maison Blanche que de l'Elysée et du Kremlin, il a participé à la négociation de nombreux accords internationaux. Ses deux livres, « Les Armes de la paix » et « Trans-actions entre l'Est et l'Ouest », louent les mérites de la coopération entre l'Est et l'Ouest, et particulièrement entre l'Union soviétique et les États-Unis. En réponse à M. Samuel Pisar, l'académicien soviétique Sakharov a écrit pour sa part : « Je ne partage pas... les pronostics exagérément optimistes sur les conséquences obligatoires qu'auraient les contacts économiques sur la démocratisation de la société ».

— J. G.

CHARLES LEVINSON

Agressivité et réalisme

L E visage pointu accusé par une mince chevelure plantée à l'arrière, l'œil perçant, il doit volontiers tendre vers son interlocuteur pour lui infuser ses vérités, Charles Levinson, a quelque chose de dur. Il parle volontiers, mais pas de lui-même, sauf quand il s'agit de citer ses idées ou ses ouvrages. D'origine canadienne, il vit à Genève. Depuis plus de vingt ans il consacre sa vie et ses réflexions à l'organisation d'un syndicalisme multinational affirmant des partis politiques pour tenter d'équilibrer au moins en partie la gigantesque puissance des dirigeants des firmes multinationales. Il a été longtemps en avance sur son temps, et ses actions restaient prophétiques. Il commence à se trouver « en phase » avec l'histoire, et chaque jour qui passe renforce le pouvoir de ses organisations syndicales internationales. Les dirigeants des sociétés qui, dans la métallurgie comme dans la chimie, ont longtemps préféré l'ignorance, se résignent à craindre sa capacité de déclencher simultanément en de nombreux points du globe des grèves bien coordonnées. Dans ses deux ouvrages : l'Initiation et les Sociétés multinationales, et le Contre-pouvoir multinational, Charles Levinson critique violemment le fonctionnement actuel des économies capitalistes. Il n'en est pas moins fondamentalement anticomuniste. C'est vers une sorte de socialisme libéral qu'il semble orienter son combat.

Né à Ottawa en 1920, il a fait des études d'économie et de sociologie industrielles au Canada et en France. Titulaire de deux doctorats, il a été directeur adjoint, de 1951 à 1956, de l'office européen du Congress of Industrial Organisation (CIO), organisation syndicale américaine, puis il est devenu secrétaire général adjoint de l'International Metalworkers Federation (IMF) et se trouve, depuis 1964, secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie et des industries diverses (ICF). Son rayonnement dans le monde syndical et dans la vie industrielle internationale dépasse largement ses fonctions, en raison notamment de la détermination qu'il met dans les actions qu'il entreprend et de sa capacité de faire au besoin des interventions fracassantes. Ses deux caractéristiques : agressivité et réalisme.

J. G.

Placements

Le désarroi du petit épargnant

En ces temps d'inflation galopante, les petits épargnants d'Europe occidentale se trouvent confrontés au même problème : comment protéger les gains qu'ils ont durement gagnés ? Or il est virtuellement impossible aujourd'hui de trouver une forme d'investissement qui offre une garantie valable contre la hausse du coût de la vie. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que se soit fait jour un certain désenchantement vis-à-vis de toutes les formes d'épargne conventionnelles. Ce manque de confiance se traduit partout par des achats massifs d'or, d'argent, ou tout simplement de biens de consommation.

Au Royaume-Uni, les particuliers ne sont pas autorisés à détenir de l'or en lingots, mais ils peuvent en acheter sous forme de pièces. D'où l'engouement spectaculaire auquel on assiste pour toutes les sortes de pièces d'or, et en particulier pour le souverain — qui pour la première fois depuis 1968, devra être retiré — et pour le kruggerand sud-africain.

Ce dernier doit son succès à son système d'estimation. Chaque pièce pèse une once d'or pur et est achetée entre 8 et 10 % au-dessus du prix de l'or sur le marché : elle ne peut être revendue à beaucoup moins de 8-10 %. Ainsi sait-on toujours avec le kruggerand où l'on en est, ce qui n'est pas le cas pour d'autres pièces d'or sur lesquelles les marges peuvent varier considérablement. Son succès est aujourd'hui tel que le gouvernement britannique envisage de le soumettre au marché du dollar-investissement, par lequel passent toutes les valeurs étrangères.

Cependant, bien que l'or, de par son caractère inaltérable, exerce de plus en plus d'attrait, il semble que l'immobilier reste le placement favori des Britanniques. Au Royaume-Uni, on compte 51 % de propriétaires, taux qui n'est dépassé qu'aux États-Unis et qu'en Australie. Il est d'environ 50 % en France et de 33 % en Italie. Avoir une maison à soi reste le grand rêve de tous les Anglais. C'est plus qu'un simple désir statique de s'enraciner : ce choix est basé sur le fait incontestable que la propriété d'une maison est l'une des formes d'investissement les plus satisfaisantes pour l'homme de la rue.

Longtemps, les taux d'intérêt des prêts au logement ont été en Grande-Bretagne très bas par rapport à la progression des revenus immobiliers. Une augmentation sensible des fonds disponibles pour ces prêts en 1971-1973 a accru dans des proportions exorbitantes la demande. Il en est résulté une hausse des valeurs immobilières qui a atteint 42 % entre 1971 et 1972.

A Paris, le prix d'un appartement moyen s'est élevé de 55 % entre octobre 1971 et septembre 1974, et celui d'une maison en province de 40 %. L'augmentation moyenne des valeurs immobilières a été de 65 % en Italie.

depuis 1971. Dans le centre de Rome, elles ont plus que doublé. Le coût de la vie en Grande-Bretagne aura augmenté cette année de près de 17 %. Les taux d'intérêt accordés par les banques pour les dépôts des personnes privées sont de l'ordre de 11 %, et même moins pour les sommes inférieures à 10 000 livres sterling. La rémunération offerte par les plans d'épargne gouvernementaux a toujours été traditionnellement — et inexcusablement — basse par rapport à celle qu'offrent les établissements commerciaux. La solution — dont on discute depuis longtemps — pourrait être le lancement d'un plan d'épargne indexé à la hausse, qui offrirait une expérience et de mettre en place des plans pour la petite épargne, dans lesquels les bénéfices seraient liés aux augmentations des prix de détail de l'index général. Le premier, avec un investissement maximum de 500 livres sterling, est réservé aux retraités (plus de soixante-cinq ans pour les hommes et de soixante ans pour les femmes), qui ont été parmi les plus durement touchés par l'inflation. Le second est un plan contractuel pour les personnes désireuses d'épargner un maximum de 20 livres par mois pendant une période de cinq ans.

Apparition de plans indexés en Angleterre

Il n'y a de plan d'épargne indexé ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie, bien que le taux d'inflation soit cette année très élevé en France (14,5 %) et en Italie (13,5 %). En Grande-Bretagne, la Bourse

a accusé un sévère recul. La baisse des derniers mois — 53 % entre octobre 1973 et la mi-août 1974 — a été plus importante encore qu'elle ne l'avait été lors de la grande dépression des années 30. Elle a frappé les

petits actionnaires, dont beaucoup cependant ont eu la sagesse de convertir leurs avoirs en espèces. C'est ainsi qu'on a pu assister à une fuite massive des capitaux des Unit Truist (fonds de placement) et à un désintérêt pour les polices d'assurance-vie des derniers temps. En période de récession, de graves menaces pèsent en effet sur les assurances-vie et sur les fonds pour caisses de retraite qui, en Grande-Bretagne, sont liés aux valeurs boursières.

La situation est différente dans les autres pays du Marché commun, où les compagnies d'assurance ne peuvent investir aussi librement à la fois dans les valeurs mobilières et dans l'immobilier et où les avoirs des détenteurs d'assurances-vie sont en grande partie représentés par des fonds d'Etat.

Cela ne veut pas dire que le petit capital n'a pas été pris dans le récent tourbillon. Les investissements directs, soit dans les valeurs mobilières, soit par le système des SICAV françaises, des fonds de placements gérés par les grandes banques allemandes ou les grandes sociétés d'investissement hollandaises, telles que Robeco ou Rolinco, n'ont pas disparu. Mais les actionnaires n'ont pas tiré de leurs avoirs beaucoup de satisfactions.

Une autre solution, ici et là, est celle des comptes d'investissement, soit dans les établissements publics d'épargne, soit dans des banques commerciales, mais le taux d'intérêt moyen y est de l'ordre de 10 % et les gains ne suffisent pas à annuler les effets de l'inflation, sauf peut-être aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale. Autre inconvénient : nombre de ces plans d'épargne sont des investissements à terme et pour obtenir le meilleur rapport l'argent doit y être bloqué pendant un certain temps (généralement au moins deux ans).

Aussi, une fois de plus, le capital se tourne-t-il vers d'autres formes de placement, les œuvres d'art, les antiquités, etc., et la demande d'or et d'argent est devenue un phénomène mondial.

MARGARET STONE.
(The Times.)

LE MARCHÉ DES AUTOGRAPHES

Le fétichisme de la main et de la marchandise

C'est surtout depuis les années 50 que les prix des autographes ont connu une ascension rapide. Le prix d'un lot de Lord Byron, doublant en deux ans, par exemple, la demande (en particulier américaine) est allée croissant, tandis que les institutions culturelles — universités, bibliothèques, musées — en diminuant le stock « flottant » des pièces de premier ordre, rationalisent l'offre.

Les thèmes choisis sont aussi divers que les intérêts psychologiques du collectionneur : sa culture et ses moyens financiers : autographes de vedettes collectionnées par les jeunes « fans », ensemble organisé autour d'un personnage, Dickens, Dumas ou Debussy, d'une époque, d'une région, d'un genre littéraire ou de la musique, lettres d'amour, etc.

L'air du temps, portant à valoriser tout ce qui est culturel, oriente la demande vers l'histoire littéraire, artistique, et tout particulièrement aujourd'hui vers l'histoire mondiale. L'histoire politique, sauf pour les rois de France, les grands révolutionnaires et Napoléon, est un peu en retrait.

Les facteurs d'appréciation liés à la mode ont une influence réduite sur le prix des pièces exceptionnelles. Les principales variables considérées par les experts (document originaire ou non ; contenu ; destination) renvoient, par des médiations plus ou moins subtiles, à la notion de rareté.

Une L.S. (lettre autographe signée) est une forme d'autographe plus recherchée qu'une L.S. (lettre signée). Une lettre dictée par l'empereur Napoléon, le témoin d'allemand signé, corrigé de sa main, datée du 11 mars 1807, consacrée à la bataille d'Eylau et évaluable à 20 000 F, n'attire pas le prix d'une des lettres de Bonaparte à Joséphine, les seules que Napoléon ait écrites de sa main et qui se négocient

autour de 100 000 F. Un contenu banal est moins cher qu'un contenu spécifique. Les plus chères des lettres de Proust (2 500 F et au-delà) sont celles où il est question de son œuvre, plutôt que d'une invitation à dîner. A plus forte raison, les partitions musicales, les manuscrits littéraires entrés dans le panthéon des valeurs internationales reconnues atteignent des prix très élevés et sont acquis par des institutions plutôt que par des collectionneurs privés. La célébrité du destinataire, enfin, valorise une correspondance : les lettres de Madame de Sévigné gagnent d'avoir été adressées à Victor Hugo.

La vie éphémère d'un poète romantique ou la brève d'un règne sont à l'origine des prix élevés de Shelley ou d'Edouard VIII. Au contraire, la reine Victoria, qui, en cinquante ans de règne, a consacré des documents d'importance, n'est pas très « chère ». Les lettres autographes des personnalités encore vivantes sont cotées (c'est le cas de celles de Malraux) parce que, peu d'entre elles sont en circulation.

Document pour l'histoire ou le chercheur, relique pour l'amateur du passé, placement cautionné par une rareté croissante, l'autographe a bien des raisons de satisfaire et la main collectionneuse et le sociologue de protéger ou d'accroître une fortune. Il faut ajouter que la possession d'un autographe est une manière symbolique de participer à la grande histoire et, en quelque sorte, de se voir la main au génie. C'est assurément un plaisir aux dimensions complexes que devrait apporter à Sacha Guitry la propriété du billet de Mme de Staël adressé à Schiller : il n'y aura que Goethe, vous, Benjamin Constant et moi... »

RAYMONDE MOULIN.

(PUBLICITE)

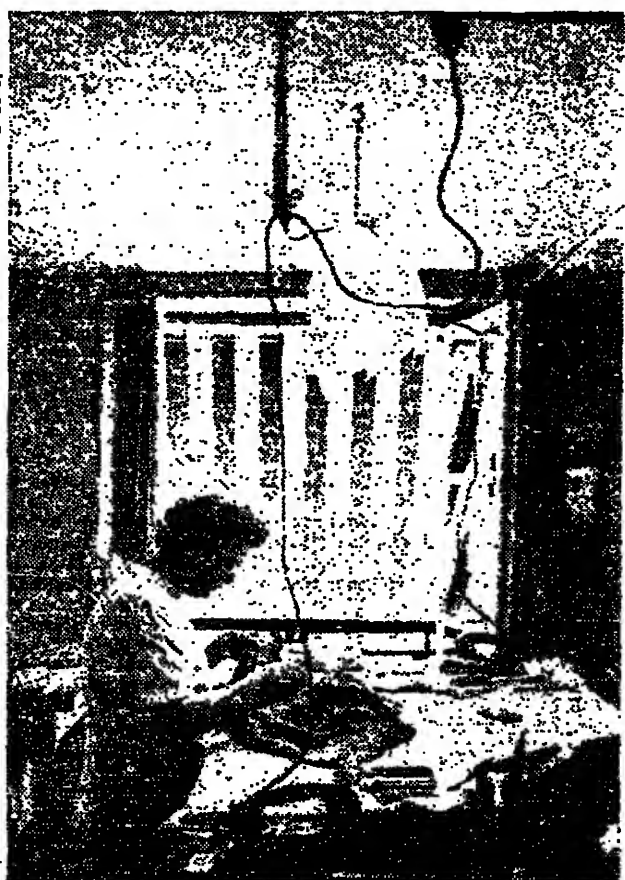
Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris

Les chemises Lanvin

ou la "juste mesure"

BEAUCOUP de gens prétendent se moquer de leur première chemise. C'est leur affaire. Chez Lanvin, au contraire, on attache beaucoup d'importance à la première chemise d'un client. Le moindre détail compte, le moindre pli, la moindre couture : il faut qu'elle soit parfaite. Car c'est elle qui sert ensuite de modèle pour réaliser toutes les autres. Et on la baptise volontiers « prototype » si le terme n'était pas aussi souvent employé dans l'industrie moderne.

Treize cents tissus précieux
Car il faut savoir que chez Lanvin, rue du Faubourg-Saint-Honoré, on a sans doute plus de respect pour la qualité d'autrefois, pour le bel



Le moindre détail, le moindre pli, la moindre couture...

ouvrage, que d'admiration pour les prodigalités synthétiques de notre temps. Il suffit pour en juger d'écouter le maître des lieux, M. Van Hangel, et de regarder cette fleur scintiller au fond de son œil quand, parlant de l'origine des treize cents tissus précieux qu'il détient, il évoque ces tisseurs de Lombardie ou du Nord à qui il rend visite chaque année.

Quarante couturières

Vos mesures prises, et si vous êtes homme à poser des questions, vous pourrez monter un instant au troisième étage : pour voir. Car c'est là, au fond, que se passe l'essentiel. Dans cet atelier, sans doute le dernier du Faubourg, quarante couturières piquent au

point de ficelle des coutures presque invisibles. Et c'est sous leurs doigts, qu'à partir d'un patron de papier, naît votre première chemise.

Certaines sont là depuis plus de vingt ans. Et elles ont avant l'art que la manière. Car la tenue d'un col — détachable ou non — le tombé d'un plastron, les épaules, les manchettes... tout cela ne se fabrique pas, mais s'invente, se crée et se peaufine.

Un mois et six chemises

Votre première chemise achevée, il vous faudra la porter, puis la faire laver, de préférence chez soi et bien sûr à la main. Et puis il faudra la rapporter. Patience.

De nouvelles mesures seront prises, des corrections apportées. Et c'est alors que pourra être enfin réalisée votre première série de trois ou six chemises. Au total, cela prend parfois près d'un mois. Mais rassurez-vous, par la suite, il suffira de choisir les étoffes, car vos mensurations au millimètre près seront conservées parmi celles de tous les habitués de la maison. Sept mille hommes de par le monde ont là une trace, dans la pièce à côté. Têtes couronnées, chefs d'Etat, jet-set, M. Van Hangel suit tellement de choses à vous raconter... Mais discrétion oblige.

Un dernier point. Chez Lanvin, la « juste mesure » n'est pas seulement affaire de millimètres, mais aussi de nuances, de subtilité des teintes que l'on vous proposera. Comme ce bleu voilé pour une chemise de ville dont le charme discret constitue à lui seul une griffe de la maison. Comme ces dessins fantaisie que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Mais au fait... Comment fait-on faire sa première chemise chez Lanvin ?

Un peu par privilège, un peu par vocation. Jamais du jour au lendemain. G.L.

(PUBLICITE)

FABBRI : un « know-how » de l'édition dans le cadre d'une tradition affirmée et de l'interprétation la plus actuelle.

Au moment où s'ouvre la Foire de Francfort, rendez-vous annuel des éditeurs du monde entier, l'une des maisons d'édition les plus importantes d'Europe :

FABBRI-EDITIONS

la plus importante d'Italie dans le domaine des livres et des fascicules, lance dans les kiosques son cent vingtième titre et développe simultanément la diffusion porte à porte tout en accroissant son activité en librairie conjointement avec les autres sociétés faisant partie du même groupe d'édition :

BOMPIANI, ETAS LIBRI, SONZOGNO, de même que ADELPHI et BORINGHIERI.

Le schéma classique qui constitue la contribution principale offerte par l'expérience des EDITIONS FABBRI en matière de know-how de l'édition — la série de fascicules vendus dans les kiosques et ensuite réunis en volumes pour être proposés au public à domicile — prouve sa vitalité et s'enrichit de nouveaux éléments et de nouvelles possibilités.

Les archives iconographiques, qui sont parmi les principales du monde, ont apporté une contri-

bution décisive à un grand nombre d'ouvrages connus dans le domaine des arts, de la musique, de l'histoire, des sciences naturelles et aux séries plus répandues de grande vulgarisation, et continuent à permettre de préparer des ouvrages dont la réalisation alimente et complète à son tour ce patrimoine qui a été et est à la base des co-éditions internationales.

Alors que s'ouvre la nouvelle année scolaire, les étudiants par dizaines et dizaines de milliers dans tous les types d'écoles — et surtout dans les écoles primaires où les EDITIONS FABBRI ont depuis toujours et conservent une position de premier rang — se lancent dans leurs études en s'appuyant sur les livres des EDITIONS FABBRI, textes de base et ouvrages supplémentaires ou complémentaires aux activités parascolaires et destinés à la vulgarisation à l'intention des jeunes.

Une grande entreprise d'édition destinée à satisfaire aux exigences de l'instruction, de la formation et du développement culturel d'un public dont l'ampleur atteint la totalité de la population qui lit et vise à l'accroître.

Consommation

LES EXIGENCES DE LA BEAUTÉ

Si l'est une industrie heureuse, c'est bien celle des cosmétiques. Une croissance qui se situe régulièrement pour l'Europe du Marché commun aux alentours de 10 % par an, en volume, à de quoi satisfaire les plus exigeants. Et il n'y a aucune raison objective — sauf catastrophes d'origine militaire ou économique — de penser que le mouvement va se ralentir : l'hygiène a fort heureusement fait d'énormes progrès, même si c'est par des moyens plus coûteux que l'eau claire, le savon et la brosse ; et tout, dans l'évolution de notre société incite à faire de la jeunesse et de la beauté les conditions premières du bonheur. Qu'importe si l'une et l'autre sont plus apparentes que réelles et si elles sont obtenues par l'artifice ?

La clientèle potentielle des fabricants de produits d'hygiène et de beauté est donc aussi vaste que la population, puisque l'on crée des lignes de produits pour chaque âge, du nourrisson à l'adulte (il n'existe plus de vieillards, en cosmétologie). Les hommes eux-mêmes ont découvert avec ravissement des produits de beauté « virils », et après-shave, désodorisants, laques et crèmes aux noms « masculins » sont venus rejoindre, dans les armoires de toilette familiales, l'arsenal traditionnel et sophistiqué d'une chambre féminine. L'innovation régit ici en souveraine incontestée, même si souvent ses caractéristiques essentielles sont l'emballage et l'augmentation

tion des prix. Industrie d'autant plus heureuse que jusqu'ici aucune législation contraignante, comme il en existe partout pour les produits alimentaires ou pharmaceutiques, ne vient compliquer la tâche des producteurs. Ce ciel serein est cependant en train de se couvrir, au moins sur le chapitre de la législation. Les exigences des consommateurs deviennent de plus en plus nombreuses et précises. Une récente enquête, menée en Italie, a révélé que les vedettes de cinéma et les femmes riches et élégantes avaient perdu beaucoup de leur valeur en tant qu'arguments publicitaires et que les Italiennes, de plus en plus, s'adressent au médecin ou au pharmacien pour vérifier la qualité d'un produit.

Autres controverses

Les problèmes posés par les cosmétiques sont pourtant nombreux et épineux. Au niveau de la fabrication, tout d'abord. En alimentation, aucun fabricant ne peut ajouter à une préparation une substance quelconque, qu'elle soit ou non sur une liste de produits autorisés : c'est une liste « positive » qu'il convient de respecter. Les consommateurs européens réclament l'adoption d'une procédure similaire pour les produits d'hygiène et de beauté. Or, l'insécurité d'un tel système repose sur une seule liste négative des substances dangereuses et prolongées sur son inutilité. Les industriels, eux, restent attachés à l'établissement de listes « négatives » : dans ce cas, l'emploi de toute substance ne figurant pas sur la liste est autorisé. C'est cette dernière solution que s'adapte dans un premier temps, (1) la Commission de la C.E.E. dans son projet de directive, ainsi que le gouvernement italien dans son projet de loi. Le ministère français de la Santé de son côté souhaite que le projet de loi en préparation instaure le système des listes positives, au moins pour les cosmétiques (les colorants présentent, au dire des scientifiques, moins de dangers).

L'inquiétude latente qu'inspirent les centaines de produits chimiques mystérieux (conservateurs, colorants...) qui se sont glissés dans les articles de grande consommation est primordiale dans cette évolution. En France, la mort de plus de quarante bébés en 1972 à cause d'un talc (talc Morhange) additionné accidentellement d'hexachlorophène — bactéricide puissant, mais poison dangereux très utilisé dans les produits d'hygiène — fit, dans la profession et dans l'opinion publique, l'effet d'un coup de tonnerre. Cela ne déclencha pas pour autant, ni en France ni dans les pays voisins, l'adoption de législations spécifiques. Cependant, celles-ci sont en cours d'élaboration. Cela va, on s'en doute, durer très longtemps.

position des produits, mais les substances utilisées empruntent à cette occasion « en nom de baptême », étant bien entendu que l'étiquetage de type pharmaceutique n'apporterait rien aux consommateurs. Aux consommateurs, peut-être, mais aux dermatologues que la victime d'un accident allergique va consulter, quand il ne s'agit pas d'un enfant qui, par mégarde, bu un « lait » de beauté, un étiquetage en clair apporterait incontestablement une aide immédiate. L'organisation professionnelle française est en train d'éditer en trois épais volumes un « code de déontologie ».

Les professionnels, en particulier, s'associeront à communiquer la formule de leurs produits au Centre anti-poisons. Le ministère français a dû, faute de pouvoir faire sauter ce verrou, s'accommoder de cette solution. La nécessité d'indiquer une date à laquelle le produit est périmé pose des problèmes de surveillance des stocks — qui ne doivent pas vieillir, chez les dépositaires et les consommateurs — mais semble en revanche avoir été admise à terme, dans les quatre pays, ainsi que l'indication du poids et la mention des conditions d'utilisation (en particulier la mise en garde contre l'effet du produit sur les muqueuses ou sur les yeux, s'il contient une substance susceptible d'irriter).

Quant à l'intérêt pour le consommateur de connaître non seulement le prix global du produit, mais aussi le prix aux 100 grammes, par exemple, il n'est pas près d'être satisfait. Le double étiquetage des prix permet seul pour la comparaison. Un test comparatif avait révélé naguère que le prix à Paris d'un lait de beauté variait du simple au double, selon les marques. En matière de publicité, on s'oriente vers l'obligation, pour l'industriel, de n'utiliser que des termes et des suggestions visuelles ou auditives, qui soient justifiées scientifiquement. Mais la discussion s'étend sur ce thème à Bruxelles, où les Britanniques sont plus exigeants que leurs partenaires. En France, l'adoption, à la fin

de 1973, d'une loi sévère réprimant la publicité mensongère fait obligation à l'annonceur de fournir la preuve scientifique de ce qu'il avance. Dans les semaines qui ont suivi la publication de cette loi, le Bureau de vérification de la publicité a édité une recommandation précise à l'intention des professionnels pour leur éviter de tomber sous le coup d'une loi d'autant plus inquiétante pour eux que les organisations de défense des consommateurs ont désormais le

droit de les traîner en justice. En tout état de cause, il faudra encore des années avant que la directive que préparent les instances européennes ait force de loi dans les neuf pays du Marché commun. « Les optimistes espèrent l'adoption de la directive pour la fin de cette année », nous a déclaré, avec quelque scepticisme, un fonctionnaire européen. Et à partir de cette date, les États membres auront trente-six mois de délai pour respecter le texte.

Un éternel enfant ?

L'histoire des cosmétiques est à bien des égards exemplaire et mérite réflexion. Les producteurs ont beaucoup de mal à abandonner l'idée qu'ils connaissent mieux que personne les besoins de leur clientèle, qu'il s'agisse de produits nouveaux ou d'information. Le vieux mythe du « secret des affaires », pour la marche de l'entreprise comme pour les méthodes de fabrication, a encore trop d'adeptes. Certes, la plupart des chefs d'entreprise ont une notion très aigüe de leurs responsabilités : les assumer conditionne le succès de leurs affaires. Mais la généralisation de techniques très élaborées a créé le besoin, chez les acheteurs que nous sommes tous, d'une information très large et très précise et de garanties très objectives de sécurité. Continuer à considérer le consommateur comme un éternel enfant, qui doit faire confiance aux « grands », est

irréaliste et à terme peut devenir dangereux pour les entreprises et pour leurs profits.

Il est dommage que les industriels ne consentent qu'à regret à une évolution inéluctable et beaucoup plus rapide qu'ils ne l'espéraient, et que les sains principes d'autodiscipline n'apparaissent que sous la menace d'une réglementation.

En apportant leur appui à l'établissement de règles sévères au lieu d'en freiner l'adoption, ils auraient gagné en crédibilité. La réforme de l'entreprise, qui alimente tant de débats patronaux, consiste sans doute aussi à traiter le consommateur comme un adulte.

JOSÉE DOYÈRE
(Le Monde)

* En collaboration avec EMILIO PUCCI (La Stampa), PATRICIA TISDALL (The Times), HANS STOLLHANS (Die Welt).

QUELQUES CHIFFRES

L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie produisent ensemble pour 14,33 milliards de francs français de produits d'hygiène et de beauté.

Cette branche industrielle est assez concentrée et on note la présence sur les marchés de nombreux produits étrangers, américains notamment. Les sociétés à capitaux étrangers figurent dans la plupart des cas dans le peloton de tête des firmes productrices.

La distribution reste très spécialisée dans les quatre pays et on observe une croissance assez rapide des ventes dans les pharmacies. Voici quelques points de repère chiffrés pour 1973.

Allemagne fédérale

3,3 milliards de D.M. de chiffre d'affaires (5,37 milliards de F.F.), dont plus du tiers sont dus aux produits pour cheveux. Ce chiffre est en croissance de 13,90 % par rapport à 1972. Cent soixante-dix firmes, dont cent de taille industrielle, assurent la production. Les six plus grosses assurent à elles seules 59 % du marché. Les boutiques spécialisées attribuent la moitié des produits.

Grande-Bretagne

Chiffre d'affaires : 280 millions de livres sterling (3,36 milliards de F.F.), en croissance de 10 % par rapport à 1972. Cent vingt sociétés représentent 95 % du chiffre d'affaires de la branche. Dans certains domaines, une firme produit plus de 80 % du chiffre d'affaires. Les détaillants spécialisés contrôlent environ la moitié du marché. A elles seules les pharmacies Boots, (qui est aussi un gros fabricant) assurent 28 % de la distribution. A noter : les ventes à domicile représentent 17 % de l'ensemble.

Italie

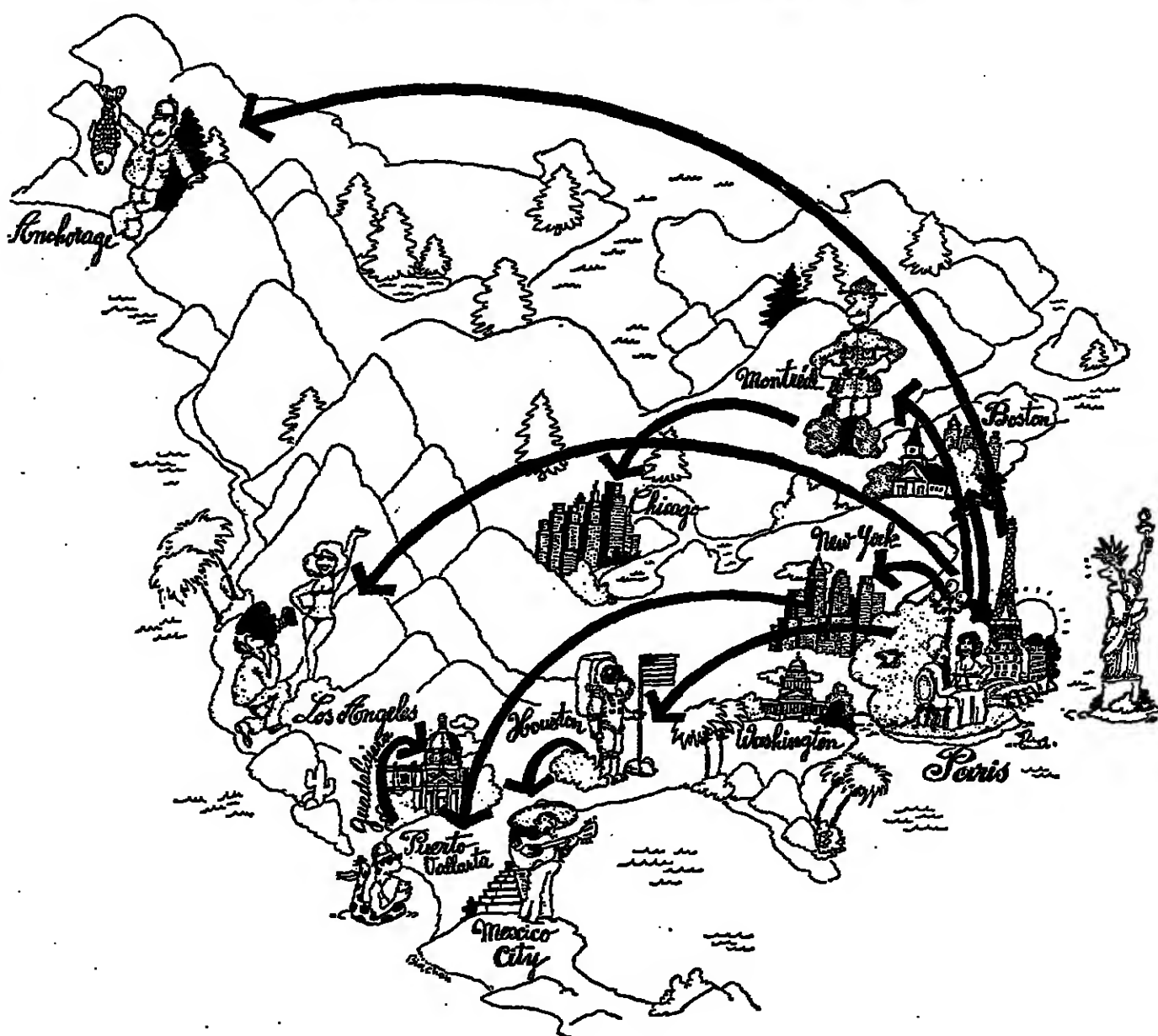
Un chiffre d'affaires de 310 milliards de lire (2,26 milliards de F.F.) à la production (+ 14 %, sur 1972), tandis que, au détail, le chiffre des ventes atteint 323 milliards de lire (2,28 milliards de F.F.), en raison des importations. Trente pour cent de la production sont dus aux produits de beauté. La plupart des firmes vont à capitaux étrangers.

France

Un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de F.F. dont le quart est réalisé à l'exportation. Ce chiffre est en croissance de 11 % par rapport à 1972. Il existe quatre cent soixante-quinze entreprises, dont deux cent soixante-quinze assurent la quasi-totalité du chiffre d'affaires. Cinquante entreprises assurent les trois quarts de ce chiffre, et trente sociétés les trois quarts des exportations.

Les détaillants spécialisés assurent près de la moitié de la distribution des produits. Les pharmacies vendent près de 10 % des produits, tandis que les grandes surfaces en vendent 24 %.

Paris: porte de l'Amérique. Le saviez-vous ?



Aviez-vous déjà remarqué le nombre de liaisons aériennes entre Paris et l'Amérique du Nord ? Ainsi Paris est votre point de départ idéal à destination d'Outre-Atlantique.

Air France relie Paris à 11 villes du Canada, des Etats-Unis et du Mexique. Des vols sans escale desservent Montréal, New York, Houston, Boston et Anchorage.

Non seulement nous maintenons toutes nos lignes à destination de l'Amérique du Nord, mais nous avons le souci d'améliorer sans cesse le service à bord. Et c'est bien agréable de trouver un personnel qui parle votre langue et qui prend soin de vous pendant le vol, et également une fois arrivé.

En effet, dans toutes les villes desservies par Air France, vous trouverez un bureau d'accueil, soucieux de faciliter au maximum votre séjour.

AIR FRANCE
Nous vous comprenons.

CLÉN
organise le classement de vos **DOSSIERS**

La petite trousse Clén en plastique à transformation en quelques années les méthodes de classement.

Léger, maniable, muni d'une poignée exclusive, facile à référencer et à transporter, il devient très vite indispensable à celui qui l'utilise.

Deux exemples parmi plus de 150 modèles.

PROFESSIONNEL
2.540 F. net

FAMILIAL
1.338 F. net

Exposition - Informations
35, av. FRIEDLAND
PARIS 8^e - Tél. PARIS : 901.16.73

Documentaire présenté en reconnaissance à la loi n° 70-518 du 21 mai 1970 relative à l'information des consommateurs.



DIRECTEUR DES VENTES

+ 120.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils de mesure, recherche son Directeur des Ventes. Il participera à l'élaboration de la stratégie commerciale, à la définition des objectifs de vente et à la constitution des budgets. Il sera ensuite maître de toute action dans le cadre de sa division pour atteindre les résultats : mise en place des axes tactiques, recherche de débouchés, lancement de produits nouveaux, organisation commerciale, recrutement, formation, animation et contrôle des hommes (100 personnes). Son coefficient personnel devra lui permettre de s'intégrer à l'équipe existante, de collaborer étroitement avec les autres Directions, et d'être à l'extérieur un homme de relations et le premier vendeur de sa division. Ce poste conviendrait à un cadre de haut niveau, âgé d'au moins 38 ans, ayant si possible une formation supérieure, mais justifiant en tout état de cause d'une riche expérience de vente de produits industriels acquise dans plusieurs sociétés et d'une antériorité dans des fonctions d'animation et de commandement. La connaissance de l'anglais serait très appréciée. A la rémunération annuelle de départ de l'ordre de 120.000 F s'ajoutent d'importantes primes liées à la réalisation des objectifs. Ecrire à Paris.

Réf. A/2142M

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

120.000 F

Une importante société de parfumerie de renommée internationale, recherche, dans le cadre de l'expansion de son chiffre d'affaires au sein d'un marché français très compétitif, son Directeur Commercial France. Rendant compte à la Direction Générale et en étroite collaboration avec elle pour la définition de la politique et la fixation des objectifs, il aura à diriger, animer et contrôler une dizaine de cadres représentants de la société, appuyés dans leur action par une équipe de démonstratrices. Il sera en contact avec une clientèle de détaillants exclusifs. Il aura en outre la responsabilité du suivi des dossiers. Il pourra compter sur l'aide fonctionnelle du service administratif commercial chargé de la facturation et de l'ordonnement. Il participera enfin au lancement des nouveaux produits. Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ESSEC, Sup de Co.,) et ayant acquis une expérience confirmée de l'animation et de la négociation commerciale sur le marché français ou sein d'une société diffusant des produits sélectifs. La pratique de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Il aura à sa disposition une voiture de fonction. Ecrire à Paris.

Réf. A/2044BM

CONSULTANT ENTRETIEN-TRAVAUX NEUFS

95.000 F

Paris — PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. fait partie d'un groupe multinational de Consultants de Direction intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, le département d'Entretien et Maintenance recherche un Consultant. Avec une très grande autonomie, il interviendra au niveau des directions générales des sociétés clientes dans les domaines : études et travaux neufs, gestion économique de la maintenance (structures, politique et méthodes, sous-traitance, gestion des coûts et des pièces détachées, ...) formation du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 32 ans ou moins, diplômé d'une école d'ingénieur (A. & M. ou équivalent) et ayant acquis une expérience pratique des problèmes d'entretien et travaux neufs au sein d'entreprises industrielles ou d'une société de conseil. La connaissance de l'anglais serait souhaitable. Ce poste implique de fréquents déplacements. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 95.000 F. Une formation continue selon un plan personnalisé lui sera assurée. Assez rapidement ce poste peut déboucher sur l'animation d'une équipe de consultants. Ecrire à Paris.

Réf. A/1062EM

RESPONSABLE EXPORTATION S.A.V.

90.000 F

Télé-Informatique — Une division d'un très important groupe français, spécialisée dans la fabrication et la vente de matériels de haute technicité recherche, pour répondre à sa forte expansion nationale et internationale, le Chef du Service Exportation S.A.V. Sous l'autorité du Directeur des services Après-Vente et en étroite collaboration avec le Directeur Exportation, il aura pour mission de définir, coordonner et harmoniser la politique Après-Vente à l'étranger : ouverture de filiales ; contrôle de la sous-traitance étrangère ; élaboration, uniformisation des contrats de maintenance à l'exportation ; animation d'une équipe opérationnelle chargée de la maintenance à l'étranger, etc. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans de formation supérieure (grande école d'ingénieurs) ayant acquis une solide expérience des problèmes à l'exportation d'un service Après-Vente, si possible dans le domaine informatique. Une excellente pratique de la langue anglaise et pour le moins de très bonnes connaissances de la langue allemande sont nécessaires. La rémunération annuelle de départ de 90.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Le poste basé en région parisienne Sud nécessite de fréquents déplacements à l'étranger. Ecrire à Paris.

Réf. A/2139M

GESTION DE PRODUCTION

80.000 F

Région Centre — Une importante société française spécialisée dans la fabrication de matériel de mesure électronique et pneumatique recherche pour son unité de fabrication (600 personnes) implantée dans une ville moyenne du Centre, le Responsable de son Service Planning Central. Sous l'autorité du Directeur de la Production et en étroite collaboration avec les services de l'usine et les directions vente et marketing, il sera responsable de la détermination des programmes prévisionnels de fabrication, de l'optimisation des plans de charge des différents ateliers en fonction de leur potentiel réel, de l'ordonnement et du lancement des fabrications, ainsi que du suivi et du contrôle de la réalisation des commandes. Il animera un service d'une quarantaine de personnes couvrant également l'expédition des produits finis. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, âgé de 27 ans minimum, ayant une formation du type A.M., et justifiant d'une expérience d'au moins trois ans en usine dans des fonctions lui ayant permis d'acquies une approche sérieuse des problèmes d'ordonnement-lancement. La connaissance des traitements informatiques est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 80.000 F. Ecrire à Paris.

Réf. A/2140M

TRAITEMENT DES EAUX

Province

Ingénieur de ventes — Une des plus importantes sociétés mondiales de traitement des eaux industrielles, recherche des ingénieurs de ventes pour la région du Nord, et de la Basse-Seine. Sous l'autorité du Directeur Général — France, ils auront pour mission, après une période de formation, de développer la vente de produits bactéricides, anti-corrosion, etc., par le moyen de l'assistance technique à l'industrie pétrolière, pétrochimique, papetière, etc. Ils bénéficieront sur le plan technique, de l'assistance des services européens spécialisés. Ces postes conviendront à des jeunes ingénieurs chimistes, disposant d'une expérience de quelques années dans la vente de produits industriels ou prêts à l'acquies. La rémunération annuelle comprend un fixe important et des primes auxquelles s'ajoutera une voiture de fonction. Les candidats engagés devront nécessairement résider dans la région. L'exceptionnel développement de cette société en Europe permet d'espérer de très bonnes perspectives d'avenir. Ecrire à Paris.

Réf. A/2141M

RÉDACTEUR TECHNIQUE

50.000 F

Un important groupe de revues industrielles et techniques, recherche, pour l'un de ses hebdomadaires, un rédacteur technique. Au sein d'une équipe jeune et entreprenante, collaborant principalement à une rubrique spécialisée dans les problèmes de métallurgie et de construction, il aura pour mission de rédiger des articles destinés aux techniciens de ces secteurs industriels, en s'appuyant sur une documentation abondante et sur ses propres enquêtes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 25 ans, de formation supérieure (Grandes Ecoles, Universités...), ayant acquis une spécialisation en métallurgie et une première expérience industrielle. Cette fonction requiert une grande ouverture d'esprit, une aptitude naturelle pour la rédaction, le sens du dialogue et un esprit critique. Une disponibilité importante ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires ; la lecture de l'allemand serait appréciée. La rémunération de départ sera de l'ordre de 50.000 francs. Ce poste comporte en outre l'attribution du statut de journaliste. Ecrire à Paris.

Réf. A/2138M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques Moyron, 69005 Lyon - Tél. 32-90-43
19, Résidence Flaminio, 93170 Croix - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

Dossier

La crise de l'édition européenne

(Suite de la page 17.)

« Comme éditeur, un fin connaisseur de l'industrie du livre n'attend pas que les gens de lettres un peu trop prolifiques lui proposent leur propre production. Il se verra directeur d'une entreprise qui, dans la substance comme dans le façonnage, saura susciter la plus grande demande et assurer l'écoulement le plus rapide de sa production. »

Ce jugement prophétique d'Emmanuel Kant en 1788 n'a jamais été aussi actuel que de nos jours. Avec sa conception de l'éditeur promu au rang de « manager », il met l'accent sur une évolution qui, depuis l'aube du système éditorial, a transformé les librairies d'Europe en une véritable industrie européenne du livre. Le rôle prépondérant sur le marché de quelques seigneurs isolés de l'édition est révolu. Le « gentleman publisher » a vécu. Comme dans la plupart des secteurs de l'économie, des plans se sont substitués à lui, les entreprises interdépendantes aux filiales multiples. Un regard sur la structure des chiffres d'affaires de chacun des grands groupes le montre clairement. Le numéro un anglais, le groupe Longman, dont le chiffre d'affaires a atteint l'an dernier près de 28 millions de livres sterling, appartient à Pearson Longman, qui détient également des participations dans des journaux et magazines, notamment dans le Financial Times. Outre la vieille maison d'édi-

et en raison d'impératifs de rentabilité et d'organisation, les grands industriels du livre doivent fonder leurs programmes sur la publication d'ouvrages à fort tirage susceptibles de leur apporter de gros chiffres d'affaires. Ils se trouvent placés dans la nécessité de tout miser sur les best-sellers internationaux. Car les éditeurs placent si haut la valeur des œuvres de leurs auteurs à succès que le succès viendra bientôt à manquer aux maisons de moyenne envergure si elles ne prennent pas la précaution de protéger

leurs arrières en s'intégrant à des groupes ou à d'autres secteurs de l'économie. Il n'en reste pas moins que la spéculation sur les best-sellers n'est pas toujours assurée d'être payante et que certaines maisons de renom international portent aujourd'hui encore les stigmates de leurs déboires financiers avec les mémoires de Stéphanie Staline. L'expérience a montré que ne devenant véritablement best-sellers que les ouvrages qui répondent à un besoin déjà manifeste ou latent du lecteur.

La seule chance des « petits »

édite. Surtout, il connaît les difficultés auxquelles se trouve confrontée la moyenne édition. Alors, pourquoi irait-il, par excès d'ambition, se briser sur ces rochers ?

Les petites maisons comme Rogner-Bernhard et Smith ont une autre conception que les grands éditeurs de l'attitude à adopter vis-à-vis du « livre à succès ». Ainsi sortit-il superflu d'interroger l'éditeur Quersloher-Buecherer-Reinhardt (groupe Bertelsmann), le plus expansionniste du continent européen, sur le contenu théorique des romans qu'il publie, sur les finesses ou les nuances de leur style, sur leur qualité littéraire ou sur leurs défauts.

Car un homme comme Mohr est avant tout un de ces industriels pragmatiques pour lesquels le commerce traditionnel de l'édition n'est pas une fin en soi, mais un tremplin pour de multiples activités. Certes, la Guetersloher-Buch Industrie, qui gère des filiales dans l'Europe entière, la fabrication et la diffusion du livre jouent encore un rôle essentiel, mais elles ont cessé de constituer depuis longtemps le plus important.

L'évolution des prix de fabrication des livres

En janvier 1973, l'éditeur londonien Leo Cooper, modeste mais réputé, a calculé lors de la conclusion du contrat avec l'auteur le coût d'un volume de William Moore, « The Thin Yellow Line ». Déterminant les différents éléments du prix de revient, la compagnie a pour un tirage de 3 000 exemplaires avec le prix finalement obtenu en mars 1973. Ce dernier était supérieur d'un tiers aux prévisions.

Evaluation		Facture finale	
Impression	585 £	673 75 £	
Corrections	85 £	82,45 £	
Matériaux	85 £	230,50 £	
Papier	250 £	414,82 £	
TOTAL	1 145 £	1 451,42 £	

Ainsi, avant même les frais de reliure, le prix total de fabrication de l'édition avait augmenté de 33,42 %, ce qui, compte tenu du coefficient multiplicateur élevé entre le prix de fabrication et le prix de l'emplacement en librairie, avait porté le prix final à 4,85 £ de plus le prix évalué au départ et indiqué à l'avance dans les prospectus à titre d'évaluation.

grande et la petite édition. Rompant, à l'âge de quarante ans, avec la carrière qu'il poursuivait dans une maison d'édition de moyenne importance, Smith fonda, il y a cinq ans, l'entreprise Maurice Temple Smith Limited : un bureau, une secrétaire, un téléphone, une comptabilité, une unité de distribution, les livraisons étant assurées par des entreprises de prestations de services.

Plus que sceptiques envers cette nouvelle expérience, les experts étaient convaincus de son échec. Mais deux ans après, ils furent obligés de saluer ce qui apparaît aujourd'hui comme un miracle de l'édition anglaise : le bilan de Maurice Temple Smith était équilibré, et cela après la parution de seulement dix titres ayant pour thème l'histoire, la sociologie et la pédagogie.

Actuellement, Smith édite vingt titres par an. Il n'est pas dans ses intentions de devenir un géant. Il ne tient pas à poursuivre une expansion qu'il ne serait maintenant possible d'atteindre. Il tient à soigner personnellement et pour lui-même, chacun des titres qu'il

Comparaison entre les industries de l'édition

ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

Prix de deux mille maisons d'édition apportent tous les ans sur le marché allemand du livre plus de quarante mille nouveaux titres. Les cinq maisons dont le chiffre d'affaires — pour la seule édition — est le plus fort sont dans l'ordre de leur chiffre d'affaires brut de 1973 :

— Gruppe Bertelsmann	109 millions de D.M.
— Klett	87 millions de D.M.
— Edition Otto Maier, Ravensburg	70 millions de D.M.
— Westermann	66,5 millions de D.M.
— C'est seulement à la sixième place qu'apparaît une des vieilles maisons d'édition fort renommées pour les belles-lettres, les Editions Rowohlt. Son chiffre d'affaires s'élève à quelque 30 millions de D.M., dont la plus grande partie, il est vrai, est réalisée grâce aux programmes de livres de poche.	44 millions de D.M.

GRANDE-BRETAGNE :

En 1973, les éditeurs de Grande-Bretagne ont sorti trente-quatre mille nouveaux titres. Les cinq plus grandes maisons d'édition sont dans l'ordre de leur chiffre d'affaires brut :

— Longman Penguin	27,5 millions de £
— Oxford University Press	22 millions de £
— E.P.C. Publishing	20,1 millions de £
— Associated Book-Publishers	19 millions de £
— Dans les rangs suivants on trouve le groupe Hamlyn, les publications Thomson, Pergamon Press, Marshall, Morgan-Scott, Hodder Heinemann et Granada.	12,5 millions de £

FRANCE :

Le nombre de titres publiés en 1973 n'est pas encore exactement connu, mais il ne sera guère éloigné de celui de 1972 : 22 000. Principaux chiffres d'affaires pour 1973 :

— Hachette	3 302 827 000 F
— Presses de la Cité	(dont 664 419 000 F pour l'édition)
— Larousse	355 638 000 F
— Reader's Digest	288 608 000 F
— 125 808 000 F	

ITALIE :

En 1973, le nombre de titres publiés en Italie a été environ de seize mille. Les principaux chiffres d'affaires sont les suivants :

— Mondadori	81 millions de lire (*)
— Einaudi	70 millions de lire (*)
— Agostini	33 millions de lire
— Fabbri	(dont 16,5 pour les livres)
— Sansoni	20 millions de lire (*)

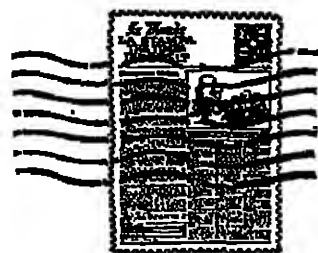
(*) La part des livres dans la ventilation du chiffre d'affaires n'a pas été communiquée.

الكتاب في العمل

in européenne

Buenos-Aires, octobre 1974

Un « bond en avant » à partir de la plate-forme agricole ?



C'EST le dernier rite « gauchiste » qui s'est maintenu depuis l'Altiplano tropical du Nord jusqu'aux déserts gelés du Sud, voisins des glaces de l'Antarctique. Le feu brûle des bûches de « quebracho », bois dont les Anglais de Manchester tiraient le tanin destiné au traitement des peaux. La viande, gros morceau de bœuf fraîchement détaché de la peau de l'animal sacrifié, est placée de façon à être cuite seulement par la chaleur et non par les flammes. Les hôtes contemplent attentivement et sans impatience. Il faut du temps pour préparer un bon « asado » : cela est admis tant par le citadin que par l'homme de la « pampa ». L'« asado » se prépare aussi bien dans un « patio » de Buenos-Aires que dans la cour de l'usine la plus reculée. A l'intérieur de la cosmographie économique de l'Argentine, ces foyers constituent une très importante constellation.

Durant un siècle, la richesse du pays a été calculée en bêtes de bétail et en tonnes de blé. Puis l'industrie a pris une place prépondérante, mais les cinquante millions de bovins qui

passent sur les prés humides aimés entre la côte atlantique, le río Parana et la Cordillère des Andes demeurent le patrimoine qui importe aux Argentins chaque fois qu'ils font un nouvel effort vers un mieux-être.

La clé de voûte du plan triennal mis en place par le président défunt Juan Domingo Peron immédiatement après son retour d'exil demeure la croissance de la production agricole.

Son taux d'expansion annuel doit passer de 1 à 6,5 %. C'est à partir de cette plate-forme que l'économie devrait connaître son grand « bond en avant » avec un rythme de croissance du produit national brut voisin de 7,5 %.

L'objectif est ambitieux. La conjoncture internationale n'est guère favorable. Les investissements publics et privés qui devraient assurer une distribution plus équitable des revenus et le plein emploi tardent. Par conséquent, l'expansion de la consommation intérieure que l'on faisait miroiter devant les chefs d'entreprises pour leur demander une réduction de leurs marges bénéficiaires est un leurre.

Le montant des exportations devrait s'élever cette année à 3 500 millions de dollars contre un peu moins de 3 milliards réalisés en 1973. Mais cet objectif paraît d'ores et déjà compromis : 20 % du volume des exportations sont constitués par la viande, or les principaux acheteurs, l'Italie et la Grande-Bretagne, ont brutalement réduit leurs achats pour enrayer le déficit de leurs balances commerciales.

comme une agression. « L'Etat menace notre civilisation agricole, un mode de vie basé sur les principes les plus sages de notre Constitution », affirment les grands propriétaires. La Sociedad rural, bastion de leurs intérêts, a lancé une grande campagne de mobilisation. Elle traîne de « bandes stalinienne » les techniciens du sous-sécteur d'Etat à l'agriculture qui travaillent sur le projet de réforme. Quant aux masses rurales soucieuses de leur niveau de vie, elles sont à ses yeux « comme des éléphants, elles ne pensent pas ».

Pour l'heure, de sombres manœuvres alimentent un climat de marché noir. Au pays de la viande, les boucheries manquent de marchandise. L'association des bouchers vient de lancer un ordre de fermeture des magasins pour huit jours afin de protester contre la pénurie et la spéculation. Les éleveurs répliquent que les prix maxima fixés par le gouvernement ne sont pas assez rémunérateurs, en dépit d'une récente augmentation de 10 %.

Actuellement l'Argentine débourse 2 dollars pour acheter 1 kilogramme de viande mais son revenu moyen mensuel est de 200 dollars. La viande est une denrée chère, même si son prix est bien inférieur à celui que paye le consommateur européen. Les feux de l'abondance pâlissent. Volée par une nébulosité opaque, la constellation de l'« asado » présente des contours incertains.

José Gelbard, ministre de l'économie, accuse : « Nous sommes confrontés au problème des approvisionnements depuis que, récemment, les petites entreprises ont perdu confiance dans les objectifs fixés par le gouvernement. Nous sommes persuadés qu'une grande partie des problèmes du marché sont nés des conjonctures et des provocations de ces pygmées. »

Cependant l'inflation a été ramenée de 80 à 25 % et le chômage de 6,1 à 4,3 %. Les réserves monétaires ont dépassé 12 000 millions de dollars. Au cours des six premiers mois de cette année le produit national brut s'est accru de 6,2 % par rapport à celui de la période correspondante de l'année dernière. La diversification des marchés d'exportation, et notamment l'ouverture vers l'Est européen, devrait résoudre les problèmes des débouchés.

Si le développement à long terme est lié à l'agriculture, c'est l'industrie qui représente aujourd'hui l'élément le plus dynamique. La production industrielle est en forte croissance depuis de nombreuses années. Les désordres qu'a connus la consommation intérieure ont coûté la vie à de nombreuses petites entreprises. La remise en ordre de la production a été un obstacle insurmontable pour ceux qui se trouvaient hors des grands circuits commerciaux. Le mouvement de confiance suscité par le retour de Peron lié à une relative stabilité monétaire ont pourtant favorisé un essor de la consommation. Mais cela n'a été qu'une parenthèse rose.

Les usines ne parviennent plus à absorber les nouveaux

immigrants qui affluent depuis les frontières étrangères ou intérieures de la pauvreté vers les centres industriels. Le journaliste bolivien, l'artisan italien, le commerçant syrien ou libanais désargentés peuplent à vitesse croissante cette tour de Babel qui étouffe les infrastructures de villes déjà en crise.

L'Argentine est un animal dont le corps est à moitié vide et la tête hypertrophiée. Plus du tiers des habitants vivent dans la capitale et un nombre approximativement égal se répartit dans une demi-douzaine de villes voisines. Comme un œil qui grossit, déforme et happe certains traits de la société argentine jusqu'à les rendre obsédants, Buenos-Aires observe ses propres maux, enveloppée dans un froid détachement, qui est l'un des traits de son cosmopolitisme petit-bourgeois.

Cent cinquante mille logements vides à travers la ville constituent l'arme de guerre des propriétaires immobiliers mobilisés contre le blocage des loyers. Les nouveaux locataires qui ne sont pas protégés par la loi sont contraints de payer des sommes mensuelles égales ou supérieures aux loyers new-yorkais ou parisiens. Dans ces conditions les bidonvilles prolifèrent jusque dans le centre de la capitale. En 1955, quatre vingt mille personnes y vivaient, aujourd'hui elles sont plus d'un million. Ce sont les « villas miséris » ou triste folklore de la pauvreté à l'ère où les antagonismes sociaux sont enracinés. Là les feux de l'« asado » ne sont que de pâles flammèches.

LIVIO ZANOTTI.
(La Stampa)

Grain de sel

PÉNURIE D'ACCIDENTS

UNE chose est sûre : les routes le deviennent davantage. Soudain l'automobiliste s'assagit. La ceinture obligatoire réduit-elle l'audace de la stupidité ? Ou bien le prix de l'essence convainct-il de ne pas gaspiller le liquide énergétique dans des collisions superflues ? Ou est-ce que l'accélération frénétique amuse moins les gens ? Toujours est-il que le nombre des accidents croît moins vite, et que celui des morts et des blessés, immédiats ou consécutifs, se réduit sensiblement.

S'en réjouir ? Faut-il, lorsque la récession nous guette, vraiment s'en réjouir ? A jouer ainsi avec les activités, le travail des hommes, des investissements ainsi privés d'un marché satisfaisant, c'est maintenant la vie économique du pays qui est mise en balance. En 1972, en France, selon des estimations qui n'ont toujours paru curieuses mais sur lesquelles les discours des responsables s'accordaient, une mort représentait pour la collectivité une dépense de 320 000 francs. Depuis, la mort a dû, elle aussi, augmenter et avoisiner maintenant, disons, 400 000 francs. Mille cinq cents morts en moins (je sacrifie les blessés à la clarté de la démonstration), c'est 600 millions de francs, soit 60 milliards de francs anciens, retirés du circuit économique, c'est une production intérieure brute maladroïtement amputée.

On meurt moins et tout le monde est frappé : les ambulances et les cobayes n'atteignent pas les chiffres fixés par le plan ; les salles de réanimation de chirurgie d'urgence, inemployées, ont des « temps morts » ; les imprimeurs de faire-part, les fleuristes pour les couronnes, les remorqueurs et les ramasseurs de carcasses automobiles, voient surgir une catastrophe période de vaches maigres... Non loin, les avocats, les notaires, les compagnies d'assurances et pas mal d'autres ne savent plus sur quel volume d'affaires répartir des frais généraux qui sont l'essence même et l'honneur de toute profession. Quant aux gendarmes, aux hélicoptères, aux crayons à bille pour les constats, aux pellicules photographiques, aux flashes utilisés pour faire foi, autant de consommations qui se réduisent inmanquablement.

La sécurité a bon dos : elle est déflationniste. Elle désarticule, dans sa victoire, l'équilibre si patiemment construit entre toutes les professions, chacune recourant à l'autre, la justifiant et l'alimentant, chacune comptant sur l'autre pour assurer, bon an, mal an, une croissance normale grâce à laquelle l'élévation du niveau de vie de nos compatriotes est tant bien que mal obtenue.

Nous avons, en France, un ministre de la qualité de la vie. La dénomination en impose... Mais, à négliger les aspects quantitatifs de l'existence, les tributs à payer, à organiser pour que le fonctionnement de la machine nationale persévère sans trop d'à-coups, ne risque-t-on pas, quelque jour, sans accident, sans collision, sans activité économique induite, les plus affreux réveils ? L'automobile, dans nos beaux pays modernes, a toujours eu quelque chose du Minotaure : il faut régulièrement lui donner à manger. Sa sous-alimentation nous menace.

GÉRARD LAUZUN.

Vers une autre imposition

« Nous devons atteindre les deux cents millions de têtes », soutient le gouvernement. Théoriquement possible, la multiplication du cheptel est en réalité étroitement liée au mode d'exploitation des propriétés agricoles. C'est la raison pour laquelle un nouveau système

d'imposition est à l'étude. Celui-ci tendrait à récompenser la productivité et à sanctionner les propriétaires latifundiaires. L'oligarchie agricole est violemment opposée à ce projet. Les deux cents familles « légendaires » qui possèdent 40 % de la terre considèrent ce projet

Pour une entreprise de confection de renommée internationale nous recherchons

GRAND ESPACE A PARIS

- magasin de vente
- exposition

Prière de prendre contact avec ma secrétaire à Paris



tous les jours de 9 h. à 11 h.
même le samedi.
Tél PARIS : 277-5815.



Vous êtes exigeants, vous aimez l'extraordinaire. Réalisez votre rêve, devenez propriétaires.

STUDIOS - 2 PIÈCES - SUITES DE 3 PIÈCES

Les techniques de construction utilisées, l'esthétique et l'équipement luxueux donnent à ces appartements une valeur exceptionnelle, en font un placement sûr et rentable. Vous y trouverez tous les services que peut offrir un hôtel de classe internationale. Et cela va beaucoup plus loin qu'un service de grande classe, qu'une cuisine gastronomique, qu'un choix de restaurants ou de possibilités de loisirs et de détente. C'est le prestige de Maritim. C'est tout cela que vous achetez.

Prix fermes et définitifs. Etablissement immédiat des actes notariés. Livrables immédiatement. Avantages fiscaux. Taux hypothécaire 7,12 % (taux d'intérêt effectif 9,92 % seulement). Venez vous en rendre compte par vous-même ou demandez notre documentation détaillée.

MARITIM

Maritim Hotelgesellschaft mbH 4902 Bad Salzungen, Hertfelder Str. 16
Téléphone : (0522) 54-1.

MARITIM

RÉSIDENCE MARITIME TRAVEMÜNDE

Appartements en pleine propriété de grande classe

Et vous ?

La Foire Internationale de Dakar est la lère concrétisation d'une volonté commune : développer les équipements d'un ensemble de nations en ouvrant leurs portes aux investisseurs du monde entier.

A la Foire Internationale de Dakar, toutes les conditions sont réunies pour que l'économie de l'Afrique de l'Ouest fasse un bond spectaculaire. 43 nations seront présentes : les pays de l'Afrique de l'Ouest pour s'équiper, les nations industrielles pour investir. Toutes pour échanger leurs services, leurs productions, leur potentiel économique et commercial dans une optique africaine.

Pendant 18 jours, Dakar sera le centre économique privilégié d'une immense région en construction. La Foire Internationale de Dakar vous attend.

Elle vous offre toutes les facilités des grandes foires internationales...

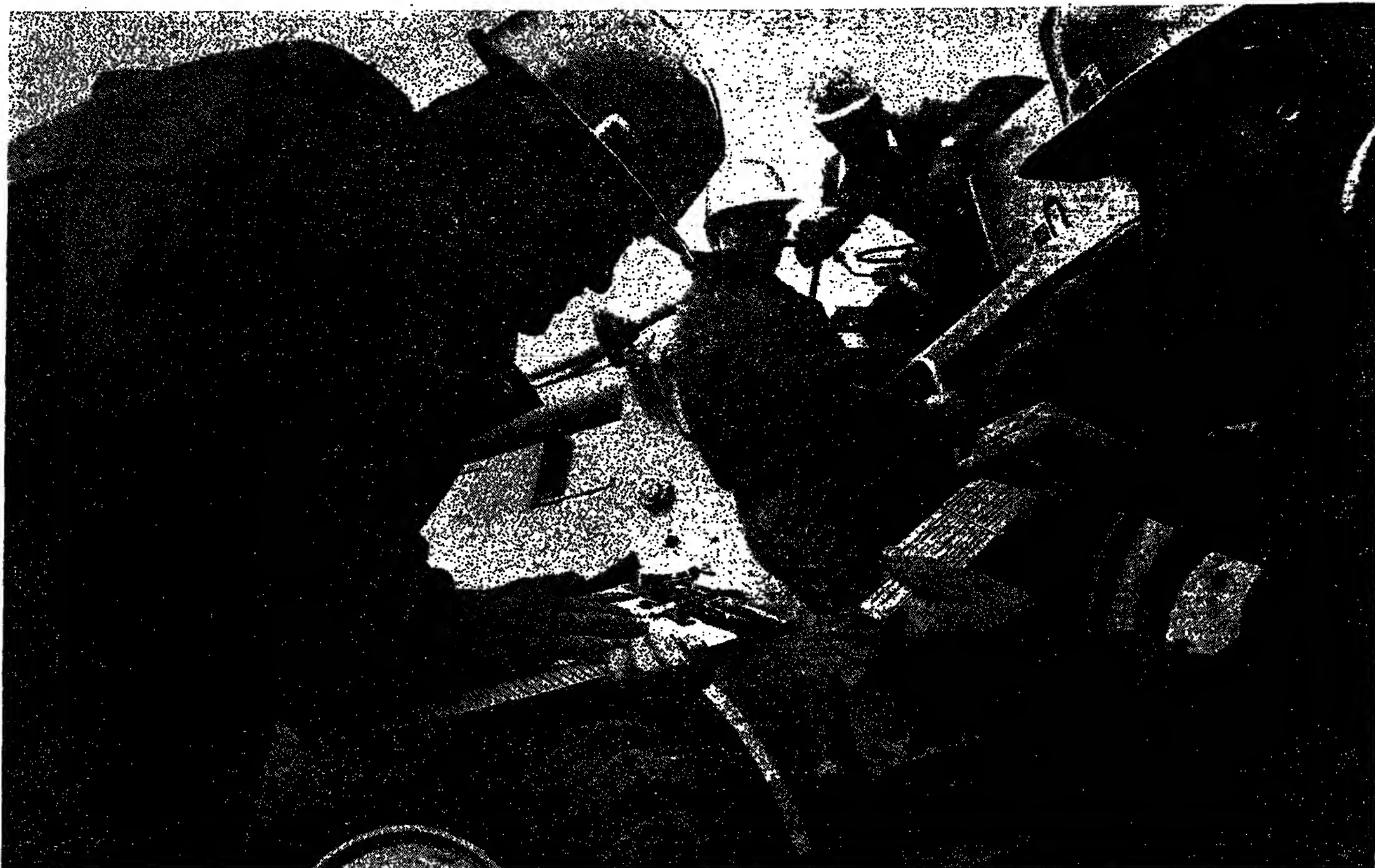
plus la mer et le soleil. Des hôtels de classe internationale et un Centre de Congrès ultra-moderne sont implantés au bord de l'une des plus belles plages du monde, à la lisière d'un continent à découvrir.

Pour toute information : Foire Internationale de Dakar, BP 3329 - Dakar - Sénégal - Tél. FIDAK 430 SG.



FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR

Foire Internationale de Dakar. La 1^{re} Foire de l'Afrique de l'Ouest, 28 Novembre, 15 Décembre 1974.



Un potentiel d'études deux fois plus fort.

Fiat-Allis : un nom nouveau dans l'industrie du matériel de travaux publics. Mais un nom qui veut déjà dire beaucoup de choses.

Fiat-Allis a intégré les équipes d'ingénieurs de deux grands constructeurs de matériel de travaux publics : Fiat et Allis-Chalmers. Pour chaque produit futur, pour chaque amélioration technique, il y a maintenant des moyens d'études deux fois plus importants.

La compétence de Fiat-Allis s'étend à toutes les catégories de machines. Aux dozers, depuis le petit 46 chevaux jusqu'à l'HD 41, le premier bulldozer du monde à avoir franchi avec succès le mur des 500 chevaux. Aux chargeurs sur pneus. Aux chargeurs sur chenilles. Aux excavateurs hydrauliques. Aux graders et aux scrapers.

Dès le départ, Fiat-Allis est installée aux premiers

rangs mondiaux. Avec une gamme complète d'engins. Avec des usines implantées sur trois continents. Et avec un réseau de vente et d'assistance qui couvre 125 pays.

L'industrie américaine et l'industrie européenne n'ont peut-être jamais été aussi loin ensemble. Deux énormes entreprises mettant en commun leur spécialisation dans les travaux publics, leurs moyens de production et de recherche, leurs ressources financières.

Fiat-Allis veut maintenant rendre la vie un peu plus dure à ses concurrents. En construisant de meilleures machines. En assurant un meilleur service. Et en apportant la preuve à ses clients qu'on peut être grand et ne pas oublier à qui on le doit.

Fiat-Allis a de l'ambition, beaucoup d'ambition. Mais derrière le nom Fiat-Allis, il y a plus que cela.

Nous n'avons pas que de l'ambition.

FIAT-ALLIS

CARNET

Naissances

— Le docteur René Bérout et Mme. née Monique Dupont, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Séverine.
23 septembre 1974.
4, rue Victorien-Sardou, Paris-19^e.
— M. et Mme Jean Guillet ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Aurélien.
Le 26 septembre 1974.
31, rue Wimpeling.
67 000 Strasbourg.

Fiançailles

— Mme Michel Bal, née Monique Gayet, M. Pierre Jourdan et Mme, née Marie Savigny, sont heureux d'annoncer la fiançailles de leurs enfants, Christine et Charles.
Paris. Lyon.

Mariages

— Mme M. Chéreau-Chalant, M. et Mme B. Dreyfuss, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Yvelin et Kenneth, célébrés dans l'intimité le 28 septembre, à Strasbourg.
— M. et Mme Louis Valsade, M. et Mme Henri Lohar, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Christine et Jean-Marie, qui sera célébré le vendredi 4 octobre à Paris.

Décès

— M. Pierre Barbizet et son fils Yann, M. et Mme Paul Barbizet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Albert BARBIZET, née Charlotte Petiques, survenu à Venise le 22 septembre 1974.
Les obsèques ont eu lieu à La Clotat (Bouches-du-Rhône), dans la plus stricte intimité.

— Mme Roger Guillemain, M. et Mme Maurice Faure, MM. Patrick et Philippe Faure, Les familles Guillemain, Peyronnet, Faure et Charles, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Roger GUILLEMAIN, professeur honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de l'Instruction publique, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 22 septembre 1974. La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Romain de Sévres (92) le mardi 1^{er} octobre à 9 heures, et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Vaugrard. Cet avis tient lieu de faire-part.
17, rue de la Convention.
75 015 Paris.
28, boulevard Raspail, 75 007 Paris.

— M. et Mme François Duviard, M. et Mme Jeanne François, Véronique et Guillaume, M. et Mme Dominique Laborier, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Mme veuve Eugène MARSAU, née Blanche Kinkle, survenu le 28 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-deuxième année. La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Romain de Sévres (92) le mardi 1^{er} octobre à 9 heures, et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Vaugrard. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Rajda NAJMAN, née Guterman, est morte le 22 septembre 1974. L'inhumation a lieu le mardi 1^{er} octobre 1974, au cimetière de Bagneux, à 16 heures.
Salama Najman, Berthe Burko-Falcman, Jacques Burko, Judith Myriam, Perle Guterman, Elara Bonikman. Cet avis tient lieu de faire-part.
56, rue de La Rochebeaucourt, 75 008 Paris.
35, rue Saint-Sebastien, 75 011 Paris.

— Mme Ellen Planès, M. Jean-Pierre Planès, M. et Mme Yves Aubert, M. et Mme Michel Planès, Caroline et Dominique, M. et Mme Guy François, Le docteur et Mme Claude Ricour et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ellen PLANÈS, inspecteur principal honoraire du Service national des permis de conduire, expert près la cour d'appel et les tribunaux, survenu le 26 septembre 1974, dans sa soixante et onzième année, muni des sacrements de l'Eglise. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 28 septembre, à l'église de Marcey-les-Orvres (Manche). Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église Saint-Honoré d'Eylau.

« La Châteline », Marcey, 50 300 Avranches.
« La Saulière », 60 610 Julouville, 28, boulevard Flaudin, 75 116 Paris.
37, avenue Victor-Hugo, 75 116 Paris.
— Le conseil d'administration et le personnel de la Société anonyme Sella-Etwa ont le profond regret de faire part du décès de M. Ellen PLANÈS, président de la Société, survenu le 26 septembre 1974, à l'âge de soixante-dix ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Paris.
Julouville-Eatrou, Saint-Pair-sur-Mer (Manche).

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

S. 1. - Objets d'art. Meubles du XVIII^e s. estampilles. Porcelaine et faïence anciennes. Tapis. MM. Lacombe.
M^{re} Adèle Picaud. 11, rue de la Harpe.
S. 4. - Ap. déces. Beau mobilier. M^{re} Delorme.
S. 6. - Atel. Testard. Beaux meubles. M^{re} Robert.
S. 14. - Ameublement. M^{re} Bolagrad.

— M. Emile Saquet, M. et Mme Jean-Paul Saquet, M. Jean-François Saquet, M. et Mme Yves Tournemolle, Mlle Isabelle Saquet, Les familles Saquet et Raes, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Emile SAQUET, née Gabrielle Bourbonnais, survenue à Nice le 19 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Une messe a été célébrée en l'église Saint-Barthélemy de Nice. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière des Batignolles, le lundi 23 septembre 1974.
27, rue du Général-Sarrail.
92 220 Bagneux.

— Le baron A. STRINGA et la baronne, née Marie-Laure Frécon, leur fils Terence, Mme Laurence Frécon, M. Alain Frécon, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de leur fils, frère, petit-fils et neveu, Alexandre Jean-Baptiste, survenu à Varone le 16 juillet, à l'âge de neuf mois.
1, via San Pietro Incarnario, Varone (Italie).
311, rue de Vaugrard, 75 015 Paris.
Stanford University California (U.S.A.).

Remerciements

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, M. et Mme François Calletau et leurs enfants, la famille, dans l'impossibilité de leur répondre personnellement, remercient toutes les personnes ou organisations qui, par l'envoi de fleurs, de lettres ou de télégrammes, ou par leur présence aux obsèques, se sont associées au deuil qui les frappe en la personne de M. Antoine COURRIÈRE, sénateur, maire de Cuxes-Cabardès, président du groupe socialiste au Sénat.

— La famille de Gérard DETOGASSOUX, très touchée dans son immense chagrin par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été manifestées, remercie chacune très sincèrement.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès du grand-père, Michel BOUYARD, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

MARDI 1^{er} OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calées nationales des monuments historiques : 15 h, métro Saint-Paul, Mme Chupuis : « Hôtel Poulletier : les massacres de septembre à la prison de la Force ». 15 h, rue de Richelieu, M. et Mme Leprieux : « La Bibliothèque nationale ». — Rue Bihet, 40, entrée de l'hôpital : « Hôpital Saint-Louis » (Mme Ferrand). — 15 h, métro Maubert : « Zénaga sur la montagne Sainte-Genève » (Jadis et Négoci). — 15 h, façade église Saint-Gervais : « Hôtels de Beaulieu, d'Aumont de Sens » (M. de La Roche).

CONFÉRENCES. — 14 h. 45, Institut de France, M. Philippe Saint-Marc : « Le culte des mûssances » (Académie des sciences morales et politiques). 20 h. 30, rue Bergère, 26, docteur Jean Schatz : « Présentation de l'acupuncture : ses indications » (l'Histoire et la Connaissance).

« Indian Tonle », c'est l'un des SCHWEPPE'S Bitter Lemon c'est l'autre SCHWEPPE'S.

JUSTICE

Tandis que le recrutement contractuel est prolongé
L'intégration des avocats dans la magistrature sera facilitée

Une disposition concernant l'intégration directe dans la magistrature des avocats, avoués, huissiers de justice et agréés est actuellement en cours d'élaboration. Le projet de loi organique récemment déposé pour abaisser l'âge de la retraite à soixante-cinq ans pour tous les magistrats, conformément à la loi organique du 17 juillet 1970 (article 32 du statut de la magistrature), les auxiliaires de justice ne peuvent durant cinq ans être magistrats dans le ressort du département où ils exercent leur activité. Mais, selon le projet de loi présenté par M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, cette incompatibilité ne jouera plus que pour le ressort du tribunal de grande instance.

POLICE

Cette modification résulterait d'une demande des chefs de juridiction (cours d'appel) désireux de s'attacher des avocats souhaitant rentrer dans la magistrature, sans toutefois s'écarter trop de leur domicile. De plus, le recrutement contractuel (trois, cinq ou sept ans), prévu par la loi du 17 juillet 1970, va être prolongé jusqu'au 31 décembre 1980, soit cinq années de plus. Ce mode d'accès temporaire à la magistrature est notamment ouvert aux auxiliaires de justice, aux magistrats en retraite ainsi qu'à certains fonctionnaires licenciés en droit.

L'effectif budgétaire, c'est-à-dire théorique des magistrats, est de 4 775, 4 500 postes étant effectivement pourvus. Au 1^{er} février, les vacances seront de l'ordre de

180, auxquelles s'ajouteront les créations de poste pour 1975 (100) et les départs en retraite. Sur ce dernier point, le plus fort excédent, « vague » de départ, est attendu pour 1976. L'abaissement de l'âge de la retraite doit se faire progressivement pour être définitivement à soixante-cinq ans au 31 décembre 1979.

Poursuivi pour fraude électorale
LE DOCTEUR PEYRET AFFIRME AVOIR ÉTÉ INCULPÉ SUR SA DEMANDE

Le docteur Claude Peyret, député U.D.R. de la Vienne, inculpé de fraude électorale après la plainte déposée par treize de ses adversaires aux élections municipales de Brigueuil-le-Chantre en mars 1973 (le Monde du 22-23 septembre), dit vouloir en finir avec cette « fabulation » de fraude électorale. M. Peyret a affirmé que « le dossier ne comportait aucun élément nouveau par rapport aux affaires pour lesquelles ses adversaires ont déjà été condamnés, soit par des instances judiciaires ». Par contre, « à-t-il ajouté, je produirai des témoignages du plus haut intérêt qui me permettront de les conjurer définitivement, ainsi que ceux qui les insinuent, et de faire satisfaction avec la plus extrême sévérité leurs actes diffamatoires et calomnieux ».

SOCIÉTÉ

LES HARKIS
GRÉVISTES DE LA FAIM
ONT QUITTÉ ÈVREUX
POUR S'INSTALLER
A L'ÉGLISE DE LA MADELEINE

Entamé à Evreux le 4 septembre par deux harkis, le mouvement de grève de la faim de la Confédération des Français musulmans d'Algérie qui comprend maintenant six grévistes (le Monde) des 6 et 23-30 septembre) continue depuis le 20 septembre à l'église de la Madeleine à Paris.

Cette grève est destinée à faire aboutir les revendications des Français musulmans posées au moment de la campagne présidentielle, notamment « leur reclassement professionnel et la possibilité de libre circulation entre la France et l'Algérie ».

Dans une communication faite du 20 au 23 septembre, la Nouvelle Action française et les comités faire front ont apporté leur soutien aux harkis grévistes de la faim.



6 jours de prix follement bas,
6 jours de folles affaires à tous les étages,
sur 6 niveaux, pour la femme, la jeune fille
ou l'enfant et pour la maison : des articles de qualité,
(nous sommes Aux Trois Quartiers!)
à des prix follement EXCEPTIONNELS.
Venez les découvrir et en profiter.

LA FEMME

BONNET tricoté. Différents coloris à partir de

18 F

IMPERMEABLE gabardine, polyester et viscose. Beige ou bouteille.

280 F

MANTEAU poli de chameau double boutonnage.

450 F

CHEMISIERS en jersey acrylique, différentes impressions.

45 F

JUPE en tweed (acrylique mélangé) doublée écossaise.

120 F

ROBE en étamine acrylique imprimée.

190 F

DEBARDEUR acrylique à torsades. Ecu, bouteille ou noir.

30 F

NUIT longue en maille polyamide. Nil, noir ou orange.

25 F

TEE-SHIRT dentelle polyamide stretch imprimée sur fond blanc.

20 F

Le SLIP assorti

7 F

ENSEMBLE soutien-gorge armature ou souple et slip en dentelle polyamide.

25 F

COLLANT MOUSSE 15 deniers.

2,50 F

JEUNE FILLE

PULL acrylique jacquard, col V, manches longues. Fond rouge ou corail.

47,50 F

PULL shetland décollé V ou ras du cou.

40 F

ACCESSOIRES

PARAPLUIE télescopique imprimé.

35 F

BOTTE. Talon 6 cm. Semelle cuir. Marron ou noir.

180 F

ENSEMBLE fantaisie. Le gant :

18 F

L'écharpe :

30 F

SAC de voyage. Tissu enduit. Tons mode.

65 F

L'ENFANT

BLOUSON tissu enduit, col et doublure fourrure acrylique. Coloris marron ou havane. Du 2 au 14 ans. Toutes tailles.

75 F

JUPE évasée en biais, lainage écossais. Du 4 au 16 ans. Le 8 ans.

45 F

SALOPETTE velours imprimé 100% coton. Du 6 mois au 2 ans. Le 1 an

32 F

PANTALON velours imprimé 100% coton. 2 - 3 - 4 ans :

29 F

LA MAISON

ENSEMBLE LITIERIE matelas ressorts sommier relax 90 x 190

395 F

LAMPE albâtre

65 F

Spécimen TAPIS feutre, brodé main, fabriqué aux Indes environ 60 x 90

20 F

CUISINE par éléments à poser et à suspendre en 1, 2 ou 3 portes naturel/mandarine l'élément à suspendre 1 porte

120 F

TABLE A L'ITALIENNE assortie

150 F

CHAISE assortie pieds chromés.

35 F

SERVICE DE TABLE coton imprimé. 6 couverts. 140 x 180.

60 F

COMBINE MEUBLE « ALLIBERT » pour salle de bain en polystyrène avec porte, tiroir-coiffeuse.

150 F

ENSEMBLE plaqué frêne teinté WENGÉ (PCV), blanc, comprenant : 1 meuble rangement 1 porte 1 meuble secrétaire étagères 1 meuble 3 tiroirs étagères

1495 F

REMISE 20% sur tous nos canapés transformables.

CANAPÉ hêtre teinté acajou style Victoria, recouvert velours acrylique, or.

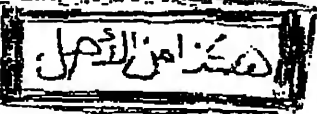
1650 F

Le FAUTEUIL assorti

790 F

AUX TROIS QUARTIERS

Boulevard de la Madeleine
ouvert tous les jours de 9 h à 18 h 30
4 parkings gratuits
Madeleine, Concorde,
Vergennes, Paris, Mairie de Paris



BOBINO
7^e mois de succès
IL ÉTAIT UNE FOIS L'OPÉRETTE
Locat. Théâtre 326-68-70, Agence

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPÉRIENTIELLE
TRIBU
Roland GUENOUN, Aldo NORTIS
organisés les 12 et 13 octobre 1974
UN GROUPE D'EXPRESSION
animé par Roland GUENOUN
Expériences verbales et non
verbales d'expression et de
communication.
Renforcements :
64, rue Condorcet, 75009 PARIS
TEL. : 878-75-49

A PARTIR DU MERCREDI 2
LA PAGODE
57 bis, rue Babouine, tel. 551-12-15
Françoise Rosay
Louis Jouvet
dans
LA KERMESE HÉROÏQUE
le chef-d'œuvre de
Jacques Feyder

CONCORDE • MADELEINE • JONETTE • GARMONT RIVE GAUCHE
CAMBONNE • GARMONT SUD • QUANTIN LATIN
TANNERIE Versailles • TRICYCLE Asnières • ARTEL Nogent • ELAM Reuil

Lancelot du Lac
de
ROBERT BRESSON



MERCREDI
EN VERSION ORIGINALE
BIARRITZ-URSULINES-BONAPARTE
CLICHY-PATHE-ROTONDE-MURAT-LIBERTÉ
RAPT A L'ITALIENNE
Une Production CARLO PONTI
MARCELLO MASTROIANNI
OLIVER REED
RAPT A L'ITALIENNE
CAROL ANDRE NICOLETTA MACHAVELLI LIONEL STANDER DINO RISI
MELLES-MONTREUIL • ARTEL-VILLENEUVE • CARREFOUR-PANTIN
ARIEL-REUIL • ALPHA-ARGENTEUIL • FLANADES-SARCELLES • PARLY 2

FEYDEAU
ou avait fait
une comédie
BERNHEIM en drame
SAGAN
une étude de mœurs.
Avec le trio classique:
le mari, la femme...
et l'autre
SERGIO GOBBI
ou a fait un film
qui, à la fois
charmera,
passionnera,
humblerera,
amusera
le mari, la femme...
et
La RIVALE

Mardi 1^{er} octobre, 20 h. 30 :
Premier Médal à Paris de la ca-
strophe : JANET BAKER, avec
GEOFFREY PARSONS au piano.
Au programme : SCHUBERT,
HAYDN, MAHLER, FAURE, DU-
PARC. Théâtre des CHAMPS-
ÉLYSÉES.

SPECTACLES

théâtres

A.C.T.-Alliance Française, 20 h. 45 :
la Nuit des dauphins.
Comédie Camartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Ouv. des mœurs, 18 h. 30 : Chan-
sons à dix balles ; 20 h. : Gumme
vie tabou ; 21 h. 30 : Causa-
vies ; 22 h. 30 : Causa-
vies ; 23 h. 30 : Causa-
vies ; 24 h. 30 : Causa-
vies ; 25 h. 30 : Causa-
vies ; 26 h. 30 : Causa-
vies ; 27 h. 30 : Causa-
vies ; 28 h. 30 : Causa-
vies ; 29 h. 30 : Causa-
vies ; 30 h. 30 : Causa-
vies ; 31 h. 30 : Causa-
vies ; 32 h. 30 : Causa-
vies ; 33 h. 30 : Causa-
vies ; 34 h. 30 : Causa-
vies ; 35 h. 30 : Causa-
vies ; 36 h. 30 : Causa-
vies ; 37 h. 30 : Causa-
vies ; 38 h. 30 : Causa-
vies ; 39 h. 30 : Causa-
vies ; 40 h. 30 : Causa-
vies ; 41 h. 30 : Causa-
vies ; 42 h. 30 : Causa-
vies ; 43 h. 30 : Causa-
vies ; 44 h. 30 : Causa-
vies ; 45 h. 30 : Causa-
vies ; 46 h. 30 : Causa-
vies ; 47 h. 30 : Causa-
vies ; 48 h. 30 : Causa-
vies ; 49 h. 30 : Causa-
vies ; 50 h. 30 : Causa-
vies ; 51 h. 30 : Causa-
vies ; 52 h. 30 : Causa-
vies ; 53 h. 30 : Causa-
vies ; 54 h. 30 : Causa-
vies ; 55 h. 30 : Causa-
vies ; 56 h. 30 : Causa-
vies ; 57 h. 30 : Causa-
vies ; 58 h. 30 : Causa-
vies ; 59 h. 30 : Causa-
vies ; 60 h. 30 : Causa-
vies ; 61 h. 30 : Causa-
vies ; 62 h. 30 : Causa-
vies ; 63 h. 30 : Causa-
vies ; 64 h. 30 : Causa-
vies ; 65 h. 30 : Causa-
vies ; 66 h. 30 : Causa-
vies ; 67 h. 30 : Causa-
vies ; 68 h. 30 : Causa-
vies ; 69 h. 30 : Causa-
vies ; 70 h. 30 : Causa-
vies ; 71 h. 30 : Causa-
vies ; 72 h. 30 : Causa-
vies ; 73 h. 30 : Causa-
vies ; 74 h. 30 : Causa-
vies ; 75 h. 30 : Causa-
vies ; 76 h. 30 : Causa-
vies ; 77 h. 30 : Causa-
vies ; 78 h. 30 : Causa-
vies ; 79 h. 30 : Causa-
vies ; 80 h. 30 : Causa-
vies ; 81 h. 30 : Causa-
vies ; 82 h. 30 : Causa-
vies ; 83 h. 30 : Causa-
vies ; 84 h. 30 : Causa-
vies ; 85 h. 30 : Causa-
vies ; 86 h. 30 : Causa-
vies ; 87 h. 30 : Causa-
vies ; 88 h. 30 : Causa-
vies ; 89 h. 30 : Causa-
vies ; 90 h. 30 : Causa-
vies ; 91 h. 30 : Causa-
vies ; 92 h. 30 : Causa-
vies ; 93 h. 30 : Causa-
vies ; 94 h. 30 : Causa-
vies ; 95 h. 30 : Causa-
vies ; 96 h. 30 : Causa-
vies ; 97 h. 30 : Causa-
vies ; 98 h. 30 : Causa-
vies ; 99 h. 30 : Causa-
vies ; 100 h. 30 : Causa-
vies ; 101 h. 30 : Causa-
vies ; 102 h. 30 : Causa-
vies ; 103 h. 30 : Causa-
vies ; 104 h. 30 : Causa-
vies ; 105 h. 30 : Causa-
vies ; 106 h. 30 : Causa-
vies ; 107 h. 30 : Causa-
vies ; 108 h. 30 : Causa-
vies ; 109 h. 30 : Causa-
vies ; 110 h. 30 : Causa-
vies ; 111 h. 30 : Causa-
vies ; 112 h. 30 : Causa-
vies ; 113 h. 30 : Causa-
vies ; 114 h. 30 : Causa-
vies ; 115 h. 30 : Causa-
vies ; 116 h. 30 : Causa-
vies ; 117 h. 30 : Causa-
vies ; 118 h. 30 : Causa-
vies ; 119 h. 30 : Causa-
vies ; 120 h. 30 : Causa-
vies ; 121 h. 30 : Causa-
vies ; 122 h. 30 : Causa-
vies ; 123 h. 30 : Causa-
vies ; 124 h. 30 : Causa-
vies ; 125 h. 30 : Causa-
vies ; 126 h. 30 : Causa-
vies ; 127 h. 30 : Causa-
vies ; 128 h. 30 : Causa-
vies ; 129 h. 30 : Causa-
vies ; 130 h. 30 : Causa-
vies ; 131 h. 30 : Causa-
vies ; 132 h. 30 : Causa-
vies ; 133 h. 30 : Causa-
vies ; 134 h. 30 : Causa-
vies ; 135 h. 30 : Causa-
vies ; 136 h. 30 : Causa-
vies ; 137 h. 30 : Causa-
vies ; 138 h. 30 : Causa-
vies ; 139 h. 30 : Causa-
vies ; 140 h. 30 : Causa-
vies ; 141 h. 30 : Causa-
vies ; 142 h. 30 : Causa-
vies ; 143 h. 30 : Causa-
vies ; 144 h. 30 : Causa-
vies ; 145 h. 30 : Causa-
vies ; 146 h. 30 : Causa-
vies ; 147 h. 30 : Causa-
vies ; 148 h. 30 : Causa-
vies ; 149 h. 30 : Causa-
vies ; 150 h. 30 : Causa-
vies ; 151 h. 30 : Causa-
vies ; 152 h. 30 : Causa-
vies ; 153 h. 30 : Causa-
vies ; 154 h. 30 : Causa-
vies ; 155 h. 30 : Causa-
vies ; 156 h. 30 : Causa-
vies ; 157 h. 30 : Causa-
vies ; 158 h. 30 : Causa-
vies ; 159 h. 30 : Causa-
vies ; 160 h. 30 : Causa-
vies ; 161 h. 30 : Causa-
vies ; 162 h. 30 : Causa-
vies ; 163 h. 30 : Causa-
vies ; 164 h. 30 : Causa-
vies ; 165 h. 30 : Causa-
vies ; 166 h. 30 : Causa-
vies ; 167 h. 30 : Causa-
vies ; 168 h. 30 : Causa-
vies ; 169 h. 30 : Causa-
vies ; 170 h. 30 : Causa-
vies ; 171 h. 30 : Causa-
vies ; 172 h. 30 : Causa-
vies ; 173 h. 30 : Causa-
vies ; 174 h. 30 : Causa-
vies ; 175 h. 30 : Causa-
vies ; 176 h. 30 : Causa-
vies ; 177 h. 30 : Causa-
vies ; 178 h. 30 : Causa-
vies ; 179 h. 30 : Causa-
vies ; 180 h. 30 : Causa-
vies ; 181 h. 30 : Causa-
vies ; 182 h. 30 : Causa-
vies ; 183 h. 30 : Causa-
vies ; 184 h. 30 : Causa-
vies ; 185 h. 30 : Causa-
vies ; 186 h. 30 : Causa-
vies ; 187 h. 30 : Causa-
vies ; 188 h. 30 : Causa-
vies ; 189 h. 30 : Causa-
vies ; 190 h. 30 : Causa-
vies ; 191 h. 30 : Causa-
vies ; 192 h. 30 : Causa-
vies ; 193 h. 30 : Causa-
vies ; 194 h. 30 : Causa-
vies ; 195 h. 30 : Causa-
vies ; 196 h. 30 : Causa-
vies ; 197 h. 30 : Causa-
vies ; 198 h. 30 : Causa-
vies ; 199 h. 30 : Causa-
vies ; 200 h. 30 : Causa-
vies ; 201 h. 30 : Causa-
vies ; 202 h. 30 : Causa-
vies ; 203 h. 30 : Causa-
vies ; 204 h. 30 : Causa-
vies ; 205 h. 30 : Causa-
vies ; 206 h. 30 : Causa-
vies ; 207 h. 30 : Causa-
vies ; 208 h. 30 : Causa-
vies ; 209 h. 30 : Causa-
vies ; 210 h. 30 : Causa-
vies ; 211 h. 30 : Causa-
vies ; 212 h. 30 : Causa-
vies ; 213 h. 30 : Causa-
vies ; 214 h. 30 : Causa-
vies ; 215 h. 30 : Causa-
vies ; 216 h. 30 : Causa-
vies ; 217 h. 30 : Causa-
vies ; 218 h. 30 : Causa-
vies ; 219 h. 30 : Causa-
vies ; 220 h. 30 : Causa-
vies ; 221 h. 30 : Causa-
vies ; 222 h. 30 : Causa-
vies ; 223 h. 30 : Causa-
vies ; 224 h. 30 : Causa-
vies ; 225 h. 30 : Causa-
vies ; 226 h. 30 : Causa-
vies ; 227 h. 30 : Causa-
vies ; 228 h. 30 : Causa-
vies ; 229 h. 30 : Causa-
vies ; 230 h. 30 : Causa-
vies ; 231 h. 30 : Causa-
vies ; 232 h. 30 : Causa-
vies ; 233 h. 30 : Causa-
vies ; 234 h. 30 : Causa-
vies ; 235 h. 30 : Causa-
vies ; 236 h. 30 : Causa-
vies ; 237 h. 30 : Causa-
vies ; 238 h. 30 : Causa-
vies ; 239 h. 30 : Causa-
vies ; 240 h. 30 : Causa-
vies ; 241 h. 30 : Causa-
vies ; 242 h. 30 : Causa-
vies ; 243 h. 30 : Causa-
vies ; 244 h. 30 : Causa-
vies ; 245 h. 30 : Causa-
vies ; 246 h. 30 : Causa-
vies ; 247 h. 30 : Causa-
vies ; 248 h. 30 : Causa-
vies ; 249 h. 30 : Causa-
vies ; 250 h. 30 : Causa-
vies ; 251 h. 30 : Causa-
vies ; 252 h. 30 : Causa-
vies ; 253 h. 30 : Causa-
vies ; 254 h. 30 : Causa-
vies ; 255 h. 30 : Causa-
vies ; 256 h. 30 : Causa-
vies ; 257 h. 30 : Causa-
vies ; 258 h. 30 : Causa-
vies ; 259 h. 30 : Causa-
vies ; 260 h. 30 : Causa-
vies ; 261 h. 30 : Causa-
vies ; 262 h. 30 : Causa-
vies ; 263 h. 30 : Causa-
vies ; 264 h. 30 : Causa-
vies ; 265 h. 30 : Causa-
vies ; 266 h. 30 : Causa-
vies ; 267 h. 30 : Causa-
vies ; 268 h. 30 : Causa-
vies ; 269 h. 30 : Causa-
vies ; 270 h. 30 : Causa-
vies ; 271 h. 30 : Causa-
vies ; 272 h. 30 : Causa-
vies ; 273 h. 30 : Causa-
vies ; 274 h. 30 : Causa-
vies ; 275 h. 30 : Causa-
vies ; 276 h. 30 : Causa-
vies ; 277 h. 30 : Causa-
vies ; 278 h. 30 : Causa-
vies ; 279 h. 30 : Causa-
vies ; 280 h. 30 : Causa-
vies ; 281 h. 30 : Causa-
vies ; 282 h. 30 : Causa-
vies ; 283 h. 30 : Causa-
vies ; 284 h. 30 : Causa-
vies ; 285 h. 30 : Causa-
vies ; 286 h. 30 : Causa-
vies ; 287 h. 30 : Causa-
vies ; 288 h. 30 : Causa-
vies ; 289 h. 30 : Causa-
vies ; 290 h. 30 : Causa-
vies ; 291 h. 30 : Causa-
vies ; 292 h. 30 : Causa-
vies ; 293 h. 30 : Causa-
vies ; 294 h. 30 : Causa-
vies ; 295 h. 30 : Causa-
vies ; 296 h. 30 : Causa-
vies ; 297 h. 30 : Causa-
vies ; 298 h. 30 : Causa-
vies ; 299 h. 30 : Causa-
vies ; 300 h. 30 : Causa-
vies ; 301 h. 30 : Causa-
vies ; 302 h. 30 : Causa-
vies ; 303 h. 30 : Causa-
vies ; 304 h. 30 : Causa-
vies ; 305 h. 30 : Causa-
vies ; 306 h. 30 : Causa-
vies ; 307 h. 30 : Causa-
vies ; 308 h. 30 : Causa-
vies ; 309 h. 30 : Causa-
vies ; 310 h. 30 : Causa-
vies ; 311 h. 30 : Causa-
vies ; 312 h. 30 : Causa-
vies ; 313 h. 30 : Causa-
vies ; 314 h. 30 : Causa-
vies ; 315 h. 30 : Causa-
vies ; 316 h. 30 : Causa-
vies ; 317 h. 30 : Causa-
vies ; 318 h. 30 : Causa-
vies ; 319 h. 30 : Causa-
vies ; 320 h. 30 : Causa-
vies ; 321 h. 30 : Causa-
vies ; 322 h. 30 : Causa-
vies ; 323 h. 30 : Causa-
vies ; 324 h. 30 : Causa-
vies ; 325 h. 30 : Causa-
vies ; 326 h. 30 : Causa-
vies ; 327 h. 30 : Causa-
vies ; 328 h. 30 : Causa-
vies ; 329 h. 30 : Causa-
vies ; 330 h. 30 : Causa-
vies ; 331 h. 30 : Causa-
vies ; 332 h. 30 : Causa-
vies ; 333 h. 30 : Causa-
vies ; 334 h. 30 : Causa-
vies ; 335 h. 30 : Causa-
vies ; 336 h. 30 : Causa-
vies ; 337 h. 30 : Causa-
vies ; 338 h. 30 : Causa-
vies ; 339 h. 30 : Causa-
vies ; 340 h. 30 : Causa-
vies ; 341 h. 30 : Causa-
vies ; 342 h. 30 : Causa-
vies ; 343 h. 30 : Causa-
vies ; 344 h. 30 : Causa-
vies ; 345 h. 30 : Causa-
vies ; 346 h. 30 : Causa-
vies ; 347 h. 30 : Causa-
vies ; 348 h. 30 : Causa-
vies ; 349 h. 30 : Causa-
vies ; 350 h. 30 : Causa-
vies ; 351 h. 30 : Causa-
vies ; 352 h. 30 : Causa-
vies ; 353 h. 30 : Causa-
vies ; 354 h. 30 : Causa-
vies ; 355 h. 30 : Causa-
vies ; 356 h. 30 : Causa-
vies ; 357 h. 30 : Causa-
vies ; 358 h. 30 : Causa-
vies ; 359 h. 30 : Causa-
vies ; 360 h. 30 : Causa-
vies ; 361 h. 30 : Causa-
vies ; 362 h. 30 : Causa-
vies ; 363 h. 30 : Causa-
vies ; 364 h. 30 : Causa-
vies ; 365 h. 30 : Causa-
vies ; 366 h. 30 : Causa-
vies ; 367 h. 30 : Causa-
vies ; 368 h. 30 : Causa-
vies ; 369 h. 30 : Causa-
vies ; 370 h. 30 : Causa-
vies ; 371 h. 30 : Causa-
vies ; 372 h. 30 : Causa-
vies ; 373 h. 30 : Causa-
vies ; 374 h. 30 : Causa-
vies ; 375 h. 30 : Causa-
vies ; 376 h. 30 : Causa-
vies ; 377 h. 30 : Causa-
vies ; 378 h. 30 : Causa-
vies ; 379 h. 30 : Causa-
vies ; 380 h. 30 : Causa-
vies ; 381 h. 30 : Causa-
vies ; 382 h. 30 : Causa-
vies ; 383 h. 30 : Causa-
vies ; 384 h. 30 : Causa-
vies ; 385 h. 30 : Causa-
vies ; 386 h. 30 : Causa-
vies ; 387 h. 30 : Causa-
vies ; 388 h. 30 : Causa-
vies ; 389 h. 30 : Causa-
vies ; 390 h. 30 : Causa-
vies ; 391 h. 30 : Causa-
vies ; 392 h. 30 : Causa-
vies ; 393 h. 30 : Causa-
vies ; 394 h. 30 : Causa-
vies ; 395 h. 30 : Causa-
vies ; 396 h. 30 : Causa-
vies ; 397 h. 30 : Causa-
vies ; 398 h. 30 : Causa-
vies ; 399 h. 30 : Causa-
vies ; 400 h. 30 : Causa-
vies ; 401 h. 30 : Causa-
vies ; 402 h. 30 : Causa-
vies ; 403 h. 30 : Causa-
vies ; 404 h. 30 : Causa-
vies ; 405 h. 30 : Causa-
vies ; 406 h. 30 : Causa-
vies ; 407 h. 30 : Causa-
vies ; 408 h. 30 : Causa-
vies ; 409 h. 30 : Causa-
vies ; 410 h. 30 : Causa-
vies ; 411 h. 30 : Causa-
vies ; 412 h. 30 : Causa-
vies ; 413 h. 30 : Causa-
vies ; 414 h. 30 : Causa-
vies ; 415 h. 30 : Causa-
vies ; 416 h. 30 : Causa-
vies ; 417 h. 30 : Causa-
vies ; 418 h. 30 : Causa-
vies ; 419 h. 30 : Causa-
vies ; 420 h. 30 : Causa-
vies ; 421 h. 30 : Causa-
vies ; 422 h. 30 : Causa-
vies ; 423 h. 30 : Causa-
vies ; 424 h. 30 : Causa-
vies ; 425 h. 30 : Causa-
vies ; 426 h. 30 : Causa-
vies ; 427 h. 30 : Causa-
vies ; 428 h. 30 : Causa-
vies ; 429 h. 30 : Causa-
vies ; 430 h. 30 : Causa-
vies ; 431 h. 30 : Causa-
vies ; 432 h. 30 : Causa-
vies ; 433 h. 30 : Causa-
vies ; 434 h. 30 : Causa-
vies ; 435 h. 30 : Causa-
vies ; 436 h. 30 : Causa-
vies ; 437 h. 30 : Causa-
vies ; 438 h. 30 : Causa-
vies ; 439 h. 30 : Causa-
vies ; 440 h. 30 : Causa-
vies ; 441 h. 30 : Causa-
vies ; 442 h. 30 : Causa-
vies ; 443 h. 30 : Causa-
vies ; 444 h. 30 : Causa-
vies ; 445 h. 30 : Causa-
vies ; 446 h. 30 : Causa-
vies ; 447 h. 30 : Causa-
vies ; 448 h. 30 : Causa-
vies ; 449 h. 30 : Causa-
vies ; 450 h. 30 : Causa-
vies ; 451 h. 30 : Causa-
vies ; 452 h. 30 : Causa-
vies ; 453 h. 30 : Causa-
vies ; 454 h. 30 : Causa-
vies ; 455 h. 30 : Causa-
vies ; 456 h. 30 : Causa-
vies ; 457 h. 30 : Causa-
vies ; 458 h. 30 : Causa-
vies ; 459 h. 30 : Causa-
vies ; 460 h. 30 : Causa-
vies ; 461 h. 30 : Causa-
vies ; 462 h. 30 : Causa-
vies ; 463 h. 30 : Causa-
vies ; 464 h. 30 : Causa-
vies ; 465 h. 30 : Causa-
vies ; 466 h. 30 : Causa-
vies ; 467 h. 30 : Causa-
vies ; 468 h. 30 : Causa-
vies ; 469 h. 30 : Causa-
vies ; 470 h. 30 : Causa-
vies ; 471 h. 30 : Causa-
vies ; 472 h. 30 : Causa-
vies ; 473 h. 30 : Causa-
vies ; 474 h. 30 : Causa-
vies ; 475 h. 30 : Causa-
vies ; 476 h. 30 : Causa-
vies ; 477 h. 30 : Causa-
vies ; 478 h. 30 : Causa-
vies ; 479 h. 30 : Causa-
vies ; 480 h. 30 : Causa-
vies ; 481 h. 30 : Causa-
vies ; 482 h. 30 : Causa-
vies ; 483 h. 30 : Causa-
vies ; 484 h. 30 : Causa-
vies ; 485 h. 30 : Causa-
vies ; 486 h. 30 : Causa-
vies ; 487 h. 30 : Causa-
vies ; 488 h. 30 : Causa-
vies ; 489 h. 30 : Causa-
vies ; 490 h. 30 : Causa-
vies ; 491 h. 30 : Causa-
vies ; 492 h. 30 : Causa-
vies ; 493 h. 30 : Causa-
vies ; 494 h. 30 : Causa-
vies ; 495 h. 30 : Causa-
vies ; 496 h. 30 : Causa-
vies ; 497 h. 30 : Causa-
vies ; 498 h. 30 : Causa-
vies ; 499 h. 30 : Causa-
vies ; 500 h. 30 : Causa-
vies ; 501 h. 30 : Causa-
vies ; 502 h. 30 : Causa-
vies ; 503 h. 30 : Causa-
vies ; 504 h. 30 : Causa-
vies ; 505 h. 30 : Causa-
vies ; 506 h. 30 : Causa-
vies ; 507 h. 30 : Causa-
vies ; 508 h. 30 : Causa-
vies ; 509 h. 30 : Causa-
vies ; 510 h. 30 : Causa-
vies ; 511 h. 30 : Causa-
vies ; 512 h. 30 : Causa-
vies ; 513 h. 30 : Causa-
vies ; 514 h. 30 : Causa-
vies ; 515 h. 30 : Causa-
vies ; 516 h. 30 : Causa-
vies ; 517 h. 30 : Causa-
vies ; 518 h. 30 : Causa-
vies ; 519 h. 30 : Causa-
vies ; 520 h. 30 : Causa-
vies ; 521 h. 30 : Causa-
vies ; 522 h. 30 : Causa-
vies ; 523 h. 30 : Causa-
vies ; 524 h. 30 : Causa-
vies ; 525 h. 30 : Causa-
vies ; 526 h. 30 : Causa-
vies ; 527 h. 30 : Causa-
vies ; 528 h. 30 : Causa-
vies ; 529 h. 30 : Causa-
vies ; 530 h. 30 : Causa-
vies ; 531 h. 30 : Causa-
vies ; 532 h. 30 : Causa-
vies ; 533 h. 30 : Causa-
vies ; 534 h. 30 : Causa-
vies ; 535 h. 30 : Causa-
vies ; 536 h. 30 : Causa-
vies ; 537 h. 30 : Causa-
vies ; 538 h. 30 : Causa-
vies ; 539 h. 30 : Causa-
vies ; 540 h. 30 : Causa-
vies ; 541 h. 30 : Causa-
vies ; 542 h. 30 : Causa-
vies ; 543 h. 30 : Causa-
vies ; 544 h. 30 : Causa-
vies ; 545 h. 30 : Causa-
vies ; 546 h. 30 : Causa-
vies ; 547 h. 30 : Causa-
vies ; 548 h. 30 : Causa-
vies ; 549 h. 30 : Causa-
vies ; 550 h. 30 : Causa-
vies ; 551 h. 30 : Causa-
vies ; 552 h. 30 : Causa-
vies ; 553 h. 30 : Causa-
vies ; 554 h. 30 : Causa-
vies ; 555 h. 30 : Causa-
vies ; 556 h. 30 : Causa-
vies ; 557 h. 30 : Causa-
vies ; 558 h. 30 : Causa-
vies ; 559 h. 30 : Causa-
vies ; 560 h. 30 : Causa-
vies ; 561 h. 30 : Causa-
vies ; 562 h. 30 : Causa-
vies ; 563 h. 30 : Causa-
vies ; 564 h. 30 : Causa-
vies ; 565 h. 30 : Causa-
vies ; 566 h. 30 : Causa-
vies ; 567 h. 30 : Causa-
vies ; 568 h. 30 : Causa-
vies ; 569 h. 30 : Causa-
vies ; 570 h. 30 : Causa-
vies ; 571 h. 30 : Causa-
vies ; 572 h. 30 : Causa-<

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



VICTOR LANOUX L'auguste de la mort

La seconde pièce de Victor Lanoux s'appelle « L'auguste de la mort ». Il la monte au théâtre de la Ville, mais n'y joue pas : « Parce que, dit-il, il n'y avait rien pour moi. »

Victor Lanoux, comme beaucoup de comédiens, a débuté dans des tournées minables. Ensuite, il a travaillé avec Villat, avec Flancon, et, parallèlement, il a fait du cabaret. Il n'a jamais joué sur les Boulevards, sauf dans « Le Cheval évanouï » à la création. En tant qu'auteur, il appartient au secteur privé. « Nous autres, auteurs de boulevard », dit-il, un peu crispé. Pourquoi cette crispation ? « Parce que tout est lié à la rentabilité immédiate, dit-il. Parce que je dois mettre en avant le côté « rire ». Mais j'aime m'exprimer par le burlesque. C'est une question de pudeur. On se dit, après tout, je n'invente rien, je raconte des choses que tout le monde sait. Alors, on ne me tait, on ne me fait rire avec. Je choisis de faire rire, parce que ces choses, je veux les raconter. Donc, je travaille avec qui me permet de le faire. Je n'ai eu que cette ouverture. Même pour « Le Tourbillon » (sa première pièce), j'accepte sans réticence. Sinon, même en admettant que j'aie des idées formidables, je pourrais les ranger dans ma valise. »

Victor Lanoux ne subit d'autres contraintes que les limites d'ordre budgétaire.

« C'est seulement en France, je crois, que la frontière entre le privé et le subventionné est si floue. Personnellement, je ne me considère pas comme « auteur de boulevard », parce que je ne le suis pas complètement au premier degré. Mais c'est une distinction qui, finalement, ne correspondrait à rien en Angleterre ou en Allemagne. Je ne sais pas comment on peut définir le style boulevard. Peut-être comme une variation virtuose : arriver à rendre efficace pendant une heure et demie un effet de cinq minutes. Les recettes du ring, toutes les ailes utilisées depuis toujours, elle font partie du passé théâtral. Tout le monde essaie de les utiliser pour leur vertu directe, ou bien pour les casser, les « démythifier ».

La « recette du rire », celle qui « marche » depuis la naissance du théâtre, dépend de la manière dont on mesure des faits très durs, implacables. « Le Pèril bleu » raconte l'histoire d'un enfant blanc qui naît après trente-trois ans de gestation. Il porte en lui la mort, continue son entourage, lui fait prendre conscience... « Je ne conçois pas, dit Victor Lanoux, le comique sans l'arrière-plan de la mort. Je ne conçois rien sans cette conscience. La mort est un clown blanc dont nous sommes les augustes. »

COLETTE GODARD.

Le film « Contre la raison et par la force », qui passe au cinéma le 14 juillet, est sorti le 30 septembre à 14 heures, et mardi 1^{er} octobre à 20 heures, a été réalisé par Carlos Tizet Tejeda et non par Gilvan comme il avait été indiqué dans le « Monde » du 27 septembre. (Gilvan est l'opérateur de ce film avec Angel Flores.)

Cinéma

« LA TERRE PROMISE », de Miguel Littin

Avec *La Terre promise*, film chilien de Miguel Littin tourné en 1972 et présenté pour la première fois à Moscou en juillet 1973, le cinéma politique latino-américain témoigne, une fois de plus, de sa vitalité, mais aussi de son originalité profonde qui le rend incomparable avec les autres cinémas existants. Miguel Littin — et il insiste là-dessus — ne veut pas assener de slogans, de propagande. Comme Glauber Rocha, qu'il admire beaucoup, il utilise les artifices du film de fiction pour conter une histoire très simple qu'il enrichit de tous les apports d'une culture nationale bien précise. Son film, destiné au plus grand nombre, mais d'abord à ses compatriotes, part de faits connus, transposés : « Rappeler dans mon film ce qui s'était produit en 1932, c'était une manière d'aider à lire le présent du Chili à la veille du putsch et le présent », a-t-il déclaré aux Cahiers du cinéma.

Dans les années 30, le malaise économique, la crise, se sont étendus à tout le continent américain, le chômage s'est généralisé au Chili, les paysans qui étaient venus travailler dans les mines de cuivre et de nitrate, au nord du pays, retournent au sud, un coup d'Etat porte au pouvoir le général Marmaduke Grove. Il proclame la révolution socialiste, annonce la nationalisation de plusieurs entreprises étrangères. Mais des dissensions éclatent entre les tenants du pouvoir : Carlos Davis, associé de Grove, se sépare de lui, prône une politique plus prudente sur le plan des nationalisations. Après douze jours, Davis renverse Grove, le fait déporter à l'île de Pâques. Une grève générale de quarante-huit heures des cheminots à Santiago est réprimée dans le sang. En 1934, des occupations de terre dans la région de Ranquil, plus au sud, s'achèvent également par une répression sanglante.

Miguel Littin a un peu mélangé ces événements, combiné les dates, imaginé à partir de cette réalité une histoire en forme de « fresque », selon ses propres termes. Lui-même et ses collaborateurs ont interrogé les survivants de cette grande marche de la faim, de cette colonisation d'un genre particulier. Ils ont filmé dans la région de Colchagua, en étroite collaboration avec les paysans de l'endroit qui, non seulement fournissent la figuration, mais participent activement au tournage, critiquant, en fonction de leurs préoccupations actuelles, la mise en place des situations, la façon de dialoguer. Littin, un temps directeur de l'entreprise d'Etat Chile film, qui voulait

donner aux ouvriers et aux paysans le moyen de s'exprimer par le cinéma, non en paroles mais dans les faits, va assez loin, par fiction interpolée, dans cette direction.

L'histoire de la communauté agricole de Palmita, narrée d'une voix chevrotante par un acteur invisible, revêt dans le présent immédiat sous les traits d'un jeune paysan. Un personnage mythique, créé pour les besoins de la cause, un certain Jose Duran, homme illettré, devient la conscience politique de cette bande de va-nu-pieds. A ses côtés, un vage-bond cultivé dit avoir connu Recabarren, fondateur du parti communiste chilien. Le troupeau errant se fixe à Palmita, crée un microcosme économique, qui fonctionne ; mais Jose Duran sait que ce pouvoir est menacé tant que, partout, le peuple ne sera pas aux commandes. Et d'abord en ville. Un avion rouge tombe du ciel, annonce l'établissement du régime populaire de Grove. Aussitôt Duran part avec une petite troupe au chef-lieu de canton, se heurte à l'hostilité des classes moyennes et de la bourgeoisie, assume un moment l'autorité politique. Mais, quand l'armée de Santiago arrive pour rétablir l'ordre, Duran se retrouve presque seul. Il fuit vers sa communauté d'où l'armée vient l'expulser, lui et les siens. Ils refusent d'abandonner Palmita. C'est le massacre.

Miguel Littin a greffé sur la lutte sociale tout un ensemble de connotations religieuses qui peuvent dérouter le spectateur occidental mais qui naissent pour lui de la nécessité de faire parler le peuple dans sa langue, avec ses préoccupations, donc aussi à travers les symboles religieux hérités de la conquête espagnole dont il renverse la signification. Il ne croit pas à l'universalité, au rebatage des réalités politiques selon les concepts reçus en Occident. Il réunit un film en apparence déordonné, qui a peu à voir avec les œuvres ayant trait de sujets similaires chez nous ou dans les pays socialistes. Tournant en couleurs, avec des moyens matériels corrects, désarticulant son récit au possible, procédant par incises, a partie, avec songs, chevauchements de voix, Littin nous donne l'anti-western par excellence, un film lyrique et coloré sur la lutte des classes en Amérique latine.

Il nous est peut-être difficile, à nous Européens, de bien comprendre la portée d'un tel ouvrage, où semble s'incarner, comme transmise à travers les âges, une protestation millénaire.

LOUIS MARCORELLES.

* 14 Juillet, Saint-Séverin (r.v.o.).

« L'appréciation cinématographique » remplace la censure au Chili

La censure cinématographique, est supprimée au Chili. Ainsi en a décidé, dans un récent décret, le général Augusto Pinochet, chef de l'Etat. Il est vrai que le même texte, selon l'agence Associated Press, crée un conseil d'appréciation cinématographique, qui apparaît étrangement à un organisme de censure. Le nouveau conseil devra veiller à ce que ne soient pas projetés sur les écrans chiliens des films jugés contraires « aux bases fondamentales de la patrie ou de la nationalité », et ceux « contraires à l'ordre public, à la moralité et aux bonnes mœurs », ou ceux incitant le spectateur à commettre des « actions antisociales ».

Ces critères, redoutablement vagues, laissent beaucoup de place à l'appréciation des membres du conseil. Depuis le 21 septembre 1973, neuf films, parmi lesquels le *Dernier Tango à Paris* et, très récemment, le *Violon sur le toit*, ont été interdits au Chili. Selon un général qui l'a visionné, le *Violon* n'est pas visible par les Chiliens, en raison des terments de désagrégation sociale qu'il contient. Le ministre de l'Intérieur, le général Benavides, estime, quant à lui, qu'il s'agit d'un film marxiste. (Le *Violon sur le toit*

est une comédie musicale qui décrit la vie d'une communauté juive en Russie.)

Le décret signé par le général Pinochet précise comment doit s'entendre la notion « d'idées contraires aux bases fondamentales de la patrie ». Le marxisme en est une. Personne n'en sera surpris à Santiago. Mais une certaine liberté est, comme il se doit, laissée aux membres du conseil : il existe d'autres « idées contraires », précise le texte.

Les censeurs n'auront pas la tâche facile. Les idées démocratiques-chrétiennes, par exemple, sont, en ce moment, très mal vues par la junte militaire. Comment déceler la présence d'une idée ou d'une doctrine démocratique-chrétienne dans un film ?

Parmi les œuvres qui, jusqu'ici, ont été autorisées au Chili figurent le *Conformiste* — un film violemment antisocialiste — et le *Charme discret de la bourgeoisie*, où les militaires, pour ne rien dire de la bourgeoisie, ne sont guère ménagés. Les nouvelles dispositions légales inciteraient-elles les membres du conseil d'appréciation chilien à plus de vigilance que leurs prédécesseurs de la censure ?

J.-P. C.

Danse

Saison d'automne

Le renouveau de l'activité chorégraphique amorcé depuis quelques années, se confirme avec une rentrée parisienne riche en spectacles de danse.

Un vieil antagonisme est-il en train de disparaître ? Danse classique et danse moderne tendent à se rejoindre en un langage multiforme, un peu confus, où Nouriev n'est plus très éloigné de Nikolais.

Le Festival d'Automne présente à partir du 1^{er} octobre Alvin Nikolais au Théâtre de la Ville et trois programmes d'avant-garde au musée Galliera (Andrew de Groot, jeune Américain adepte du « spinning » ou acte de tourner, Meredith Monk, dont le travail est à la frontière du théâtre et de la danse, et Strider, un groupe anglais entraîné à la méthode Cunningham). En novembre, Roland Petit vient monter au Théâtre des Champs-Élysées ses dernières créations marseillaises. A partir du 3 octobre, l'Opéra entame un cycle Nouriev et reprend *Un jour ou deux* de Merce Cunningham.

En novembre se sera Nouriev et son Théâtre de la danse directement inspiré de l'école Graham.

Le Théâtre Jean-Villat de Vitry affiche un nouveau ballet de Michel Caserta. Le Théâtre du silence s'annonce au T.E.P. Il y a encore les chants et danses traditionnelles de l'Orissa (Inde) au musée Galliera. Enfin deux des meilleurs ensembles folkloriques, le Ballet national populaire hongrois et l'ensemble polonais Mazowsze se produisent respectivement au Palais des congrès et au Palais des sports.

Le premier passage d'Alvin Nikolais en 1971 au Théâtre de la Ville bouleversa les idées que le public parisien se faisait encore de la danse moderne. Il

découvrait — assez tard — un art du mouvement assez éloigné de la technique de Martha Graham, le produit d'une nouvelle génération américaine.

Ancien élève de Mary Wigman, peintre, musicien, Nikolais a su appliquer à la danse les nouveaux rapports entre les arts et le monde réel qui se sont établis dans les années 50. Pendant vingt ans, avec Murray Louis, il va se livrer à des recherches sur le mouvement et sa situation dans l'espace et le temps. C'est le cinéma qui va lui permettre d'expérimenter ses idées. Très jeune, il avait gagné sa vie en accompagnant au piano les films muets et en improvisant sur les gestes et les attitudes ; cette influence fut déterminante.

Libre, parfaitement maîtrisée, sa danse d'intégrité, se fonde même parfois, dans un univers abstrait, un monde de couleurs, de formes géométriques, de manèges animés, de sons électroniques (Nikolais compose lui-même des musiques adaptées à chaque ballet) de lumières (jeux élaborés d'éclairages, projections d'images, light-show). Son ancien associé Murray Louis a utilisé également le film, mais à des fins didactiques pour expliquer sa conception et sa philosophie de la danse. *Dance as an art form*, suite de cinq courts-métrages en couleurs projetée à la Cité universitaire,

le 13 octobre, à 17 h. 30, complète opportunément le spectacle de Nikolais, d'autant plus que celui-ci sera présent pour le commenter.

Il y a treize ans, Rudolf Nouriev faisait le saut dans le monde occidental. Il découvrit d'autres formes de danse, les annexa l'une après l'autre avec une boulimie furieuse. Il se plia aux styles de Béjart, Roland Petit, Paul Taylor, José Limon. Son rôle est déterminant : il cautionne la danse moderne ; il renvoie la danse académique, invitée de l'Opéra, cet automne, à la chaise de réapparition dans un acte de *La Bayadère*, de Marius Petipa. Petipa légèrement revu et corrigé par lui. Avec *Agon* il affronte les étoiles de l'Opéra en une compétition sur le style balanchinien. *Le Fil prodigue* va lui permettre de montrer son talent de danseur-acteur. *Cirrus Polka*, *Capriccio*, c'est pour s'amuser avec Robbins. *L'Après-midi d'un faune* (version Robbins), c'est le rôle de choix, toutes en harmonie et en souplesse, le triomphe assuré. *Tristan*, c'est l'aventure, une suite de variations sur les thèmes lyriques inspirés par la légende, avec une musique déconcertante de Hans-Werner Henze. La chorégraphie est de Glen Tetley, un Américain qui a dansé chez Alvin Nikolais. — M. M.

RADIO-TÉLÉVISION

Les conditions de retraite faites aux cinq cent cinquante agents de l'ex-O.R.T.F. mis en « position spéciale » restent à régler

M. Giscard d'Estaing reçoit trois des nouveaux P.-D.G. de la Radiotélévision française : M. Pierre Emmanuel (Institut audiovisuel), Jean Cazeneuve (TV 1) et Marcel Jullian (TV 2).

De son côté, le comité directeur de l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.G.T., C.F.D.T., F.O.) a décidé de s'adresser directement au président de la République et de solliciter un « entretien d'urgence » pour une négociation globale sur les problèmes qui se posent aux personnels, notamment aux journalistes, à la suite de la dissolution de l'O.R.T.F.

« Nous ne voulons pas la grève à tout prix », déclarent les représentants syndicaux de l'O.R.T.F. « mais nous y serons contraints si le gouvernement rejette notre demande de négociation globale ou s'il tarde trop à nous répondre ». L'issue de la rencontre entre l'Intersyndicale et M. Rosal, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, qui devrait avoir lieu mardi 1^{er} octobre à 17 h. 30, dépend donc de la décision du gouvernement d'accepter la négociation globale avec les nouveaux présidents-directeurs généraux, réclamée par les représentants syndicaux. En cas de refus, l'Intersyndicale a reçu de la part du personnel de l'Office un mandat pour appeler à la grève.

M. André Rosal, secrétaire d'Etat chargé de la réforme de la radiodiffusion, comptait annoncer une bonne nouvelle aux délégués de l'Intersyndicale de l'O.R.T.F. : la prise en charge par l'UNEDIC des agents de plus de soixante ans de l'Office placés « en position spéciale » (prise en charge qui leur assurerait 70 % de leur traitement). Mais la discussion du problème n'a pu avoir lieu mercredi 25 septembre, lors de la réunion de l'UNEDIC, les représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ayant refusé, comme le proposait M. André Bergeron (P.O.), de l'inscrire parmi les questions diverses.

Le porte-parole du gouvernement, qui se déclare soucieux de régler dans les conditions les plus favorables les problèmes délicats que pose l'éclatement de l'O.R.T.F., espère que la solution offerte par l'UNEDIC apporterait aux intéressés les apaisements légitimes qu'ils réclament. D'une manière générale, les intentions et les recommandations faites par M. André Rosal en faveur des personnels de l'Office (conditions de mises à la retraite, reclassements dans la fonction publique, etc.) constituent, affirme-t-on dans l'entourage du secrétaire d'Etat, une liste déjà longue.

Du côté syndical, le refus opposé mercredi par la C.G.T. et la C.F.D.T. tient au fait qu'il n'y a pas lieu de discuter de mises à la retraite anticipées qui n'ont pas encore été signifiées aux intéressés. Les syndicats, considérant qu'il s'agit, en fait, de licenciements déguisés, estiment en outre que ce transfert de responsabilités et de charges sur l'UNEDIC de la part du gouvernement est une solution de facilité. Enfin, les syndicats proposent que cette question, comme toutes les autres, soit réglée le cadre d'une négociation globale, pour laquelle ils sont prêts à rencontrer les sept présidents de sociétés nationales ou d'établissements publics. La solution UNEDIC ne pourrait constituer qu'un ultime recours.

M. André Rosal considère que cette négociation globale serait en opposition formelle avec l'esprit de la loi, qui a voulu précisément créer des entités distinctes et autonomes. Cette base de discussion paraît donc n'avoir

que peu de chances d'être retenue par le gouvernement.

Combien d'agents de l'O.R.T.F. devraient être concernés par la mise en position spéciale ? Six cent quatre-vingt-dix dossiers d'agents de plus de soixante ans auraient été constitués. Mais, en vertu des dérogations diverses prévues par la loi (enfants à charge, titres de Résistance, etc.), on peut estimer à cinq cent cinquante environ le chiffre réel des retraités anticipés. A titre d'exemple sur les 54 journalistes de l'O.R.T.F. de plus de soixante ans (sur les 1100 qui y travaillaient), il n'y aurait que 40 partants.

Enfin, on considère que, sur un total de 16 000 agents que compte l'Office, quelque 2 300 le « quitteront » au 31 décembre 1974, soit pour partir en retraite anticipée, soit pour rentrer dans la fonction publique, soit, enfin, pour être rattachés au ministère des finances (comme les 1 800 agents de la redevance).

CLAUDE DUREUX.

Si l'O.R.T.F., qui cotise au régime d'assurance chômage complémentaire, avait décidé des licenciements dans les formes classiques, les personnels renvoyés auraient reçu sans difficultés les allocations versées au personnel mis en préretraite (possibilité à partir de cinquante-huit ans), c'est-à-dire 78 % du salaire de référence.

Mais l'article 38 de la loi du 7 août 1974 a placé le personnel âgé de plus de soixante ans « en position spéciale ». Il n'est pas licencié, ne perçoit donc pas d'indemnité de licenciement. Mais il reçoit une rémunération « qui a la qualité d'un salaire » et qu'il continuera de percevoir même s'il reprend un autre emploi. Le montant de cette rémunération serait variable et oscillerait autour de 45 % du salaire.

C'est dire que les agents licenciés sont moins bien traités que les « simples » chômeurs, à cette réserve près qu'ils peuvent cumuler la rémunération prévue par l'article 38 et un nouveau salaire.

La proposition de M. Bergeron tendait à demander à l'UNEDIC de déroger à son règlement en prenant en charge des salariés qui ne sont pas juridiquement des chômeurs et à leur verser un complément pour que leurs ressources totales atteignent les 78 % du salaire, comme pour les autres affiliés.



REX 11 • ELYSEES CINEMA VO • NAPOLEON VI • MIRAMAR VF • MISTRAL VF • CLUNY ECOLES VO
ARTEL NOGENT • PARLY 2 • ALPHA ARGENTEUR • C2L SAINT GERMAIN

LE TANDEM DE
M*A*S*H
DONALD
SUTHERLAND
GOULD

SPY'S

Mercredi

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 30 SEPTEMBRE

CHAÎNE I

13 h. 50 Pour les jeunes : Enigmes.
20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Feuilleton : L'odyssée, d'après Homère.
Réal. P. Rosta. Avec B. Frenay, L. Fages, R. Verley (5).
Les aventures d'Ulysse chez la magicienne Circé, qui a transformé en pourceaux quelques-uns de ses compagnons.
21 h. 35 Émission littéraire : Ouvrez les guillemets, de B. Pivot.
Jules et Arabe, d'A. Memmi ; les Nouvelles Lettres portugaises, de M. J. Barreno ; le Portugal et son avenir, du général Spínola ; la Bessure du nom propre, d'A. Khalil ; Pokouli, de Bessant ; Parpègue, de M. Butk.

CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.
20 h. 35 Actualité : « De la consommation à la raison », avec M. Claude Gruson, ancien directeur de l'INSEE.
21 h. 35 Jeu : Le défi, de J. Olivier, J.-P. et J. Toulard.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Reportage : La psychologie en question, de J. Mousseau. « La perception audiovisuelle ». Réal. Cl. Gallot.

« Le Monde » publie tous les samedis, dimanche et lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

20 h. 35 Film : « Rio Bravo », de H. Hawks (1958), avec J. Wayne, D. Martin, R. Nelson.
L'ancien caissier d'un hôtel, devenu ivrogne et la suite d'un chagrin d'amour, retrouve son courage et sa dignité en résistant à une bande de tueurs aux côtés de son « patron ».
La balade démodée du western, à la fin de son âge classique.

FRANCE-CULTURE

20 h. Festival d'Edimbourg : « Elektra », opéra de R. Strauss, avec B. Nilsson, B. Lindholm, K. Holsten, E. Sæden, B. Ericson, chœur et orchestre de l'Opéra royal de Stockholm.
Direct. B. Klobucar ; 22 h. Indicateur futur, de C. Dunont : l'Inde ; 23 h. 30. Black and blue, de L. Maiton : Retour sur le Festival de Nice ; 23 h. 15. Livre parcours rétrospectif : « L'intégrale de l'œuvre pour deux pianos et piano à quatre mains » (Shtreivinski).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), en direct d'Oslo : Concert U.E.R. Orchestre philharmonique d'Oslo, direct. M. Carls, chœur des solistes norvégiens. Chœur du conservatoire, Chœur des jeunes chanteurs de Lank. T. Valldes, soprano, A. Teletsen, violon ; « Musique scénique de Peer Gynt », G. Grieg, Sæverud, « Eco », A. Nordheim, « Concerto pour violon », Valen ; 23 h. (S.), Récitals symphoniques : « Instrumental symphonique », A. Lemland, « Cinq pièces pour orchestre à cordes », J.-J. Werner, « Symphonie n° 1 », P. Aronin ; 24 h. (S.), Récitals de la musique de chambre, Harmonie à Daria Milhaud ; 1 h. 30 (S.), Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

TELEVISION (chaîne II) : 20 h. 35, M. Claude Gruson répond aux questions de A. Bernard, France-Sol, J.-F. Kahn (Europe 1), J. Matonk, Nouvel Observateur et Ph. Simonnot, le Monde, sur le thème du « gauchisme ». EUROPE 1 : 19 h. 15, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

MARDI 1^{er} OCTOBRE

CHAÎNE I

13 h. 50 Pour les jeunes : Espoir et champion.
20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Variétés : Tempo, de M. Arnaud.
21 h. 35 Magazine : Pourquoi pas ? L'exploit, de J. Goddet et E. Bolland.
Film : « Richard Milhouse Nixon », d'E. de Antonio (1968).

CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.
20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot.
Film : « Richard Milhouse Nixon », d'E. de Antonio (1968).

Montage de documents retraçant la carrière politique de Richard Nixon, président des États-Unis. Élu à la présidence de la Pointe d'Ordre (le procès de McCarthy), de l'Amérique fait appel (l'assassinat du président Kennedy) et de Vietnam, au rôle du cochon (la guerre du Vietnam), se comporte comme dans ses précédents films, en polémiste. Contre Nixon — dont la personnalité le fascine — il utilise l'arme du contre-pour faire apparaître un visage de la vérité. Début : « Il était l'homme le plus puissant du monde » avec la participation de M. Pierre Salinger, ancien porte-parole de la Maison Blanche ; de M. David McGovern, avocat international ; de M. Raymond Carter, directeur de « Paris-Match » ; de M. Philippe Geylaine, journaliste au « Washington Post ».

CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : John l'inséparable.
20 h. 5 Récital Chopin. Avec Mireille Auxietre.
20 h. 40 Dramatique : « La Sonate à Kreutzer », de L. Tolstoï. Réal. R. Cravenne. Avec F. Simon, O. Versois, B. Brionne.
A la fin du dix-neuvième siècle, en Russie un riche propriétaire, qui a fait à sa femme un mariage d'argent, se retrouve,

quelques années plus tard, comme un étranger en face de sa femme. Mais lorsque celle-ci s'embrasera à ses yeux, elle éprouve une folle obsessionnelle.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dictionnaire, émission de R. Pillaudin enregistrée en public : La surréalisme et le temps, avec André Caillaud et

A lire aussi :

DIALOGUES DE FRANCE-CULTURE

En librairie : 17 F

Presses Universitaires de Grenoble
B.P. 47 - 38040 Grenoble Cedex

André Thérion ; 21 h. 30, Atelier de création radiophonique : Palmarès du dixième anniversaire des œuvres radiophoniques primées ; 23 h. 30, Courant alternatif.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Orchestre symphonique de Bourmoult, direct. E. Doreau : « Tamara », Balachouk, « Concerto pour violoncelle et orchestre », Lutoski, suite M. Rostropovitch ; 21 h. 30 (S.), Orchestre symphonique de la S.B.C., direct. P. Boulez : « Pelléas et Mélisande », Debussy ; 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare : 23 h. 15, Chœur masculin, par A. Almira : « Venu des sept tours », durée lue pour environ quatre exécutants, Stockholm ; 23 h. 45, « Ineffable », composition électronique, « Paraphrase », Xenakis ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques : Boccherini, M. Thier, Sibelius, A. Lemland, Mozart ; 1 h. 30 (S.), Nocturnes.

Transports parisiens

MODIFICATIONS DE LIGNES D'AUTOBUS

A dater du 1^{er} octobre, un certain nombre de modifications seront apportées à l'exploitation des lignes d'autobus suivantes :

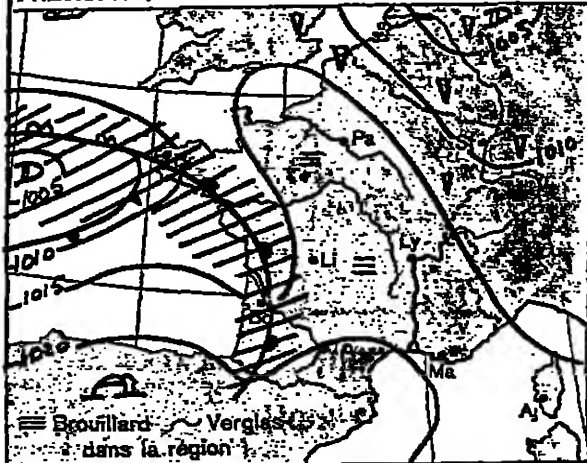
- 33, Porte Maillot - Carrefour de Longchamp. L'exploitation sera limitée au tronçon Porte Maillot - Pré-Castelan jusqu'au 1^{er} avril 1975.
- 66, Opéra - Porte Pouchet, prolongée partiellement à Clignancourt (boulevard Victor-Hugo). Le prolongement de la Porte Pouchet à Clignancourt sera désormais exploité pendant toute la journée, du lundi au vendredi.
- 129 C, Nogent (gare) - Champs-sur-Marne (mairie). La ligne sera prolongée jusqu'à Torcy (La Cloie).
- 129 E, Nogent (gare) - Noyette-Grand (gare des Vins). Création de la ligne.
- 138 B, Sceaux (gare de Robinson) - Butte-Rouge - Sceaux (gare de Robinson) ou Le Plessis-Robinson (zone industrielle). Création d'une antenne Sceaux (gare de Robinson) - Le Plessis-Robinson (Auguste-Rodin) qui sera exploitée aux heures de pointe, les jours ouvrables, et à l'heure d'été, d'une navette 138 N, Clamart - Fontenay-aux-Roses (place de la Division-Leclerc) - Le Plessis-Robinson (Auguste-Rodin) qui sera exploitée aux heures de pointe, les jours ouvrables, les jours ouvrables.
- 244, Pantin (église) - Bondy (Jouhaux-Blum) ou Bobigny (Robespierre - G. Vallant). Amélioration de la desserte de la préfecture de Bobigny.
- 247, Bagnelet (Gallieni) - Livry-Gargan (Chammy). Création de la ligne qui sera exploitée du lundi au vendredi, aux heures de pointe, avec service direct entre Bagnelet et Bondy (Auguste-Pollard).
- 344, Bagnelet (Gallieni) - Bondy (Jouhaux-Blum). Création de la ligne qui sera exploitée du lundi au vendredi, aux heures de pointe, avec service direct entre Bagnelet et Bondy (Auguste-Pollard).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.09.74. A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} 40 74 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 septembre à 6 heures et le mardi 1^{er} octobre à 24 heures :
Des masses d'air venues du nord-ouest ont donné un temps instable et frais dimanche sur toute la France ; elles couvraient encore notre pays lundi, mais une perturbation d'origine atlantique pénétrera en France mardi.

plus variable ; belles éclaircies dans le Midi méditerranéen, brouillards matinaux puis ciel nuageux dans la Centre, le Massif Central et la région parisienne, averse dans le Nord, le Nord-Est et surtout sur les Vosges. Le Jura et les Alpes, où elles seront parfois orageuses.
Les vents, de nord-ouest, seront faibles et les températures varieront peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 14 et 10 ; Bordeaux, 16 et 7 ; Brest, 13 et 5 ; Caen, 13 et 6 ; Charbonnières, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Lille, 10 et 3 ; Lyon, 15 et 8 ; Marseille, 17 et 7 ; Nantes, 16 et 3 ; Nice, 19 et 10 ; Paris - Le Bourget, 14 et 7 ; Pau, 13 et 6 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 14 et 4 ; Strasbourg, 14 et 4 ; Tours, 14 et 4 ; Toulouse, 18 et 8.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 13 et 5 degrés ;

Éducation

Service d'information sur la rentrée universitaire. — Le ministère de l'éducation, le secrétariat d'État aux universités et France-Inter (inter service jeunes) organisent un service d'information « spécial rentrée universitaire » du lundi 30 septembre au vendredi 11 octobre. Ses conseillers d'orientation, des professeurs d'Université, des professionnels et des étudiants en cours d'études se tiennent à la disposition des nouveaux étudiants, de ceux qui changent de cycle et de tous ceux qui ont besoin d'information. Permanence téléphonique : Inter service jeunes, de 9 à 19 heures, sauf le dimanche, 241 - 22-20-40. Accueil au centre d'information et d'orientation Montparnasse, de 10 à 19 heures (sauf le dimanche), 168, boulevard du Montparnasse, Paris-14^e, métro Fort-Royal.

Le Monde

Service des Abonnements
4, rue des Italiens
75 001 PARIS - CEDIX 40
C. P. 427 - 23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
« COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) »
63 F 123 F 177 F 230 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 233 F 342 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
94 F 173 F 252 F 330 F

IL - TURQUIE
104 F 183 F 262 F 370 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnements qui paient par carte postale (trois volets) voudront bien joindre de chaque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérance : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimé en France
à Paris, par les ateliers
PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Journal officiel

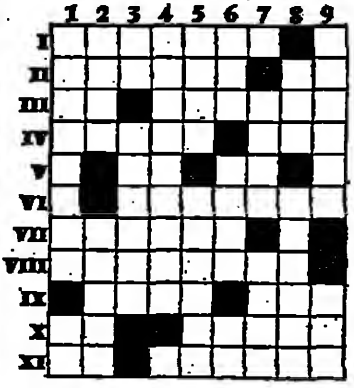
Est publié au Journal officiel du 29 septembre 1974 :

UN DÉCRET
Portant mise à jour du code du travail (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement publié en fascicules séparés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 580



HORIZONTALEMENT

I. Ses plaintes nous laissent absolument insensibles. — II. Passées quand elles sont folles. — VII. Un grand départ. — VIII. Terme musical ; fera un travail minuteur. — IX. Cotte cher quand elle est. — X. Abbréviation ; An cet de la nuit. — VII. Moyens de récupération. — VIII. Bien obligés de se contenter de choses passées. — IX. On la voit fréquemment changer de quartier ; Prénom féminin. — X. Marque une ancienne possibilité ; Corrigé. — XI. Conjon-

tion ; Compagne d'une très vieux travailleur de force.

VERTICALEMENT

1. C'est bien la moindre des choses : Cours étranger. — 2. Li-queur ; Dénonce la corruption quand elle est mauvaise. — 3. Grecque ; Entrées ou sorties. — 4. S'agitent des qu'on veut les examiner. — 5. Recueille parfois des restes ; Greffier. — 6. Point de repère ; Lieu touristique de France ; Blanchissent en vieillissant. — 7. Fait un travail de choix ; Chantait au Paradis. — 8. Pesait lourd ; Maintient un avion. — 9. Sans blagues ; Souvent entendu dans un cabinet dentaire.

Solution du problème n° 559

HORIZONTALEMENT

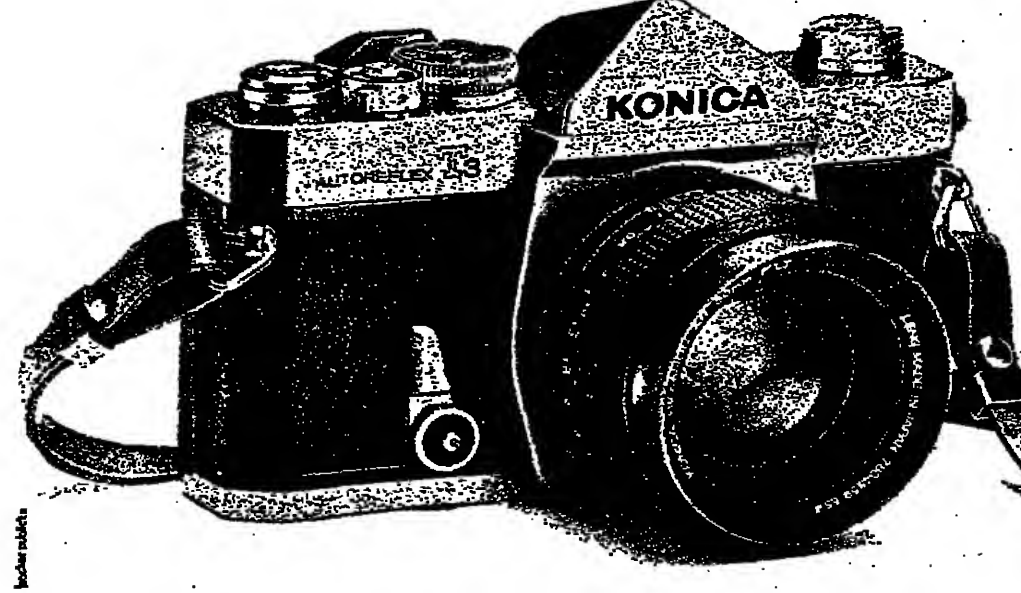
I. Echelle. — II. Na ; I ; Ci ; Roc. — III. Noblesse. — IV. Union ; Éla. — V. Et ; Pous. — VI. Serinette. — VII. Geai ; Tu. — VIII. Suer ; Nier. — IX. Fessier. — X. As ; Demi. — XI. Aïsant.

VERTICALEMENT

1. Ennuis ; Sfax. — 2. Cain ; Ues. — 3. Clerges. — 4. Echottiers. — 5. Lien ; Na ; Ide. — 6. Peintures. — 7. Et ; But ; Irma. — 8. Latte ; In. — 9. Extracurs.

GUY BROUTY.

Pour l'essayer : louez-le...



L'automatisme total du Konica Autoreflex est désormais légendaire, sa robustesse également. L'un et l'autre font la joie de centaines de milliers d'utilisateurs à travers le monde.

Imaginez le plaisir que peut être la photographie avec un appareil très perfectionné qui vous débarrasse totalement des délicats problèmes suscités par le calcul de l'exposition correcte. Le Konica Autoreflex T3 opère pour vous, en toute sécurité, et vous en toute sérénité. Sûr de lui, vous serez sûr de vous.

Avec lui, osez les plus audacieux contre-jours, osez les images les plus incertaines, osez photographier à la tombée du jour. A tout instant, osez saisir

la vie qui passe, sans souci. La qualité et la régularité des résultats vous étonneront, vous séduiront, vous convaincront.

200 des meilleurs spécialistes Photo de France vous permettront de découvrir les extraordinaires possibilités du Konica Autoreflex T3, en vous le louant pour une somme modique, remboursable en cas d'achat. Vous ne risquez rien, sinon, à votre tour, de devenir un fanatique de l'Autoreflex.

La preuve irréfutable de la qualité du Konica Autoreflex T3, c'est vous qui l'apporterez. Documentation et liste des négociants loueurs Konica sur demande.



Donnez-moi le plaisir de louer un Konica Autoreflex T3 à retourner à SCOP, 27, rue du 16^e au 18^e au 19^e au 20^e au 21^e au 22^e au 23^e au 24^e au 25^e au 26^e au 27^e au 28^e au 29^e au 30^e au 31^e au 32^e au 33^e au 34^e au 35^e au 36^e au 37^e au 38^e au 39^e au 40^e au 41^e au 42^e au 43^e au 44^e au 45^e au 46^e au 47^e au 48^e au 49^e au 50^e au 51^e au 52^e au 53^e au 54^e au 55^e au 56^e au 57^e au 58^e au 59^e au 60^e au 61^e au 62^e au 63^e au 64^e au 65^e au 66^e au 67^e au 68^e au 69^e au 70^e au 71^e au 72^e au 73^e au 74^e au 75^e au 76^e au 77^e au 78^e au 79^e au 80^e au 81^e au 82^e au 83^e au 84^e au 85^e au 86^e au 87^e au 88^e au 89^e au 90^e au 91^e au 92^e au 93^e au 94^e au 95^e au 96^e au 97^e au 98^e au 99^e au 100^e

SCOP

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Piscards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ST DIZIER

La filiale française d'un important groupe chimique international recherche pour l'ADMINISTRATION du COMMERCIAL de son département : émaux pour métaux ou céramiques

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL (H. ou F.)

Responsable :
- des relations avec les clients pour les questions administratives-commerciales,
- du fonctionnement du service (organisation du travail, contrôle de l'exécution).

Notre préférence ira à un (e) candidat (e), âgé (e) au minimum de 28 ans, ayant une formation supérieure et une expérience directe de l'administration des ventes, capable de s'imposer tant auprès de la clientèle que des six personnes déjà en place dans le service.
La rémunération sera fonction des importantes responsabilités impliquées par le poste et des qualifications du candidat (e) s.
Logement aisé.

Adresser C.V. dét., photo (ret.) et présent. sous réf. 121 305
30, rue de Mogador
75009 - PARIS



Un organisme patronal interprofessionnel du Centre de la France (Châteauroux) recherche

JEUNE CADRE LICENCIÉ EN DROIT

Lui seront confiées des enquêtes, études, recherches et informations auprès de chefs d'entreprises dans des domaines variés :
- Législation Sociale - Droit Commercial
- Activités de groupements professionnels
- Economie et développement régional.

Une première expérience d'au moins 2 ans aura été acquise de préférence dans un organisme patronal ou une entreprise.

Rémunération annuelle : 45/52.000 F selon capacités et expérience.

Env. C.V., photo et prétentions sous Réf 4007 à : FRANCE-CADRES - 26, rue Marbeuf - 75008 Paris

LE CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT DE L'EST

recherche pour sa division « Transports »

UN INGENIEUR OU MATHEMATICIEN

pour études de transports en milieu urbain à long terme.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au C.E.T.E. de l'Est, 6, place du Roi-George, 57000 METZ.

Importante Société du Sud-Ouest, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

EXPERIENCE : exigée de plusieurs années dans fonction similaire.

FORMATION : économique supérieure.

HOMME : méthodique, organisé, rigoureux.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous le numéro 7.284, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75437 PARIS-9^e, q. r.

responsable des services administratifs

HENKEL FRANCE, Filiale d'un Groupe Multinational recherche pour l'une de ses unités de production situées à Châtillon-sur-Marne, un cadre qui, rattaché au Directeur de l'usine, prendra en charge :
- la gestion du personnel
- les relations avec les organismes locaux
- les services généraux
- la comptabilité analytique d'exploitation.
Ce poste conviendrait à un Cadre ayant acquis une expérience de plusieurs années en milieu industriel et possédant de solides connaissances comptables.
Veuillez adresser votre C.V. ss réf. M. 807 à HENKEL FRANCE DRH BP 119 - 92220 Bagneux.



emplois internationaux

emplois internationaux

ENTREPRISE SPECIALISEE DANS LES EQUIPEMENTS D'INDUSTRIES recherche pour METZ

Chef de service des équipes de montage.

Il sera entièrement responsable de l'organisation des chantiers et de leur exécution. Ses connaissances doivent aussi lui permettre de s'intéresser aux ateliers de fabrication et de seconder le Directeur Technique.

La fonction convient à un homme ayant une solide expérience en mécanique, charpente et chaudronnerie, possédant de l'autorité et l'esprit d'organisation.

Poste d'avenir, bien rémunéré

Ecrire sous référence 388, avec C.V., photo et prêt. à : BP 111, 57011 Metz Cedex.



IBM

LA GAUDE (près de Nice)

recherche pour son DEPARTEMENT PROPRIETES INDUSTRIELLES

ingénieur

de préférence électronicien diplômé du CEPI

Bonne connaissance de l'Anglais. Il est nécessaire d'être déchargé des obligations militaires.

Adresser C.V. détaillé sous référence 511 à M. SEGAL - Service du recrutement IBM FRANCE 06810 - LA GAUDE

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

Société en pleine expansion cherche

UN CHEF ADJOINT DU SERVICE CONTENTIEUX

(recouvrements de créances)

P futur Chef de Service Poste d'avenir confié à :
- un homme de 30 ans minimum ;
- diplômé E.S.C. ou formation commerciale équivalente ;
- dynamique, organisé, ayant esprit commercial

Rémunération de départ : environ 48.000 F/an
Lieu de travail : EVREUX

Envoyer dossier de candidature détaillé à : Mme DEROIDE, G.I.D., BP 100 - 27020 EVREUX.

OWENS/CORNING FIBERGLAS

Leader mondial de la Fibre de Verre recherche pour son Service Recrutement un jeune diplômé : psycho, E.S.C. ou

INGENIEUR

qui, bénéficiant d'une formation programmée, d'abord en atelier, sera préparé à la

FONCTION PERSONNEL

Le poste d'adjoint à chef de personnel, à créer, comporte des perspectives certaines d'avenir. Simplicité, rayonnement personnel, jugement au sein des impératifs pour résoudre dans une fonction très motivante et dans une entreprise qui se sent vraiment reponsable des 200 Personnes qui y travaillent.

Ad. C.V. à Claude POTIER - FIBERGLAS 11 P. n° 12 - 3000 L'ANDOLSE.



SCET INTERNATIONAL

Société d'études et de conseil - 400 cadres - aménagement régional, développement urbain et agricole, infrastructures et équipements collectifs.

Bureau central d'études à Paris - Filiales, agences et missions : Départements et Territoires d'Outre-Mer, Afrique du Nord et Tropicale, Amérique latine, Moyen-Orient

recherche pour PARIS et ETRANGER INGENIEURS dans les domaines suivants :

aménagement régional

INGENIEURS GRANDES ECOLES, expérience programmation, planification (réf. AR)

aménagements hydroagricoles

INGENIEURS HYDRAULICIENS CONFIRMES spécialistes gros ouvrages hydrauliques, réseaux d'irrigation - Formation supérieure, expérience plusieurs années conception et études projets, direction de travaux (réf. AH)

hydraulique urbaine

INGENIEURS HYDRAULICIENS CONFIRMES spécialistes adduction, distribution, assainissement - Formation supérieure, expérience plusieurs années conception et études projets, direction de travaux (réf. HU)

bâtiment

INGENIEURS CONFIRMES ESTP, AM, INSA... (réf. IB) études et contrôle : structures, second œuvre, ordonnancement, pilotage, coordination.

INGENIEUR ELECTRICIEN DEBUTANT SUPELEC (réf. IE) pour participation études électricité, fluides, climatisation bâtiments importants.

urbanisme

URBANISTES formation supérieure INGENIEUR souhaitée, ayant plusieurs années expérience dans domaine plans directeurs et projets développement urbain et aménagement culture mécanisée en rizières aménagées (réf. AT)

riziculture

INGENIEURS AGRONOMES spécialistes en riziculture, ayant si possible expérience ZONE TROPICALE pour intervention dans projets et réalisation programmes développement et amélioration culture mécanisée en rizières aménagées (réf. AT)

Connaissance de l'anglais (écrit et parlé) appréciée, indispensable pour certains postes.

Adresser candidatures avec curriculum vitae détaillé et prétentions en mentionnant la référence du poste à :

SCET INTERNATIONAL - Direction du Personnel - 5, rue Bellini 92806 Puteaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE AFRIQUE FRANCOPHONE

recherche

INGENIEURS

électriciens et électromécaniciens

A. et M. - E.E.G. - T.P. et similaire - 4 ans de pratique minimum.

Pour postes à responsabilités au sein importants services : électriques, électromécaniques, maintenance et services engins de chantier T.P. et miniers.

Ces postes offrent de nombreux avantages et des possibilités de développement de carrière. Les conditions contractuelles et de rémunération seront discutées suivant qualification et expérience.

Ecrire avec curr. vitae et photo ss réf. YP 24 AXIAL Publicité, 91, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

ADMINISTRATIVE MANAGER

Il sera placé sous l'autorité DIRECTE du Managing Director de notre Filiale située en

AFRIQUE EQUATORIALE ANGLOPHONE

Il sera le RESPONSABLE de tous les problèmes administratifs et légaux, et le CONSEIL de la Direction Générale en matière de relations avec le personnel et les autorités locales.

Il lui sera demandé :

- une formation supérieure de type Sup. de Co, HEC,...
- une réelle expérience des problèmes juridiques et administratifs.
- une bonne connaissance et pratique de la gestion financière et comptable.
- la parfaite maîtrise de la langue anglaise.
- un intérêt marqué pour l'étranger (une première expérience en Afrique Equatoriale sera fortement appréciée).

Les responsabilités de tout premier plan qui sont rattachées à la fonction font que la rémunération ne saurait constituer un handicap. (Contrat d'Expatrié à durée indéterminée).

Les possibilités de carrière sont réelles dans notre GROUPE de T.P. et BATIMENT tant en FRANCE où nous occupons une position de tout premier plan, qu'à l'ETRANGER où nos différentes implantations sont en pleine expansion.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 73912 - CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 q. r. La discrétion sera de rigueur.

GABON Bureau Etudes Bâtiment et Charpentes métalliques

recherche pour le contrôle et la coordination de ses activités

UN INGENIEUR

E.T.P. ou EQUIVALENT. Expér. min. 5 ans. - Résidence LIBREVILLE

Tous avantages expatriés largement traités.

Ad. C.V. dét. sous réf. YB1, 30, rue Mogador, Paris (8^e)



PROJECT ENGINEERS

Nous sommes l'une des premières Sociétés d'engineering en Belgique, rattachées à un groupe solide et performant.

Nos activités couvrent l'ensemble des services techniques apportés à l'industrie jusqu'à la réalisation d'usines clés en mains, notamment dans la branche chimie.

Notre forte expansion nous amène à renforcer notre équipe de Project Engineers pour la Belgique.

Travaillant chacun avec un Project Manager, ils seront notamment responsables des études de projets et des liaisons avec les sections techniques de l'entreprise.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés, ayant une solide expérience d'engineering acquise par la réalisation de projets dans l'industrie chimique. Une connaissance usuelle de l'anglais est indispensable. Rémunération liée aux responsabilités et indexée sur la coût de la vie.



Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, niveau rémunération actuel, ss réf. M. 11983. Discrétion assurée. 33, quai Gallieni, 92159 Suresnes.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes le premier quotidien économique français, nous adressant principalement aux cadres supérieurs actifs. Notre diffusion est en augmentation régulière (25 % sur les trois dernières années, 100 % en dix ans). Pour aider notre développement et offrir à nos lecteurs un service supplémentaire important, nous sommes à la recherche d'un

Attaché(e) de Direction au service des Annonces Classées Paris Frs 45.000

Le candidat ou la candidate retenu(e) devra avoir une expérience de la vente des annonces classées dans un journal sérieux et une connaissance des besoins des différents marchés ; aura des qualités de personnalité et de présence qui feront de lui non seulement un très bon vendeur, mais un vrai représentant de notre journal et aussi un chef d'équipe ; sera âgé de 25 ans minimum ; acceptera les déplacements occasionnels et les heures supplémentaires fréquentes ; et voudra se faire une vraie carrière dans la presse de qualité.

Si cette possibilité vous intéresse, vous êtes prié de poser votre candidature en toute confiance, par le moyen d'un C.V. détaillé et une courte lettre expliquant votre intérêt, à notre Président-Directeur Général, Madame Pierre Beytout.

Les Echos

37, avenue des Champs-Élysées, 75381 Paris Cedex 08.

POUR LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS
les PTT recrutent sur titres

POUR PARIS ET LA PROVINCE

250 DIPLÔMÉS

de certaines écoles d'ingénieurs ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

FONCTIONS

- Exploitation technique et maintenance des installations
- Lancement de travaux neufs
- Contrôle de chantiers
- Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation

CANDIDATURES REÇUES

JUSQU'AU 11 OCTOBRE 1974

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES

DIRECTIONS REGIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Paris : 18, Boulevard de Vaugirard

75531 PARIS CEDEX 15

Bordeaux : 103, Rue de Grenelle

75700 PARIS

Province : au chef-lieu de la région de résidence.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE METALLURGIE FINE

d'IMPORTANCE INTERNATIONALE
recherche UN

INGENIEUR ELECTRICIEN confirmé

30 ANS MINIMUM

formation grande école d'ingénieur pour créer au sein d'un important Laboratoire de recherche appliquée, UNE FONCTION DE RECHERCHE ET DE REALISATION DE NOUVEAUX PRODUITS DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS EN ELECTRO-TECHNIQUE.

Outre une solide compétence technique acquise par plusieurs années d'expérience industrielle, le candidat devra posséder les qualités humaines pour animer et coordonner des travaux de recherche relevant de plusieurs spécialités.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 13.219 à

sn.p.m. 108, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY/S/SEINE

chef des études de marché

- Professionnel des études de marché, il se verra confier les missions de :
- Segmentation du marché.
- Ciblage de la clientèle.
- Etudes en liaison avec le service Nouveaux Produits.
- Enquêtes de motivations.
- Mise en application des recommandations résultant de ces études.

Ce poste pourrait convenir à un diplômé d'une grande école d'ingénieur ou commerciale ou à un statisticien (E.N.S.A.E. - I.S.U.P.).

Une expérience similaire de 1 à 2 ans dans une grande entreprise ou un cabinet d'études ainsi que la pratique courante de l'Anglais sont indispensables.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions sous

référence C.45 à M. COURMES

Service O.R.L.

R.P. 63

RANK XEROX 93602 Aulnay s/B.

emplois régionaux

● BLAUPUNKT (France) S.A.

(groupe R. BOSCH)

recherche

UN CHEF DE FABRICATION

assurant coordination de deux services de fabrication en télévision et en auto-radio.

Expérience souhaitée dans le domaine de la fabrication électronique.

Allemand apprécié - Position Cadre - Résidence CAEN.

Adresser C.V. et prétentions à No 73.154 CONTEXTE Publicité

20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



+ 70 000 F.

Banque Privée de Dépôts en forte expansion propose à Cadre Bancaire dynamique, la direction de son agence région LOIRE.

profil : 30 à 40 ans, 25 ans max. pour les études de marché.

Adresser C.V. et photo, avec 300 francs de frais de dossier, à :

18, rue de la République, 42000 SAINT-ETIENNE

et de la région de la Loire, qui transmettra.



FERROD SAINT-QUEN

recherche

pour son service

d'études embryonnaires

DESSINATEURS

ETUDE 1

B.T.S. Bureau d'Etudes

techniques, industrielles

ETUDE 2

B.T.S. Bureau d'Etudes

techniques, industrielles

Chargés de :

- Modifier et adapter des

embrayements existants

- Etudier des embrayements

nouveaux.

12^{ème} mois, avantages sociaux,

semaines de vacances, etc.

Adresser C.V. et photo, à :

FERROD, Service Recrutement,

20000 SAINT-QUEN.

93400 SAINT-QUEN.

Laboratoire Pharmaceutique

proche Nanterre

de Paris

recherche

JEUNE

PHARMACIEN

(NOMME)

Il sera responsable des

services fabrication

et contrôle

Quelques années d'expérience

et la sens des contacts

humains seraient

souhaités.

Envoyer photo et C.V. manuscrit

à HAVAS CONTACT,

150, rue de Valenciennes,

75001 PARIS, sous réf. 34.41.

75001 PARIS, sous réf. 34.41.

JEUNE

COLLABORATEUR

Licencié en Droit

avoir expérience dans

Service du Personnel

et Service Comptable

recherche

pour poste

DIRECTION

administrative

dans importante société

Envoyer C.V., lettre manuscrite

et photo sous référence 42.789

à HAVAS CONTACT,

150, rue de Valenciennes,

75001 PARIS.

75001 PARIS.

SIDE recherche

INFORMATIENS

niv. analytique, bonne connais.

23000, 1^{er} F. 100

METHODE WARNIER

pour poste responsable service

formation. Adresser C.V.

11, rue de Valenciennes,

75001 PARIS.

75001 PARIS.

EUROLINGUA

est 1 de la traduction de qualité

rect. dans toute la France tra-

ducteurs-adaptateurs techniques

hauteurs, qualités, descripteurs de

devenir des correspondants région-

aux de la région de la traducti-

on et des films techniques.

Scr. av. C.V. à EUROLINGUA

12, rue Chaboussier, 75002 PARIS.

75002 PARIS.

ADMINISTRATION Versailles

ch. PERSONNEL MASULIN

(Guichetiers), diplômés O.A.

S.E.P.C. minimum 300 heures

Traitement annuel début 34.200 F

Env. C.V., sous réf. 1.81 B, à

BLEU 93000 Vincennes, qui tr.

Groupe Important recherche pour création d'une

Société d'Argiles réfractaires dans environs de :

BARBEZIEUX (Charente) :

1 JEUNE INGENIEUR

ELECTRO-MECANICIEN

ayant expérience grosse mécanique et entretien.

1 CHEF DE LABORATOIRE

diplômé de l'E.N.S. de Céramique de Sèvres

ou E.N.S. de Vitry sur Seine, Section Céramique.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

SARCA - Service du Personnel,

1, boulevard de Vaugirard,

75751 PARIS CEDEX 15.

75751 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

DE PROPULSION

recherche

pour son établissement de BORDEAUX

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE

(CENTRALE DE PARIS - SUP. AÉRO. OU MEME NIVEAU)

débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo, à :

S.E.P. - Service du Personnel,

R.P. 15 - 33000 BLANQUEFORT.

33000 BLANQUEFORT.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

pour son Département d'ELECTRONIQUE

implanté à GRENOBLE.

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

B.T.S. électronique ayant expérience conception

et intégration CIRCUITS HYBRIDES.

Envoyer avec curriculum vitae à n° 9.801, SPERAR,

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

B.S.I.

recrute pr son usine de

SOISSONS

ANALYSTE-PROGRAMM.

Profil recherché :

DUT de 4^{ème} ans d'expérience

dans le domaine de la GESTION

Une connaissance des mini-com-

puters en langage réel serait

appréciée.

Adresser C.V. à M. DEMON, B.S.I.

104, r. de Reims-2206 SOISSONS

104, r. de Reims-2206 SOISSONS

104, r. de Reims-2206 SOISSONS

104, r. de Reims-2206 SOISSONS

104, r. de Reims-2206 SOISSONS

	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

importante entreprise mécanique de pointe

leader dans sa branche
solide renommée dans l'exportation
des biens d'équipement
recherche

ingénieur spécialiste équipements machines

(HYDRO-MECANIQUE et
OUTILLAGES DE MONTAGE)

attaché au Chef du Département Méthodes

CHARGE DE :
• diriger les études pour l'adaptation aux
machines outils d'équipements spéciaux
ou dispositifs d'essais.
• concevoir et mettre au point des outi-
llages de montage et des moyens d'essai
par type de matériaux.

PROFIL :
• diplôme écoles d'ingénieurs et expérience
d'au moins de 5 ans dans la mécanique
de précision,
• solide connaissance de la technologie des
machines outils, hydraulique, et notions
électroniques,
• anglais courant souhaité.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.

Les ingénieurs intéressés adressent leur
dossier de candidature : lettre, C.V. et photo
avec prétentions sous No 73.287 à :
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra
C&C

MARKETING MANAGER EUROPE

Large American company looking for expe-
rienced marketing man to manage line of
products sold through agents Europe-wide.
This is a job offering complete marketing
responsibility: sales, warehousing, distribu-
tion, advertising and promotions in the
field of swimming pool chemicals and
water treatment.

Position is based in Paris and requires
about 40 % travel.

Candidate should have following profile :

- At least five years experience in marke-
ting products through agents in the
field of specialty chemicals, or consumer
related products;
- One or two years of sales management
experience with exposure in the field of
chemicals distribution, advertising,
market research, etc.;
- Potential to take on increased responsi-
bility and to grow/develop to higher
levels;
- A college degree in chemistry or business
administration;
- Knowledge of French, English plus a
third language preferred.

OLIN CHEMICALS,
90, avenue des Champs-Élysées,
75008 PARIS.

CONSULTANT VOCATION INTERNATIONALE

recherche
• Pour ses départements Projets Industriels et
Études de Développement Régional

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(Grande Ecole + MBA ou formation économique
complémentaire)
1 à 2 années d'expérience appréciées

INGÉNIEURS ÉCONOMISTES

quelques années d'expérience industrielle
ou consulting

Missions à l'étranger prévisibles
Anglais indispensable

Ad. C.V. man., photo et métr. à
17, rue de Valenciennes,
06.3. 92100 BOULOGNE

TECHNIQUE ET DOCUMENTATION

Société en pleine expansion recherche
pour MONTROUGE (95)

1) INGÉNIEURS ET AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES LOGIQUE ET RADAR

2) DESSINATEURS EXPÉRIMENTÉS

Schémas et catalogues pour étude et notices
techniques.

INTERMÉDIARIS S'ABSTENIR
Emploi stable et bien rémunéré
Avantages sociaux

Téléphone pour rendez-vous au 231-38-82 ou env.
C.V. et photo à : 95 - MONTROUGE.
(RÉPONSE ET DISCRETION ASSURÉES)

équipe de Gestion de Patrimoine

désirant se renforcer

offre 6 avantages à deux cadres de valeur

GRANDE BANQUE du SECTEUR PRIVE

- Forte expansion
- Belle clientèle
- Large moyen financier
- Ambiance très
personnelle de relations
humaines.

DEUX POSTES

- Gestion de portefeuilles et
relations avec clientèle
institutionnelle à PARIS
- Gestion de fortune clientèle
privée dans une grande ville de
PROVINCE.

Adresser lettre manuscrite
curriculum vitae et photo à :
Mme LOUAT
5, Rue Lavoisier
75008 PARIS

Les candidats doivent avoir exercé une activité d'Analyste Financier et être membre de la S.F.A.F.

PARTICIPATION ACTIVE

- Elaboration politique de
placements diversifiés
- Recherche constante
technique de pointe
- Optique d'indépendance
et adaptation aux besoins
des investisseurs.

DEBOUCHES PROMOTIONNELS LARGES et DIVERSIFIÉS

au sein d'une Direction financière très animée et
structurée.

REMUNERATION DÉPART :

entre 70.000 et 90.000 F
selon expérience et personnalité.



GRUPPE MULTINATIONAL
installé depuis 10 ans en France, engage

RESPONSABLE GROUPE PRODUCT-MARKETING

CE CADRE DOIT :
• Être INGÉNIEUR (diplômé Grande Ecole
ou équivalent) ;
• Avoir 30 ans minimum et une expérience
d'au moins 5 ans dans le domaine semi-
conducteurs ;
• Connaître l'Anglais.

FONCTION :
- Il est chargé de définir et de promouvoir
la politique de développement des nou-
veaux produits ;
- Il assure les liaisons entre les différentes
unités de production du groupe et
l'équipe de vente française, ainsi que
les relations avec les organismes officiels ;
- Il est animateur, organisateur et gé-
néraliste.

Env. C.V. manuscrit, prétentions et photo (ret.) à :
M. GENOVIÈS, Société SGS-ATES FRANCE S.A.,
LE PALATIN, 17, av. de Choisy, 75013 PARIS.



recherche pour création poste

COMPTABLE DE GESTION

Candidat 25 ans minimum,
ait bonnes connaissances des méthodes bancaires.

Ce poste pourra évoluer vers un
« Audit Interne »

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 3.009 M.

OCBP 88, rue de la Chaussée d'Antin

75008 - Paris



AUDITEUR INTERNE

Jeune école d'audit
FONDS SUPERIEUR DE COMMERCE
(ou licence Sciences Eco.)
ayant une bonne FORMATION COMPTABLE
possédant une EXPERIENCE de 1 ou 2 ANS
dans un poste similaire
ou dans un Cabinet d'Audit externe.
ANGLAIS INDISPENSABLE.

Les candidats intéressés ont pris
d'envoyer C.V. photo et prétentions au
service U.P. 125, 28 rue de
Paris - 75002 PARIS

SOCIÉTÉ PARIS CONSTRUCTION MATERIEL PETROLIER

recherche

ingénieurs

- 5 à 5 ans expérience pétrole - pétrochimie -
mécanique et process
- ANGLAIS indispensable.
- Centrale, A et I, ENSPM ou équivalent.

projeteur PT ou P2

Expérience tuyauterie chaudières pétrole.
• ANGLAIS apprécié.

Merci d'adresser curriculum-vitae détaillé à :

S.P.M. 180 av. Ch. de Saclay, 92522 NEUILLY S/SEINE

sous référence 15.221, qui transmettra



recrute pour son Centre de Recherches (ROMAINVILLE)

UN TOXICOLOGUE

qui devra, dans le cadre du Département de Toxicologie, prendre en charge la responsabilité d'un laboratoire.

IL AURA POUR TACHES ESSENTIELLES :

- l'établissement des protocoles ;
- la suivi des essais en cours ;
- la constitution des dossiers ;

et sera amené à faire partie et à animer des Groupes d'études en toxicologie.

Ce poste pourrait convenir à un PHARMACIEN ou à un VÉTÉRINAIRE possédant un G.E.S. de toxicologie, de bonnes connaissances en biochimie et en statistiques et la maîtrise de la langue anglaise.

Adresser photo, C.V. et prétentions à : S.E.R.E. EUPAC, 34, rue Balard, 75013 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche pour Paris-Banlieue

un INGÉNIEUR CONFIRMÉ

ayant expérience process pétrole ou chimie pour département antipollution.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : Société JOHN ZINE, 1, rue Guy-Moquet, Z.I., 93100 ARGENTEUIL.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche pour son Service Informatique

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT

attiré par les problèmes de Télé-Traitement et de Transmission.

Il lui sera demandé :

- d'être diplômé de l'enseignement supérieur : SUPÉLEC - ESME - IEG ou équivalent.

Il lui sera offert :

- Un poste dans la région parisienne ;
- Un salaire intéressant ;
- Les avantages d'une grande entreprise.

Écrire avec C.V. et prétentions à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Informatique - Référence C.C. 112, avenue Kléber - 75016 PARIS

Formulaires chiffrés

MIDY recherche

ARTS ET MÉTIERS

TECHNIQUE

EN BACTÉRIOLOGIE (BTS).

Pour un poste technico-commercial.

Salaire fixe, suivi, congés, etc.

Poste nécessitant de nombreux déplacements sur le territoire français.

Envoyer C.V. détaillé et photo à : 42-44, boul. Arago, 75013 Paris.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRES ORSAY

demande

INGÉNIEUR

Débutant, diplôme G.E.S.

Diplômé Supélec ou équivalent.

Domaine d'activité : Instrumentation, expériences physiques haute énergie, électronique rapide, amplificateur et autres circuits linéaires.

Env. C.V. et photo à : M. HENRIOT, 241, rue de la République, 91400 ORSAY.

SUD DE PARIS - 20^e Porte d'Orléans

Nous sommes la filiale française d'un Groupe International Américain implanté en Europe depuis plus de 25 ans nous recherchons un

chef de service après-vente

Le titulaire du poste dirigera une jeune équipe de 30 personnes, Ingénieurs et Techniciens. Il aura une délégation réelle de responsabilité pour l'organisation, le fonctionnement et le budget de son Service.

Les bénéfices réalisés seront l'un des critères de sa réussite.

Il devra avoir :

- Une formation supérieure technique.
- Une expérience de 2 ans minimum dans la supervision d'un service après-vente de matériels et équipements électromécaniques et/ou électroniques.
- La maîtrise de l'anglais lu, parlé, est absolument indispensable.

Il fera preuve de sa capacité de gestion sur le plan financier et humain.

Selon sa compétence et les résultats, il pourra bénéficier d'une formation complémentaire et évoluer au sein d'un groupe en développement rapide et constant.

Envoyer lettre avec C.V. en précisant adresse actuelle sous référence 7891 à :

ORGANISATION et PUBLICITE

2, rue Marengo 75001 PARIS

Indiquer sur l'enveloppe les Sociétés auxquelles votre candidature ne devra pas être transmise.

Q17

AMP DE FRANCE (Pontoise)

RECRUTE POUR SON SERVICE
D'ÉTUDE DE PRODUITS NOUVEAUX

UN INGÉNIEUR ESE - ENSI OU ÉQUIVALENT - POSITION III A

Ayant une bonne maîtrise de la langue anglaise et une expérience de 4 ans minimum à titre de responsable d'un Bureau d'étude ou d'un groupe de développement dans une entreprise relevant de la préférence sera donnée à une personne ayant une expérience des problèmes de connexion électrique ayant un goût prononcé pour la mécanique de précision ou la microélectronique.

Cet Ingénieur, à l'esprit inventif, capable d'analyser d'une manière approfondie les projets, sera membre des groupes d'études spécialisées.

Le salaire tiendra largement compte de l'expérience acquise, un stage à la Maison Mère aux U.S.A. est prévu. Il sera complété par une formation interne aux produits de la Société.

Adresser C.V. détaillé au Service du Personnel, 24, chaussée Jules-César - 93099 PONTAISE.

importante SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE

recherche pour Bureau d'Études Four

2 INGÉNIEURS CALCULATEURS

en Charpente Métallique

Poste à responsabilité entière.
Pour conception, notes de calculs statiques, dynamiques de form, structures, conduits de fumées, cheminées autoportantes acier.
Grande expérience pratique dans spécialité calcul structure et coque-métallique exigée.
Anglais souhaité.

2 DESSINATEURS

Projeteurs I ou II

en charpente métallique, structures, ayant expérience dessin engineering.

Anglais préféré.

Écrire à N° 73.383, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

DÉPARTEMENT SYSTÈMES DE CLASSEMENT

Importante Société en expansion recherche pour PARIS

INSPECTEUR DES VENTES

MISSION :

MANAGEMENT d'un groupe de 7 représentants

La rémunération sera liée aux résultats obtenus, et ne sera pas inférieure, au départ, à 50.000 F/an.

L'expérience de cette activité serait un avantage.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous N° 4.381 à : 30, rue de l'Arcade.

J.R.P. PARIS-P., qui transmettra.

IMPR. STE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

recherche

CADRE

RECROUVREMENT CLIENTS

- Formation juridique, ayant expérience chez

auxiliaire Justice ou dans Société Contentieuse.

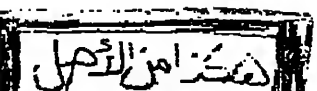
- Sens organisationnel et animation.

- Age minimum 35 ans.

Adresser curriculum vitae avec photo et prétentions

HAUTS CONTACT

156, bd Haussmann, 75008, PARIS, se réf. 34628.



offres d'emploi

SODIMÉTAL S.A.

Système HALFEN de fixation par profilés implantés dans le gros œuvre (T.F., B.A.T.). PARIS - LONDRES - BRUXELLES - TUBIN recherche un INGENIEUR DIPLOME pour prendre en charge :

DIRECTION GÉNÉRALE

Spécialisé en Génie Civil, il sera âgé de 35 ans minimum, parfaitement bilingue français-allemand (anglais apprécié) et aura une solide expérience commerciale auprès des bureaux d'études et constructeurs. L'entrée en fonction du candidat retenu sera précédée d'un stage de six mois à DUSSELDORF. La négociation sera axée autour d'une rémunération de 120.000 francs.

Ecrire avec curriculum vitae sous référence BODEGÉ à : **CETACE** 107 CHATEAUVILLE, 75010 PARIS

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

recherche :

JEUNE INGENIEUR

ayant 2 à 3 ans d'expérience problèmes d'ordonnement de fabrication et d'analyse programmation (traitement informatique).

Ecrire avec CV à No 73497 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, q. tr. C&C 3696

SOCIÉTÉ ÉLECTRO-RADIOLOGIQUE EN FLEURS EXPANSION

faissant partie d'un important groupe international recherche :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Formation A.M. (section élection. SUPRECO ou équiv.).
- Expérience études et problèmes fabrication.
- Anglais souhaité.

POUR PRENDRE LA RESPONSABILITÉ DES ÉTUDES SOUS L'AUTORITÉ DIRECTE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Ce poste d'avenir pouvant conduire à un rôle de Direction Générale conviendrait à un homme ambitieux de 30 ans minimum ayant avant tout une pratique développée.

Adressez C.V. détaillé et prétentions s/réf. 7442, P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 03 qui transmettra.

MASSIOT PHILIPS

ELECTRONIQUE MÉDICALE RADIOLOGIE recherche :

JEUNES INGENIEURS

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT COMMERC. SUPÉRIEUR

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

ayant 4 ou 5 ans d'expérience en électronique, pour son réseau de vente :

- Formation assurée d'environ 6 mois.
- Réelles possibilités d'avenir.

Adr. curriculum vitae et photo à : CENOD, 60, rue Caumartin — 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS JURIDIQUES PARIS (19^e)

JURISTE

Le candidat, licencié (e) en droit public de préférence, doit posséder de très bonnes connaissances des droits de l'enseignement et de l'urbanisme, ainsi que de droit administratif général.

Une première expérience pratique de ces matières acquises dans un organisme, une entreprise ou un cabinet juridique est indispensable pour ce poste qui exige une grande aptitude aux travaux de documentation et de rédaction.

Adressez lettre manuscrite et C.V. très complet, en indiquant rémunération souhaitée sous réf. 506 à :

centor 13 bis, rue Henri-Monnier, 75009 PARIS.

ENTREPRISE T.P. SUR PLAN NATIONAL (C.A. : 350 millions)

recherche :

1 INGENIEUR T.P.

ou similaire confirmé travaux souterrains (Région Parisienne)

2 INGENIEURS T.P.

ou similaires (Région Parisienne ou Province)

1 TECHNICIEN MÉTHODE

ayant forte expérience chantiers

Ecrire et envoyer C.V., n° 7381, « le Monde » Publ., 8, rue des Italiens — 75227 PARIS (9^e).

Une équipe jeune et dynamique de CONSEIL DE DIRECTION

recherche :

- 1) INGENIEURS Grandes Ecoles ayant deux à cinq ans d'expérience dans Grandes Sociétés multinationales.
- 2) INGENIEURS Grandes Ecoles débutants ouverts aux problèmes de communication.

Ecr. **H.B. CONSEIL** 11, r. la Boétie, 75008 Paris

offres d'emploi

AU MAROC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE FILATURES ET DE TEXTILES recherche :

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Formation : Ingénieur d'une grande école de Textiles.

Age minimum : 35 ans.

Expérience : 5 ans au moins d'expérience dans un poste similaire - Connaissances approfondies des problèmes de production, d'organisation, de contrôle et de maintenance du matériel.

Ecr. en env. C.V. et prétentions à : UNIVAS MAROC, 61, avenue des P.A.R. — CASABLANCA N° 5140.

FABRIQUE DE PRODUITS CHIMIQUES PHARMACÉUTIQUES PROCESS BANLIEUE NORD DE PARIS

recherche :

DIRECTEUR D'USINE

Les candidats devront :

- Avoir une expérience industrielle supérieure à 10 ans ;
- Avoir une expérience en commandement ;
- Être ingénieur chimiste ou licencié en chimie.

POSSIBILITÉ DE LOGEMENT DANS L'USINE.

Adr. C.V. détaillé et prétentions s/réf. 3612, à P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

SAGEM - PARIS

recherche pour son Centre Informatique de Gestion (75014) DOS/VIS, BASES DE DONNÉES, TEMPS RÉEL, TELETRAITEMENT :

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

COSOL - ANS

Adressez C.V., photo, prétentions à M. CAMUS, 6, avenue d'Iéna, 75783 PARIS Cedex 16.

ADJOINT D'ADMINISTRATION

Format. Ingén. ou Ecole Centrale Paris (19^e) recherche :

Préf. exp. min. Ec. HERMANN 22, r. Lacourbe, 75015 PARIS.

LABORAT. DE RECHERCHES EN ÉLECTRONIQUE

recrute :

UN INGENIEUR GRANDE ÉCOLE (E.S.E.)

Débutant ou quelques années d'expérience :

Goff de la recherche en électronique des domaines TELECOMMUNICATIONS RAPIDES

Connaissances langues anglaise écrite.

Avant, sociaux grande société dans cadre stable.

Adressez lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. 6722 à M. 73751, ConTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

GRANDE SOCIÉTÉ COMMERCIALE

recherche pour PARIS 1^{er} :

AIDE-ACHETEUR

niveau B.T.S. ou D.I.T. technique de commercialisation. Connaissances de l'anglais souhaitées.

Adressez C.V. à No 74125, ConTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

MATRA

recherche pour 3^e DIVISION ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEURS E.S.E.

ou équivalent deux à cinq ans d'expérience de traitement digital pour étude et développement d'équipements embarqués.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions à la direction des Affaires Sociales, B.P. n° 1, 75140 VELIZY.

INGÉNIEUR

Alimentation en eau Assainissement des villes

Le candidat est une formation de base d'ingénieur Génie Civil ou équivalent, titulaire de 5 à 10 ans d'expérience doit être capable de partir à l'étranger pour des missions de très courtes durées. La pratique de l'anglais est nécessaire. La connaissance de l'exploitation des réseaux et du contrôle des travaux est appréciée. Les ingénieurs intéressés peuvent prendre en premier contact en adressant leur candidature (C.V. détaillé et photo) à :

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT demande :

UN JEUNE INGENIEUR

Diplômé d'une grande école (ex. Ponts, Mines, Centrale...). Ce poste nécessite une bonne compréhension des problèmes techniques du bâtiment et de l'industrie. Ecr. avec C.V. et photo à :

7740 CHAMPS-CHAMARNE 77320 TEL 737-32-53

CHIEF SERVICE PAYS

(responsable de 7 personnes)

Plusieurs années d'expérience sera chargé du traitement de la

1300 à 1500 par an. (effectif 1200 personnes)

à ANVAY

TRES DYNAMIQUE Poste d'avenir pour

cadre ambitieux. Rémunération en fonction

expérience et aptitudes.

Env. C.V. manusc. photo (rét.) et lettre de motivation à :

Centre de Psychologie et d'Efficiences 17, r. des services Paris

INSTITUTION ENFANCE EXCEPTIONNELLE DE

MONTRÉAL (CAN.) DE TOUTE URGENCE

UN PSYCHOLOGUE CLINICIEN

UN RÉÉDUCATEUR EN PSYCHOMOTRIC.

UN ORTHOPHONISTE

UN MUSICOTHÉRAPEUTE

ayant expérience en déficience mentale. Un représentant de cette institution sera à Paris les 10 et 11 octobre et recevra des

vous tout candidat intéressé par l'un des postes.

Prérez de s'adresser à :

M. P. TAINIER, 44, rue Paroisse - Paris (18^e). Téléphone : 727-41-39.

RÉDACTEURS TECHNIQUES

Envoyez C.V. et prétentions à :

3032, PARFANCE P. A., 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris, qui transmettra.

DIRECTEUR

pour son centre de Gemmeilliers (56 personnes). Entièrement responsable :

- Gestion administrative ;
- Contrôle de la qualité de la formation et animation de certains stages relatifs aux techniques d'organisation industrielle ;
- Politique commerciale.

Le candidat : ingénieur ou diplômé de l'enseignement supérieur, possédant 5 ans d'exp. de gestion industrielle, implémentation, méthodes et C.S.T.

Env. lettre manusc. + C.V. + photo sous réf. 10714 à :

IFTIMA INTER 46, rue Travers, 92010 SEVRES.

LE CADRE

pour étude des réalisations de commerce extérieur et assistance aux entreprises dans ce domaine :

- Études supérieures de droit ou économie.
- Expérience de l'exportation acquise pendant deux années dans une entreprise ou un organisme public.
- Maîtrise des contacts avec les protocoles du comm. extér.

Env. C.V. détaillé et prétentions s/réf. 1286 à P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois, 75003 PARIS.

Cedex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

ENTREPRISE ÉLECTRONIQUE

Région Parisienne BANLIEUE NORD - OUEST

Leader dans sa spécialité recherche :

INGÉNIEUR DIPLOME

EXPÉRIMENTÉ

Pour assister le Chef du Service des fabrications mécaniques (500 personnes environ)

* Nationalité française

Nombreux avantages sociaux

1^{er} contact par lettre. Ecrire n° 74126, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Compagnie Française d'Informatique

recherche :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il est demandé :

- des connaissances de la gestion et de l'informatique ;
- le sens des responsabilités.

Envoyer curriculum vitae à :

G O F I

138, rue Montmartre, 75002 Paris - TEL 236-47-40.

IMPORT. ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS ÉLECTROMÉCANIQUES ET ÉLECTRONIQUES

(Région Parisienne et Province), recherche :

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

en ORGANISATION INDUSTRIELLE (E.C.P., A.M. ou équivalent)

ATTACHÉ À LA DIRECTION DES FABRICATIONS

Présent. candidat. C.V. réf. traitement exempté à A.O.I.P. - B.P. 301 - 75204 PARIS CEDEX 13.

PORTE MAILLOT

recherche :

INGÉNIEUR BREVET

possédant une bonne formation supérieure dans le domaine de la physique et ayant quelques années d'expérience en entreprise industrielle

13000 à 15000 par an. Env. lettre manuscrite s/réf. C.V.

à ANVAY 13, r. Madeleine-Michelle, 92222 NEUILLY-SUR-SEINE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PAPIERS PARIS

recherche :

JEUNE COMMERCIAL

minimum 21 ans. Diplômé coll. ou sup. études secondaires, capable d'intégrer dans équipe jeune et dyn. con-

ceptes. Arts graphiques appréciés. Contacts nombreux et directs auprès clientèle. Rémunération

Poste à pourvoir : Paris et Région parisienne. Ecr. avec C.V. manusc. et photo à Générale Graphique, 292, rue Dufour, 75010 PARIS, qui transmettra.

SAINT-GOBAIN TECHNIQUES NOUVELLES

Banlieue NORD-OUEST recherche pour assister

CHIEF DU DÉPARTEMENT MACHINES DE CONTRÔLE

30 ans minimum - R.P. ou D.E. - Expérience de 5 ans au point de vue technique et à hautes performances.

Ecr. n° 74121 ConTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

ON INGENIEUR MECANICIEN GRANDES ÉCOLES

30 ans minimum - R.P. ou D.E. - Expérience de 5 ans au point de vue technique et à hautes performances.

Ecr. n° 74121 ConTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Importante société de PRODUITS CHIMIQUES

recherche d'urgence pour son centre de LEVALLOIS

UN COMPTABLE DEUXIÈME DEGRÉ

Homme 30 ans minimum R.P. ou D.E. 5 ans d'expérience minimum comptabilité courante, analyse et gestion par ordinateur en vue de responsabilité ultérieures.

Ecr. n° 72558 ConTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

IMP. S.T.E. DE CONSTRUCTION D'APPAREILS DE MESURES

PARIS-13 recherche :

INGÉNIEUR

TECHNICO-CIAL pour visite et suivi de clientèle en vue de vente appar. de mesures électrique, électroniques.

Ecrire avec C.V., photo et photo à A.O.I.P. MESURES 10, rue Volney, 75002 PARIS.

Société Internationale Kelly Girl

recherche : un cadre administratif et comptable, bilingue français-anglais, possédant de bonnes connaissances en matière de gestion administrative.

Secrétaire Générale pouvant évoluer ultérieurement vers Direction Administrative. Tél. pr r.v. : 338-71-99 ou 72-30.

SOCIÉTÉ LEVALLOIS

broche 14^e rech. URGENT

MECAN. COMPTABLE

compétence : 8 x 2 x 13 1/2 2200 F - Tél. pr r.v. : 737-44-50

SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT ET DE VISUALISATION DE L'INFORMATION

ON A.T. 2

sortant de I.U.T. ou avec B.T.S. Envoyez C.V. et prétentions à :

Société d'Informatique, 10, rue de la Chapelle, Paris-10^e.

offres d'emploi

VELIZY

Société en pleine expansion spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques de haute technologie recherche :

UN INGENIEUR

CHEF DE BUREAU PERMANENT

Il aura une expérience de 30 ans minimum, de préférence en électronique, de la conception, de la réalisation et du montage des matériels électroniques.

C'est un ingénieur de 30 ans minimum A.M., I.C.A.M., E.S.E. ou équivalent, ayant des expériences confirmées en R.E. et ayant travaillé dans une entreprise en relation avec les Armées et les grandes Administrations. (C.M. 41/4)

UN INGENIEUR

pour entrer en place et diriger la section REPARATION - sans traitement de fabrication.

C'est un ingénieur de 20 ans minimum, I.C.A.M., E.S.E. ou équivalent, ayant de préférence une expérience en électronique - réparation. (C.M. 41/4)

Les Ingénieurs intéressés voudront leur dossier de candidature sous référence :

Elisabeth FRENCH 137, avenue Mozart, 75016 PARIS qui les transmettra à la plus proche direction.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES, BANLIEUE SUD PARIS

RECHERCHE :

JNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour Service Technique applications servo-motrices et variations de vitesse.

JEUNES INGENIEURS

E.S.E. - E.N.S.I. très bonne formation logique pour études réalisations et mises en œuvre de systèmes industriels à base de calculateur.

TECHNICIENS

D.I.T. INFORMATIQUE pour participation à études du logiciel de systèmes industriels à base de calculateurs.

Adressez curriculum vitae détaillé à n° 3620, SPERAN, 72

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	8,89
REPRESENTAT. : Demandes	30,00	35,02
Offres	15,00	17,21
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"	30,00	35,02
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	22,00	25,68
OCCASIONS		

emplois féminins

PARIS (3^e)
UNE DES PREMIÈRES
SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION
cherche
POUR SON
DIRECTEUR COMMERCIAL
UNE SECRÉTAIRE
BILINGUE ANGLAIS
(sténo anglaise)
ELLE A :
• 28 ans minimum ;
• D'excellentes qualités de contact et de discrétion ;
• De la « chaise » ;
• 10 à 20 h. par semaine ;
• 1 heure d'entretien pour dévouer
Restaurant d'entreprise
Les personnes intéressées adressent leur C.V. :
préférences et photo sous le N° 17, rue Lefebvre,
Editions BLEU 92000 Vincennes, qui transmettra.

suma
Directeur de Gestion offre poste à
UNE SECRÉTAIRE
DE DIRECTION
— Niveau B.T.S.
— Expérience administrative généraliste.
— Goût pour la gestion et l'organisation.
— Lieu de travail : 92 ANTONY.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et références :
"Société S.M.D. Service du Personnel",
17, avenue de la Résistance, 92100 Vincennes, qui transmettra.

représent. offre
ART DIRECT
Collaborateur (travaux)
Séances, liv. Bac. Exp. présent.
Age min. 35 ans. Poss. vol.
pour visiter clients, administr.
et client. (travaux).
Publ. Trav. serv. stable.
Autres détails : 24, rue de la Vierge,
rue. cadre. Formation assurée.
Ecr. C.V. et photo ou se rendre
17, rue Vaucluse, 75015 PARIS.
Tél. : 52.50.00.
Autres détails : 24, rue de la Vierge,
21000 Orléans. Tél. (02) 41-41-44.

représent. demande
Ingénieur des Mines cherche
représentation de son matériel
de la région de la Charente.
Affaires importantes.
Immédiatement assurées.
Ecr. N° 120 « le Monde » Pub.
5, rue de la République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

proposé com. capitaux
Avenue sur marchandises et
stockage dans une entreprise.
Ecr. N° 120 « le Monde » Pub.
5, rue de la République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

travaux à façon
Peinture, papiers, moutures.
Travail soigné. Tél. : 436-71-77.

travail à domicile
Demande
J.F. 22 ans, sc. inf., par. inf.,
ch. trad. à dom. par. inf. Juv.
Alm. 35 ans, r. de la Convention-
Chapelle. 75013 PARIS.
Tél. : 52.50.00.

demandes d'emploi

BRILLANT SECOND
RECHERCHE
PATRON EXCEPTIONNEL
CE QUE J'APPORTE :
• 30 ans, ingénieur grande école, varie culture
générale, parlant couramment anglais (+ alle-
mand + espagnol), ordinateur, mobile, à l'aise
à l'étranger.
• Expérience professionnelle de 15 ans : ingénieur
commercial de très haut niveau puis directeur
commercial, puis directeur général.
• Expérience de la grande entreprise multinationale
comme de la petite entreprise.
• Expérience et relations dans de nombreuses
industries, dans l'informatique, l'immeuble, la
finance, l'administration.
• Compréhension ultra-rapide des problèmes ;
efficacité et subtilité dans leur résolution, habi-
tude des contacts aux plus hauts niveaux.
CE QUE JE RECHERCHE :
• Actuellement patron de ma petite société de
conseil, je n'ai pas les moyens de valoriser plei-
nement mes capacités.
• Je désire accompagner un homme d'affaires traitant
des opérations suffisamment importantes pour
me permettre de participer, grâce à mon travail
et mes capacités, à des projets non plafonnés.
Des références professionnelles et morales de
premier plan seront fournies immédiatement.
Ecrire au N° 17, rue Lefebvre, 92000 Vincennes, qui transmettra.

Directeur Personnel
ou
Relations Sociales
(40 ans - 180.000 F)
recherche Grande Entreprise
ou Cabinet d'Organisation
PARIS - PROVINCE - ÉTRANGER
• Formation : Psycho. (Conseiller O.C.P.F.).
• Expérience : 11 ans de Direction du Personnel
en deux Entreprises.
(Chargé, effectif 500, 5 ans)
(T.P., effectif 1.000, 5 ans)
• Relations syndicales - Gestion Formation -
Recrutement - Évaluation - Prévention - Condi-
tions de travail.
Ecrire sous la référence 9718 à AJAX Publicité,
35, rue de Valenciennes, 75009 PARIS.
Qui transmettra.

DIRECTEUR DU MARKETING
A son actif, la plus forte progression de ces der-
nières années dans le domaine des
PRODUITS DE BEAUTÉ
— Pratique de tous les aspects du marketing
(étude de marché, de concurrence, de produit,
de distribution, de prix, de promotion, de place-
ment, de lancement, de suivi, de gestion d'un im-
portant budget publicitaire).
— Responsabilité totale sur gestion d'un important
budget publicitaire.
— Animation de forces de vente sur le terrain ;
— Contacts haute niveau ;
— Expérience de 12 ans de V.P.D. ;
— Créativité et dynamisme, je vous offre mes services.
Grande facilité d'adaptation à tous produits.
Ecr. N° 92.003, ROCHE-PRESS, 35 bis, r. Beaumartin,
PARIS (2^e), qui transmettra.

DU MARKETING
A LA DIRECTION GÉNÉRALE
Cet homme de 44 ans a mené toute sa carrière
du commercial à la gestion. Sa formation et son
expérience en ont fait un spécialiste du Marketing.
C'est dans ce domaine un professionnel
écoulé. La dernière partie de son C.V. à la na-
turellement conduit à des responsabilités de direction
générale et il s'agit d'entre autres tâches de
relations avec les partenaires étrangers de son
groupe (travail anglais et espagnol).
• Très marqué par l'aspect humain de l'entreprise
il souhaite reconstruire une équipe à laquelle il
pourrait apporter sa compétence et sa lecture de
l'appeler au N° 92-43-72.

JEUNE FEMME 25 ANS expé-
riente de 10 ans, actuellement
assistante du responsable de la
formation d'une importante so-
ciété, recherche poste d'ASSISTANT
EN FORMATION à Paris. Libre
répondre. Ecr. N° 72.074,
CONTEXTE PUBLIS-
TIC, 25, av. Orléans, Paris-12, qui tr.
J.F. 22 ans, sc. inf., par. inf.,
ch. trad. à dom. par. inf. Juv.
Alm. 35 ans, r. de la Convention-
Chapelle. 75013 PARIS.
Tél. : 52.50.00.

travaux à façon
Peinture, papiers, moutures.
Travail soigné. Tél. : 436-71-77.

travail à domicile
Demande
J.F. 22 ans, sc. inf., par. inf.,
ch. trad. à dom. par. inf. Juv.
Alm. 35 ans, r. de la Convention-
Chapelle. 75013 PARIS.
Tél. : 52.50.00.

demandes d'emploi

ING. CHIM. DIPLOME
25 ans, D. O.M., libre de suite.
Une année expérience profess.,
analyse, essai, essai, essai. En-
drait toutes propositions. Ecr.
HERNANDEZ, 2, rue de
Maurice, 92000 Vincennes, qui tr.
J. H. 37 a., D.E.S. Droit
Droit, commerce, banque,
travail intéressant. Salaire 1.500.
Ecr. N° 1405 « le Monde » Pub.
5, rue de la République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

MEDECIN-INFORMATIQUE
Désire poste médical et informaticien.
Maîtrise en informatique, 4 ans
d'expérience chef de centre d'in-
formatique dans un hôpital, ou
Canada, ch. poste de consultant
chez constructeur, ou S.C.I., ou
centre hospitalier. Ecr. N° 1.239,
« le Monde » Pub., 5, rue de la
République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

CADRE ECONOMIE
SOCIOLOGIE
TRAVAIL LOISIRS, 33 ans, 10
ans d'expérience, libre de suite,
bureau d'étude fonction person-
nel, ch. poste de consultant, ou
S.C.I., ou centre hospitalier. Ecr.
N° 1.239, « le Monde » Pub., 5, rue
de la République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

CONTRÔLEUR GESTION
ou direction administr., financ.,
compt. E.C.C., D.E.C., A.C.I.,
ou autres équivalents. Ecr. N° 1.239,
« le Monde » Pub., 5, rue de la
République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

CADRE ADMINISTRATIF 30 ans,
25 ans, chef compt. dans société
compt. E.C.C., D.E.C., A.C.I.,
ou autres équivalents. Ecr. N° 1.239,
« le Monde » Pub., 5, rue de la
République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

JEUNE FEMME 25 ANS expé-
riente de 10 ans, actuellement
assistante du responsable de la
formation d'une importante so-
ciété, recherche poste d'ASSISTANT
EN FORMATION à Paris. Libre
répondre. Ecr. N° 72.074,
CONTEXTE PUBLIS-
TIC, 25, av. Orléans, Paris-12, qui tr.
J.F. 22 ans, sc. inf., par. inf.,
ch. trad. à dom. par. inf. Juv.
Alm. 35 ans, r. de la Convention-
Chapelle. 75013 PARIS.
Tél. : 52.50.00.

CADRE COMMERCIAL
30 ans, 10 ans d'expérience,
situation professionnelle persé-
verante, recherche poste de
responsabilité. Ecr. N° 1.239,
« le Monde » Pub., 5, rue de la
République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISES
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
vous propose une sélection de collaborateurs dans
les catégories suivantes :
— INGENIEURS TOUTES CATEGORIES ;
— CADRES ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX ;
— JOURNALISTES (presse écrite et parlée).
CADRE ADMINISTRATIF — 31 ans. Formation :
Ile. droit privé, gestion entreprise. Expér. industrie
pétrolière.
Recherche : poste directeur administratif, secré-
taire général dans moyenne entreprise, Paris, région
parisienne.
CADRE COMMERCIAL — Bilingue angl.
formation sup. + Institut Commerce International.
Expér. : journaliste puis 7 ans chef service
import-export, gestion commerciale, douanes, trans-
port, assurances, études de marché.
Recherche : poste à responsabilité rég. parisienne.
CADRE COMMERCIAL — 38 ans. Formation :
technique mécanique, gestion entreprise, mar-
keting, vente, bilingue anglais. Expér. : 10 ans bran-
che électronique, responsable vente, animation
équipes, dépôts clients haut niveau, études de mar-
ché, gestion commerciale.
Recherche : poste à responsabilité commerciale
haut niveau.
INGENIEUR ELECTRONICIER — 31 ans, anglais,
italien. Formation sup. électronique industrielle
télécommunications. Expér. : 8 ans maintenance
télécommunications radio U.S.F. et M.L. labo equi-
pement télévision.
Recherche : poste technique Paris ou Province.

AGENCE SPECIALISEE
DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche - 75002 PARIS CEDEX 09
Tél. : 280-61-66, poste 30.

JEUNE FEMME
28 ans
cherche place Assistante de
CHIEF DE PUBLICITE
— Ecole supérieure publicités 1974 ;
— Expérience acquise ;
— Bonne connaissance techniques audio-
visuelles.
Libre de suite.
Ecrire au N° 1795, ROCHE-PRESS, 35 bis, rue
Beaumartin, PARIS (2^e), qui transmettra.

L'immobilier
exclusivités
bureaux bureaux
A LOUER (disponible immédiatement)
• 10 rue de la Paix
750 m² de bureaux divisibles (à partir 100 m²)
entièrement aménagés.
téléphone - parking ...
• 23.27 rue Cambon
dans une Immeuble luxueusement rénové
500 m² de bureaux divisibles (130 m²)
+ 2 boutiques (128 m² x 2)
RICHARD ELLIS S.A.
17, rue de la Baume 75008 PARIS - 225.27.80

appartem. vente
Paris
7^e STE-CLOTILDE, ODE 9510
imm. carrelé par placards
APP. 54 P.
Av. de Suffren (7^e)
Bel imm. P. 10 T. 3 A. 1 ch.
pl. 60 m². 60 m². 60 m².
N° 1.239 « le Monde » Pub.
5, rue de la République, 75002 Paris-2.
Tél. : 52.50.00.

appartem. achat
Recherche PARIS, 15^e, 7^e arr.
pour deux clients, appart. trois
ch. et imm. PALAISEAU, COMPT.
Ecr. Jean-François, 5, rue A.
Bartholin (15^e) - Tél. : 57-97-07.
locations non meublées
Offre
S-MAIRIE-TOURNAI, 3 A. 11
ch. pl. Sud. Tél. 52-55-02.

bureaux
LA DEFENSE à louer
bureaux de 60 à 2500 m²,
très grand standing.
Tél. : 954-30-9 - 954-15-77.
locaux commerciaux
MURS DE BOULOGNE
à vendre, pl. centre de Paris.
Ecr. Immobile, 10, rue de la
Liberté, 75001 Paris. Tél. : 46-14-41 pour R.V.
propriétés
PALAISEAU, 3^e arr., 10 P., parc
1.000 m², jardin : 2.500 m².
TOURS par autor., merveille
propriété commerciale 2 maisons
50 P. 11 ch. 11 ch. 11 ch. 11 ch.
2 b. 1.400.000 F. - 734-96-27.
fonds de commerce
BOULOGNE Bel immeuble
récent, living
+ 2 ch. 11 ch. 11 ch. 11 ch. 11 ch.
Prix 350.000 F. - LAB. 13-09.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi de 8h.30 à 18h.30
ou
233.44.31
pour
les
annonces classées du
233.44.21

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88	IMMOBILIER	24,00	28,02
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02	ACHAT - VENTE - LOCATION	22,00	25,68
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21	AUTOS - BATEAUX	60,00	70,05
Offres	30,00	35,02	PROPOSITIONS COMMERC.	22,00	25,68
Offres d'emploi "Placards Encadrés"			CAPITAUX		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	42,03	OCCASIONS		

L'immobilier

appartements vente

Paris

ELEGANT 145 M2
STAGE ELEVE
6 P. PARF. ETAT - 42-29-47.

GODELINS 821 Immeuble
Ravissant duplex
avec PATIO, 70 m2, calme.
244-01-94

VAUGIERARD, imm. réco. stand.
à P. 147, 122, 50.000 F.
319.000 F. COTINGE - SUP. 42-25.

CONVENTION (N°) - BEAU
à 3 PCEs, CALME, SOLEIL
CONFORT - TEL. 25-97-44.

10e près Sureau MONTMORILLON
Bon imm. Pdt, chff. cent.
4 p., wc, wc, 10 m2, 10 p2.
Prix int. Lundi 15 h - 18 h :
72, rue POISSONNIERE.

8^e MADELEINE
Imm. réco. 4 p., 2 wc, 10 m2.
76 m2 liv. + 1 ou 2 ch. cuis.
buis placards, Tél. CALME.
VUE DESGARS, SOLERIL,
SAINT-PIERRE - ELY. 33-40.

XVI^e - AV. V-HUGO
De imm. gd std. ad spot de
9 pces princ. plus, sentiers,
30 m2 IDEAL, L'ETAT, L'ETAT.
SEGOND - sur rendez-vous :
04-06-43.

XVI^e - ALMA
Petit imm. gd stand. Rste :
2 APPTS : 42-45-54.

BEAU MARAIS
Imm. 17^e m2 réco. 4/ét. d'ind.
Appt 125m2, réco. 3 ch. 5 bns.
225-49-71, 2/ét. mardi 13-17 h.

GEORGES-MANDEL
EXCEPTIONNEL - SOLEIL
Immeuble très agréable
Magnifique appartement 410 m2.
5 pces, Baignoir, Dcor, lux.
3 ch. serv. + 2 bns. 225-49-71.
FRANK ARTHUR - 224-07-49

VUE IMPRENABLE
S/JARD. LUXEMBOURG
Grand stand. 6 pces princ.
Magnifique 6 pces, 225 m2.
Balcons, 2 chambres de service.
FRANK ARTHUR - 224-07-49

VII^e - 13, R. SOLFERINO
Angle BOUL. ST-GERMAIN
De bel imm. Pdt. Bns 4 pces,
10 m2, sol, balcon, 11 confort.
Vx. 14 h 30-17 h 30, mardi 14.

CARREFOUR
BAC - SAINT-GERMAIN
TRES BEL IMM. CARACTERE
CALME ET ENJOUEE
SALON, S. à M., 4 CH.
3 BAINS + chambre service
GDE SUPERFICIE, REF. NEUF
PROF. LIBERALES AUTORISEES
PRIX : 815.000 F.
Sur place ou sur 14 h 19 h :
40, R. DU SAC, ou SAL. 22-32

R. DE COURCELLES, 64 5^e
Pdt conf. Ch. serv. ELY. 4^e
PRIX INTERESS. - 725-97-06.

OBSERVATOIRE, 8 P. 145
m2, gd ch. + 2 ch. serv.,
600.000 F. - 622-22-54.

N.-O. CHAMPS. S. 6 P. 1 ba.
200 m2, imm. 3 ch. 3 bns.
serv. Proches, libérale possible.
850.000 F. PARIS. 622-22-54.

IV MARAIS
Rav. d'imm. 147 m2 ch. + 2 ba.
80 m2, escalier, 244-01-94.

ODEON, IDEAL PLAC. 3 P.
cuis. ba. 140.000 F. 28.000 F.
Loc. ens. par nos soins. 225-49-71.

GOBELINS, 2 P. 75.000 F. F.A.C. 37-49-49.

1^{er} LAMARCK, 4 P.
ch. confort, imm. 147 m2.
sol. PRIX 250.000 F. + petit crd.
d'ind. fondier. Housse. 225-49-71.

PLEIN CIEL, 3^e 4 P. 4 P.
PRIX INTERESSANT - 225-49-41.

BOUL. MONTMARTRE
3 PCEs, cuis., 2 bns, 140 m2.
calme, MED. 79-30.

MICHEL-BIZOT
Prix intéressant. Immeuble
cuis. 2 p. confort, sol.
MARTIN, D. D. 743-97-49.

BOUL. BELLEPORT
Neuf, 147 m2, 2 ch. 11 ch.
MARTIN, D. D. 743-97-49.

ALEXIS, 200 m2, 140 m2, 140 m2.
400 m2, 70.000 F. 37-49-49.

MUETTE, 45, BOUL. SUCHET
Plusieurs ch. serv. 74 m2.
PRIX 20.000 F. 42.000 F. 37-49-49.

VII^e ELEGANT IMM. 1^{er} 5^e
CHOUETTE GRENIER aménagée
avec 200 m2, 140 m2, 140 m2.
14 m2, 140 m2, 140 m2.
PRIX 20.000 F. 42.000 F. 37-49-49.

ST-ANDRE-DES-ARTS, SOL. 39-10.
Petit studio, cuis., calme, clair.
6.000 F. 140 m2, 140 m2, 140 m2.

1^{er} METRO LAUMIERE
DANS QUARTIER EN PLEINE
EXPANSION, NOUVEAU PRO-
GRAMME DE RENOVATION
DANS BEL IMMEUBLE
REPAIT A NEUF.
PROPRIETAIRE VEND
40 BEAUX ETUDES
GRAND CPT. PRIX ETUDES
EN FONCTION DE L'ACHAT
LOCATIF TRES HAUTE REN-
TABILITE. LOCATION ET
GESTION ASSUREES. LE
PROPRIETAIRE : GIRPA.
225-49-71 + 22-32.

12^e SUR FO-SAINTE-ANTOINE
PRES BASTILLE ET MARAIS
DANS IMMEUBLE RESTAURÉ
STYLE EPOQUE. GIRPA VEND
40 ETUDES ET DUPLEX
+ POSSIBLE GRANDES
SURFACES. POUTRES APPA-
RENTES + POUTRES PETIT
BOIS ASCENSEURS + INTER-
PHONES. V.C. 200 m2, 140 m2.
REURS AMENAGES AVEC
FONTAINE ET ARBRES
D'ORNEMENT. IDEAL PLACE-
MENT STYLE + CONFORT.
LOCATION ET GESTION
ASSUREES. LE PROPRIET. :
GIRPA. 225-49-71 + 22-32.

VERNEUIL UNIVERSITE
Bel apt réco. 54 m2, 140 m2.
6000 F. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
Beaucoup de charme.
Michel & Rev. L.A. 225-49-71.

bureaux

MARAI. Bel imm. car. 150 m2.
r-de-ch. sur jardin. - 274-27-74.

SUCHET - VUE MONTMORILLON
Réc. 147 m2, 140 m2, 140 m2.
250.000 F. - JAS. 75-34.

HALLS - LOUVRE
Surf. à aménager 145 à 115 m2.
522-44-07.

7^e BRETEUIL-MASSEMAN
De Immeuble très grand stand.
à P. 147, 122, 50.000 F.
319.000 F. COTINGE - SUP. 42-25.

DISPONIBLE IMMEDIATEMENT
Tél. Mme Reynaud - 254-78-74.

R. Saint-Louis-en-l'Isle, Aspert.
Cuis. 200 m2, 140 m2, 140 m2.
belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

RUE RIBERA, 60 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

bureaux

8^e - P. - NEUILLY, etc.
1 à 20 BUREAUX pas de porte.
AG. MAILLOT - 225-49-55.

EXCLUSIVITE
14, PLACE VENDOME-1^{er}.
225 m2 Bureaux luxueux.
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
Richards-ERS - 225-49-55.

CHATELET - SEBASTOPOL
A louer
Espace de 140 m2
Bureaux neufs.
Situation exceptionnelle.
Richards-ERS - 225-49-55.

GRANDS BOULEVARDS
Bureaux neufs, gd stand.
Bureaux meublés, 140 m2, 140 m2, 140 m2.
Salle conférence. 70-70-72.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2, 140 m2, 140 m2.
terrasses, belle, 140 m2, 140 m2, 140 m2.

BOULOGNE
Imm. réco. 140 m2,

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

District parisien

LE NOUVEAU DOSSIER DES HALLES

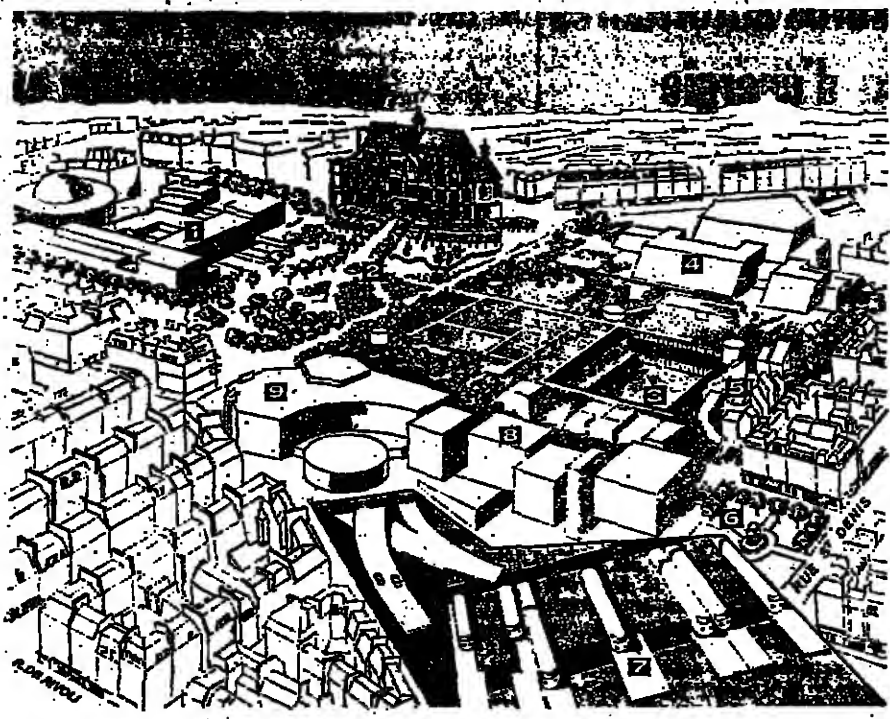
Le gouvernement va préciser ses choix et ses propositions financières

M. Robert Galley, ministre de l'équipement, doit remettre au président de la République, dans le courant de la semaine, le rapport qu'il a préparé sur le nouvel aménagement du carreau des Halles, après la décision prise le 6 août dernier par le président de la République de remplacer par un espace vert le centre de commerce international.

Une dizaine d'architectes ont été consultés par M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture. Trois projets sortaient du rang : ceux de MM. Emile Aillaud, Claude Vasconi, auteur du forum souterrain, et Ricardo Bofill.

Les conclusions gouvernementales seront soumises par le préfet au Conseil de Paris lors de la session extraordinaire prévue dans la deuxième quinzaine d'octobre. Le chapitre le plus important du débat sera celui du parking des dépenses nouvelles entre l'État et la Ville.

Voici l'état actuel de ce dossier, étant entendu que le Centre d'art contemporain du plateau Beaubourg est maintenant et doit être examiné à part.



Ce dessin représente le projet d'aménagement du carreau des Halles tel qu'il était défini avant l'intervention du président de la République, le 6 août dernier.

Le projet initial : un espace encore très occupé.

La zone d'aménagement concernée (ZAD) des Halles a été créée le 23 mars 1971 et son plan, conforme au programme défini par le Conseil de Paris le 29 octobre 1970, a été approuvé par le préfet de Paris le 31 décembre 1971. Seule modification au programme initial : le projet d'hôtel des ventes que les commissaires-priseurs ont finalement décidé de reconstruire rue Drouot (9^e arr.) a été remplacé par celui d'un centre d'antiquaires et d'un centre d'expositions.

A la place de l'ancien carreau des Halles, deux zones ont été créées : l'une, le centre de commerce international, devait ouvrir en 1977. Construite par la SEFRI, que dirige M. Jean-Claude Auzan pour le compte de l'Union internationale immobilière, les bâtiments destinés par l'architecte Jean de la Roche à être construits sur 90 000 mètres carrés de surface de bureaux et de salles de réunion, ont été remplacés par celui d'un centre d'antiquaires et d'un centre d'expositions.

A l'est, le centre de commerce international, devait ouvrir en 1977. Construite par la SEFRI, que dirige M. Jean-Claude Auzan pour le compte de l'Union internationale immobilière, les bâtiments destinés par l'architecte Jean de la Roche à être construits sur 90 000 mètres carrés de surface de bureaux et de salles de réunion, ont été remplacés par celui d'un centre d'antiquaires et d'un centre d'expositions.

Leur. Au centre, des places, des jardins et des fontaines. Sous les galeries, de petites échoppes (fleurs, journaux, cafés). M. Bofill a aussi souhaité que l'architecture des immeubles environnants puisse être modifiée afin de les adapter à la place centrale en créant des arcades le long des rues par exemple.

Le projet de M. Bofill, aurait dit-on, séduit le président de la République. Mais certains cherchent à tempérer cette rumeur, craignant que le conseil de Paris ne s'efforce d'un choix trop rapide.

2) Le financement et l'entretien du « trou ». — Le ministre de l'équipement doit de son côté répondre à la double question : Comment « boucher » les deux trous, physique et financier ?

La décision de construire un centre de commerce international sous le centre de commerce international, semble-t-il, n'est pas une nouveauté. Le programme d'équipements sportifs et sociaux envisagé par la ville dans la zone centrale « glissera » dans le trou du centre de commerce. Cependant, le projet de M. Bofill, envisagé au début, ne serait pas respecté. Ce qui ne signifie pas pour autant que le centre des antiques, physique et financier, les locaux commerciaux, prévus au-dessus du forum, seraient construits tels qu'ils étaient prévus. Mais la décision de M. Mithoud, le 27 septembre, a permis de constater que les locaux commerciaux, prévus au-dessus du forum, seraient construits tels qu'ils étaient prévus. Mais la décision de M. Mithoud, le 27 septembre, a permis de constater que les locaux commerciaux, prévus au-dessus du forum, seraient construits tels qu'ils étaient prévus.

L'intervention du président de la République : davantage d'espaces verts.

Après avoir réuni à l'Élysée le premier ministre, le ministre de l'équipement et le secrétaire d'État à la culture, M. Valéry Giscard d'Estaing a décidé le 6 août 1974 de ne pas renvoyer le projet de construction du centre de commerce international au tribunal administratif pour un vice de procédure à la demande de l'Union des champs-de-culture, et de le remplacer par un espace vert.

En fait, M. Michel Guy est chargé de proposer les esquisses d'un nouveau « parti » architectural pour l'ensemble du carreau des Halles, c'est-à-dire le quadrilatère formé par les rues de Valenciennes, Coquillière, Rambuteau, Pierre-Leclerc et Berger. Ce qui implique, après la suppression du centre de commerce, la disparition de ce centre des antiquaires, de près de la moitié des logements prévus au nord du carreau et des 6 000 m² de surface commerciale prévus au-dessus du forum, et peut-être même des 7 500 m² du premier sous-sol.

Le forum souterrain — et le cratère — sont en revanche maintenus, ainsi que les nombreuses cheminées d'aération, hautes de 15 mètres, nécessaires à l'aération du forum. Mais, diverses constructions s'ajoutent à camoufler dans le projet initial. Notons enfin que le seul endroit qui ne soit pas encore creusé et où l'on puisse planter des arbres en pleine terre est la zone centrale. Ailleurs, des plantations sont possibles, mais cela coûte beaucoup plus cher.

De son côté, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, est chargé d'étudier une nouvelle utilisation du trou creusé pour le centre de commerce au pied de Saint-Eustache et de proposer des solutions aux problèmes financiers posés par la décision du 6 août.

Et maintenant ? Chacun fait ses comptes.

1. L'architecture. — M. Michel Guy a consulté plusieurs architectes, parmi lesquels MM. Emile Aillaud, Michel Andrieu et Pierre Parak. Ricardo Bofill, Gérard Grandval, Claude Vasconi, architecte du forum, et deux paysagistes, MM. Provost et Maurizio Vitale. Cette consultation (restreinte) avait pour but de faire connaître aux hommes de l'art à la proposition suivante : « Que faire d'un espace de 6 hectares aux Halles pour qu'il soit essentiellement vert ? » L'objectif était de concevoir un espace unique pour une architecture diversifiée.

Les esquisses des architectes ont été communiquées au président de la République le 20 septembre et MM. Yves Mithoud, président du Conseil de Paris, et Christian de la Malène, rapporteur du budget de la ville, les ont vues à l'Élysée.

Trois d'entre elles ont plus particulièrement retenu l'attention des responsables. Ce sont celles de M. Emile Aillaud, qui propose une suite de « lieux poétiques » ; de M. Claude Vasconi, qui a prolongé sur l'ensemble du carreau les jardins en terrasses et les jeux d'eau qu'il prévoyait autour du cratère du forum, et de M. Ricardo Bofill. Disciple de son compatriote Gaudí, cet architecte de Barcelone est l'auteur d'un ensemble de logements baptisé la « Petite Cathédrale » qui doit être construit dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

Pour donner une unité à cette fausse place qu'est le chantier des Halles, l'architecte a imaginé de l'entourer d'une colonnade formant une galerie couverte qui limiterait l'espace central en assurant la transition avec le quartier : une sorte de Palais-Royal ouvert sur l'extérieur.

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

M. Chaban-Delmas propose que les régions et l'État concluent des « contrats d'expansion »

De notre correspondant

Bordeaux. — La session d'automne des assemblées régionales a été consacrée en Aquitaine à la discussion des orientations régionales pour le budget de 1975 et à la situation économique et sociale dans cette région.

Devant le conseil, où les absents étaient nombreux — en particulier les bancs de l'opposition, le préfet de région, M. Daniel Doustau, a dû s'expliquer, en réponse à une question du groupe des socialistes, des radicaux de gauche. En effet, quelques jours plus tôt, il n'avait pas hésité à affirmer « que l'heure de la vérité était venue pour certaines entreprises ». « Le nombre de ceux qui sont en difficulté ne se développe pas dangereusement, a-t-il dit. À ce jour, des centaines ont adressé des dossiers aux commissions départementales. Quant aux demandes d'emploi non satisfaites (vingt-quatre mille), elles sont, certes, en augmentation, elles sont essentiellement des femmes (60,2 %) et des jeunes de moins de vingt-cinq ans (33 %). »

Pour l'instant, l'option prise au moment du vote du précédent budget de faire porter l'effort de la région sur l'amélioration du revenu n'est pas remise en question.

À côté des routes, l'accord le plus large s'est dégagé pour la poursuite de l'aménagement du site industriel et portuaire de Verdon, à l'embouchure de la Gironde. La région consacrera des crédits à l'acquisition de terrains et subventionnera des équipements par l'intermédiaire du Fonds régional. Naturellement, les élus des Pyrénées-Atlantiques, qui voient se rapprocher l'échéance prévue pour l'équipement du gisement de Lacq, continuent à s'interroger sur la crédibilité du Verdon.

Le conseil régional, conscient du lourd handicap de l'Aquitaine en ce domaine, a en outre adopté le principe d'un emprunt de 40 000 000 francs réservé aux télécommunications.

M. Chaban-Delmas, dont c'était la véritable rentrée sur la scène régionale, a obtenu un succès assez remarquable. Deux jours plus tôt, il avait pourtant paru quelque peu déçu en présentant un document, écrit à la première personne, sur les orientations du plan pour l'Aquitaine. L'idée maîtresse y est la suivante : maintenir que l'Aquitaine a réussi à renverser la tendance séculaire au dépeuplement, à la dépopulation. Il est urgent d'élaborer un programme de création d'emplois nouveaux (vingt à vingt-cinq mille) susceptible de satisfaire la « montée des faunes ». Quelques solutions sont proposées : passer un contrat régional d'expansion avec l'État pour cinq ans, la durée du plan ; lancer une politique nouvelle de développement des « pays » en liaison avec les villes moyennes, pour fixer la population rurale ; encourager les activités agricoles, celles dont on peut encore attendre le plus, même si l'industrialisation reste au premier plan des préoccupations.

Tout cela pose naturellement, pour la région, des problèmes, dont le renforcement des pouvoirs des régions n'est pas le moindre. L'ancien premier ministre, qui a mis en route la réforme de juillet 1973, réclame aux élus des compétences de l'État et des moyens financiers vers les régions, ainsi que la réforme des finances locales.

JOEL AUBERT.

TRANSPORTS

Tokyo à quatre heures de vol de Pékin

Deux ans pour jour après la normalisation des relations sino-japonaises, un DC-8 de la compagnie Japan Airlines a inauguré, le dimanche 29 septembre, la ligne régulière Tokyo-Pékin. Les deux capitales seront ainsi à moins de quatre heures de vol l'une de l'autre. De son côté, l'Administration de l'aviation civile chinoise (A.C.C.C.) — ainsi se nomme la compagnie chinoise — a ouvert, le même jour, le vol régulier Pékin-Tokyo avec un Boeing 707. Après le Pakistan, la France et l'Éthiopie, le Japon devient le quatrième pays non communiste à entretenir une liaison aérienne avec la Chine.

Dans un éditorial, le *Quotidien du peuple* souligne que l'ouverture de la ligne Pékin-Tokyo revêt une « signification historique » et met fin à une « situation anormale ». « La Chine et le Japon sont si proches, voisins, séparés seulement par un bras d'eau », écrit l'organe du parti communiste chinois. « L'ouverture d'un service aérien entre la Chine et le Japon est un développement logique de la normalisation des relations », ajoute-t-il.

L'A.C.C.C. ouvrira, on le sait, une liaison régulière Paris-Pékin, via Karachi, à la fin du mois d'octobre, avec un Boeing 707. La compagnie suisse va, d'autre part, d'annoncer la création d'un service hebdomadaire.

Par quatre-vingt-trois voix sur cent dix-sept, l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), réunie à Montréal, a décidé le samedi 28 septembre, d'accorder un siège au sein de son conseil permanent à la République populaire de Chine. Le gouvernement de Tchéou Kai-chei, qui avait participé à la fondation de l'O.A.C.I. en 1947, a fait partie du conseil jusqu'en 1950. Après la prise du pouvoir en Chine continentale par Mao Tse-tung, en 1949, Taiwan avait renoncé à siéger à l'organe permanent mais était resté membre de l'Organisation. Il a dû céder son siège à la Chine populaire au mois de novembre 1971, après avoir été exclu des Nations unies.

Provence-Côte d'Azur

LE TRANSFERT DE LA PRÉFECTURE MENACE L'UNITÉ DU VAR, estiment les élus de Draguignan.

(De notre correspondant.)

Draguignan. — « Draguignan chef-lieu, c'est l'assurance du développement progressif du Haut-Var et de l'Est varois. Le transfert de la préfecture à Toulon, c'est la ruine économique de cette partie du Var, sans bénéfice pour l'agglomération toulonnaise... c'est la destruction de l'équilibre, de la vie du département ». Tel est le thème d'un tract tiré à quarante mille exemplaires, distribué à Draguignan et dans toutes les villes et villages du Haut-Var.

Depuis l'annonce faite le 25 septembre du transfert de la préfecture du Var à Toulon, la résistance s'organise sur tous les fronts. A Draguignan, parlementaires, élus, partis politiques de gauche, syndicats ouvriers, syndicats de commerçants et organisations agricoles sont unis pour résister coûte que coûte.

Le samedi 28 septembre, les commerçants ont baissé leurs rideaux et fait sonner leur stridence d'alarme.

A PROPOS DE...

LA RESTAURATION DES QUARTIERS ANCIENS

Des démenagements inutiles

Bouchées doubles pour améliorer l'habitat ancien. En 1975, deux cent quarante mille logements (un tiers de cent vingt mille en 1974) seront ainsi modernisés grâce au paiement aux aides dispensées par l'Agence nationale pour l'habitat ancien (ANAH). Telles sont les prévisions fournies par M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, à l'occasion du sixième congrès de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), réuni à Nice du 26 au 28 septembre.

La politique en faveur de l'habitat ancien devient une priorité d'ordre national, n'est-ce pas ? L'ANAH, l'Agence nationale pour l'habitat ancien (ANAH), telles sont les prévisions fournies par M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, à l'occasion du sixième congrès de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), réuni à Nice du 26 au 28 septembre.

Pour lancer cette nouvelle politique, M. Barrot souhaite que l'ANAH puisse accorder des prêts à des taux plus faibles afin de venir en aide aux propriétaires les plus modestes : que l'interdiction du cumul entre les subventions de l'agence et la participation des employeurs (dite 10 %) ou des prêts des sociétés de crédits immobiliers soit levée ; que les aides financières données aux propriétaires occupants, qui sont souvent des personnes âgées aux ressources faibles, puissent être augmentées. A ces réformes, M. Jules Ramaromy, président de l'UNPI, qui représente plus de deux cent mille adhérents, a demandé que l'on ajoute notamment une simplification des dossiers et une meilleure information.

Mais, pour réussir, la politique de l'habitat ancien doit être complétée par une politique foncière qui permette de trouver la hausse des prix. M. Pierre Mayet, responsable de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement, a souligné les écarts de la taxe locale d'urbanisme inscrite dans le projet de loi foncière qui doit être discuté au Parlement. Cette taxe, accueillie favorablement par l'UNPI, est calculée d'après la valeur des terrains et est payée par les constructions. Elle procure aux collectivités locales pour l'habitat social dans le cœur des agglomérations. M. Mayet a aussi indiqué que le projet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, de limiter par la loi l'ensemble des droits de construire et de les « collectiviser » au-delà d'un certain seuil (le Monde du 18 septembre) aurait pour avantage d'assurer une plus grande équité entre propriétaires ; d'éviter les pressions insidieuses des promoteurs et de favoriser la restauration du patrimoine existant.

ETIENNE MALLEY.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ET L'INFLATION MONDIALE

CONCLUSION DE LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON

Les États-Unis ne prendront pas de mesures autoritaires pour réduire leur consommation d'énergie

Des dispositions fiscales et budgétaires sont préparées

Washington. — La grande conférence, convoquée par le président Ford pour définir un programme d'action économique, a pris fin samedi 28 septembre par la création d'une sorte de haut état-major économique. En même temps qu'il annonçait la présentation au Congrès dans dix jours d'un plan global d'action économique, le chef de l'exécutif créait deux organismes :

L'un, appelé Economic Policy Board (Comité politique économique), sera l'organe suprême chargé de coordonner et de superviser la politique économique à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; son président sera M. Simon, secrétaire au Trésor, assisté de M. Seidman, ami personnel du président, qui, pratiquement, assurera la direction de l'organisme. Celui-ci sera composé de quatorze membres parmi lesquels le secrétaire d'État et les principaux ministres assistés de hauts fonctionnaires.

Le second organisme, appelé Labor Management Committee (Comité syndical-patronal), placé sous la direction de M. Dunlop, professeur à l'université Harvard, réunit seize

De notre correspondant

gion. C'est-à-dire l'orthodoxie économique du président Ford et de ses conseillers.

Dans son discours final, le président Ford a, en effet, clairement indiqué qu'il restait fidèle aux méthodes classiques : réduction des dépenses budgétaires et restrictions du crédit bancaire. Il a confirmé qu'il entendait réduire de 5 milliards de dollars les charges publiques, afin de

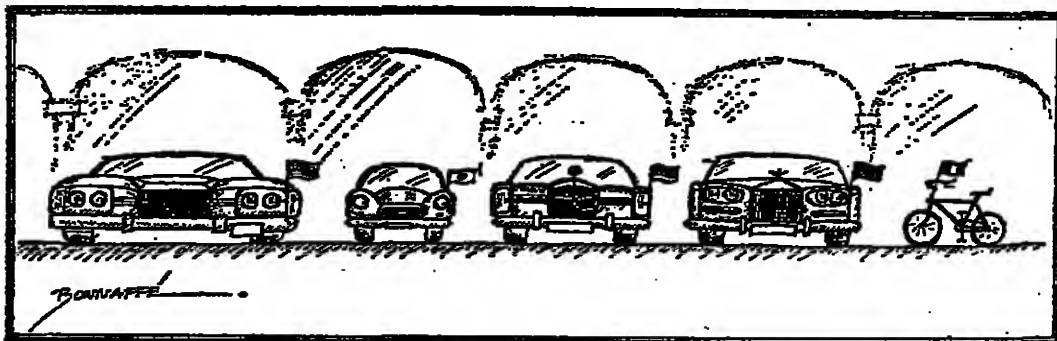
contenir le budget dans la limite de 300 milliards de dollars, et cela bien que le débat ait fait ressortir beaucoup de scepticisme sur l'efficacité de telles mesures pour lutter contre l'inflation. Simplement, faisant écho aux préoccupations des délégués, le président Ford a déclaré qu'il était d'accord pour aider les victimes directes de l'inflation, ainsi que ceux qui en souffrent indirectement par l'application des mesures anti-inflationnistes.

Exhortations, volontarisme

Ainsi, M. Ford envisage-t-il des allègements fiscaux en faveur des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'un programme d'emplois publics, géré par les autorités locales mais financé par des fonds fédéraux. La philosophie économique, du président s'exprime aussi dans la création du comité syndical-patronal, dont la mission sera de préparer des solutions raisonnables et modérées aux revendications sociales. Ce nouvel organisme répond au souci de la Maison Blanche de prêter l'exhortation et le volontarisme à une politique autoritaire des revenus.

partenaires commerciaux des États-Unis. « Nous sommes à la recherche de mesures qui aideront et ne gêneront pas les efforts des autres nations pour rétablir ou améliorer leur situation économique », a-t-il déclaré, en ajoutant qu'il aurait des « consultations extensives » avec les leaders étrangers en vue de renforcer les institutions internationales et d'éviter les effets en chaîne de l'inflation et de la déflation.

Les ballons gonflés, les grandes affiches et placards des organisations représentées à la conférence, la présence de jolies jeunes femmes



(Dessin de BONNAFFÉ.)

représentants des divers syndicats et des grandes affaires. Enfin, le président Ford a nommé le professeur Rees, de Princeton, directeur du nouveau « conseil de stabilisation des prix et salaires », créé en août dernier.

Tel est le résultat le plus tangible de ce « sommet » économique, un forum où, pendant deux jours, quelque huit cents délégués — économistes, hommes d'affaires, syndicalistes, éducateurs, etc. — ont discuté publiquement, devant les micros et les caméras de télévision, des moyens de contenir l'inflation et de limiter la récession.

En fait, loin de dégager un accord général, un consensus, sur les grandes options économiques, les débats ont surtout mis en évidence les divergences de vues entre les partisans de la libre entreprise et ceux qui souhaitent une intervention plus active de l'État dans la vie économique. Il est significatif que les applaudissements les plus nourris aient été adressés à des personnalités exprimant des idéologies totalement différentes, les uns se plaignant des contrôles et interventions nuisibles à l'efficacité de l'entreprise, les autres rappelant, au contraire, que l'Employment Act de 1946 impose au gouvernement l'obligation de créer des emplois ainsi que des assouplissements fiscaux en faveur des catégories les moins favorisées de la nation.

Ainsi, il n'est pas sûr que le gouvernement ait réussi, comme il l'espérait, à « neutraliser » le débat économique en lui enlevant son caractère politique par la participation de nombreux parlementaires démocrates. La plupart de ceux-ci, en effet, n'ont pas manqué, tout au long des discussions, de dénoncer ce qu'ils appellent la « vieille reli-

Selon M. Jean Popper

IL FAUT NATIONALISER L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE

M. Jean Popper, député socialiste du Rhône, membre du bureau exécutif du P.S., a estimé vendredi 27 septembre à Rhône-Bains (Haute-Savoie), que « l'impérialisme du gouvernement devant la crise pétrolière justifie les propositions de la gauche, et notamment celles qui visent à la nationalisation des secteurs-clés de l'économie nationale. Le pouvoir giscardien, de plus en plus solitaire de la stratégie planétaire des États-Unis, ne mise plus, pour se tirer d'affaire, que sur une hypothétique baisse des produits pétroliers ».

« Il est indispensable, a conclu M. Popper, que la production de l'énergie nucléaire et celle des équipements nécessaires à cette industrie soit confiée à des entreprises nationales ».

Les principales déclarations :

M. GISCARD D'ESTAING : aucun pays ne peut résoudre seul la crise.

M. Giscard d'Estaing qualifie la situation monétaire internationale de « très dangereuse » et déclare qu'elle requiert l'adoption rapide de mesures communes, dans une interview publiée par l'hebdomadaire américain *Time*. « Il est possible, écrit-il, qu'un pays soit en meilleure position que ses voisins, mais la véritable problème est de prendre conscience que les difficultés économiques présentes proviennent d'un mélange d'inflation et de dépression. Il s'agit d'une situation très grave qu'aucun pays ne peut lui seul résoudre, même les États-Unis. Et je m'attends certainement à quelque action commune pour bien-tôt ».

M. SCHMIDT : éviter la guerre économique.

Le même hebdomadaire publie une autre interview du chancelier Schmidt dans laquelle celui-ci souligne une coopération étroite entre les États-Unis, les principaux pays industrialisés européens et le Japon. Cela est à mon avis de la plus haute importance si l'on veut assurer le développement économique du monde en 1975.

Il est aussi important d'éviter « une sorte de guerre économique entre les pays consommateurs de pétrole et les pays producteurs », par l'adoption d'une position commune aux pays consommateurs qui leur permettrait de négocier avec les pays producteurs.

Sur les questions européennes, M. Schmidt se félicite de l'expansion de ses relations personnelles avec le président Giscard d'Estaing.

M. SAUVAGNARGUES : les Cinq ont élaboré des « approches communes ».

Washington (A.F.P.). — M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, a déclaré, dimanche, que la réunion à Washington des Cinq Grands avait permis d'élaborer des « approches communes » sur les problèmes du pétrole, destinées à faciliter le dialogue avec les producteurs.

Aucune d'une conférence de presse qu'il a donnée avant de quitter Washington pour regagner Paris, M. Sauvagnargues a dit que les pays consommateurs ne pouvaient pas se résigner à la hausse incessante du prix du pétrole et devaient développer une « stratégie commune ».

« Mais il n'y a pas de solution dans la guerre économique ni dans la constitution de blocs hostiles », a-t-il ajouté. La concertation des consommateurs doit s'accompagner du dialogue avec les producteurs. « Il a été affirmé que la réunion à cinq (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France et Japon) n'avait jamais été destinée à prendre des décisions communes mais seulement à échanger des idées. Selon lui, le dialogue qui est en train de s'engager entre la Communauté européenne et les pays arabes est l'exemple de ce qui devrait se passer entre consommateurs et producteurs de pétrole ».

M. McNamara invite les pays riches à réduire leur niveau de vie pour venir en aide aux victimes de la famine

De notre envoyé spécial

Washington. — Rien ne manquait à un cérémonial du Fonds monétaire pour accueillir convenablement et même agréablement les membres des cent vingt-six délégations et leurs invités, où dominent en nombre sinon en influence les hommes et les femmes originaires des pays du tiers et même comme on dit aujourd'hui, du quart-monde. Rien ne manquait, sinon peut-être le souffle de l'esprit dont on aurait sans doute besoin pour dissiper l'épais brouillard qui semble cacher toutes perspectives d'avenir aux gouvernements.

L'improvisation, mais aussi l'absence, voire le refus de toute vue d'ensemble semblaient caractériser cette réunion, annoncée à son de trompe des Cinq Grands (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon), puis qu'on se réunit désormais à cinq, alors que les discussions, naguère confinées aux dix des mêmes pays (Italie, Belgique, les Pays-Bas, la Suède et le Canada), sont élargies à un certain nombre de pays pauvres, avec lesquels fut créé le comité des Vingt.

Faute donc de présenter, malgré dix ans d'études sur la réforme du système monétaire international, au moins un programme-cadre à éclairer les gouvernements dans la lutte contre l'inflation, et surtout à compléter les mesures d'ordre technique qui sont prévues pour leur côté. L'indispensable assainissement de la situation financière internationale. M. Witteveen, directeur général du Fonds, est chargé de présenter un projet de résolution qui est à la fois un constat d'échec (l'assemblée générale sera invitée à entériner l'ajournement sine die de la réforme requise en châtiment par le comité des Vingt) et une collection d'expédients pour essayer de parer au plus pressé, c'est-à-dire de retarder une espèce de sanglante coupe de cheveux.

Les seules décisions concrètes qu'on attende de cette assemblée générale sont en effet : 1) L'adoption d'une augmentation des quotas du Fonds, c'est-à-dire des souscriptions de ses membres. 2) La création d'une part d'un comité intermédiaire chargé de conseiller le F.M.I. sur le fonctionnement du système monétaire international (dont plus personne ne saurait définir ce qu'il est) et, d'autre part, d'un comité des Vingt pour permettre à celui-ci d'ajouter à son arsenal un nouvel instrument (appelé dans le jargon le « crédit du pétrole ») destiné à venir en aide aux pays en mal de balances des paiements. Dans sa conférence de presse dimanche matin, M. Witteveen a rappelé que cette somme était déjà utilisée en faveur de tout de pays pauvres, mais aussi de l'Italie. Il a précisé qu'il espérait pouvoir encore emprunter (notamment auprès du Nigeria) « quelques centaines de millions de dollars » d'ici la fin de l'année.

Comme dans cette affaire du recyclage, les pays industrialisés

ont à espérer la bonne volonté des éventuels bailleurs de fonds, leurs experts passent leur temps, notamment au sein du comité numéro 3 de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), qui s'est réuni samedi à Washington, à se livrer à de denses travaux de classification. Ils ont ainsi distingué le recyclage « primaire » (pétrodollars « placés directement dans un pays déficitaire », du recyclage « secondaire » (pétrodollars placés, par exemple, à New-York et repris par la Banque américaine dépositaire à une banque italienne ou anglaise). C'est aussi en vue de ce recyclage secondaire, dans lequel les Américains volent, non sans raison, un nouvel instrument d'intervention en leur pouvoir, que les ministres des finances des Dix réunis dimanche ont décidé de renouer pour cinq ans, à partir d'octobre 1975, les accords généraux d'emprunt.

L'augmentation des quotas

Les experts du F.M.I. recommandent un accroissement considérable (de 72 %) du total des quotas qui est actuellement d'une trentaine de milliards. L'Allemagne fédérale est, avec les Pays-Bas, à peu près le seul pays à se déclarer en principe hostile à toute mesure de ce genre. Il paraît probable qu'on se ralliera à la position moyenne défendue par les États-Unis qui préconisent un accroissement de l'ordre de 25 à 32 %. L'augmentation des quotas devrait, selon ses partisans, favoriser le recyclage, par des votes officiels des capitaux détenus par les pays producteurs de pétrole vers les pays déficitaires.

Cependant les Américains, plus « politiques » que leurs alliés européens, sont déterminés à conserver au groupe des pays industrialisés qu'ils dominent le contrôle de la grande machine du Fonds monétaire qui, toute délaissée qu'elle soit, n'en reste pas moins une des pièces maîtresses du système monétaire international. Cela implique que l'accroissement des quotas, et donc des souscriptions, ne soient pas effectués de façon à ne pas nuire aux producteurs de pétrole en leur faisant perdre des parts de leur gâteau.

Les « crédits du pétrole »

Déjà les États producteurs de pétrole ont prêtés (au taux de 7 %) et pour une période de sept ans, 3,4 milliards de dollars (soit 10 milliards de francs) de crédits à court terme au F.M.I. pour permettre à celui-ci d'ajouter à son arsenal un nouvel instrument (appelé dans le jargon le « crédit du pétrole ») destiné à venir en aide aux pays en mal de balances des paiements. Dans sa conférence de presse dimanche matin, M. Witteveen a rappelé que cette somme était déjà utilisée en faveur de tout de pays pauvres, mais aussi de l'Italie. Il a précisé qu'il espérait pouvoir encore emprunter (notamment auprès du Nigeria) « quelques centaines de millions de dollars » d'ici la fin de l'année.

Comme dans cette affaire du recyclage, les pays industrialisés

L'intervention du président de la Banque mondiale

Washington (A.F.P.). — Le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, a estimé qu'un milliard d'habitants de la planète sont condamnés à un avenir « désemparé » si la communauté internationale ne leur vient pas en aide immédiatement.

Au cours de son intervention lundi devant les assemblées générales du F.M.I. et de la Banque mondiale, il a qualifié de « terrifiantes » les conséquences pour les pays les plus pauvres et les plus peuplés des bouleversements économiques récents.

La situation économique des deux premières mois, marquée par l'inflation mondiale, la hausse des prix du pétrole, l'insuffisance des récoltes et la diminution de l'aide

des pays riches, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a encore dit M. McNamara. Il faut se résigner, dans ces conditions, à l'ajouté, à une réduction du niveau de vie « extrêmement désemparé » des pays riches et à l'absence de perspectives d'avenir pour les millions de personnes, dans les pays pauvres, qui sont « exposés à la mort » dans les prochaines années.

Sans vouloir porter un jugement sur le quadruplement des prix du pétrole qui va coûter aux pays pauvres 40 % de l'aide extérieure qu'ils ont reçue en 1973, M. McNamara a invité les pays industrialisés et les pays exportateurs de pétrole à augmenter ensemble leur aide aux pays les plus touchés, comme l'Inde, la Bangladesh, le Sri Lanka, et les pays africains du Sahel.

Le président de la Banque mondiale a demandé que les pays riches, dont l'aide officielle a diminué d'un tiers par rapport à leur production au cours des dix dernières années, augmentent les crédits accordés aux pays pauvres de 2 à 4 milliards par an jusqu'en 1980. Il a proposé en plus que le groupe de la Banque mondiale porte à 7 milliards de dollars par an le montant des prêts accordés aux pays en voie de développement entre 1975 et 1979, au lieu des 4 milliards accordés en 1974, ce qui suppose que la Banque puisse emprunter 13 milliards de dollars supplémentaires par la fin de la période, dont une grande partie devrait venir des pays exportateurs de pétrole.

Le président de la Banque mondiale a chiffré à 624 milliards de dollars la richesse dont disposent les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

des pays riches, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a encore dit M. McNamara. Il faut se résigner, dans ces conditions, à l'ajouté, à une réduction du niveau de vie « extrêmement désemparé » des pays riches et à l'absence de perspectives d'avenir pour les millions de personnes, dans les pays pauvres, qui sont « exposés à la mort » dans les prochaines années.

Sans vouloir porter un jugement sur le quadruplement des prix du pétrole qui va coûter aux pays pauvres 40 % de l'aide extérieure qu'ils ont reçue en 1973, M. McNamara a invité les pays industrialisés et les pays exportateurs de pétrole à augmenter ensemble leur aide aux pays les plus touchés, comme l'Inde, la Bangladesh, le Sri Lanka, et les pays africains du Sahel.

Le président de la Banque mondiale a demandé que les pays riches, dont l'aide officielle a diminué d'un tiers par rapport à leur production au cours des dix dernières années, augmentent les crédits accordés aux pays pauvres de 2 à 4 milliards par an jusqu'en 1980. Il a proposé en plus que le groupe de la Banque mondiale porte à 7 milliards de dollars par an le montant des prêts accordés aux pays en voie de développement entre 1975 et 1979, au lieu des 4 milliards accordés en 1974, ce qui suppose que la Banque puisse emprunter 13 milliards de dollars supplémentaires par la fin de la période, dont une grande partie devrait venir des pays exportateurs de pétrole.

Le président de la Banque mondiale a chiffré à 624 milliards de dollars la richesse dont disposent les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

des pays riches, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a encore dit M. McNamara. Il faut se résigner, dans ces conditions, à l'ajouté, à une réduction du niveau de vie « extrêmement désemparé » des pays riches et à l'absence de perspectives d'avenir pour les millions de personnes, dans les pays pauvres, qui sont « exposés à la mort » dans les prochaines années.

Sans vouloir porter un jugement sur le quadruplement des prix du pétrole qui va coûter aux pays pauvres 40 % de l'aide extérieure qu'ils ont reçue en 1973, M. McNamara a invité les pays industrialisés et les pays exportateurs de pétrole à augmenter ensemble leur aide aux pays les plus touchés, comme l'Inde, la Bangladesh, le Sri Lanka, et les pays africains du Sahel.

Le président de la Banque mondiale a demandé que les pays riches, dont l'aide officielle a diminué d'un tiers par rapport à leur production au cours des dix dernières années, augmentent les crédits accordés aux pays pauvres de 2 à 4 milliards par an jusqu'en 1980. Il a proposé en plus que le groupe de la Banque mondiale porte à 7 milliards de dollars par an le montant des prêts accordés aux pays en voie de développement entre 1975 et 1979, au lieu des 4 milliards accordés en 1974, ce qui suppose que la Banque puisse emprunter 13 milliards de dollars supplémentaires par la fin de la période, dont une grande partie devrait venir des pays exportateurs de pétrole.

Le président de la Banque mondiale a chiffré à 624 milliards de dollars la richesse dont disposent les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

Quant à la question « délicate » de l'or, pour reprendre l'expression de M. Witteveen, elle sera abordée par la bande, et en quelque sorte de façon honteuse. 1) En vertu des statuts du F.M.I., le quart des quotas doit être versé en or. Cette disposition sera rapportée, ce qui constitue un nouvel encouragement à l'inflation. Mais qui, par les temps qui courent, s'en aviserait ? A la souscription en or correspond en effet le droit de tirage inconditionnel sur le F.M.I. Désormais la première tranche du versement pourra se faire en D.T.S., émis par le F.M.I. en dollars.

La « question délicate » de l'or

Quant à la question « délicate » de l'or, pour reprendre l'expression de M. Witteveen, elle sera abordée par la bande, et en quelque sorte de façon honteuse. 1) En vertu des statuts du F.M.I., le quart des quotas doit être versé en or. Cette disposition sera rapportée, ce qui constitue un nouvel encouragement à l'inflation. Mais qui, par les temps qui courent, s'en aviserait ? A la souscription en or correspond en effet le droit de tirage inconditionnel sur le F.M.I. Désormais la première tranche du versement pourra se faire en D.T.S., émis par le F.M.I. en dollars.

2) En vertu des accords généraux d'emprunts, le F.M.I. devait payer en or les intérêts dus aux Dix qui lui ont avancé de l'argent. S'il s'en tenait à cette obligation, le F.M.I. ferait une affaire d'autant plus mauvaise aujourd'hui qu'il serait obligé de compter le métal précieux à son cours officiel de 42,22 dollars l'once. C'est pourquoi cette règle sera également supprimée. On aurait pu aborder le problème de façon plus large, en examinant, par exemple, la suggestion faite par M. Larra, directeur général de la BRI (Banque des règlements internationaux), d'augmenter les souscriptions du F.M.I. par simple revalorisation de ses avoirs en or, mais il aurait fallu pour ce faire fixer, fut-ce avec une fourchette assez large, un nouveau prix officiel de l'or. Or, de cela, qui est évidemment le fond de la question, les Américains et beaucoup d'autres ne veulent pas entendre parler. La France non plus d'ailleurs.

M. Fournade a bien promis que, lui, poserait franchement le problème de l'or, mais ce sera dans le cadre des idées communales d'aujourd'hui : « La France, a-t-il déclaré dimanche, n'a pas le droit de participer à la réunion de Washington si elle n'a pas une politique commune de l'énergie » — résolution que le ministre français des affaires étrangères aurait voulu plus « nette ». — « C'est dans ce cadre que les problèmes doivent être examinés au fond », M. Sauvagnargues a répété que la France était opposée à toute « confrontation » avec les pays producteurs, mais il ne fait pas pour autant se « lever plus et moins liés à eux, et c'est pourquoi nous avons pris des mesures d'économie en matière d'importations de pétrole ».

Selon le ministre français, on devrait s'acheminer avec les autres pays consommateurs vers une « concertation globale » même s'il n'y a pas de « camp en face d'un autre camp ». — P.F.

(1) Le Fonds est une organisation constituée, au sein de laquelle le droit de vote de chaque nation est pondéré en fonction de l'importance de sa souscription.

LA
LA DECOMPOSITION

PARMI LES
B2120
DE CENTRE A CENTRE
6 TEE
2 NOVEMBRE 1974

السلامة العامة

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME MONÉTAIRE

III. — Une tragique erreur

Par PAUL FABRA

Malgré les troubles profonds qui affectent le système bancaire et celui des paiements internationaux — qui ne sont pas sans rappeler les événements de 1929-1930 — les gouvernements ne songent qu'à des expédients, tel le « recyclage » des capitaux, pour juguler la crise (« Le Monde » des 28 et 29-30 septembre).

On peut penser que le « recyclage » des capitaux par le marché approche de ses limites, et cela pour des raisons techniques. Le moment semble arrivé où les « euro-banques » ne pourront plus accepter de voir leurs dépôts à court terme croître encore, car la prudence — incarnée dans les règles non écrites de la profession — leur commande de respecter un certain « ratio » entre le montant de leurs engagements et celui de leurs fonds propres. Cela pour la colonne de leur passif. Du côté de l'actif, elles ne peuvent pas non plus concentrer un volume trop grand de leurs crédits sur quelques débiteurs. C'est ainsi que le principe de la division des risques les amène à boudier les émissions italiennes.

De nouvelles données

Même si cette solution est un encouragement supplémentaire à l'inflation, comment faire autrement ? Ce faitisme s'inspire de ce qui apparaît peut-être plus tard comme une tragique erreur de jugement. Si en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, on finit de penser que l'OMEP est la première responsable de la hausse universelle des prix et du déréglage du système des paiements, les États producteurs de pétrole continuent à proclamer — et ils ont raison sur ce point — que la clé des problèmes financiers du monde capitaliste est toujours entre les mains des grandes puissances capitalistes.

L'histoire prouve que l'inflation n'est jamais une situation irréversible. On pourrait par un plan d'ensemble, vaincre celle d'aujourd'hui et du même coup créer des données entièrement nouvelles auxquelles le cartel du pétrole, comme tout le monde, devrait s'adapter. Disons tout de suite que jamais la passivité, et sans doute l'aveuglement, des gouvernements responsables, n'a été aussi grande, et qu'en conséquence il n'y a pratiquement aucune chance que Washington, Paris ni même Bonn ne prenne l'initiative d'une remise en ordre « crédible ». C'est-à-dire propre à convaincre aussi bien l'homme de la rue que les experts qui conseillent les États et les souverains milliardaires du golfe Persique.

Deux grandes tâches seraient à accomplir, l'une consistant à apurer la situation existante en sté-

Les premières conclusions qu'a tirées le marché du prêt de la Bundesbank à la Banque d'Italie illustrent à cet égard la précarité de la situation actuelle. « Puisque les Italiens en sont réduits à donner leur or aux Allemands, où est notre garantie ? » ont pensé les grandes banques suisses, qui ont commencé à retirer leurs dépôts en euro-dollars placés auprès des banques de Rome et de Milan. Ce que l'Italie a obtenu d'une main, l'Italie pourrait le perdre de l'autre.

C'est justement parce que le « recyclage » par le marché risque de devenir de plus en plus difficile qu'à Washington les pays déficiétaires membres du Fonds plaident vigoureusement en faveur d'une augmentation des disponibilités du F.M.I. (par accroissement des quotas), espérant ainsi attirer dans le circuit officiel une partie des fonds arabes, iraniens ou vénézuéliens. Ainsi seraient-ils d'autant plus faciles d'emprunts auprès de cette institution.

Mais le système monétaire international n'est qu'une superstructure coiffant l'ensemble des régimes monétaires nationaux et, quelles que soient les réformes dont il pourrait faire l'objet, ce système se désintègre à nouveau si rien n'est fait pour réviser, à l'intérieur de chaque pays, les mécanismes de financement de la vie économique. Cela impliquerait notamment une profonde révision du crédit bancaire, une des sources majeures d'inflation étant la « transformation » sur une grande échelle de capitaux à court terme en prêts à long terme pour financer les investissements.

L'inflation présente favorise le gaspillage des ressources naturelles, les aléas que le développement des activités qui caractérisent la « société de consommation ».

PIN

COMPTABILITE DE GESTION



- Supprime les reports
- Donne la position des comptes en quelques minutes
- Permet une situation permanente de l'entreprise
- Facilite la gestion de l'entreprise.

OBBO LA COMPTABILITE ADAPTEE AUX EXIGENCES DE LA GESTION MODERNE.

Je désire une démonstration complète sur la comptabilité OBBO

Nom Fonction

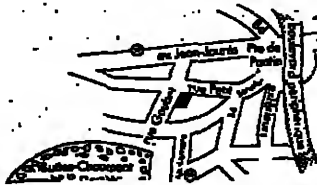
Société Adresse

3, rue de Valenciennes 75011 Paris 11

Tél. 01-57-25-50 01-57-25-08

Pour 420 f. le m² dans Paris:

Enfin des bureaux à louer qui ne sont pas à moitié finis !



Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec des conduits au milieu : tout reste à réaliser avant de pouvoir y travailler. Les travaux peuvent coûter jusqu'à 100% de la location. Evolution, c'est différent. C'est déjà aménagé et livrable immédiatement. Arrivez quand vous voulez, il ne manque plus que vos meubles.

Les niveaux sont divisibles par lots à partir de 80 m² jusqu'à 900 m². Climatiseur, Restaurant, inter-entreprises, Parking de 160 places. Deux stations de métro (Danube et Duroc), 3 lignes d'autobus. Le périphérique vers les autoroutes A1 et A3.

Téléphonez à UMF 522.12.00

Evolution : vous avez tout, et vous êtes dans Paris.

UMF TRANSACTIONS 37 rue de Rome 75008 Paris



BANCO DE BILBAO La Banque espagnole de plus grande expérience dans le domaine international.

Chiffres significatifs de l'exercice 1973.

	1972	1973	Augmentation	%
Fonds propres, après répartition des bénéfices (millions de pesetas)	13.284,5	17.180,5	3.896,0	29,33
Dépôts de clients (millions de pesetas)	176.536,6	219.686,5	43.149,9	24,44
Crédits financés (millions de pesetas)	139.524,9	184.710,5	45.185,6	32,39
Portefeuille-Titres (millions de pesetas)	46.328,6	48.024,4	1.695,8	3,66
Bénéfice net (millions de pesetas)	2.196,6	3.018,5	821,9	37,41
Bénéfice à répartir (millions de pesetas)	1.568,4	2.085,5	517,1	33,14
Dividende net par action (pesetas) (Maximum autorisé par la Loi)	61,112	53,778	—	—
Nombre de guichets permanents	467	512	45	9,63
Nombre d'actionnaires	48.731	63.936	15.205	31,20



BANCO DE BILBAO

RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES
Banco de Bilbao
Alcalá, 16 - Madrid-14 - Espagne
Tél. 232.86.07
Telex: 23381 BB RFI

SERVICE ETRANGER
Banco de Bilbao
Alcalá, 16 - Madrid-14 - Espagne
Tél. 232.16.10 / 221.11.57 / 232.87.00
Telex: 27616 BB ARB
27335 BB SEX - 22002 BB SEX

AUTRES SUCURSALES ET AGENCES EN FRANCE
"Paris-Etoile", "Paris-Pyramides",
"Paris-Rue de la Pompe",
"Paris-Boulevard Malesherbes" et
Rungis, Bayonne, Hendaye, Lyon,
Férogne (2) et Le Perthuis.

BUREAU PRINCIPAL A PARIS
29, Avenue de l'Opéra, 75021 PARIS Cedex 01
Tél. 01 34 41 - Telex: 23893 BANCOBAO PARIS
23871 BB PARIS - 67444 BB PARIS

avec les trans-europ-express

PARIS-**BRUXELLES** en 2 h 20 DE CENTRE A CENTRE

au 29 septembre 1974

6 TEE dans chaque sens dont 2 nouveaux

"MEMLING" et "RUBENS"

MEMLING RUBENS	RUBENS MEMLING
6.45 18.45 PARIS NORD	9.05 21.00
9.05 21.05 BRUXELLES MIDI	6.42 18.40

* sauf samedis, dimanches et fêtes.

renseignements: gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

TOUT EN RÉAFFIRMANT SA FIDÉLITÉ A « LA POLITIQUE EUROPÉENNE »

Le gouvernement allemand maintient ses conditions à tout accord sur la hausse des prix agricoles

La publication par la présidence de la République française, dimanche 29 septembre, de la lettre adressée à la fin de la semaine dernière par M. Helmut Schmidt à M. Giscard d'Estaing contribue à défendre l'atmosphère à trois jours de la réunion à Luxembourg des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture des Neuf. Cette lettre manifeste la volonté du gouvernement allemand de maintenir le dialogue avec ses partenaires, et en premier lieu avec la France. Le ton même du chancelier fédéral vise à dédramatiser le débat.

Sur le fond du débat, il paraît difficile cependant de parler d'un changement de position de Bonn. Le chancelier fédéral réaffirme très clairement les trois revendications du gouvernement allemand : suppression des mesures d'aide nationales, assurance que de nouvelles hausses importantes des prix agricoles ne seront pas décidées pour l'année 1975-1976, bilan général de la politique agricole commune. Si le gouver-

nement de Bonn obtenait « des déclarations satisfaisantes des États membres sur ces trois points », il pourrait donner son accord aux recommandations du conseil des ministres des Neuf du 29 septembre, laisse entendre M. Schmidt. Cela signifierait-il que Bonn accepterait la hausse de 5 % des prix agricoles proposée à l'époque, y compris sur les produits laitiers ?

Le conseil des ministres élargi du 2 octobre à Luxembourg — convoqué à cette date et sous cette forme à la demande du chancelier fédéral — s'annonce de toute manière difficile, même si chacun des participants affiche un certain optimisme. M. Pierre Lardinois, membre de la commission européenne chargée des questions agricoles, a reconnu, samedi 26 septembre, que le problème des aides nationales, notamment en France, sera délicat à résoudre.

Le premier ministre, M. Chirac, s'est entretenu le 29 septembre de l'ensemble du

dossier avec le président de la Commission de la C.E.E., M. Ortoli.

Quant à M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, il a estimé le 28 septembre, dans un discours à Coventry, que « les négociations seraient dures » et qu'« il ne pouvait en prévoir l'issue ». Il ne fait aucun doute, a-t-il ajouté, que « la politique agricole du Marché commun ne survivra pas sans une réforme radicale ». M. Callaghan a rappelé aussi que la Grande-Bretagne s'opposerait à la suppression de la règle de l'unanimité dans les conseils des ministres.

« Nous n'avons pas l'intention d'être gouvernés par les bureaucraties », a-t-il expliqué.

Le « Financial Times », qui consacre pour sa part ce lundi un éditorial à la politique agricole commune, estime « préférable » que la révision de la matière soit menée par un organisme « ad hoc » plutôt que par la Commission. Autre forme de la méfiance britannique à l'égard des « bureaucrates » de Bruxelles ?

DANS UNE LETTRE A M. GISCARD D'ESTAING
« La fidélité de mon gouvernement à la politique européenne ne saurait être mise en doute »
écrit M. Schmidt

Voici le texte de la lettre adressée par le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt à M. Valéry Giscard d'Estaing, publiée le 29 septembre par la présidence de la République :

« Monsieur le président, »

Je tiens à vous remercier de votre invitation à la décision prise le 25 septembre par le gouvernement fédéral relative aux résolutions du conseil des ministres de l'agriculture du 10 septembre. Je joins à cette lettre le texte de la décision en cinq points du cabinet, essentiellement pour que vous constatiez que par sa décision le gouvernement fédéral, loin d'avoir remis en question la politique agricole commune telle que définie dans le traité de Rome, l'a au contraire confirmée. Le cabinet fédéral est toujours étroitement lié à notre volonté commune de pratiquer une politique de stabilité, de l'importance des augmentations de prix, qui laissent prévoir les recommandations des ministres de l'agriculture.

C'est pourquoi, après en avoir délibéré de façon approfondie, le gouvernement fédéral a décidé de ne donner son accord aux recommandations du conseil des ministres de l'agriculture qu'à la condition d'obtenir des déclarations satisfaisantes des États membres concernant les trois points énumérés au paragraphe 4 de la décision du cabinet.

Après les conversations informelles qu'ont eues les chefs d'État et de gouvernement des Neuf et compte tenu de l'attitude qui avait été la mienne à cette occasion, vous ne serez pas surpris de voir

notamment figurer au nombre de ces points la question de la suppression des mesures de politique agricole nationale qui sont comprises au traité de Rome. La demande de dresser un inventaire des instruments et résultats de la politique agricole commune, le souhait exprimé par le cabinet de recueillir des assurances satisfaisantes pour que de nouvelles hausses importantes ne soient pas décidées lors de la fixation des prix agricoles pour l'année 1975-1976, ne constitue pas non plus un élément nouveau.

J'estime que de nouvelles négociations, si elles devaient devenir nécessaires, devraient avoir lieu dans le cadre d'un conseil des ministres élargi. Je serais heureux que la présidence convoque un conseil des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture, tel qu'il a été donné que les deux ministères allemands seront réunis jusqu'au mercredi 2 octobre à midi par le conseil du F.D.P., une telle réunion du conseil pourrait être convoquée pour la fin de l'après-midi du 2 octobre.

« Il n'y a certes aucune raison de dramatiser les choses. La fidélité de mon gouvernement à la politique européenne ne saurait être mise en doute. J'ai le ferme espoir que nous trouverons une solution commune aux problèmes en suspens. »

Je me suis permis d'adresser copie de cette lettre à nos collègues des sept pays membres de la Communauté ainsi qu'au président de la commission.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués. »

Helmut SCHMIDT.

Les « cinq points » de la décision allemande

Voici le texte de l'annexe à la lettre du chancelier Helmut Schmidt.

1) Le gouvernement fédéral exprime sa reconnaissance au ministre fédéral de l'agriculture, du ravitaillement et des forêts pour la circulaire avec laquelle il a défendu les intérêts de la politique agricole allemande lors des délibérations du conseil des ministres de l'agriculture sur

les propositions de la commission du 6 septembre 1974.

2) Le gouvernement fédéral soutient et appuie le développement de la politique agricole commune telle qu'elle est définie par le traité de Rome.

3) Le gouvernement fédéral a été et sera à l'avenir disposé, en dépit de graves réserves concernant les excédents supplémentaires prévus pour le lait et de produits laitiers, à donner son accord à l'ensemble de la proposition présentée au conseil du 6 septembre par la commission, à la condition que ces augmentations de prix soient prises en compte lors du prochain débat sur les prix agricoles.

Selon M. Schmidt
L'AMITIÉ AVEC LA FRANCE NE DOIT PAS FAIRE OUBLIER L'INTÉRÊT DE L'ALLEMAGNE

Interrogé par l'hebdomadaire américain Time sur ses relations avec le président Giscard d'Estaing, le chancelier Schmidt a répondu : « Je n'ai rien ajouté et n'ajouterais rien, aux explications que j'ai données aux médias et amicales relations entre deux personnes. D'autre part, je crois que tout le monde peut se rendre compte qu'une bonne coopération entre les gouvernements français et allemand est la condition préalable au progrès de l'intégration européenne. »

Mais même si les peuples sont amis cela ne signifie pas qu'ils puissent compromettre leur intérêt général. M. Giscard d'Estaing est un homme très mesuré, plus porté à des résultats pratiques et concrets qu'à de grands discours. D'une certaine façon, je peux m'associer à cette attitude. »

4) Le gouvernement fédéral ne saurait donner son accord aux décisions du conseil des ministres du 20 septembre 1974 qu'à la condition que les États membres fassent la concurrence au sein des marchés communautaires en supprimant les mesures nationales contraires au traité, qui faussent la concurrence, au sein du Marché commun. Il fera en outre dépendre sa décision des résultats des négociations qui auront lieu entre-temps concernant les prix agricoles envisagés pour l'année 1975-1976 et l'établissement d'un inventaire général de la politique agricole commune.

5) Le gouvernement fédéral estime nécessaire que le conseil engage de nouvelles négociations sur l'ensemble des problèmes que pose la politique agricole commune. Il se réserve le droit de faire des propositions qui seront fondées sur le traité de Rome. »

Bonn souhaiterait la suppression progressive du système des prix agricoles garantis

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt a rappelé, le dimanche 29 septembre, à l'occasion du congrès du parti social-démocrate berlinois, les trois conditions mises par le gouvernement fédéral pour accepter une hausse des prix agricoles européens. Cependant, l'impression prédominante à Bonn que la position allemande s'est sensiblement assouplie et qu'après son coup d'éclat M. Schmidt essaie maintenant d'arrondir les angles. C'est ainsi que le gouvernement fédéral serait prêt à se contenter d'une déclaration de ses partenaires sur leur intention de ne pas prendre de nouvelles mesures d'aide nationale aux agriculteurs.

Les Allemands évitent de parler de « réforme » du Marché commun agricole ; ils estiment que les Neuf devraient dresser un bilan de dix-sept ans de politique agricole commune avant la fin de l'année prochaine. Ils souhaiteraient que les ministres de l'agriculture se mettent d'accord mercredi à Luxembourg sur un calendrier.

Dans les milieux proches du gouvernement de Bonn, on considère que les relations franco-allemandes ne seront pas gravement touchées par la décision du cabinet. Celle-ci sert finalement M. Giscard d'Estaing, dit-on ici, qui pourra « s'abriter » derrière les exigences allemandes pour réclamer aux revendications des paysans français à un moment où il est engagé « résolument » la lutte contre l'inflation.

Plusieurs journaux allemands se sont même fait l'écho d'une telle création murmurée dans les ministères ouest-allemands : M. Schmidt aurait retiré de ses conversations avec M. Giscard d'Estaing, au début de ce mois, l'assurance que le gouvernement fédéral n'accepterait pas une augmentation des prix agricoles supérieure à 4 %. Quant M. Bonnet a soutenu une revendication de 9 % au conseil des ministres de Bruxelles, M. Erli, ministre ouest-allemand de l'agriculture, se serait senti abandonné par son allié français.

On laisse également entendre à Bonn que le chancelier a mis au courant le président de la République du veto allemand avant la réunion du cabinet de mercredi dernier, tout au moins pendant le conseil des ministres français.

L'assouplissement de la position allemande pourrait avoir une autre cause : les intentions du gouvernement fédéral en ce qui concerne une modification des règles du Marché commun agricole ne seraient pas encore très claires.

M. Grünwald, porte-parole, a certes annoncé « des propositions allemandes dans le cadre du traité de Rome », mais rien de précis ne semble prêt. Les officiels se réfèrent aux décisions prises au mois d'octobre 1973 dans une petite ville de Basse-Saxe, au cours d'une réunion de cabinet, spécialement consacrée aux problèmes agricoles.

« La politique agricole commune doit être orientée plus vers la satisfaction des besoins du marché que vers la production d'excédents », avait-il été alors indiqué. Rien de plus.

La revendication maximale du gouvernement de Bonn serait une suppression progressive des subventions indirectes à l'agriculture sous forme de prix minima et d'obligation d'achat des excédents. La formation des prix sur le sol de la Communauté devrait être déterminée par le jeu de l'offre et de la demande. Les pertes de revenus éventuelles des paysans seraient compensées par des subventions directes. Les Allemands considèrent que ce système reviendrait moins cher que celui pratiqué actuellement et qu'il serait plus efficace pour les agriculteurs. Mais personne ne paraît croire à Bonn que cette revendication, au demeurant encore très vague, puisse être acceptée par tous les partenaires de la Communauté.

Il est clair cependant que l'objectif de M. Schmidt dépasse la poli-

tique agricole commune. En s'appuyant ostensiblement sur la puissance économique et financière de son pays, le chancelier veut se servir des problèmes du Marché commun agricole comme d'un « levier » pour amener les Neuf à accepter une politique économique et monétaire commune.

DANIEL VERNET.

AFFAIRES

La banque israélienne fondée par la « conférence des milliardaires » est en difficulté

De notre correspondant

Jérusalem. — Les difficultés rencontrées par de nombreux établissements bancaires européens

NOUVEL ACCORD ENTRE KOWEÏT ET LES COMPAGNIES B.P. ET GULF

Le Koweït vient, aux termes d'un accord conclu avec les deux compagnies pétrolières internationales British Petroleum et Gulf Oil, d'abaisser légèrement le prix de son « brut » de participation. Pour le quatrième trimestre, le gouvernement koweïtien va revendre aux deux sociétés neuf cent mille barils par jour au prix de 10,74 dollars le baril, qui correspond à 83 % du prix affiché. Il y a trois mois, le prix fixé avait été de 10,95 dollars (94,8 % du prix affiché). Pourtant, cette baisse n'est qu'apparente. Selon les milieux pétroliers, l'accord qui vient d'être signé à Koweït correspond en fait à une majoration du coût moyen d'accès des compagnies au « brut ».

Aux termes des accords de participation, les compagnies sont propriétaires de 49 % de la production et l'État du Koweït de 51 %. Or, du fait de la réduction de la production globale du Koweït à quelques deux millions de barils par jour (contre six sur le marché mondial étant supérieure à la demande), le rapport 50/50 en faveur de l'État ne se trouvait pas respecté. Il était en fait inférieur au profit des compagnies.

En obligeant B.P. et Gulf à reprendre au prix du « brut » de participation, le Koweït, durant le dernier trimestre, a fait passer le prix du « brut » de son « brut » de concession à 10,74 dollars le baril, et à calculer le pourcentage 50/50 sur la production actuelle et non sur le niveau passé. Le coût moyen d'accès au brut pour B.P. et Gulf devrait donc augmenter. Il avoisinerait 8,50 dollars, contre 8,30 précédemment.

viennent d'avoir, pour la deuxième fois en quelques mois, des répercussions sérieuses en Israël. Après l'effondrement de la banque Israeli British, le groupe financier Israeli Corporation doit faire face aux conséquences de la crise que traverse la banque genevoise le Crédit international.

Israeli Corporation a été fondée par ce que l'on a appelé « la conférence des milliardaires », qui a réuni, en 1968, à Jérusalem, des hommes d'affaires et des financiers juifs de plusieurs pays qui désiraient contribuer au développement économique du pays. Cette société, dont le conseil d'administration est présidé par le baron Edmond de Rothschild, avait pour directeur général M. Mikhaïl Tsour, qui a été auparavant, pendant sept ans, directeur général du ministère israélien du commerce et de l'industrie, puis P.D.G. de la société nationale de navigation ZIM.

M. Tsour a effectué, sans en informer, semble-t-il, son conseil d'administration, des prêts pour un montant de 20 millions de dollars au Crédit international, que contrôle M. Thibor Rosenbaum, lui-même membre de ce conseil d'administration. Or, le Crédit international se trouve actuellement dans une situation telle que l'Israeli Corporation paraît ne plus se faire d'illusions sur les chances de rentrer dans ses fonds.

Vendredi 27 septembre, une réunion du conseil d'administration a été convoquée à Paris de toute urgence, par le baron Edmond de Rothschild. L'une des rares décisions connues a été l'abandon par M. Mikhaïl Tsour de toutes ses charges dans la société. M. Tsour a également décidé de quitter volontairement la présidence de la société Zim, qu'il avait conservée, ainsi que celle du grand complexe pétrochimique, Ciel, a-t-il déclaré, afin de contribuer pleinement à la bonne marche de l'enquête décidée vendredi, à Paris.

ANDRÉ SCÉMAMA.

LE GROUPE PHOCEENNE DE METALLURGIE

Leader européen du matériel de raccorderie pour le Pétrole, les Industries Chimiques, Nucléaires et Constructions Navales. Poursuit son expansion industrielle et commerciale au plan international (50 % à l'exportation vers tous les continents)

MAURICE GENOYER

son Président
fidèle à sa politique d'ENTREPRISE DES HOMMES
Propose à des cadres de valeur, ambitieux et agressifs, diplômés de l'Enseignement Supérieur ou autodidactes, de se joindre à son Equipe pour assurer la poursuite du développement des entreprises du Groupe, en y assumant des fonctions correspondant à leurs compétences.

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Homme de grande expérience des Relations Humaines, Industrielles et Sociales, âgé de 40 ans environ, il concevra et mettra en œuvre dans un Groupe jeune et un peu « sauvage », une politique évolutive et motivante de Personnel ; il assurera le Recrutement et pilotera la Formation. Il rapportera au Président.

CONTRÔLEUR DE GESTION

35 ans environ, il possèdera une expérience solide et diversifiée du Contrôle de Gestion, la pratique au plan international serait appréciée. Il fera évoluer le mode de Gestion actuel et harmonisera dans les Sociétés du Groupe, les moyens et le processus d'un contrôle dynamique de gestion. En Staff du Président, il conseillera et orientera les Directions Générales concernées.

DIRECTEURS DE FILIALES ÉTRANGÈRES DE DISTRIBUTION

Orléans, développer, conquérir un nouveau marché. Gérer avec large délégation et en pleine responsabilité. Postes à LONDRE, GENÈVE, ANVERS, TOKYO, PROCHÉ-ORIENT, VENEZUELA. La pratique des pays concernés est aussi indispensable que la langue (base : Français/Anglais).

DIRECTEUR DE FILIALE DE PRODUCTION

Homme de Production, ayant si possible l'expérience de la forge, de la mécanique et de la gestion d'Entreprises moyennes de production.

DIRECTEURS DE VENTE EXPORT

Un négociateur Bilingue d'Équipement, Bilingue Anglais, ayant pratiqué si possible les marchés Asio-Australie ou Europe de l'Est. Voyages fréquents.

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Animateur, Homme de négociation et de terrain, responsable de la gestion et du développement des 7 Agences françaises.

CHEF DES VENTES ALGERIE

Avec son équipe, il devra développer un volume d'affaires déjà important, et rechercher de nouvelles opportunités.

CHEFS DE PRODUIT ET CHEFS DE PRODUIT ADJOINTS

(Robinetrie, Tubes, Accessoires de Tuyauterie), Négociateurs, Gestionnaires, et Promoteurs Internes et Extérieurs. « Patrons » d'une équipe qualifiée d'acheteurs.

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL EXPORT

Un Commercial, technicien du Commerce International, Bilingue Anglais.

CHEF DE SERVICE TRANSIT

Rompant aux techniques administratives du Commerce Extérieur, c'est un spécialiste des opérations de transports et de séjours internationaux.

Ces situations sont évolutives dans le cadre du Groupe : leur rémunération sera fonction de la qualification et de l'expérience des Candidats. Résidence : région de Marseille, sauf pour les Directeurs de Filiales.

Phocéenne de métallurgie

9/11 - Bème rue Z.I. - B.P. 61 - 13742 Vitrolles -



CADRES
QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMÉLIORER VOTRE SITUATION
George V Orientation
organisme français de CONSEILS EN CARRIÈRES
peut vous aider à la faire dans les meilleures conditions
GVO
7, rue Marbeuf - 75008 PARIS
BAL 59-75 - BAL 56-25

سكيا في الامم

1974-1975

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

banque israélienne
difficulté des milliards
à un difficile

Le 1^{er} octobre 1974, la Banque israélienne a annoncé qu'elle avait décidé de réduire de 10 % le montant des prêts accordés aux entreprises étrangères. Cette mesure, qui s'applique à partir du 1^{er} octobre, vise à réduire les risques de non-paiement des emprunts. La banque israélienne a également annoncé qu'elle allait augmenter de 10 % le montant des commissions de gestion des prêts. Ces mesures ont été prises en raison de la détérioration de la situation économique internationale et de la difficulté de recouvrer les prêts accordés aux entreprises étrangères.

CEENNE RGIE

TER

DE PRODUCTION

DE VENTE EXPORT

DES VENTES FRANCE

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DES MARCHÉS

DANS LES VOSGES Les six cent trente salariés d'une fabrique de meubles veulent sauver leur entreprise

De notre correspondant

Nancy. — Depuis plusieurs semaines, les six cent trente salariés de la société Manuset, à Châtenois, Vosges (syndiqués à 85 % à la C.F.O.T.), tentent de sauver leur entreprise. Ils multiplient les démarches auprès des élus, des ministères et des préfectures pour maintenir l'activité de cette fabrique de meubles de cuisine.

Une requête en suspension provisoire de paiement avait été acceptée, le 30 juillet, par le tribunal de commerce de Nancy, qui gèle les créances et exige un plan de redressement pour assurer le passif de près de 10 millions de francs. Le P.D.G. de l'entreprise a été relevé de ses fonctions. M. Chassagnon, délégué du travail de Titan-Coder, devient celui de Manuset.

Les syndicats font d'énormes découvertes, et M. Pierre Montebello, le jeune délégué C.F.O.T., en a révélé une partie à la presse, la semaine dernière. « Les documents trouvés dans les bureaux directs, pratiquement abandonnés, dit-il, montrent que l'entreprise est viable. Mais on a abusé des biens sociaux. Les deux principaux actionnaires se prêtent des sommes importantes à un taux très confortable lorsque l'entreprise était bénéficiaire. Sans compter les notes de frais microbolantes, les voitures achetées par la société et les piles astronomiques. Nous consacrons l'essentiel des documents en réserve et les dévoilerons si on ne trouve pas une solution. Ce sera explosif. Nous ne voulons pas être continuellement les seuls à trembler. »

A présent, le personnel de Manuset attend la réponse d'une société aluminifère suédoise. Vendredi 27 septembre, il a paralyisé Châtenois durant une heure.

CLAUDE LEVY.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Dans les Bouches-du-Rhône CENT VINGT TRAVAILLEURS OCCUPENT L'USINE METALINOX POUR L'OPPOSER A SA FERMETURE

(De nos correspondants)

Marseille. — L'usine du Canet de Metalinox est occupée depuis le 27 septembre au soir par son personnel, la fermeture ayant été annoncée par la direction. Pour empêcher le licenciement des cent vingt salariés, l'inter-syndicale C.G.T.-C.F.O.T. organise des manifestations sur la voie publique qui commenceront ce lundi matin à Marseille. Le comité d'entreprise doit se réunir le 1^{er} octobre.

Créé en 1968, sous forme d'une association à égalité de participation entre Loxay-Basse-Deine et Babcock - Atlantique Loxay-Babcock (montage de réservoirs de pétrole et entretien de raffineries) avait pris en gérance, à compter du 1^{er} janvier 1974, une autre société de chaudronnerie industrielle, à Marseille, Metalinox. Celle-ci avait été absorbée en 1969 par Babcock-Atlantique et appartenait à elle-même au groupe Fives-Cail-Babcock. Le rapprochement entre Loxay-Babcock et Metalinox (quatre cent cinquante salariés au total) était dicté par des raisons de complémentarité d'activités. Mais il allait devenir l'union de l'aveugle et du paralysique.

En perdant ses commandes pour l'industrie nucléaire à mesure de l'achèvement des unités atomiques et d'une nouvelle répartition des marchés, Metalinox avait connu dès 1968 un déséquilibre chronique. Après une période de développement rapide, Loxay-Babcock, de son côté, avait enregistré un important déficit avec l'exercice 1973 (3,5 millions de francs, soit plus de 10 % du chiffre d'affaires annuel). La crise de l'énergie et ses séquelles économiques ne pouvaient que rendre plus difficiles les conditions d'exploitation des deux établissements, malgré la reconversion réussie de Metalinox dans la fabrication de silos métalliques pour l'industrie chimique.

LES HUIT CENT QUARANTE ET UN EMPLOYES DES ÉTABLISSEMENTS TITAN-CODER de Mauberge (Nord) ont reçu ce lundi 30 septembre leur lettre de licenciement. Dans l'usine, toujours occupée par roulement, les ouvriers sont ravitaillés régulièrement en sandwiches et boissons offerts par les commerçants de la ville.

LA SUÈDE serait disposée à adhérer au groupe des Douze. — M. Kjell Olaf Feldt, ministre suédois du commerce, a déclaré, dans une interview, que son pays pourrait participer au nouveau système international de distribution des produits pétroliers.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 heures	10 1/2	11 1/2	2 1/2
1 mois	11 1/2	12 1/2	3 1/2
3 mois	11 7/8	12 3/4	3 3/4
6 mois	11 7/8	12 3/8	3 1/4



vous
présente grandeur réelle
votre
Restaurant d'entreprise



un avantage pour le salarié
• contribution patronale sur le chèque-déjeuner,
• exonération de l'impôt sur le revenu sur cette contribution,
• libre choix du restaurant (+ de 30 000 en France).

une économie pour l'entreprise
• exonération des charges sociales et fiscales,
• surface récupérée.

CCR
le service le plus complet
• le plus rapide,
• le moins coûteux.

des références exceptionnelles
• des milliers d'entreprises, privées, publiques, semi-publiques dans toute la France.

A dater du 1^{er} janvier 1975, relèvement de la contribution de l'employeur au paiement des chèques-déjeuner (ou "titres-restaurant")

93, rue Lauriston,
B.P. 340.16
75767 Paris Cedex 16

CHEQUE
DE JEUNER

Tél. 727.49.53

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NAPHTACHIMIE

Pour répondre au développement du marché, Naphchimie vient de décider la construction d'un nouvel atelier de polypropylène de 50 000 tonnes/an, portant ainsi à 180 000 tonnes/an la capacité totale de ses ateliers de polyoléfine à Lavéra.

Le démarrage est prévu pour la mi 1976.

Naphchimie est filiale commune de Rhône-Poulenc (57,20 %) du groupe Rhône-Poulenc et de la Société Française des Pétroles BP (42,80 %).

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1974 accuse une augmentation de 8 % sur celui des six premiers mois de 1973. Cette progression est due aux activités des divisions aéronautiques et industrielles, ainsi qu'à l'augmentation de poids lourds, les ventes d'équipements automobiles traditionnels enregistrant une baisse.

Cette baisse de l'activité conjuguée avec la hausse considérable des matières premières et celle des salaires et des frais financiers, ont entraîné une majoration importante des coûts de production qui n'a pu être répercutée immédiatement et intégralement dans les prix de vente.

Ainsi, les comptes du premier semestre 1974 accusent une perte de 10 338 000 F après constitution d'amortissements et de provisions pour 11 387 000 F.

L'évolution des prix de vente intervenus au cours du troisième trimestre permet une première amélioration des conditions d'exploitation. Néanmoins, le déficit de l'exercice sera important.

Le carnet de commandes de la division aéronautique se situe à un niveau supérieur à celui de l'an passé à la même époque, et la commercialisation de l'enregistreur de poids lourds dans la nouvelle définition correspondant à la réglementation européenne, qui débute actuellement, connaît un développement important au cours des prochains mois.

La société poursuit ses efforts pour améliorer ses conditions d'exploitation par une action notamment sur ses structures et sur la rotation des stocks.

Pour assurer le financement d'une part, des investissements indispensables, et d'autre part, de l'accroissement du fonds de roulement provoqué par l'inflation, la société va

MOET - HENNESSY

L'assemblée générale des actionnaires réunie à Paris le 26 septembre 1974, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 juin 1974.

Elle a décidé de verser par action le dividende de l'exercice au montant d'un franc payé d'avance (avoir fiscal) de 1,20 F, soit un dividende global de 10 800 F. Ce dividende tient compte des recommandations gouvernementales visant à limiter à 5 % la progression des dividendes. Il s'ajoute à un capital augmenté d'un dixième par l'attribution d'actions gratuites intervenue en contre d'exercice. La mise en paiement interviendra à partir du 7 octobre 1974 contre remise du coupon n° 20.

L'assemblée a également renouvelé pour une période de six années les mandats d'administrateur de MM. Frédéric Chandon de Bisselles, Claude Fourmon et Gertruy de Murard.

Une assemblée générale extraordinaire, réunie à l'issue de la précédente, a décidé la mise en place d'un plan d'options de souscriptions d'actions.

En outre, renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'augmenter éventuellement le capital jusqu'à un montant total de 300 millions de francs. Le conseil a précisé qu'il n'entrerait pas dans les intentions du conseil de faire usage de cette autorisation dans l'immédiat.

procéder à une augmentation de capital par la création de 215 224 actions nouvelles émises à 75 F, qui débiteront au cours du mois d'octobre.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 4 96 juin 1972 (Regroupement Moyenne-Durée)

L'intérêt annuel sur ces obligations pour la période du 15 avril 1974 au 14 avril 1975, sera payable, à partir du 15 octobre 1974, contre détachement de coupon numéro 23, à raison de :

1.000 F net pour les obligations de 100 F (avoir fiscal : 0,48 F, montant global : 4,48 F).

5.000 F net pour les obligations de 50 F (avoir fiscal : 0,24 F, montant global : 2,24 F).

0,80 F net pour les obligations de 20 F (avoir fiscal : 0,10 F, montant global : 0,90 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera respectivement de 0,54 F, 0,22 F et 0,12 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

JAEGER

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1974 accuse une augmentation de 8 % sur celui des six premiers mois de 1973. Cette progression est due aux activités des divisions aéronautiques et industrielles, ainsi qu'à l'augmentation de poids lourds, les ventes d'équipements automobiles traditionnels enregistrant une baisse.

Cette baisse de l'activité conjuguée avec la hausse considérable des matières premières et celle des salaires et des frais financiers, ont entraîné une majoration importante des coûts de production qui n'a pu être répercutée immédiatement et intégralement dans les prix de vente.

Ainsi, les comptes du premier semestre 1974 accusent une perte de 10 338 000 F après constitution d'amortissements et de provisions pour 11 387 000 F.

L'évolution des prix de vente intervenus au cours du troisième trimestre permet une première amélioration des conditions d'exploitation. Néanmoins, le déficit de l'exercice sera important.

Le carnet de commandes de la division aéronautique se situe à un niveau supérieur à celui de l'an passé à la même époque, et la commercialisation de l'enregistreur de poids lourds dans la nouvelle définition correspondant à la réglementation européenne, qui débute actuellement, connaît un développement important au cours des prochains mois.

La société poursuit ses efforts pour améliorer ses conditions d'exploitation par une action notamment sur ses structures et sur la rotation des stocks.

Pour assurer le financement d'une part, des investissements indispensables, et d'autre part, de l'accroissement du fonds de roulement provoqué par l'inflation, la société va

FORMATION CONTINUE DES CADRES

L'ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET SUPÉRIEUR

organise (depuis 1937) des stages de formation continue
- Expertise comptable (section reconnue par l'état),
- Ecole Supérieure des Transports,
- Formation des chefs de personnel,
- Formation à la gestion dans l'entreprise.

Le financement de ces actions est déductible de la participation de l'employeur au financement de la Formation professionnelle continue
1% pour 1974 Loi du 16 juillet 1971
Demandez notre documentation n° 435 à

ENOES

62, RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS Tél. 522-15-07 et 28-76

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires,

48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

il reste encore 700 m² de bureaux neufs à louer.

* divisibles à partir de 100 m².

HERRING DAW

63, rue Pierre Charton

75008 PARIS

tél.: 256.11.10

UN JOUR DANS LE MONDE

2. LE SUCCÈS DES FORCES DE GAUCHE AU PORTUGAL.

3-4. EUROPE

— ITALIE : l'extrême droite a préparé trois fois un coup d'État depuis 1970.

— La préparation des élections britanniques.

4. AMÉRIQUES

— CUBA : deux sénateurs américains refusent de voter la loi de l'embargo.

— SAINT-DOMINGUE : six otages sont détenus au consulat du Venezuela.

5. PROCHE-ORIENT

— ÉGYPTE : le quatrième anniversaire de la mort de Nasser a été célébré avec un éclat particulier.

6-7. ASIE

— VIETNAM DU SUD : l'opposition crée un comité de défense des travailleurs et multiplie les manifestations contre le régime.

8-11. POLITIQUE

— 12. MÉDECINE : Au Congrès de l'Union des pharmaciens de l'Europe.

— 12-14. ÉDUCATION : Au congrès des parents d'élèves « autistes » : autistes ou dévot ?

— 14. RELIGION : La synode épiscopal à Rome.

— 15. SPORTS : « De l'éducation physique aux centres d'entraînement » (1), par François Simon.

— RUGBY : l'affaire Max Barou.

— TIR : la fin des championnats du monde.

16. EUROPE

— Un débat entre M. Samuel Pisar et Charles Lévy.

— Un article de M. Jean-Louis Servan-Schreiber : « Les journaux, vingt ans après la télévision ».

— Un « dossier » sur l'industrie de l'édition en Europe.

28. JUSTICE

— L'intégration des avocats dans la magistrature va être facilitée.

30-31. ARTS ET SPECTACLES

— DANSE : saison d'automne.

— THÉÂTRE : Victor Lanoux, l'enseigne de la mort.

— CINÉMA : la Terre promise, de Miguel Littin.

31. RADIO-TELEVISION

— Les conditions de retraite faites aux cinq cent cinquante agents de l'ex-O.R.T.F. mis en « position spéciale » restent à régler.

39. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— DISTRICT PARISIEN : le dossier des Halles.

— URBANISME : la restauration des immeubles anciens.

40 à 43. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— La décomposition du système monétaire (III), par Paul Fabre.

— LUTTE CONTRE L'INFLATION : les États-Unis ne prendront pas de mesures autoritaires pour réduire leur consommation d'énergie.

— AGRICULTURE : dans une lettre à M. Giscard d'Estaing, M. Schmidt déclare : « La fidélité de mon gouvernement à la politique européenne ne saurait être mise en doute. »

LIRE ÉGALEMENT

RADIO - TELEVISION (32)

Annuaire classé (23 à 28) ; Carnet (29) ; Informations politiques (30) ; « Journal officiel » (31) ; Méthodologie (32) ; Mots croisés (33) ; Finances (44).

Europcar loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645 21 25

Le numéro du « Monde » daté 28-30 septembre 1974 a été tiré à 502 097 exemplaires.

A B C D F G H

A Strasbourg

L'assemblée consultative du Conseil de l'Europe exprime « ses encouragements et son plein soutien » au gouvernement de Lisbonne

Après avoir entendu le ministre portugais des affaires étrangères, M. Soares, l'Assemblée du Conseil de l'Europe — qui entend ce lundi Mme Françoise Giroud — a approuvé samedi une résolution aux termes de laquelle elle :

« Formule le vif espoir que le processus de démocratisation engagé au Portugal se poursuivra sans heurts et sans entraves, comme cela était le cas depuis le 25 avril 1974 (...). »

« Lance un pressant appel aux gouvernements de tous les États démocratiques de l'Europe pour qu'ils apportent d'urgence au gouvernement provisoire portugais toute l'aide possible sur le plan économique, technologique et technique afin d'accélérer le processus d'un retour à des institutions démocratiques et stables ; »

« Recommande au comité des ministres de se mettre sans délai en rapport avec les autorités portugaises, en vue de préciser les activités auxquelles le Portugal pourrait d'ores et déjà soulever participer, à titre permanent ou ad hoc, jusqu'au moment où toutes les conditions seront remplies pour qu'il devienne membre de plein droit du Conseil de l'Europe. »

Le vote unanime de cette résolution traduit l'émotion suscitée à l'Assemblée par les derniers événements de Lisbonne et l'impact du calme et de l'optimisme manifestés par M. Soares. La veille encore, en effet, la plupart des membres ne seochaient pas de considérer que la question d'une admission du Portugal au Conseil de l'Europe ne serait pas actuelle aussi longtemps que le régime restait menacé par les communistes.

M. Soares avait rappelé à plusieurs reprises que la première mission du Conseil était de garantir la légitimité démocratique des gouvernements des pays membres. Il a réaffirmé solennellement que mars 1975 était une limite pour des élections libres.

Le chef de la diplomatie portugaise est reparti de Strasbourg « très satisfait », comme il nous l'a précisé dans le train qui le ramenait à Paris samedi.

D'après ce qu'il nous a dit, le général Spínola, pendant la réunion nocturne du gouvernement, a fait connaître sa volonté que la manifestation de la « majorité silencieuse » ait lieu. Bien que d'un avis contraire dans sa majorité, le gouvernement s'était incliné, d'autant que son chef, le général Gonçalves, était retenu au palais pendant deux heures environ, lui était-il dit, « d'écouter sur sa sécurité ». C'est vers la fin de la nuit que l'armée renversa son attitude et bascula en faveur du gouvernement et de la gauche. « Un homme d'État », rôle capital dans ce renversement d'attitude, assure M. Soares, c'est le chef d'état-major de l'armée, le général Costa Gomes.

Le ministre socialiste se veut résolument optimiste en dépit des multiples menaces qui pèsent sur lui du fait surtout d'une droite sans cesse alimentée par les traumatismes qui résultent de la décolonisation, peut-être aussi des communistes, dont il affirme certes qu'ils sont des éléments dangereux et prudents mais dont il note malgré tout qu'ils sont de tendance très stalinienne. Le parti socialiste se trouve ainsi le principal support de la démocratie, dont il doit assurer le maintien et rechercher le renforcement.

M. Soares se félicite en conséquence que le Portugal ne cessent de venir renforcer son parti.

dont les membres sont désormais plus nombreux que ceux du P.C. JEAN SCHWEIBEL.

(Lire nos informations pages 1 et 2.)

DANS UN ENTRETIEN AVEC « TIME »

M. Valéry Giscard d'Estaing estime que son attitude libérale a coupé l'herbe sous les pieds de la gauche

Dans un entretien que publie l'hebdomadaire américain Time, le président Giscard d'Estaing déclare qu'il a l'intention « de créer, d'organiser un modèle, ou un modèle en puissance, d'une société libérale évoluée. Nous avons, dit-il, des modèles de sociétés socialistes évoluées, comme la Suède, ou en certains domaines l'Allemagne. Mais nous n'avons pas en Europe, du moins jusqu'à présent, de véritable modèle de société libérale évoluée. La France est un pays traditionnellement attaché à son passé et à ses traditions tout en ayant en même temps une vie intellectuelle plutôt active. »

M. Giscard d'Estaing estime que l'attitude libérale de son gouvernement a coupé l'herbe sous les pieds de la gauche.

Sur les marchés des changes

LA BAISSSE DU DOLLAR S'ACCENTUE

La baisse du dollar s'est accentuée lundi matin sur les marchés des changes : à Paris, il valait 4,73 F - 4,74 F contre 4,75 F vendredi. La baisse du franc français, due essentiellement à des causes techniques, s'est accentuée, notamment contre le deutschemark.

Alors que M. Lecanuet se rapproche des R.I.

M. Servan-Schreiber veut rassembler la « gauche réformatrice » au sein d'un parti radical transformé

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, doit annoncer mardi 1^{er} octobre devant le bureau de sa formation et défendre mercredi devant le comité directeur la transformation du parti radical socialiste en « parti radical réformateur ».

Le député de Meurthe-et-Moselle a rendu publique lundi matin une déclaration signée, outre de lui-même, de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine ; Anne-Marie Fritsch, député réformatrice de la Moselle ; et de M. Michel Durafour, ministre du travail et vice-président du Centre républicain ; André Rossi, secrétaire d'État, porte-parole du gouvernement (et également vice-président du Centre républicain) ; et Gabriel Périot, secrétaire d'État au tourisme, secrétaire général du parti radical.

Cette déclaration est la suivante :

« Pour soutenir le rythme de la réforme, et mettre ainsi la France en avance sur son temps, nous déclarons de nous unir dans une organisation politique nouvelle. »

« Nous convoquons donc ensemble un congrès pour le mois prochain à Paris. La formation, qui doit nous réunir, s'intitulera : Parti radical-socialiste et réformateur. »

« La direction, formée par les signataires, organisera ce congrès, auquel sont conviés tous ceux qui partagent la même conviction : celle d'une gauche réformatrice. »

Les assemblées constitutives pourraient se réunir, dans les prochaines semaines, dans la région parisienne, et le véritable congrès, qui rassemblerait un plus grand nombre de députés, aurait lieu dans le courant du mois de novembre.

Cette nouvelle tentative de mutation du parti radical, qui met un terme à la vie du Mouvement réformateur tel qu'il était né, le 3 novembre 1971, des accords de Saint-

Germain-en-Laye, se développe alors que le Centre démocrate de M. Jean Lecanuet (partenaire des radicaux au sein de l'alliance réformatrice) s'apprête à rendre public, de son côté, un protocole d'accord le liant, de façon préliminaire, à la Fédération nationale des républicains indépendants. Un texte commun avait été signé notamment par M. Lecanuet et Ponskowski au début du mois de septembre.

Cet accord, s'il ne présage sans doute pas véritablement une fusion (M. Lecanuet y est opposé), traduit le même état de fait : l'incompatibilité entre centristes et radicaux.

Pour M. Servan-Schreiber et ceux qui se sont associés à son entreprise, le projet politique semble d'ailleurs être en premier lieu de se couper du centre et de décoller du parti radical cette étiquette « centriste » que le député de Meurthe-et-Moselle supporte difficilement. En même temps, il s'agit de rassembler M. Jean Lecanuet vers la droite ou du moins le centre droit, et de lui enlever la possibilité de regrouper sous son autorité un Mouvement réformateur dans lequel les radicaux auraient été réduits à un rôle modeste. En second lieu, les signataires s'inscrivent en faux contre un possible mouvement d'unification de la majorité.

M. Durafour est un allié de choix dans la mesure où il représente le Centre républicain (parti né d'une scission du parti radical en 1954), mais aussi dans la mesure où son poste de ministre du travail lui confère un rôle important au gouvernement et une image « sociale ».

Mme Françoise Giroud entre pour la première fois officiellement dans la direction d'un parti politique.

Enfin, l'objectif est de constituer à l'aide de la gauche la majorité — M. M. Lecanuet s'applique à vouloir se situer — une formation susceptible d'attirer à elle les éléments du centre et de la gauche peu enclins à rejoindre l'une des formations actuelles : un parti qui voudrait incarner la « gauche réformatrice », par opposition à la « gauche collectiviste ». Par la même occasion, soit dire devant une situation nouvelle ceux qui, au Centre démocrate comme au parti radical, s'étaient engagés dans des tentatives de rassemblement du centre gauche (M. Jacques Feller, sénateur centriste de l'Ain, dans le premier cas ; M. Léon Houmanian et Claude Cateaux, membres de la direction du parti radical, dans le second).

Conservateur, ou donner, à l'entreprise de M. Valéry Giscard d'Estaing un caractère véritablement et durablement réformateur est aussi, à long terme, l'objectif des fondateurs du parti radical socialiste et réformateur.

N. J. B.

Les marins du FRANCE refusent toujours de quitter le navire

Après un certain flottement qui a suivi le samedi 28 septembre la décision de l'équipage du FRANCE d'envisager un retour du paquebot au Havre au début de cette semaine, les fédérations syndicales de marins sont parvenues, semble-t-il, à obtenir que l'occupation du paquebot continue dans les mêmes conditions et avec la même fermeté.

C'est maintenant une question de quelques jours — et baliser les bras équivaquerait à s'inscrire au bureau de chômage », a déclaré au cours d'une réunion d'information à bord M. Perrot, secrétaire du syndicat C.G.T. des marins. D'ailleurs, samedi après-midi, une manifestation de soutien à l'équipage a été organisée au Havre, rassemblant la plus plume plusieurs milliers de personnes.

En fait, il semble que les syndicats

C.G.T. et C.F.D.T. de marins — quelques divergences apparaissent entre eux — attendent beaucoup de la réunion prévue mardi 1^{er} octobre du Conseil supérieur de la marine marchande. Au cours de cette réunion doit être discuté le plan de relance de la marine marchande, mais les responsables syndicaux espèrent que le sort du FRANCE ne sera pas passé sous silence.

A cet égard, on enregistre ce lundi une nouvelle proposition de sauvetage du paquebot émanant de la C.F.D.T. Cette proposition, qui consiste à transformer le FRANCE en navire-exposition, est tout simplement celle qui a été présentée par le service d'études pour la conversion du FRANCE armé par un Tourangeau, M. Guy Chevrier (le Monde du 25 septembre).

A bord, en dépit du départ de plusieurs marins (une centaine ont débarqué depuis une semaine), la vie continue apparemment dans le calme.

Pour la troisième année consécutive

RENÉ JENET REÇOIT LE PRIX ITALIA

Pour la troisième année consécutive, c'est le réalisateur René Jenet, représentant l'Atelier de création de France-Culture, qui a reçu le prix Italia. C'est la troisième distinction que la radiodiffusion française reçoit en trois ans dans cette compétition.

Huitième Station. Souvenirs, Bazar, est le titre du documentaire — oratorio que René Jenet présentait cette année au prix Italia. Parti d'écho sonore enregistré pendant la semaine sainte à Jérusalem — rituels chrétiens, musulmans et juifs, « croquis » pris sur le vif dans la rue et dans les souks — le réalisateur a-t-il eu l'entreprise d'évoquer la prise de Jérusalem par les croisés ; la guerre d'hiver, et la guerre sainte, le commerce d'aujourd'hui, et la guerre sainte... « Djihad ! », crie le guerrier du fond des âges : « Djihad ! », lui répondent les armes automatiques — « souvenirs, bazar » — ou les voix de la conscience de la civilisation judéo-chrétienne ; langage difficile, violent, parfois ardu — l'anti-thèse et pourtant la puissance de la quête entreprise depuis plusieurs années, et qui avait trouvé son accomplissement dans Pourquoi ? (prix Italia 1971) ; René Jenet se situe à l'avant-garde d'une école radiophonique qui a appris à écouter le langage des sons et qui a inventé une véritable dramaturgie pour l'oreille — sans relation avec le théâtre parlé.

On peut souhaiter que la réorganisation de la radiodiffusion accorde une place plus large à ce style de recherches, non seulement dans ses studios, mais surtout sur ses antennes, où elles sont diffusées d'une façon quasi clandestine. — M. R.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ARAMCO SERAIENT RETARDÉES À CAUSE DE LA MOINDRE AUDIENCE DE M. YAMANI

Washington (A.P.). — Selon le « Washington Post », les négociations entre l'Arabie Saoudite et l'ARAMCO, qui visent à la vente des pétroles totales des installations pétrolières du consortium américain (que le gouvernement de Riyad contrôle à 40-60 %), sont dans l'impasse.

La position de M. Yamani, ministre saoudien de l'énergie et principal négociateur, ne serait, en effet, plus indifférente à Riyad. Les quatre compagnies américaines qui forment le consortium — Mobil, Exxon, Texaco, Socon — seraient peu disposées à répondre dans l'immédiat aux demandes de « réajustement saoudien », après que celui-ci a été désavoué par son gouvernement sur le moyen de faire baisser les prix du pétrole.

Au vingt-troisième congrès de la prud'homme

M. DURAFOUR SOUHAITE ORGANISER UN SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION DES CONSEILLERS

Le vingt-troisième congrès de la prud'homme française, réuni à Cannes, a clos ses travaux samedi 28 septembre par un discours de M. Michel Durafour, ministre du travail, de l'emploi et de la population. Celui-ci, qui a réaffirmé son attachement au principe de la parité (ouvriers-patrons) et au mode d'élection des conseillers prud'hommes, a aussi observé que les sortites devraient pouvoir être organisées en semaine plutôt que le dimanche.

Enfin, le ministre du travail a assuré les conseillers prud'hommes qu'il entendait donner un terme au plus tôt à leur questionnement en mettant un système de rémunération et une garantie sur les accidents de travail. M. Durafour est aussi chargé de réviser la prise en charge des frais de fonctionnement des prud'hommes et les statuts des secrétaires et secrétaires adjoints.

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne les descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit
Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement

Centre Etoile
19 avenue Kléber Paris 16
525 25-25

Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
546 11-74

Service spécialisé créé par le groupement Bancaire

(Publié)

ANTIQUE

PARIS NEW-YORK

M. WILSON recherche Meubles - Tableaux - Bibles - Bronzes - Pendules

WAG. 27-55

22 avenue Niel - 75011 PARIS

YVONNE DE BREMOND D'ARS
achète pour collectionneurs : tous beaux meubles, tapisseries, tableaux de maîtres.
20, 22 St-HONORE - 266 11.03 PARIS 8^e

DECORATION

LES TISSUS

D'AMEUBLEMENT

EN VOGUE :

■ Les Jacquards et toutes leurs variantes

■ Toiles de lin unies et imprimées

■ Tissages spéciaux «cours-belges»

■ Tissus et Velours «Dralon»

■ Nouveaux carreaux etrayés

les prix :

de 18^{fr} à 175^{fr} le mètre (tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LIRE ÉGALEMENT
RADIO - TELEVISION (32)
Annuaire classé (23 à 28) ; Carnet (29) ; Informations politiques (30) ; « Journal officiel » (31) ; Méthodologie (32) ; Mots croisés (33) ; Finances (44).

Europcar loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645 21 25

Le numéro du « Monde » daté 28-30 septembre 1974 a été tiré à 502 097 exemplaires.

A B C D F G H

TIMBRES-POSTE

Exportateur : J. BARROS, Expert

Membre de la Chambre de Commerce française aux États-Unis, Membre de l'Association des Vendeurs de Timbres-Poste et de la Chambre Syndicale des Négociants et Experts en Timbres-Poste.

7, AVENUE GAMBETTA, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Yvelines) Téléphone : 963-27-99

Cherche à acheter de belles collections comprenant des timbres RARES. Achète également vieilles correspondances des bords complètes en gros et des timbres en feuilles — Prix maximum strictement au comptant.

Se déplace à nos frais — Prière de ne rien envoyer Maison fondée à Saint-Germain en 1935

150 000 000